HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION D'ANGLETERRE

II



PREMIÈRE PARTIE

CHARLES Ier ET LA RÉVOLUTION

(1625-1649)

II

PARIS. — IMPRIMÉ CHEZ BONAVENTURE ET DUCESSOIS,
QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 55.

HISTOIRE

DE

CHARLES IER

DEPUIS SON AVÉNEMENT JUSQU'A SA MORT

(1625—1649)

PAR M. GUIZOT

II

QUATRIÈME ÉDITION



PARIS

DIDIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR

35, QUAI DES AUGUSTINS.

1853

AVERTISSEMENT

DE LA PREMIÈRE ÉDITION

DU TOME DEUXIÈME.

La publication de ce volume a essuyé quelque retard; j'ose croire que la cause en paraîtra légitime. Sa Majesté le roi des Pays-Bas a daigné ordonner que les archives de ses États et de sa maison, déposées à La Haye, me fussent ouvertes, et que j'y pusse recueillir tous les documents dont j'aurais

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

D'ANGLETERRE.

LIVRE QUATRIÈME.

Début de la guerre civile. — Le roi plante son étendard à Nottingham. — Bataille d'Edgehill. — Terreurs de Londres. — Combat de Brentford. — Tentatives de négociation. — Caractère de la guerre civile. — La reine revient du continent. — Négociations d'Oxford. — On commence à se défier du comte d'Essex. — Dissensions intérieures du parlement. — Complot royaliste dans la cité. — Mort de Hampden. — Défaites successives du parlement. — Son énergie. — Efforts des partisans de la paix dans les chambres. — Projets du roi pour marcher sur Londres. — Ils échouent. — Siége de Glocester. — Essex fait lever le siége. — Bataille de Newbury. — Mort de lord Falkland. — Alliance du parlement avec les Écossais. — Retour triomphal d'Essex à Londres.

1642-1643.

A la nouvelle de ces dispositions, libre aussi de toute incertitude, le roi à son tour déploya plus de vigueur. Un petit convoi lui était arrivé de

Hollande, et la reine en promettait de nouveaux ([1]). Les commissaires qu'il avait chargés de recruter en son nom, le marquis de Hertford, le comte de Northampton, lord Strange, sir Ralph Hopton, sir Henri Hastings, obtenaient dans les comtés de l'ouest et du nord quelques succès ([2]). Goring, gouverneur de Portsmouth, s'était déclaré en sa faveur ([3]). Les cavaliers se levaient de toutes parts; ils se répandaient dans les campagnes, entraient de force dans les maisons des amis du parlement, enlevaient l'argent, les chevaux, les armes, et arrivaient à York déjà fiers de leurs victoires et de ce facile butin. Charles comprit que de tels désordres feraient grand tort à sa cause, et pour les réprimer, tout en excitant le zèle des royalistes, il parcourut en personne les comtés d'York, de Leicester, de Derby, de Nottingham, de Lincoln, convoquant partout la noblesse, la remerciant de sa fidélité, l'exhortant au bon ordre, à la prudence; plus actif, plus affable qu'il n'avait coutume de paraître, soigneux même de parler au peuple, et protestant partout

([1]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IV, p. 173.

([2]) May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 16-23.

([3]) Clarendon, *Hist. of the rebell.* t. IV, p. 243 et suiv. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 1440.

de son ferme attachement à la religion et aux lois du pays ([1]). Ces rassemblements, ces discours, les gentilshommes quittant ou fortifiant leurs châteaux, les bourgeois relevant les murs de leurs villes, les routes couvertes de voyageurs armés, les milices s'exerçant chaque jour, tout offrait l'aspect de la guerre déclarée, tout en faisait naître, à chaque instant et sur tous les points du royaume, l'envie et l'occasion. Déjà même le sang avait coulé en plusieurs rencontres, plutôt des rixes que des combats ([2]). Déjà le roi, par deux tentatives, qui échouèrent, sur les places de Hull et de Coventry, avait donné sujet au parlement de lui imputer la première agression ([3]). L'un et l'autre parti redoutaient également ce reproche, prêts l'un et l'autre à tout risquer pour soutenir leurs droits, mais tous deux tremblants d'avoir à répondre de l'avenir. Le 23 août enfin, Charles résolut d'appeler officiellement ses sujets aux armes, en plantant à Nottingham l'étendard royal. A six heures du soir, sur le sommet de la colline qui domine la ville, escorté de huit cents chevaux et

([1]) May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 40-41, 55, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IV, p. 216 et suiv.

([2]) May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 16. — Whitelocke, p. 59.

([3]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IV, p. 257. — *Parl. Hist.*, t. II, col. 1456.

d'un faible corps de milice, il fit d'abord lire sa proclamation. Déjà le héraut avait commencé; un scrupule s'éleva dans l'esprit du roi; il reprit le papier, et, sur son genou, corrigea lentement plusieurs passages, puis le rendit au héraut, qui lut avec peine les corrections. Les trompettes sonnèrent, l'étendard approcha, portant pour devise : « Rendez à César ce qui appartient à » César. » Mais on ne savait où l'attacher, ni comment se passait jadis cette antique forme de la convocation des vassaux par le suzerain. Le temps était sombre; le vent soufflait avec violence. On dressa enfin l'étendard dans l'intérieur des murs du château, au haut d'une tour, à l'exemple du roi Richard III, le dernier dont on se souvînt. Le lendemain le vent l'avait abattu. « Aussi, » pourquoi le placer là? dit le roi; il fallait le » mettre dans un lieu ouvert, où chacun pût en » approcher, non dans une prison. » Et il le fit transporter hors du château, près du parc. Quand les hérauts voulurent l'enfoncer en terre, ils s'aperçurent que le sol n'était qu'un roc très dur. Avec leurs poignards ils creusèrent un petit trou pour y fixer le bâton, mais il ne tint pas, et pendant quelques heures on fut obligé de le soutenir à bras. Les assistants se retirèrent, l'esprit trou-

blé de sinistres présages ([1]). Le roi passa quelques jours à Nottingham, attendant, mais en vain, que le pays répondît à son appel. L'armée du parlement se formait à quelques lieues de là, à Northampton, déjà forte de plusieurs régiments. « S'ils veulent tenter un coup de main, dit sir » Jacob Astley, major général des troupes royales, » je ne réponds pas que le roi ne soit enlevé dans » son lit ([2]). » Quelques membres du conseil le pressèrent de tenter encore une négociation. « Quoi, » déjà, dit-il, au début de la guerre, avant même » qu'elle ait commencé ! » On insista, au nom de sa faiblesse. Quatre députés ([3]) partirent pour Londres ([4]), et revinrent sans succès; l'un d'eux, lord Southampton, n'avait pas même pu obtenir de remettre en personne son message à la chambre ([5]). Le roi quitta Nottingham ([6]), et, malgré son regret de s'éloigner de Londres, instruit que les comtés de l'ouest montraient plus de zèle pour

([1]) Rushworth, part. 3, t. I, p. 783. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IV, p. 258. — William Lilly, *Observations on the life and death of king Charles*, dans les *Select Tracts* de M. Mazères, t. I, p. 176.

([2]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 2.

([3]) Les comtes de Southampton et Dorset, sir John Colepepper et sir William Uvedale.

([4]) Le 25 août 1642.

([5]) *Parl. Hist.*, t. II, col. 1458-1460.

([6]) Vers le milieu de septembre.

sa cause, il porta à Shrewsbury son quartier général.

Depuis plus de huit jours, le comte d'Essex était à la tête de son armée : à sa sortie de Londres [1] une foule immense l'avait accompagné, criant *vivat!* et agitant en l'air des banderoles orange, couleur de sa maison; quiconque en portait une autre était suspect et insulté [2]. Il trouva à Northampton près de vingt mille hommes réunis. Un comité des deux chambres lui était adjoint et devait résider près de lui, mais sous sa présidence et sans pouvoirs supérieurs au sien [3]. Il avait pour instruction de transmettre au roi une pétition qui le conjurait de revenir à Londres, et, sur son refus, de le suivre partout, « et par bataille ou » autre voie, d'enlever sa Majesté, le prince de » Galles et le duc d'York, ses deux fils, à leurs » perfides conseillers, pour les ramener au par- » lement [4]. »

La pétition ne fut pas même présentée; le roi déclara qu'il ne la recevrait point transmise par des hommes qu'il avait déjà proclamés traîtres [5].

[1] Le 9 septembre 1642.

[2] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 57. — Whitelocke, p. 59.

[3] *Parl. Hist.*, t. II, col. 1473. Le comité était composé de douze lords et de vingt-quatre membres des communes.

[4] *Parl. Hist.*, t. II, col. 1471.

[5] Le 16 octobre 1642. *Parl. Hist.*, t. II, col. 1484.

A Shrewsbury, il avait repris force et confiance. De l'ouest et du nord, de nombreuses recrues lui arrivaient enfin ; pour leur donner des armes, il avait enlevé, non sans résistance, celles des milices de plusieurs comtés ; des convois destinés à l'Irlande traversaient l'ouest pour s'embarquer à Chester, il les avait saisis. Les catholiques des comtés de Shrop et de Stafford lui avaient avancé 5,000 livres sterling ; pour le titre de baron un gentilhomme en avait payé 6,000 ; de Londres même son parti lui avait, sous main, fait passer de l'argent. Douze mille hommes environ marchaient sous ses drapeaux (1). A la tête de la cavalerie, le prince Robert son neveu (2), naguère arrivé d'Allemagne (3), parcourait le pays d'alentour, déjà odieux par ses pillages et sa brutalité, mais déjà redouté pour son audace. Essex n'avançait qu'avec lenteur et comme pour suivre plutôt que pour atteindre son ennemi. Arrivé le 23 septembre à Worcester, à quelques lieues du roi, il y passa trois semaines sans agir. Enhardi par cette

(1) May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 37-39, 56, 66-69. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t V, p. 24, 29, 41, 60, 62, 68. – *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. I, p. 199-212, dans ma *Collection*.

(2) Second fils de Frédéric V, électeur palatin, roi de Bohême, et d'Élisabeth, sœur de Charles Ier.

(3) Au commencement du mois de septembre.

inaction, par le succès de quelques escarmouches, par le nouvel aspect de sa fortune, Charles résolut de marcher sur Londres, pour finir la guerre d'un seul coup; et il était déjà en mouvement depuis trois jours, lorsqu'Essex rebroussa chemin à sa suite pour aller défendre le parlement.

Le trouble fut grand à Londres; on ne s'attendait pas à ce brusque péril : les parlementaires s'étonnaient, les royalistes commençaient à s'agiter, le peuple avait peur. Mais la peur du peuple se tourne aisément en colère; le parlement sut l'y pousser. Ferme et passionné dans ses actes comme dans son langage, il prit soudain des mesures de défense contre le roi, de rigueur contre les malveillants. Quiconque était resté étranger aux contributions volontaires fut taxé et contraint; on emprisonna les récalcitrants, on désarma les suspects : des réquisitions de toute sorte eurent lieu; toutes les écuries de la ville et des faubourgs furent visitées; on prit tous les chevaux propres à servir. Des fortifications s'élevèrent en hâte; une foule d'hommes, de femmes, d'enfants, y travaillaient avec ardeur; on tendait des chaînes; on dressait des barricades dans les rues; la milice, toujours sur pied, se tenait prête à marcher [1].

[1] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 70. — *Parl. Hist.*, t. II,

Tout à coup, le 24 octobre au matin, le bruit se répandit qu'une grande bataille avait été livrée, l'armée du parlement totalement défaite, beaucoup d'officiers tués et faits prisonniers : ces nouvelles venaient d'Uxbridge, à quelques lieues de Londres; sir James Ramsey, Écossais et colonel d'un régiment de cavalerie, les avait données, disait-on, en traversant cette ville dans sa fuite. Presque au même moment, arrivèrent d'autres nouvelles, bien différentes, mais non plus certaines; la victoire du comte d'Essex était complète, l'armée du roi en pleine déroute; on le tenait de gens qu'on avait rencontrés, aussi sur la route d'Uxbridge, galopant en toute hâte pour annoncer à Londres ce merveilleux succès (1).

Aussi peu instruit que le peuple, le parlement fit fermer les boutiques, ordonna aux milices d'être à leurs postes, aux citoyens d'attendre ses ordres, et exigea de chacun de ses membres une déclaration personnelle de ferme adhésion au comte d'Essex et à sa cause, quoi qu'il fût arrivé et qu'il pût arriver (2). Le lendemain seulement (3),

col. 1478-1485. — Whitelocke, p. 60. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 51.

(1) Whitelocke, p. 61. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 101-103.

(2) *Parl. Hist.*, t. II, col. 1494.

(3) Le 26 octobre 1642.

lord Wharton et M. Strode apportèrent de l'armée l'avis officiel de la bataille et de ses résultats.

Elle avait eu lieu le 23 octobre, près de Keynton, dans le comté de Warwick, au pied de la colline dite Edgehill ; là seulement, après une marche de dix jours, pendant laquelle les deux armées, à quelques lieues l'une de l'autre, avaient complétement ignoré leurs mouvements réciproques, Essex avait enfin rejoint les troupes du roi. Quoiqu'il eût laissé en arrière une portion de son artillerie et plusieurs régiments, entre autres celui de Hampden, il se décida à attaquer sans retard, et au même instant le roi prenait le même parti. L'un et l'autre souhaitaient la bataille, Essex pour sauver Londres, Charles pour mettre un terme aux obstacles qu'il rencontrait dans un comté tellement ennemi de sa cause, que les maréchaux s'enfuyaient des villages, pour ne pas ferrer les chevaux du roi [1]. Engagée vers deux heures de l'après-midi, l'action fut vive et dura jusqu'au soir : la cavalerie du parlement, affaiblie par la désertion du régiment de sir Faithful Fortescue, qui, au moment de charger, passa tout entier à l'ennemi, fut mise en déroute par le

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 78.

prince Robert; mais dans sa bouillante imprévoyance, et emporté aussi par la soif du pillage, il la poursuivit plus de deux milles, sans s'inquiéter de ce qui se passait derrière lui. Arrêté enfin par le régiment de Hampden, qui arrivait avec l'artillerie, le prince rebroussa chemin vers le champ de bataille; mais à son retour il trouva l'infanterie royale rompue et dispersée, le comte de Lindsey, général en chef, blessé à mort et prisonnier, l'étendard du roi tombé aux mains des parlementaires; le roi lui-même s'était vu un moment presque seul et en danger d'être pris. La réserve d'Essex demeurait seule et en bon ordre sur le terrain. Charles et son neveu essayèrent en vain de déterminer leurs escadrons à une nouvelle charge; ils étaient revenus pêle-mêle; les soldats cherchaient leurs officiers, les officiers leurs soldats; les chevaux tombaient de fatigue; on n'en put rien obtenir. Les deux armées passèrent la nuit sur le champ de bataille, l'une et l'autre inquiètes du lendemain, quoique s'attribuant toutes deux la victoire. Le parlement avait perdu plus de soldats, le roi plus d'hommes de marque et d'officiers. Le jour venu, Charles parcourut son camp; un tiers de l'infanterie et beaucoup de cavaliers manquaient; non que tous

eussent péri, mais le froid, le défaut de vivres, l'âpreté de ce premier choc, avaient dégoûté un grand nombre de volontaires; ils s'étaient dispersés [1]. Pour continuer librement sa marche sur Londres, le roi eût voulu engager une nouvelle action; mais il vit bientôt qu'il n'y pouvait songer. Dans le camp parlementaire, la même question était agitée; Hampden, Hollis, Stapleton, la plupart des officiers chefs des milices et membres des communes, conjuraient Essex de reprendre sur-le-champ l'attaque : « Le roi, disaient-ils, est » hors d'état de la soutenir; trois régiments frais » nous sont arrivés; il tombera dans nos mains » ou sera forcé d'accepter nos conditions : la ra- » pide conclusion de la guerre peut seule épargner » au pays des maux, au parlement des chances » impossibles à prévoir. » Mais les militaires de profession, les officiers formés sur le continent, le colonel Dalbier et d'autres, repoussèrent ce conseil : selon eux, c'était déjà beaucoup d'avoir livré, avec des recrues, un si glorieux combat; Londres était sauvé; ce succès avait coûté cher; les soldats, encore bien novices, étaient étonnés et tristes; ils ne recommenceraient pas sitôt de

[1] Rushworth, p. 3, t. II, p. 33-38. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 73-82. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 76-87.

bon cœur; le parlement n'avait qu'une armée, il fallait l'accoutumer à la guerre, et ne pas tout risquer en un jour. Ils parlaient avec autorité; Essex adopta leur avis (1), et porta son quartier général à Warwick, en arrière de l'armée royale, mais en mesure de suivre ses mouvements. Quelques jours après, le roi s'avançant vers Londres, quoique sans dessein de pousser sa marche, établit le sien à Oxford, des grandes villes du royaume la plus dévouée à sa cause.

A Londres comme à Oxford, on rendit à Dieu des actions de grâces; car le parlement, se disaient entre eux ses amis, avait obtenu une grande délivrance, bien qu'une petite victoire. Il s'aperçut bientôt que la délivrance même n'était point consommée (2). Plus voisine que celle d'Essex, l'armée du roi se répandait dans le pays; la plupart de ses déserteurs rejoignaient leurs corps, guéris, par l'espoir du butin, de leur premier effroi. Des places qu'on croyait sûres, Banbury, Abingdon, Henley, lui ouvraient leurs portes sans coup férir; la garnison de Reading, commandée par Henri Martyn, ami de Cromwell et cynique démagogue, s'enfuit honteusement à l'approche de quelques

(1) Whitelocke, p. 61.
(2) *Ibid.*

escadrons ([1]). Le roi y porta son quartier général. Le prince Robert poussait jusqu'aux campagnes de Londres ses courses et ses pillages ([2]). La cité s'alarmait ; la chambre haute accueillait des motions pacifiques ([3]). Essex eut ordre de se rapprocher avec ses troupes, et en attendant on se décida à demander au roi un sauf-conduit pour six députés chargés d'ouvrir quelque négociation. Il refusa d'y comprendre l'un d'eux, sir John Evelyn, que la veille même ([4]) il avait proclamé traître ([5]). La chambre des communes voulut tout rompre ; Essex était arrivé ([6]). Le lord maire convoqua à Guidhall une assemblée générale des citoyens ([7]). Deux membres du parlement, lord Brook et sir Henri Vane, s'y rendirent pour relever leur courage et les exhorter à sortir des murs, à s'aller ranger sous les drapeaux du général : « Il a remporté, leur dit lord Brook, la plus grande » victoire qui se soit jamais vue ; il leur a tué » deux mille hommes, et nous n'avons pas perdu

([1]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 121.
([2]) Whitelocke, p. 61.
([3]) Le 29 octobre 1642. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1.
([4]) Le 2 novembre 1642.
([5]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 2-5. — Clarendon, *Hist. of the rebell*, t. V, p. 122.
([6]) Le 7 novembre 1642.
([7]) Le 8 novembre 1642.

» cent des nôtres ; non, pas cent, à moins que vous » ne vouliez compter les femmes, les enfants, les » charretiers et les chiens, car les gens du roi » ont tué les chiens et tout ; alors cela ferait deux » cents. Eh bien, messieurs, le général veut sor- » tir demain, il veut faire plus qu'il n'a encore fait ; » et c'est pour vous qu'il va marcher, car pour » lui rien ne le gêne ; il peut être un homme » libre, un gentilhomme, un grand seigneur : il » peut aller où il lui plaît. C'est pour vous seuls » qu'il marchera demain. Quand donc vous en- » tendrez battre le tambour, car décidément de- » main le tambour battra, ne dites pas, je vous » en conjure : — Je ne suis pas de la milice, — et » ceci, et cela, et l'autre : marchez plutôt et com- » battez vaillamment, et ce sera le jour de votre » délivrance (1). » La salle retentit d'acclamations ; mais la terreur n'était point dissipée : le roi, que ses partisans informaient de tout, avait pressé sa marche ; il était à Colebrooke, à quinze milles de Londres. Le parlement se résigna à faire partir cinq de ses députés, sans insister sur l'admission d'Evelyn. Charles les reçut bien (2), et dit qu'en tout lieu, même aux portes de la ville, il serait

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 6-9.

(2) Le 11 novembre 1642.

prêt à traiter [1]. A la lecture de sa réponse dans la chambre haute [2], Essex se leva, demandant ce qu'il avait à faire, et s'il devait poursuivre ou suspendre les hostilités. On lui ordonna de les suspendre; sir Peter Killigrew partit pour aller traiter d'un armistice. En arrivant à Brentford, à sept milles de Londres, il trouva la guerre rengagée. Malgré la négociation, le roi, avançant toujours, était tombé à l'improviste sur le régiment de Hollis, en quartier à Brentford, dans l'espoir de l'écraser sans peine et d'entrer tout à coup dans la cité. Mais la bravoure de ce petit corps donna aux régiments de Hampden et de lord Brook, cantonnés près de là, le temps d'arriver, et ils soutinrent seuls pendant plusieurs heures le choc de l'armée royale. On entendait de Londres la canonnade sans en comprendre la cause. Au premier rapport, Essex, qui siégeait dans la chambre, monta à cheval et sortit, avec ce qu'il put rassembler de forces, pour aller dégager ses régiments. A son arrivée l'action avait cessé; les soldats de Hampden et de Hollis, après un rude carnage, s'étaient retirés en grand désordre; le roi occupait

(1) Rushworth, part. 3, t. II, p. 58.— *Parl. Hist.*, t. III, col. 9, 11.
(2) Le 12 novembre au matin.

Brentford; mais il s'y était arrêté, et ne semblait pas disposé à pousser plus loin ([1]).

La colère s'empara de Londres, d'autant plus vive qu'elle s'alliait à un redoublement d'épouvante; il n'était bruit que de la perfidie du roi, et aussi de sa barbarie; car, disait-on, il avait voulu prendre la cité d'assaut, durant la nuit, et livrer ses habitants, leurs familles, leurs richesses à ses avides et licencieux cavaliers ([2]). Les plus chauds partisans de la guerre se plaignaient avec amertume qu'il vînt la porter ainsi jusque sous leurs murs, et exposer à de tels périls tant de milliers de ses paisibles sujets. Le parlement mit soudain à profit cette disposition. Il invita les apprentis à s'enrôler, déclarant que le temps de leur service compterait pour leur apprentissage ([3]); la cité offrit quatre mille hommes pris dans sa milice, et nomma Skippon pour les commander. « Allons, mes enfants, mes braves enfants, leur

([1]) May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 102, note 1, dans ma *Collection*. En déterminant exactement et rapprochant soigneusement les dates, je crois avoir éclairci, dans la note à laquelle je renvoie, cette affaire de Brentford qui a été, entre les écrivains parlementaires et royalistes, le sujet d'un grand débat, et que tout récemment encore M. Lingard (*Hist. of Engl.*, t X, p. 201-202) me paraît avoir mal comprise.

([2]) Whitelocke, p. 62.

([3]) Rushworth, part. 3, t. II, p. 53.

» dit-il en se mettant à leur tête, prions de bon » cœur et battons-nous de bon cœur; je courrai » les mêmes hasards que vous tous. Souvenez-» vous que c'est ici la cause de Dieu, qu'il s'agit » de défendre vos femmes, vos enfants et vous-» mêmes. Allons, mes bons et braves enfants, » priez de bon cœur et combattez de bon cœur, » et Dieu nous bénira [1]. » Durant un jour et une nuit ces nouvelles levées, miliciens et volontaires, sortirent successivement de Londres pour aller prendre place dans les rangs de l'armée; et le surlendemain du combat de Brentford [2], Essex, accompagné de la plupart des membres des deux chambres et d'une foule de spectateurs, passa en revue vingt-quatre mille hommes rangés en bataille à Turnham-Green, à moins d'un mille des avant-postes du roi.

Là recommença le débat qui s'était élevé, après l'affaire d'Edgehill, dans le conseil du général. Hampden et ses amis demandèrent avec instance qu'on attaquât aussitôt. « Jamais, disaient-ils, on » ne retrouvera le peuple à la fois si fermement » assuré et si impérieusement obligé de vaincre. » Leur avis prévalut un moment, et quelques mou-

(1) Whitelocke, p. 62. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 14.

(2) Le 14 novembre 1642.

vements de troupes furent ordonnés en conséquence. Mais Essex ne s'y rendait qu'à contre-cœur ; les vieux officiers ne cessaient de le combattre ; un incident survint à l'appui de leurs objections. Un jour que l'armée était en bataille en face de celle du roi, soit que les troupes royales parussent faire un mouvement d'attaque, soit par toute autre cause, deux ou trois cents spectateurs, venus de Londres à cheval, reprirent brusquement et au grand galop le chemin de la ville : à cette seule vue, un fâcheux ébranlement se manifesta dans les rangs parlementaires, des propos décourageants circulaient, et beaucoup de soldats semblaient disposés à quitter leurs drapeaux pour retourner aussi dans leurs maisons. L'erreur dissipée, les visages redevinrent sereins et les rangs se raffermirent; d'abondantes provisions de vivres, de vin, de tabac, de denrées de toutes sortes, envoyées par les femmes de la cité à leurs enfants et à leurs maris, ramenèrent dans le camp la confiance et la gaieté. Mais Essex refusa décidément de tout hasarder sur la foi de l'enthousiasme public ; il rappela les corps qui s'étaient portés en avant, s'établit partout sur la défensive ; et le roi, qui de son côté craignait fort une attaque, car il n'avait plus ni balles ni poudre, opéra

sans obstacle sa retraite d'abord à Reading, ensuite à Oxford, où il prit ses quartiers d'hiver [1].

Tant d'hésitation et de lenteur, combattues, mais sans succès, par les chefs du parlement, avaient des causes plus puissantes que l'attitude chancelante des soldats, ou la prudence du général. La cité même était pleine de divisions et d'incertitudes : le parti de la paix s'y manifestait hautement, recruté, surtout dans la haute bourgeoisie, de beaucoup d'hommes qui n'avaient accepté la guerre qu'avec crainte et chagrin, et parce qu'ils n'avaient su comment s'y opposer. Déjà des pétitions, assez vives d'ailleurs contre le papisme et le pouvoir absolu, demandaient aux chambres d'y mettre un terme [2]. On les repoussait, on menaçait même leurs auteurs ; mais il en venait d'autres, rédigées dans les comtés, et adressées aux lords qu'on jugeait plus disposés à les accueillir [3]. Les pétitions contraires ne manquaient point : d'une part les magistrats et le conseil commun de la cité, renouvelé par de récentes élections, de l'autre la petite bourgeoisie et le

[1] Whitelocke, p. 62, 63. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 58, dans ma *Collection*.

[2] Le 19 décembre 1642. *Parl. Hist.*, t. III, col. 43.

[3] Le 22 décembre 1642. *Ibid.*, col. 46.

peuple, étaient dévoués aux plus hardis meneurs des communes, et saisissaient avec ardeur toute occasion de les exciter ou de les soutenir. Un marchand, nommé Shute, venait presque chaque jour [1] à la barre de la chambre, suivi d'un nombreux cortége et réclamant, au nom du *parti pieux et actif*, qu'on poussât la guerre avec vigueur. On l'accueillait avec empressement, on le remerciait de son zèle; mais quand son langage devenait trop impérieux, quand il parlait trop insolemment des lords et des officiers de l'armée, on se sentait obligé de le réprimander [2], car personne n'eût osé dire ni penser peut-être que le parlement se dût séparer des grands seigneurs engagés dans sa cause, ou pût triompher sans leur appui. Pour donner aux amis de la paix quelque satisfaction apparente, on imagina de la faire officiellement demander par le conseil commun, non au parlement, mais au roi lui-même; sur le roi tomberait ainsi l'embarras de la réponse, et la sienne ne pouvait manquer de déplaire aux citoyens. De l'aveu des chambres, une députation du conseil commun se rendit à Oxford [3]. Le roi sourit quand

[1] Les 13 et 21 novembre, le 9 décembre, etc. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 12, 22, 37, etc.

[2] Le 11 décembre 1642. *Parl. Hist.*, t. III, col. 38.

[3] Le 2 janvier 1643.

elle le pressa de revenir à Londres, promettant de réprimer les émeutes : « Vous ne pouvez, dit-il, » y maintenir la paix pour vous-mêmes ; » et il renvoya les députés avec sa réponse, les faisant accompagner d'un gentilhomme chargé de la lire, en son nom, à l'assemblée générale de la cité. Une foule immense s'y porta [1]; lord Manchester et M. Pym y assistaient, prêts à repousser, au nom du parlement, les accusations du roi. A la vue de cette bruyante multitude, le commissaire du roi eut peur et voulut se dispenser de lire lui-même le message, alléguant la faiblesse de sa voix. Sommé de remplir sa charge, il obéit, et fut même contraint de recommencer deux fois sa lecture, dans deux salles différentes, pour que tout le monde l'entendît. A la seconde fois, quelques royalistes, timidement placés près de la porte, hasardèrent quelques acclamations soudain étouffées par de violents murmures. La lettre du roi était longue et amère, pleine de récriminations qui n'annonçaient point le désir de la paix. Pym et lord Manchester y répondirent : le cri « Nous » vivrons et mourrons avec eux ! » s'éleva de toutes parts, et les pétitions pacifiques furent pour quel-

[1] Le 13 janvier 1643.

que temps découragées [1]. Les tentatives du parti royaliste n'avaient jamais d'autre résultat; mais elles se renouvelaient sans cesse; elles tenaient Westminster comme la cité dans une anxiété continuelle: nul ne songeait encore à leur opposer ces derniers excès de la tyrannie qui procurent aux partis quelques jours de toute-puissance, bientôt payés de longs revers; et le parlement, appliqué à lutter contre ce mal intérieur, ne pouvait déployer au dehors toute son énergie, ni la porter librement vers d'autres combats.

Dans les comtés il en était autrement: là, rien ne gênait les partis : là, aucune responsabilité générale et décisive ne s'attachait à leurs actes, et les besoins ou les calculs de la politique ne venaient point régler ou intimider les passions. Aussi, tandis qu'aux environs de Londres, entre le parlement et le roi, la guerre semblait languir, elle éclatait ailleurs, entre les parlementaires et les royalistes, spontanée, vive, franche, poursuivie dans chaque lieu pour le compte de ses habitants, et presque sans égard à ce qui se passait entre Oxford et la cité. Quelques mois s'étaient à peine écoulés, et déjà le royaume était couvert

(1) Rushworth, part. 3, t. II, p. 110-116. *Parl. Hist.*, t. III, col. 49-61.

de confédérations guerrières, librement formées, soit dans l'intérieur d'un comté entre les hommes de même opinion, soit entre les comtés limitrophes, pour soutenir en commun leur cause. Pour première démarche, ces confédérations demandaient et recevaient, du parlement ou du roi, selon leur dessein, une commission pour leurs chefs, et des pouvoirs pour lever des soldats, imposer des taxes, prendre toutes les mesures qu'elles jugeraient nécessaires au succès. Elles agissaient ensuite isolément et presque à leur gré, sauf à rendre compte de temps en temps, à Oxford ou à Londres, de leur situation, de leurs actes, et à solliciter au besoin des secours ou des conseils [1]. A défaut de telles ligues locales, quelquefois même simultanément, un homme riche et accrédité levait un petit corps et guerroyait en partisan, tantôt aux environs de sa ville ou de sa terre, tantôt se portant plus loin, selon son au-

[1] Les deux principales de ces confédérations furent, dans le nord, celle des comtés de Durham, Northumberland, Cumberland et Westmoreland, pour la cause royale; et dans l'est, celle des comtés de Norfolk, Suffolk, Cambridge, Huntington, Bedford, Essex, Lincoln et Hertford, pour la cause parlementaire. On en rencontre plusieurs autres, comme, dans le centre, celle des comtés de Northampton, Warwick, Leicester, Derby et Strafford, pour le parlement; au sud-ouest, celle des comtés de Dorset, Somerset, Devon et Cornouailles, pour le roi, etc. —Rushworth, part. 3, t. II, p. 66, 94-98, 119, 381.

dace, sa force ou la nécessité (1). Que si ailleurs des dispositions plus pacifiques prévalaient un moment, elles se manifestaient avec la même indépendance : dans les comtés d'York et de Chester, les deux partis, se jugeant à peu près égaux et plus capables de se nuire que de se vaincre, conclurent officiellement un traité de neutralité (2); et presque en même temps, à l'extrémité opposée de l'Angleterre, les comtés de Devon et de Cornouailles se juraient, par commissaires, de rester en paix, laissant la cause se débattre entre le roi et le parlement (3). Mais le parlement et le roi blâmèrent rudement de telles conventions (4), et les hommes mêmes qui les avaient conclues avaient trop présumé de leur patience mutuelle. On se battit bientôt là comme ailleurs. Dans les comtés de l'est, du centre et du sud-est, les plus peuplés et les plus riches, les parlementaires dominaient; dans ceux du nord, de l'ouest et du sud-ouest, la prépondérance appartenait au roi; car la propriété territoriale y était moins divisée, l'industrie moins active, la

(1) Voir les *Mémoires* de mistriss Hutchinson et ceux de Ludlow.

(2) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 238.

(3) En février 1643, *ibid.*, t. V, p. 235.

(4) *Ibid.*, p. 240.

haute noblesse plus influente, et la religion catholique y conservait plus de sectateurs. Mais dans l'une et l'autre de ces deux portions du royaume, surtout dans celle où prévalait le roi, le parti le plus faible était cependant assez fort pour tenir en échec ses ennemis; et le parlement avait cet avantage que les comtés dévoués à sa cause, presque tous contigus et compactes, formaient autour de Londres comme une redoutable ceinture; tandis que les comtés royalistes, s'étendant du sud-ouest au nord-est, de la pointe de Cornouailles à celle de Durham, sur une ligne étroite et longue, brisée en plusieurs points par des districts de sentiments contraires, étaient beaucoup moins liés entre eux, correspondaient difficilement, pouvaient rarement agir de concert, et ne protégeaient que sur ses derrières le quartier général de Charles à Oxford, place toute royaliste, mais trop avancée et presque isolée au milieu d'un territoire ennemi.

Une guerre de ce genre, au cœur de l'hiver, et les deux armées principales demeurant à peu près inactives, ne pouvait amener des résultats prompts ni décisifs. C'était partout et chaque jour de brusques et courtes expéditions, de petites places tour à tour occupées et perdues, des surprises,

des rencontres où les succès et les revers se compensaient alternativement pour les deux partis [1]. Les citoyens s'aguerrissaient, mais sans devenir encore des soldats. Quelques chefs commençaient à se distinguer par leur courage, leur habileté ou leur fortune; mais aucun n'était connu encore du peuple entier, et leur influence était locale comme leurs exploits. D'ailleurs, malgré l'ardeur des passions, les mœurs étaient généreuses et douces : quoique la haute aristocratie fût en grand déclin, et que le pouvoir nouveau des communes fût la vraie cause du mouvement national, c'était contre le prince et sa tyrannie que se soulevait le pays; les diverses classes de la société n'étaient point aux prises ni tourmentées du besoin de s'opprimer l'une l'autre pour se défendre ou s'affranchir. Des deux parts et presque en tous lieux, le commandement était aux mains d'hommes de condition à peu près égale, formés dans les mêmes habitudes, capables de se comprendre et de se respecter en se combattant. Licencieux, légers et pillards, les cavaliers n'étaient point féroces; et le peuple presbytérien conservait, au milieu de son âpre fanatisme, un respect des lois et de l'hu-

[1] Voir les *Mémoires* de mistriss Hutchinson et ceux de Ludlow. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 180-212.

manité dont les discordes civiles ont rarement offert l'exemple. Les parents, les voisins, les amis, engagés sous des drapeaux contraires, ne rompaient pas toute relation et se prêtaient assistance au besoin; en se rencontrant les armes en main, ils se traitaient avec courtoisie, comme gens naguère en paix, et qui ne sont point séparés sans retour (1). Les prisonniers étaient renvoyés d'ordinaire sous la simple obligation de ne plus servir : s'il arrivait qu'on les eût laissés dans un grand dénûment, si seulement le roi les avait vus défiler devant lui avec un air de froide indifférence, on s'en indignait comme d'un tort grave (2); et la brutalité, souvent cruelle, du prince Robert causait tant de surprise et de scandale que la multitude même parlait de lui avec aversion et dégoût, comme d'un grossier étranger. Ainsi la guerre, partout présente et très animée, demeurait pourtant exempte de ces fureurs qui la poussent violemment à son terme; les deux partis, en s'y livrant avec franchise, semblaient craindre de s'y porter de trop rudes coups; et l'on se battait tous les jours

(1) *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. I, p. 239-242, 327-331. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 109-126, dans ma *Collection*.

(2) William Lilly, *Observations on the life and death of king Charles*, dans les *Select Tracts* de M. Mazeres, t. I, p. 144-145. — Whitelocke, p. 64.

dans tout le royaume sans que le cours des événements en devînt plus rapide, sans que le parlement et le roi cessassent de perdre le temps en petits débats ou en vains pourparlers.

Cependant vers le milieu de février, l'arrivée de la reine vint donner aux affaires une impulsion plus vive. Depuis plus d'un an qu'elle était en Hollande, elle avait déployé, pour se procurer des secours, une adresse et une activité peu communes. Le parti aristocratique dominait alors dans les États; le stadthouder, son gendre, la secondait de tout son pouvoir. Confiante et aventureuse lorsqu'un danger pressant ne troublait pas son imagination, gracieuse et séduisante pour tous les gens dont elle avait besoin, elle sut intéresser à son sort ce peuple républicain et réservé. En vain le parlement envoya à la Haye [1] un ambassadeur, M. Walter Strickland, pour rappeler les services qu'avait rendus naguère la nation anglaise à la liberté des Provinces-Unies, et réclamer au moins une exacte neutralité. Strickland, après avoir attendu longtemps une audience, obtint à grand'-peine quelques déclarations équivoques; le peuple lui témoigna ouvertement sa malveillance, et la

[1] En septembre 1642.

reine continua sans obstacle ses préparatifs de départ [1]. Quatre bâtiments chargés d'armes, de munitions, d'officiers et même de soldats, firent voile à sa suite; et l'amiral Batten, à qui le parlement avait ordonné d'intercepter le convoi, ne l'atteignit qu'au moment où il débarquait à Burlington [2]. Batten canonna la place. La reine logeait sur le quai; des boulets tombèrent sur sa maison et jusque dans la chambre où elle était couchée; elle se leva en toute hâte et s'enfuit dans la campagne où elle passa quelques heures, cachée, dit-on, sous un banc [3]. Bientôt il ne fut bruit dans la contrée que de son courage et de ses périls: lord Newcastle vint la chercher avec un corps de troupes pour la conduire à York; les gentilshommes l'entouraient avec transport, s'indignant contre le traître Batten qui avait, disaient-ils, dirigé à dessein ses coups sur la maison qu'elle occupait : une foule de catholiques accoururent pour servir sous ses drapeaux; en vain cette infraction aux lois du royaume fut vivement dénoncée au roi et au parlement; en vain, pour décrier ou intimider lord

(1) Rushworth, part. 3, t. II, p. 157-163. — Harris, *Life of Oliver Cromwell*, p. 250, dans la note.

(2) Le 22 février 1643.

(3) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 247. — *Mémoires* de madame de Motteville, t. I, p. 273.

Newcastle, on donna à son armée le nom d'*armée des papistes et de la reine* [1]; formellement autorisé, et depuis longtemps, par le roi lui-même [2], il repoussa avec dédain ces plaintes et garda ses nouveaux soldats. Bientôt il se vit à la tête de forces considérables. La reine continuait de résider à York, moins pressée de rejoindre son mari que charmée de commander seule et de présider librement à tous les projets qui déjà s'agitaient à sa cour. Hamilton et Montrose y vinrent d'Écosse pour l'entretenir des moyens d'engager ce royaume dans la cause du roi. Hamilton, toujours conciliateur et prudent, soutenait qu'il était possible, malgré l'influence décidément ennemie du marquis d'Argyle, de gagner le parlement écossais. Montrose, présomptueux et hardi, voulait que, sous les ordres du comte d'Antrim, seigneur puissant dans le nord-est de l'Irlande, venu aussi à York pour offrir ses services, un corps d'Irlandais débarquât en Écosse, qu'on soulevât les montagnards, qu'on massacrât les chefs presbytériens; et il s'offrait pour exécuter comme pour tramer le complot [3]. La reine accueillait tous ces

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 246.

[2] Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques*, n° I.

[3] Rushworth, part. 3, t. II, p. 353, 980. — Baillie, *Letters*, t. I, p. 364. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 175.

desseins, favorable en secret aux plus emportés, mais soigneuse de plaire à quiconque venait rendre hommage à son pouvoir. En même temps elle entamait, avec quelques chefs parlementaires déjà dégoûtés de leur parti, ou ébranlés par son voisinage, de plus efficaces intrigues : sir Hugh Cholmondley, gouverneur de Scarborough, et qui un mois auparavant avait battu un corps de royalistes, promettait de lui livrer sa place (1); sir John Hotham même ne semblait pas éloigné de lui ouvrir ces portes de Hull qu'avant l'explosion de la guerre il avait si rudement fermées au roi. Dans tout le nord enfin les royalistes étaient pleins d'ardeur et d'espérance; les parlementaires, inquiets et silencieux, écrivaient coup sur coup à Londres pour demander conseil et appui.

Le parlement lui-même s'inquiéta : au début de la guerre, il s'était flatté d'un prompt succès; l'accroissement des taxes excitait des murmures (1); quelques bruits couraient de complots dans la cité; malgré l'absence de tant de mem-

(1) Vers la fin de mars 1643.

(2) *Parl. Hist.*, t. III, col. 77. Les nouveaux impôts s'élevaient à 10,000 livres sterling (250,000 fr.) par semaine sur la cité de Londres, et 33,518 livres sterling (837,950 fr.) par semaine aussi sur l'ensemble du royaume. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 296.

bres amis de la paix, chaque fois qu'il en était question, elle trouvait dans les communes mêmes de nombreux partisans. Les négociations n'étaient pas tout à fait rompues; il fut proposé de les reprendre, et, comme preuve de bonne foi, de licencier de part et d'autre les armées en commençant à traiter. Sir Benjamin Rudyard appuya la motion : « J'ai longtemps et amère-» ment redouté, dit-il, que la coupe de terreur, » qui a circulé sous nos yeux en Europe de nation » en nation, ne vînt un jour au milieu de nous ; la » voilà enfin venue, et il se peut que nous ayons » à en boire la lie, ce qu'il y a de plus amer : Dieu » veuille nous en préserver ! Une espérance nous » reste, c'est que nos misères ne sauraient être » longues, car nous ne pouvons combattre ici » comme ils font en Allemagne, dans ce vaste » continent où la guerre peut être en plus d'un » lieu sans qu'il manque de terres paisibles où » l'on sème et moissonne pour se nourrir. Pour » nous, resserrés de tous côtés par la mer, nous » combattons comme dans une arène de coqs ; nous » n'avons d'autres remparts que les os de nos crâ-» nes et de nos côtes à opposer à nos ennemis. » On a dit dans cette chambre que nous étions » tenus en conscience de punir l'effusion du sang

» innocent ; mais qui répondra de tout le sang in-
» nocent qui va couler si nous ne marchons à la
» paix par la voie d'un prompt traité ? On a parlé
» de confiance en Dieu ; certes, on peut s'en fier
» à Dieu pour un traité aussi bien que pour la
» guerre ; c'est lui qui donne la sagesse pour né-
» gocier comme le courage pour combattre, et le
» succès aux négociations comme aux batailles,
» selon qu'il lui plaît. Le sang est un péché qui
» crie vengeance ; il souille tout un pays : hâtons-
» nous d'arrêter l'effusion du sang [1]. » La motion fut rejetée [2], mais seulement par une majorité de trois voix, et les paroles de Rudyard étaient dans la bouche d'une foule de gens de bien. Les chefs des communes frémissaient tout bas de se voir ainsi poussés à solliciter une paix impossible, si ce n'est à des conditions qui la rendraient fatale. Ils cédèrent pourtant ; car peu d'hommes, même entre leurs amis, étaient passionnés au point d'accepter tant de maux comme inévitables ; et le 20 mars, après quelques négociations préli-

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 80.

(2) Le 17 février 1643. Il y eut deux divisions dans la chambre : à la première, la motion fut appuyée par soixante-treize voix contre soixante-seize ; à la seconde, par quatre-vingt-trois contre quatre-vingt-six. *Parl. Hist.*, t. III, col. 79.

minaires, cinq commissaires [1] partirent pour Oxford, chargés de débattre, pendant vingt jours, d'abord une suspension d'armes, ensuite un traité.

Le roi les reçut bien; leurs relations avec la cour furent nobles et polies; le comte de Northumberland, président du comité, affecta de déployer une grande magnificence : il s'était fait suivre de sa maison, de sa vaisselle, de son vin; on lui apportait de Londres des provisions. Les royalistes venaient le voir et dînaient à sa table; le roi daigna même accepter de lui, pour la sienne, quelques présents [2]. Parmi les compagnons du comte, simples membres des communes, quelques-uns prenaient plaisir à paraître à Oxford avec tant d'éclat. Mais quand on vint à négocier, ces brillantes démonstrations furent sans effet : ni le parlement ni le roi ne pouvaient accepter leurs conditions réciproques, car c'étaient les mêmes qui, avant la guerre, avaient été hautement repoussées, et elles auraient livré sans défense, à ses adversaires, l'un ou l'autre parti. Un soir, les envoyés du parlement se flattèrent qu'ils avaient enfin obtenu du roi, probablement au sujet de la

(1) Le comte de Northumberland, sir John Holland, sir William Armyn, William Pierpoint et Bulstrode Whitelocke.

(2) Whitelocke, p. 64.

milice, une concession de quelque valeur; après une longue conférence, il avait paru se rendre et devait leur donner, le lendemain matin, sa réponse par écrit. A leur grande surprise, elle fut tout autre qu'on n'en était convenu, et ils apprirent qu'au coucher du roi, en l'absence de ses ministres, les gens de sa chambre, les affidés de la reine, l'avaient fait changer de résolution ([1]). « Si du moins le roi, dit à ses conseillers M. Pierpoint, l'un des commissaires, voulait traiter avec » faveur quelques-uns des grands seigneurs attachés au parlement, leur influence pourrait le » servir. » Mais Charles, rancunier et hautain avec ses courtisans comme avec son peuple, souffrit à peine qu'on lui parlât de rendre un jour, au comte de Northumberland, la charge de grand amiral; et les intrigues des intérêts personnels furent aussi vaines que l'eût été leur succès ([2]). Le roi, comme les meneurs des communes, ne voulait point de la paix; il avait promis à la reine que jamais il ne la ferait sans son aveu; et elle lui écrivait d'York pour l'en détourner, déjà courroucée que des négociations se fussent ouvertes en son absence, et déclarant à son mari qu'elle quitterait l'Angle-

([1]) Whitelocke, p. 65.

([2]) *Mémoires* de Clarendon, t. I, p. 217-224, dans ma *Collection*.

terre si elle n'obtenait officiellement une garde pour sa sûreté [1]. Une pétition des officiers en garnison à Oxford, provoquée sous main par Charles lui-même, s'opposa à la suspension d'armes [2]. En vain quelques-uns des commissaires du parlement s'efforcèrent, dans de secrets entretiens, de l'effrayer sur l'avenir [3]; en vain d'autres commissaires, venus d'Écosse pour solliciter la convocation d'un parlement dans ce royaume, proposèrent leur médiation [4]. Il la repoussa comme une injure, leur interdit de se mêler des affaires de l'Angleterre, et donna enfin aux négociateurs, pour réponse péremptoire, l'offre de retourner auprès des chambres si elles voulaient transporter, au moins à vingt milles de Londres, le séjour du parlement. Sur ce message, les chambres rappelèrent soudain leurs commissaires, et par un ordre si pressant qu'ils se crurent obligés de partir le jour même [5], quoiqu'il fût tard et que leurs carrosses de voyage ne fussent pas prêts [6].

[1] *Mémoires* de Clarendon, t. I, p. 225-229.

[2] *Ibid.*, p. 216, 228.

[3] Whitelocke, p. 65.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 325 et suiv. — *Mémoires*, t. I, p. 229-235.

[5] Le 15 avril 1643.

[6] Whitelocke, p. 65. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 164-261. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 18.

Leur conduite à Oxford, surtout leur façon de vivre avec le roi et la cour, avaient inspiré aux partisans de la guerre beaucoup de méfiance. Lord Northumberland apprit en arrivant qu'une de ses lettres à sa femme avait été ouverte par Henri Martyn, membre du comité de sûreté, connu seulement pour avoir fui de Reading, à l'approche des troupes royales, et par la violence de ses propos. Nul grand seigneur n'était plus soigneux que le comte de sa dignité, ni plus accoutumé à la déférence de ses concitoyens. Rencontrant M. Martyn à Westminster, il lui demanda raison d'un tel outrage; et comme Martyn, d'un ton moqueur, soutint qu'il avait bien fait, le comte le frappa de sa canne devant plusieurs témoins. Portée aux chambres, la querelle fut prise par les communes avec quelque embarras, par les lords avec hauteur, et presque aussitôt étouffée [1]. On en était à ce point où tout révèle et fomente des dissensions que nul ne veut pourtant laisser éclater. Le printemps avançait; qu'on souhaitât ou craignît la paix, c'était à la guerre qu'il fallait songer. Le jour même où les commissaires revin-

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 109. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 18.

rent à Londres, Essex rentra en campagne [1]. C'était encore l'avis de Hampden qu'il marchât brusquement sur Oxford pour y assiéger et réduire le roi [2]. A Oxford même on en eut peur, et il fut question de partir pour aller rejoindre la reine et lord Newcastle dans le Nord. Mais Essex, se méfiant encore de ses forces ou déjà inquiet de ses succès, repoussa de nouveau ce hardi conseil, et toujours campé entre Oxford et Londres, se contenta de mettre le siége devant Reading, place indispensable, selon lui, à la sûreté du parlement.

Reading se rendit en dix jours [3]. Hampden redemanda le siége d'Oxford : Essex persista dans ses refus [4]. Rien n'était plus loin de lui que la trahison ou la peur; mais il faisait la guerre avec tristesse et n'avait déjà plus, pour se distraire de sa prévoyance, les plaisirs de la popularité. Avant même que la campagne se rouvrît, quelque humeur avait éclaté contre lui dans les communes, surtout dans le comité de sûreté, vrai foyer du parti. Les plus violents étaient allés jusqu'à se

(1) Le 15 avril 1643, selon Rushworth, part. 3, t. II, p. 265; le 17, selon May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 121.

(2) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 40.

(3) Le 27 avril 1643.

(4) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 49.

demander s'il serait donc impossible de le remplacer, et le nom de Hampden avait, dit-on, été prononcé ([1]). Hampden était trop sage pour accueillir l'idée seule d'un pouvoir auquel rien ne le portait; qu'il fût ou non capable de commander, il n'avait fait que servir sous Essex, comme simple colonel. Depuis l'origine de la guerre, pendant l'hiver surtout, d'autres avaient acquis une gloire plus indépendante et plus étendue. Dans le Nord, Fairfax et son père, malgré la supériorité de lord Newcastle, lui disputaient chaque jour et sur tous les points, avec la plus brillante audace, la domination du pays ([2]). A la tête de la confédération des comtés de l'Est, lord Manchester ([3]) n'avait eu à combattre, il est vrai, aucun chef royaliste de quelque renom; mais il avait souvent porté, aux parlementaires du nord et du centre, d'utiles secours; des milices bien organisées étaient prêtes à le suivre, et sa franchise, sa libéralité, sa douceur, le faisaient chérir de tous les habitants. Dans les mêmes comtés, le colonel Cromwell, déjà fameux par des coups de main aussi

([1]) Wood, *Athenæ oxonienses*, à l'article Hampden.

([2]) Voyez les *Mémoires* de Fairfax, 1re partie, dans ma *Collection*.

([3]) Lord Kimbolton, connu aussi sous le nom de lord Mandeville, et qui portait celui de lord Manchester depuis la mort de son père, survenue le 9 novembre 1642.

heureux qu'adroits, exerçait d'ailleurs sur beaucoup d'hommes d'un esprit hardi, d'une piété exaltée, et d'une condition à la fois aisée et obscure, une influence où perçaient déjà un grand génie et un grand pouvoir. Dans le Sud et l'Ouest, enfin, plusieurs corps de royalistes dispersés et sept places emportées en trois mois [1] avaient valu à sir William Waller le surnom de Guillaume le Conquérant [2]. Le parlement ne manquait donc point, disait-on, de généraux ni d'armées; et si lord Essex refusait de vaincre, on lui trouverait un successeur.

Aucune proposition, aucune insinuation publique même ne suivit tant d'amers discours. Essex n'était pas un simple officier au service d'un parti mécontent; à lui se rattachaient et les grands seigneurs engagés dans la guerre, et les hommes modérés qui souhaitaient la paix, et les plus clairvoyants des presbytériens qu'inquiétaient déjà d'autres sectaires plus hardis. Hampden lui-même et les chefs du parti politique, tout en pressant le comte d'agir avec plus de vigueur, n'avaient nul dessein de s'en séparer. La discorde n'éclata donc point; mais encore cachée, elle était déjà souve-

(1) Chichester, Winchester, Malmesbury, Hereford, Tewksbury, Chepstow et Monmouth.

(2) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 110.

raine, et Essex ne tarda pas à en ressentir les effets. Ceux qu'on forçait de le ménager mirent tout en œuvre pour lui nuire, et ses défenseurs, croyant avoir assez fait de le soutenir, s'inquiétèrent peu de le seconder. Au bout d'un mois, il eut à se plaindre du mauvais état de son armée : solde, vivres, vêtements, tout lui manquait; la souffrance et la maladie décimaient ses soldats, naguère si bien soignés par la cité. Il informait de ses besoins les divers comités chargés d'y pourvoir; mais ses adversaires, plus remuants et plus assidus que ses amis, exerçaient là plus d'influence : c'était à eux qu'à raison de leur activité empressée la plupart des mesures d'exécution avaient été remises; les employés subalternes étaient presque partout de leur choix. Toutes les réclamations du général demeuraient sans effet [1]. A peine la seconde campagne commençait, rien ne semblait changé, et déjà le parti qui avait enlevé au roi le pouvoir le sentait échapper de ses mains; déjà un parti nouveau, encore contraint de se taire, était assez fort pour réduire la grande armée du parlement à l'impuissance, et assez

[1] May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 124-125, 156-161. — *Mémoires* de Hollis, p. 10-13, dans ma *Collection*.

passionné pour tout risquer en donnant cet avantage à l'ennemi commun.

Déjà aussi, et sous l'empire des mêmes passions, naissait sans bruit une nouvelle armée. Dans ces petits combats qui, en dépit des négociations et des lenteurs entre Oxford et Londres, se renouvelaient partout chaque jour, les parlementaires, depuis l'affaire de Brentford, avaient essuyé de fréquents revers. La cavalerie royale surtout frappait la leur d'épouvante, et la cavalerie était encore, comme aux temps féodaux, l'arme considérée et décisive. Hampden et Cromwell s'entretenant un jour de cette infériorité de leur parti : « Que voulez-vous, » dit Cromwell, vos cavaliers sont pour la plupart » d'anciens domestiques hors d'âge, des garçons » de cabaret et autres de même sorte ; les leurs » sont des fils de gentilshommes, des cadets et des » gens de qualité. Pensez-vous que des drôles de » basse espèce comme les vôtres aient dans l'âme » de quoi tenir tête à des gentilshommes pleins de » résolution et d'honneur? Ne prenez pas mal ce » que je vous dis, et je sais que vous ne le prendrez pas mal ; mais il faut que vous ayez des » hommes animés d'un esprit capable de les faire » aller aussi loin que peuvent aller des gentils- » hommes : autrement, je suis sûr que vous serez

» toujours battus. — Vous avez raison, dit Hamp» den, mais cela ne se peut. — J'y puis faire quel» que chose, reprit Cromwell, et je le ferai; je » lèverai des hommes qui auront la crainte de » Dieu devant les yeux, et qui apporteront quel» que conscience dans ce qu'ils feront; et je vous » réponds qu'ils ne seront point battus (1). » Il parcourut en effet les comtés de l'est, recrutant des jeunes gens, la plupart déjà connus de lui et qui le connaissaient, tous francs-tenanciers ou fils de francs-tenanciers, pour qui la solde n'était pas un besoin ni la seule oisiveté un plaisir, tous fanatiques fiers et durs, engagés dans la guerre par conscience et sous les ordres de Cromwell par confiance en lui : « Je ne veux pas vous tromper, leur disait» il, ni vous faire croire, comme le porte ma com» mission, que vous allez combattre pour le roi et » le parlement : si le roi se trouvait en face de » moi, je lui tirerais mon coup de pistolet tout » comme à un autre; si votre conscience ne vous » permet pas d'en faire autant, allez servir ail» leurs (2). » La plupart n'hésitaient point, et à

(1) Cette conversation est rapportée dans un pamphlet du temps, intitulé : *Monarchy asserted to be the best form of government, in a conference at Whitehall between Oliver and a Committee of Parliament*, publié à Londres en 1660, in-8, p. 38.

(2) *Memoirs of the protectoral house*, etc., par Mark Noble, t. I, p. 271, édition de 1787.

peine admis, toute mollesse de la vie bourgeoise et toute licence de la vie des camps leur étaient également interdites; astreints à la discipline la plus sévère, tenus de bien panser leurs chevaux, de nettoyer avec soin leurs armes, couchant souvent en plein air, passant presque sans relâche des exigences du service aux exercices de la piété, leur chef voulait qu'ils se dévouassent à leur métier comme à leur cause, et qu'à la libre énergie du fanatisme s'unît en eux la fermeté ponctuelle du soldat (1). Quand la campagne se rouvrit, quatorze escadrons de tels volontaires, formant un corps d'environ mille hommes, marchaient sous les ordres de Cromwell (2).

Un mois se passa presque sans événements. La prise de Reading, si peu comptée à Londres, avait jeté le trouble dans Oxford, et le roi, loin d'agir, délibérait s'il ne fuirait point. Le parlement, embarrassé de ses dissensions, s'en occupait plus que de ses ennemis. Tantôt il essayait de donner à tous ses adhérents, violents et modérés, politiques et dévots, quelque satisfaction; tantôt des résolutions décisives, emportées à grand'peine par

(1) Whitelocke, p. 68. — *Mercurius pragmaticus*, numéro du 30 mai 1648. — Bates, *Elenchus motuum nuperorum*, part. 2, p. 220.
(2) May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 199, dans ma *Collection*.

un parti, demeuraient sans effet et comme abandonnées d'un commun accord. Les presbytériens réclamaient depuis longtemps, et on leur avait promis une assemblée de théologiens pour réformer enfin l'Église : elle fut convoquée [1]; mais le parlement en nomma lui-même les cent vingt et un membres : trente laïques, dix lords et vingt membres des communes, leur furent adjoints avec les honneurs de la préséance; des ecclésiastiques d'opinions fort diverses y furent appelés; et, dépourvue d'autorité comme d'indépendance, l'assemblée n'eut pour mission que de donner son avis sur les questions que les chambres, ou l'une d'elles, jugeraient à propos de lui soumettre [2]. Une accusation de haute trahison fut intentée contre la reine, et personne n'éleva la voix pour s'y opposer; mais après que Pym l'eut portée à la chambre haute [3], on n'en entendit plus parler. L'absence du grand sceau entravait chaque jour l'administration de la justice et beaucoup d'affaires publiques et privées. Pour faire cesser ces inconvénients, surtout pour s'approprier les attri-

(1) Par une ordonnance du parlement du 12 juin 1643, et elle ouvrit ses séances le 1er juillet suivant.

(2) Neal, *Hist. of the Puritans*, t. III, p. 43 et suiv.

(3) Le 23 mai 1643. Rushworth, part. 3, t. II, p. 321.

buts légaux de la souveraineté, les communes ordonnèrent qu'un nouveau grand sceau serait préparé [1]; mais les lords s'y refusèrent, plus effrayés d'usurper les marques du pouvoir souverain que de l'exercer sans cette sanction; et les communes jugèrent prudent d'ajourner leurs instances [2]. Quelquefois les partis, votant ensemble avec des intentions diverses, se réunissaient dans une fausse et stérile unanimité; plus souvent, de force à peu près égale, ils se réduisaient réciproquement à l'impuissance, et semblaient attendre qu'un événement extérieur vînt les contraindre à se rapprocher ou les séparer sans retour.

Le 31 mai, jour de jeûne, dans l'église de Sainte-Marguerite de Westminster, les deux chambres assistaient au sermon; un billet fut apporté à M. Pym, qui se leva aussitôt; à l'oreille et à voix basse, une conversation fort animée s'engagea autour de lui, et sans attendre la fin du service, il sortit précipitamment avec les principaux de ses collègues, laissant les assistants dans un trouble égal à leur ignorance et à leur curiosité [3].

(1) Vers le milieu de mai 1643.

(2) *Parl. Hist.*, t. III, col. 115, 117. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 146 et suiv.

(3) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 66.

Après le sermon, les chambres se réunirent, et le public apprit qu'un grand complot venait d'être découvert : plusieurs lords, disait-on, plusieurs membres des communes et beaucoup de bourgeois de la cité y avaient pris part; ils se proposaient d'armer les royalistes, de se saisir de la Tour, des magasins, des principaux postes, d'arrêter les chefs des deux chambres, et d'introduire enfin dans Londres les troupes du roi. Ce même jour, 31 mai, avait été désigné pour l'exécution. Du reste, tout serait bientôt éclairci, car un comité d'enquête était nommé, et déjà on parlait de plusieurs personnes arrêtées sur son commandement [1].

Dans la nuit, en effet, et le lendemain, Edmond Waller [2], membre des communes et poëte déjà célèbre; M. Tompkins, son beau-frère, naguère attaché à la maison de la reine; M. Challoner, riche bourgeois, et plusieurs autres furent arrêtés et interrogés. Tous avouèrent, avec plus ou moins de détails, un complot très réel, quoiqu'il n'eût pas, pour tous les conjurés, la même étendue et le même dessein. Les uns n'avaient songé qu'à se

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 66. — *State-Trials*, t. IV, col. 637.

(2) Né le 3 mai 1605, à Coleshill, dans le comté de Hertford, mort le 21 octobre 1687.

refuser au paiement des taxes pour contraindre le parlement à la paix; les autres voulaient présenter aux chambres, en grand nombre et de concert, des pétitions pacifiques; d'autres avaient simplement assisté à quelques réunions, ou concouru à la rédaction de certaines listes sur lesquelles on inscrivait les noms de tous les citoyens connus, en les distribuant en trois classes, les *bien pensants*, les *modérés* et les *ennemis*. Mais à travers tant d'actes d'inégale importance et de motifs différents, le complot, depuis longtemps formé, s'était aggravé chaque jour. On se souvint alors que, plus de trois mois auparavant, dans une de ces négociations si souvent reprises et rompues, Waller avait été au nombre des commissaires envoyés à Oxford, et que le jour de leur présentation, comme il se trouvait le dernier en rang, le roi l'avait accueilli avec une grâce particulière, lui disant : « Monsieur Waller, quoique le dernier, vous » n'êtes pas le pire ni le moindre dans ma fa- » veur (1). » Depuis cette époque, une correspondance assidue avait eu lieu avec Oxford; des négociants royalistes (2), qui avaient fui Londres pour échapper aux poursuites des chambres, en étaient

(1) Whitelocke, p. 66.

(2) Sir Nicolas Crisp, sir George Benyon, etc.

les principaux agents; un nommé Hall habitait secrètement à Beaconsfield, chargé de transmettre les messages; lady Aubigny, à qui le parlement avait permis d'aller à Oxford pour ses affaires, en avait rapporté, dans un petit coffre, une commission du roi autorisant quelques uns des conjurés à lever des hommes et de l'argent en son nom; tout récemment enfin on avait fait dire à Hall que « le grand vaisseau était arrivé aux dunes, » c'est-à-dire que tout était prêt; et il en avait donné avis à lord Falkland, qui avait répondu : « Qu'on se » presse donc, car la guerre devient tous les jours » plus difficile à arrêter [1]. »

C'était plus qu'il n'en faut à la justice des partis, et le parlement, s'il eût voulu, eût pu en croire davantage. Saisi d'un désir honteusement passionné de sauver sa vie, Waller demandait à la racheter, n'importe à quel prix; argent, aveux, dénonciations, il prodiguait tout, s'adressant aux plus obscurs comme aux plus puissants protecteurs, suppliant tous les fanatiques en crédit de venir entendre l'humble profession de son repentir, prêt à exagérer la gravité du complot, comme à Oxford peut-être il avait grossi naguère le nombre

(1) *State-Trials*, t. IV, col. 626-631. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 57-79.

et le crédit des conspirateurs. Les lords Portland et Conway avaient reçu de lui quelques confidences ; il les dénonça ; le comte de Northumberland et beaucoup d'autres furent compromis par ses réponses [1]. Quoique peu de gens se fussent portés à des actes légalement coupables, beaucoup avaient connu et approuvé ce qui se préparait. Mais le parlement, avec une courageuse sagesse, ne voulut abuser, contre ses ennemis, ni de leur imprudence, ni de la bassesse de leur complice, et sut croire que la justice suffisait à sa sûreté. Sept personnes seulement furent traduites devant un conseil de guerre ; et sur cinq condamnés, Challoner et Tompkins subirent seuls leur arrêt. Ils moururent en hommes de cœur [2], mais sans se croire ni se prétendre des martyrs, témoignant même, avec une touchante sincérité, quelque incertitude sur la bonté de leur cause : « J'ai prié Dieu, dit Challoner en montant sur » l'échafaud, que si ce dessein ne devait pas être » à son honneur, il nous le fît connaître ; Dieu » m'a entendu. — Je suis bien aise, dit aussi » Tompkins, que le complot ait été découvert ; il

(1) May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 142, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 66.

(2) Le 5 juillet 1643.

» aurait pu avoir de fâcheux résultats [1]. » Quant à Waller, condamné également, on lui fit grâce de la vie, pour payer ses aveux, par le crédit de quelques uns de ses parents, de Cromwell entre autres, son cousin, peut-être aussi par un reste d'égard qui s'attache encore au talent quand même il ne sert qu'à illustrer la lâcheté [2].

Quelques jours les chefs des communes se flattèrent que la découverte et le châtiment de ce complot jetteraient le trouble dans Oxford, intimideraient à Londres les royalistes, suspendraient les dissensions des chambres, tireraient enfin leur parti des embarras où son énergie se consumait sans fruit. Mais ces espérances furent bientôt déçues ; à peine les actions de grâces avaient cessé de retentir dans les églises, à peine avait-on prêté le nouveau serment d'union décrété au moment du péril, que le parlement se vit en proie, au dehors à de plus grands revers, au dedans à de plus violents débats.

Le roi avait appris sans vif chagrin le mauvais succès du complot de la cité ; presque en même temps lui était arrivée la nouvelle que dans le sud,

(1) *State-Trials*, t. IV, col. 632-635.

(2) *Ibid.*, col. 635-638. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 140, dans ma *Collection*.

dans l'ouest, dans le nord, ses généraux avaient remporté de notables avantages, et il aimait bien mieux attendre son triomphe des cavaliers et de la guerre, que d'un secret accommodement avec des bourgeois naguère opposés à tous ses conseils. Le 19 juin, un incident inattendu parut ramener sa pensée vers Londres et le parlement. Le bruit se répandit que la veille, à quelques lieues d'Oxford, dans la plaine de Chalgrave, au milieu d'une rencontre de cavalerie où le prince Robert avait surpris et battu les parlementaires, Hampden avait été blessé : «Je l'ai vu, dit un prisonnier, s'éloigner, » contre son usage, du champ de bataille avant la fin » de l'action ; sa tête était penchée, ses mains s'appuyaient sur le cou de son cheval ; à coup sûr » il est blessé. » La nouvelle excita dans Oxford une vive émotion, de curiosité encore plus que de joie ; on avait peine à croire qu'un tel homme fût si près de succomber à un coup si imprévu ; on hésitait presque à s'en réjouir. Le roi lui-même, au premier moment, ne pensa qu'à saisir cette occasion pour tenter de se concilier, s'il était possible, dans l'espoir d'une transaction pacifique, ce puissant adversaire, qui lui avait fait tant de mal, mais qu'on croyait capable de tout réparer. Le docteur Giles, voisin de campagne de Hampden,

et qui avait conservé avec lui des relations familières, se trouvait à Oxford : « Envoyez savoir, lui » dit le roi, des nouvelles du blessé comme de » vous-même ; s'il manquait de chirurgiens, le » mien serait à sa disposition. — Sire, dit le » docteur, je suis peu propre à cette entremise ; » toutes les fois que j'ai demandé quelque chose à » M. Hampden, j'ai paru pour lui un oiseau de » malheur. Je le priai un jour de faire poursuivre » des brigands qui m'avaient volé, et comme mon » messager entrait chez lui, il apprit la mort de » son fils aîné ; une autre fois je sollicitai également son intervention, et au même instant on » vint lui dire que sa fille chérie, mistriss Knightley, venait de mourir. Nos relations n'ont jamais » bien tourné pour lui. » Le docteur s'acquitta pourtant de la commission du roi. Mais le 24 juin, son messager, en arrivant, trouva Hampden presque sans vie : il avait eu l'épaule fracassée de deux balles, et souffrait depuis six jours les douleurs les plus aiguës. On lui dit cependant qui faisait demander de ses nouvelles, et sans lui laisser ignorer à quelle intention. Une vive agitation se manifesta dans toute sa personne ; on crut voir qu'il voulait parler, mais il ne put, et mourut peu d'instants après. Dès qu'il en fut certain, Charles

se réjouit de sa mort bien plus qu'il n'eût fait de le savoir enclin à quelque rapprochement; et il ne fut plus question de Hampden à la cour d'Oxford que pour rappeler ses offenses, ou pour remarquer d'un air de triomphe qu'il avait été tué dans le même comté, près du même lieu où, le premier, il avait mis à exécution l'ordonnance du parlement sur la milice et levé des hommes contre le roi [1].

A Londres, en revanche, et dans presque tout le royaume, éclata une douleur profonde. Jamais homme n'avait inspiré à un peuple tant de confiance : quiconque tenait au parti national, n'importe à quel degré ou par quels motifs, comptait sur Hampden pour le succès de ses vœux; les plus modérés croyaient à sa sagesse, les plus emportés à son dévouement patriotique, les plus honnêtes à sa droiture, les plus intrigants à son habileté. Prudent et réservé en même temps que prêt à braver tous les périls, il n'avait encore donné lieu à aucun mécompte, possédait encore toutes les affections, et manqua brusquement à toutes les espérances. Merveilleuse fortune qui fixa pour jamais son nom à la hauteur où l'avait porté l'attente de

(1) *Mémoires* de Warwick, p. 198-200, dans ma *Collection*. Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 85-91.

ses contemporains, et sauva peut-être sa vertu comme sa gloire des écueils où les révolutions poussent et brisent leurs plus nobles favoris.

Sa mort fut comme le signal des désastres du parlement; ils se succédèrent sans interruption pendant plus de deux mois, aggravant de jour en jour le mal encore caché dont ils étaient le fruit. Les ennemis d'Essex, en laissant manquer de tout son armée, avaient compté, mais à tort, sur les succès de ses rivaux. Pendant que le général en chef et le conseil de guerre placé près de lui envoyaient en vain courrier sur courrier pour demander de l'argent, des habits, des munitions, des armes [1], on apprit qu'à Atherton-Moor, dans le Nord, Fairfax venait d'être battu [2]; que sir John Hotham était sur le point de livrer à la reine la place de Hull; que lord Willoughby ne pouvait plus défendre contre lord Newcastle le comté de Lincoln, et qu'ainsi la confédération des comtés de l'est, ce boulevard du parlement, allait être ouverte à l'ennemi. C'était bien pis encore au sud-ouest : en une semaine, sir William Waller y per-

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 144, 155.

[2] Le 30 juin 1643. *Mémoires* de Fairfax, p. 367 et suiv., dans ma *Collection*.

dit deux batailles ([1]); les paysans de Cornouailles, ces descendants des anciens Bretons, dispersaient en toute rencontre les recrues du parlement; on les vit à Lansdown assaillir en courant, après en avoir modestement demandé la permission, une batterie jugée inaccessible, et quinze jours après, sous les murs de Bristol, ils montèrent à l'assaut avec la même audace ([2]). Dans ce comté, les terres n'avaient point changé de main; les mêmes familles de gentilshommes y vivaient entourées, depuis plusieurs siècles, des mêmes familles de fermiers; et le peuple de mœurs pieuses et simples, étranger aux idées nouvelles, docile sans crainte ni servilité à l'influence de la noblesse, ressentait pour ses patrons et ses habitudes le même enthousiasme que les plus zélés parlementaires pour leurs opinions et leurs droits ([3]). Le roi d'ailleurs avait là, et dans les comtés voisins, quelques-uns de ses plus sages serviteurs : le marquis de Hertford, beau-frère d'Essex, et qui avait longtemps vécu retiré dans ses terres par dégoût de la cour; sir Bevil Greenville, le plus populaire de ces gen-

([1]) Celles de Lansdown, dans le comté de Somerset, le 5 juillet 1643, et de Roundway-down, dans le Wiltshire, le 13 juillet suivant.

([2]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 119, 139.

([3]) *Sir Edward Walker's Discourses*, p. 50.

tilshommes de Cornouailles qui l'étaient tous; sir Ralph Hopton surtout, homme de bien autant que brave officier, qui ne demandait à Oxford nulle faveur, réprimait sévèrement le pillage, protégeait partout la population, et croyant remplir le devoir d'un sujet fidèle, y portait le cœur d'un bon citoyen. Le mérite de ces généraux, la bravoure de leurs soldats, frappèrent Waller et son armée de discrédit et d'épouvante; il ne maintenait dans ses troupes aucune discipline; elles désertaient par bandes. Les hommes mêmes que le parlement envoyait pour exciter le zèle du peuple se laissaient gagner du même effroi, et le répandaient autour d'eux : les magistrats de Dorchester montrant un jour à M. Strode les fortifications de leur ville, et lui demandant ce qu'il en pensait : « Tout cela, » dit-il, n'arrêtera pas les cavaliers une demi-» heure; c'est un jeu pour ces gens-là d'escalader » des remparts de vingt pieds de haut [1]. » Dorchester se rendit à la première sommation [2]; Weymouth, Portland, Barnstaple, Bediford, suivirent son exemple [3]; Taunton, Bridgewater, Bath, en avaient déjà fait autant [4]; Bristol, la seconde

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 207.
(2) En août 1643.
(3) Vers la fin d'août 1643.
(4) Vers la fin de juillet 1643.

ville du royaume, céda au premier assaut [1], par la lâcheté de son gouverneur, Nathaniel Fiennes, pourtant l'un des chefs du plus violent parti. Chaque jour apportait à Londres la nouvelle de quelque revers; à Oxford, au contraire, la force croissait avec la confiance. La reine avait enfin rejoint le roi, amenant trois mille hommes et du canon [2]: leur première entrevue eut lieu dans la plaine de Keynton, sur le même terrain où, l'année précédente, les deux partis en étaient venus aux mains pour la première fois; et le même jour [3], à la même heure, Wilmot et Hopton remportaient à Roundway-Down [4], sur les parlementaires, une brillante victoire [5]. Charles et sa femme rentrèrent à Oxford en triomphe; et Waller, qui, en partant pour l'armée, avait enjoint sur sa route à tous les constables de se tenir prêts à recevoir ses prisonniers, revint à Londres sans soldats [6].

Essex, toujours immobile, et imputant son inac-

[1] Le 25 juillet 1643. Rushworth, part. 3, t. II, p. 284. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 136-148. — *State-Trials*, t. IV, p. 186-293.

[2] Rushworth, part. 3, t. II, p. 274.

[3] Le 13 juillet 1643.

[4] Dans le Wiltshire.

[5] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 130-135. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 285.

[6] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 134.

tion à ceux qui la lui reprochaient, assistait à tant de défaites sans les partager ni les prévenir. Il écrivit enfin à la chambre haute [1] : « Je pense » que vos seigneuries, si elles le jugent conve- » nable, feraient bien d'envoyer au roi pour avoir » la paix, en garantissant la religion, les lois, les » libertés des sujets, et aussi la juste punition des » principaux délinquants qui ont attiré sur le » royaume tant de maux. Si cette démarche n'a- » mène pas un traité, il faudra, je crois, supplier » sa Majesté de s'éloigner de cette scène de car- » nage, et alors, en un jour, les deux armées vi- » deront le débat [2]. » Quelques jours plus tôt, cette lettre eût été peut-être bien accueillie : au bruit des premiers revers, les lords avaient solennellement protesté de leur fidélité au roi et préparé de nouvelles propositions de paix [3]; les communes, au contraire, plus irritées qu'abattues, avaient sommé la chambre haute d'adopter enfin leur résolution au sujet du grand sceau, et sur son refus, de leur seule autorité, elles en avaient fait graver un, portant d'un côté les armes d'An-

(1) Le 9 juillet 1643.

(2) *Journals of the house of lords*, 11 juillet 1643. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 290. — Whitelocke, p. 67.

(3) Le 16 juin 1643. *Parl. Hist.*, t. III, col. 132.

gleterre et d'Irlande, de l'autre la représentation de la chambre des communes en séance à Westminster, sans aucun signe qui rappelât les lords (1). Dans un tel accès de discorde, ceux-ci se seraient prêtés sans doute aux vues pacifiques du général. Mais vers la même époque (2), le roi, enflé de ses premiers succès, déclara officiellement que les individus réunis à Westminster ne formaient plus deux chambres véritables; que la retraite de tant de membres et le défaut de liberté des délibérations leur avaient fait perdre toute existence légale; que désormais il ne leur donnerait plus le nom de parlement; enfin qu'il défendait à tous ses sujets d'obéir à ce ramas de traîtres et de séditieux (3). Une réprobation si générale et si violente rétablit soudain l'union entre les deux chambres: le 5 juillet elles décrétèrent de concert que des commissaires iraient de leur part demander à leurs frères, les Écossais, l'envoi d'une armée au secours des protestants d'Angleterre menacés de tomber sous le joug des papistes (4); et quand la lettre d'Essex parvint aux lords, ils votèrent qu'ils n'adresse-

(1) Dans les premiers jours de juillet. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 143. — Whitelocke, p. 67.

(2) Le 20 juin 1643.

(3) Rushworth, part. 3, t. II, p. 331.

(4) *Parl. Hist.*, t. III, col. 144.

raient au roi ni pétition ni propositions pacifiques, tant qu'il n'aurait pas révoqué sa proclamation portant que les deux chambres ne formaient plus un parlement libre et légal [1].

Essex n'insista point: honnête et sincère, en conseillant la paix il avait cru remplir un devoir ; du reste il respectait les chambres, et son avis donné, loin de prétendre leur faire la loi, il se tenait prêt à leur obéir. Quelques jours un parfait accord parut régner à Londres entre les partis : tous se réunirent pour combler Essex de marques d'estime ; il reçut promptement des munitions et des renforts [2].; en même temps, Waller, malgré ses désastres, fut remercié de son courage et traité honorablement, comme un homme qui pouvait encore bien servir [3]. On ordonna, dans les comtés de l'est, la formation d'une nouvelle armée, sous le commandement de lord Manchester, avec Cromwell pour lieutenant général [4]. Hotham, que les communes prévenues à temps [5]

(1) *Journals of the house of Lords*, 11 juillet 1643.

(2) *Parl. Hist.*, t. III, col. 144.

(3) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 185.

(4) Le 22 juillet 1643. *Parl. Hist.*, t. III, col. 156. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 186. Cette armée devait être forte de dix mille hommes.

(5) Au commencement de juin 1643.

avaient fait arrêter dans Hull (1) avant qu'il eût pu livrer la place au roi, attendait à la Tour son châtiment; lord Fairfax lui succéda (2). Les commissaires qui devaient se rendre en Écosse furent nommés, deux par les lords, quatre par les communes (3), et on les invita à presser leur départ. La plupart des membres de l'assemblée des théologiens quittèrent aussi Londres pour aller, chacun dans sa paroisse, calmer les inquiétudes du peuple et l'exciter à de nouveaux efforts (4). Tous les jours, dans une des églises de la cité, en présence d'une multitude de mères, d'enfants, de sœurs, un service spécial était célébré pour invoquer la protection de Dieu sur tous ceux qui se dévouaient à la défense de la patrie et de sa loi (5); et chaque matin, au son du tambour, une foule de citoyens, hommes et femmes, riches et pauvres, sortaient en troupes pour travailler aux fortifica-

(1) Le 29 juin 1643. Rushworth, part. 3, t. II, p. 275-277. — Whitelocke, p. 67.

(2) Le 3 juillet 1643. Rushworth, part. 3, t. II, p. 280. — *Journals*, etc., 11 juillet.

(3) Les lords Grey de Wark et Rutland, sir William Armyn, sir Henri Vane, M. Hatcher et M. Darley. (Rushworth, part. 3, t. II, p. 466.)

(4) *Parl. Hist.*, t. III, col. 148. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 189.

(5) Neal, *Hist. of the Purit.*, t. II, p. 506.

tions [1]. Jamais, dans les chambres et parmi le peuple, tant d'énergie ne s'était déployée avec tant de prudence et de concert.

Mais le péril croissait toujours; les succès du roi continuaient partout. Malgré l'élan public, quelques hommes refusèrent de se compromettre davantage pour le parlement; lord Grey de Wark, l'un des commissaires désignés par la chambre haute pour se rendre en Écosse, éluda la mission [2]; les lords l'envoyèrent à la Tour: le comte de Rutland, qui devait l'accompagner, s'excusa également, alléguant sa santé [3]. Les commissaires des communes furent contraints de partir seuls [4], et ne purent aller que par mer, les routes du nord n'étant pas sûres, ni Fairfax assez fort pour les faire escorter. Leur traversée dura vingt jours [5]. Dans cet intervalle, le roi, mieux conseillé, publia une proclamation plus douce. Avec l'espoir reparut le désir de la paix. Le 4 août, sur la motion du comte de Northumberland, les lords adoptèrent des propositions au roi,

(1) May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 217, dans ma *Collection*.

(2) Le 17 juillet 1643. *Parl. Hist.*, t. III, col. 148.

(3) *Ibid.*, col. 150.

(4) *Ibid.*

(5) Ils partirent de Londres le 20 juillet, et n'arrivèrent à Édimbourg que le 9 août suivant. (Rushworth, part. 3, t. II, p. 466.)

les plus modérées dont on eût encore parlé ; elles ordonnaient le prompt licenciement des armées, rappelaient dans les chambres les membres éliminés pour avoir rejoint le roi, et laissaient du reste les questions de la milice et de l'Église à décider, dans l'avenir, l'une par un synode, l'autre par le parlement. Dès le lendemain ils les transmirent aux communes en leur déclarant d'un ton assez haut qu'il était temps de mettre un terme aux calamités du pays ([1]). Surpris de cette brusque attaque, le parti de la guerre insista vainement sur le danger de perdre ainsi, pour obtenir quelques mois de relâche, le fruit de tant d'efforts et de maux déjà soufferts ; en vain il demanda qu'on attendît au moins la réponse de l'Écosse : « On » s'est mal trouvé, lui répondit-on, d'avoir rompu » les négociations d'Oxford ; le petit peuple de » Londres, il est vrai, paraît disposé à pousser la » guerre ; mais il est clair que les citoyens riches

([1]) Dans la conférence qui eut lieu à ce sujet entre les deux chambres (5 août 1643), l'orateur de la chambre haute commença en ces termes : « Messieurs, les lords pensent qu'il n'est que trop évident, » pour l'intelligence de qui que ce soit, que ce royaume, avec tous les » biens que lui avait valus une longue et heureuse paix, est près de » tomber dans la désolation et la détresse qui accompagnent la guerre » civile, et que les hommes qui devraient vouer à sa prospérité leurs » cœurs et leurs bras le mettent en péril par leurs dissensions contre » nature, etc. » (*Parl. Hist.*, t. III, col. 156.)

» et notables n'en veulent plus, car ils se refusent
» à de nouveaux emprunts pour la soutenir. Quel
» mal y a-t-il d'ailleurs à adresser au roi des pro-
» positions raisonnables ? s'il les accepte, nous
» aurons la paix ; s'il les repousse, son refus nous
» vaudra plus d'hommes et d'argent que n'en lè-
» veraient jamais toutes vos ordonnances. » Il fut
décidé, par quatre-vingt-quatorze voix contre soixante-cinq, que les propositions des lords seraient prises en considération [1].

Un trouble violent s'empara du parti; la paix ainsi recherchée, au milieu des revers, n'était pas une transaction, mais une défaite; elle laissait tous les intérêts publics et privés en proie aux plus vives craintes, et déjouait dans leurs espérances les patriotes qui souhaitaient une plus large réforme, les ambitieux qui voulaient une révolution. On résolut de tout faire pour la repousser. Le 6 août au soir, quoique ce fût un dimanche, le lord maire Pennington, que les proclamations du roi avaient exclu de toute amnistie, convoqua le conseil commun de la cité; et le lendemain une pétition menaçante somma les communes de reje-

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 156-158. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 178-182.

ter les propositions des lords et d'adopter à la place une ordonnance dont l'alderman Atkins, porteur de la pétition, présentait en même temps le modèle ([1]). Un peuple immense, averti par de petits pamphlets, répandus la veille dans tous les quartiers, appuyait ce vœu de ses cris. Arrivés à Westminster à travers cette émeute, les lords s'en plaignirent sur-le-champ aux communes, déclarant qu'ils s'ajournaient au lendemain et s'ajourneraient encore si justice n'était faite de tels attentats. Mais les communes avaient déjà remis les propositions de paix en délibération; après un long débat, quatre-vingt et une voix se prononcèrent encore pour les accueillir, soixante-dix-neuf seulement pour les repousser. Le tumulte fut au comble : au dehors le peuple criait qu'il ne s'en irait pas sans une bonne réponse; au dedans les adversaires de la paix réclamaient avec violence une nouvelle épreuve, soutenant qu'on s'était trompé et qu'ils ne se laisseraient pas ainsi jouer. On céda. La chambre se divisa de nouveau : quatre-vingt et une voix persistèrent à vouloir la paix; mais les scrutateurs qui comptaient les voix pour la négative en

([1]) Rushworth, part. 3, t. II, p. 336. Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques*, n° II.

déclarèrent quatre-vingt-huit; l'orateur proclama aussitôt ce résultat, et les partisans de la paix sortirent stupéfaits et consternés [1].

Le surlendemain, 9 août, ils voulurent prendre leur revanche. Un rassemblement de deux ou trois mille femmes se forma, dès le matin, autour de Westminster, portant sur leur tête des rubans blancs, symbole de la paix, et la demandant en effet par une pétition lamentable [2]. Sir John Hippisley vint leur dire « que la chambre désirait » aussi la paix, qu'elle espérait la leur procurer » bientôt, qu'en attendant elle les invitait à re- » tourner dans leurs maisons. » Les femmes restèrent : à midi, leur nombre s'élevait déjà à plus de cinq mille; quelques hommes en habits de femme se mêlèrent dans leurs rangs, et, sur leur instigation, une bande pénétra jusqu'à la porte de la chambre des communes, criant : « La paix! la paix! » La garde, simple poste de milice, les engagea à se retirer; mais les cris redoublaient de violence : « Qu'on nous livre les traîtres qui sont » contre la paix! que nous les mettions en pièces! » qu'on nous livre ce gueux de Pym! » On les re-

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 158-160. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 182-184.

(2) Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques*, n° III.

poussa jusqu'au bas de l'escalier; quelques coups de fusil furent tirés en l'air pour les effrayer : « Ce n'est que de la poudre, » dirent-elles, en assaillant à coups de pierres les miliciens. Ceux-ci firent alors une décharge véritable; un escadron de cavalerie arriva en même temps et chargea sur la foule, le sabre en main : un moment les femmes s'obstinèrent encore; elles se pressaient en tous sens pour faire place aux cavaliers qu'elles accablaient, à leur passage, d'imprécations et de coups. Il fallut fuir enfin; et après quelques minutes d'un tumulte effroyable, il ne resta plus autour de Westminster que sept ou huit femmes blessées qui pleuraient et deux tuées. L'une de celles-ci, bien connue du peuple, chantait dans les rues de Londres, depuis son enfance, les vieilles ballades du pays [1].

La victoire était complète, mais achetée bien cher; il y avait fallu la fraude et la violence, moyens qui décrient leurs propres succès, surtout quand la réforme se fait au nom des lois et prétend les remettre en vigueur. C'était déjà un propos vulgaire qu'on n'avait rien reproché au roi que le par-

[1] Rushworth, p. 3, t. II, p. 357. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 184.

lement ne le fit à son tour. La chambre haute était irritée; le sang du peuple avait coulé; les haines intestines commençaient à surmonter tout autre sentiment. Les meneurs des communes furent informés qu'un certain nombre de membres, sous la conduite des principaux lords, se proposaient de sortir de Londres, de se réfugier dans le camp d'Essex, de proclamer là qu'ils s'éloignaient d'un parlement asservi par la multitude, et d'ouvrir avec Oxford des négociations. Ce dessein échoua par la probité d'Essex qui refusa de s'y prêter, et ce fut pour le parti un grand soulagement d'apprendre que son général ne songeait pas à le trahir (1). Mais les lords Portland, Lovelace, Conway, Clare, Bedford, Holland, n'en quittèrent pas moins Londres pour se rendre auprès du roi; le comte de Northumberland se retira dans son château de Petworth (2) : noms illustres qui, sans faire la force du parlement, lui avaient servi d'égide et prêté leur éclat. Étonnés de se trouver seuls, quelques uns des chefs bourgeois semblaient près de s'intimider; Pym lui-même fut accusé de correspondance avec l'ennemi (3). D'autre part, les plus

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 188, 200-203.

(2) *Ibid.*, t. III, p. 189.

(3) Le 9 septembre 1643. *Parl. Hist.*, t. III, col. 165.

violents démagogues, les sectaires les plus fougueux, commençaient à laisser éclater leurs secrets sentiments : John Saltmarsh, qui fut depuis chapelain dans l'armée de Fairfax, soutint « qu'il fallait » à tout prix empêcher le rapprochement du roi et » du peuple, et que si le roi ne voulait pas se prê» ter à tout, on devait l'extirper, lui et sa race, » et conférer à quelque autre la couronne. » Le pamphlet fut dénoncé à la chambre des communes, mais Henri Martyn en prit la défense : « Je » ne vois, dit-il, aucune raison pour condamner » M. Saltmarsh; à coup sûr, la ruine d'une seule » famille vaut mieux que celle de beaucoup. — » Je demande, s'écria sir Nevil Poole, que » M. Martyn soit sommé de dire de quelle famille » il entend parler. — Du roi et de ses enfants, » reprit Martyn sans hésiter [1]; violence jusque-là inouïe, et que le parti qui s'y livrait était bien loin de pouvoir soutenir. Aucune nouvelle enfin n'arrivait d'Écosse; on ignorait même si les commissaires avaient débarqué; et chaque jour on craignait d'apprendre que le roi marchait sur Londres, ou qu'il avait mis le siége devant Glocester, la dernière place qui restât au parlement dans l'ouest du

(1) Whitelocke, p. 68.

royaume, la seule qui, gênant encore, du sud-ouest au nord-est, les communications des armées royales, les empêchât d'agir partout de concert [1].

Les passions cédèrent aux périls; les partis jugèrent sainement de leur situation. Ni l'un ni l'autre n'était assez fort pour écraser promptement son adversaire, et demeurer en état de faire ensuite avec avantage la guerre ou la paix. Au lieu de chercher leur salut, les modérés dans la faiblesse, les fanatiques dans la frénésie, les premiers comprirent qu'avant de traiter il fallait vaincre, les seconds que pour remporter la victoire, c'était à eux de servir, à leurs rivaux de commander. Toute méfiance fut suspendue, toute ambition ajournée. Un comité où siégeaient quelques uns des plus chaux partisans de la guerre [2] se rendit auprès d'Essex [3], l'informa des mesures qu'on venait de prendre pour recruter et pourvoir de tout son armée, lui demanda ce qu'il souhaitait encore, remit enfin en ses mains le sort de la patrie, avec les plus éclatants témoignages de la confiance du parlement. De leur côté, le comte et ses amis se por-

(1) Whitelocke, p. 69.

(2) MM. Saint-John, Strode et Crew, auxquels fut adjoint M. Pym, après quelque opposition.

(3) Le 4 août 1643. *Journals of the house of Commons*, t. III, p. 15. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 187.

tèrent à la guerre aussi vivement que s'ils n'eussent jamais formé un autre désir ([1]) : Hollis, qui avait demandé un passe-port pour se retirer sur le continent avec sa famille, le fit révoquer et resta : partout les hommes naguère accusés de lâcheté ou de trahison étaient à la tête des préparatifs, des efforts, des sacrifices; et leurs fougueux adversaires, réservés maintenant et dociles, les secondaient avec ardeur, mais sans bruit. Ils laissèrent même ordonner presque sans résistance l'exclusion de Henri Martyn et son emprisonnement à la Tour après sa dernière incartade ([2]); tant leur résolution était ferme de tout sacrifier à ce bon accord momentané, seul moyen de salut. Une si sage conduite porta bientôt ses fruits; tandis que Waller et Manchester formaient, chacun de son côté, une armée de réserve, les levées d'hommes, d'argent, les approvisionnements de toute sorte destinés à celle d'Essex, la seule qui pût rentrer promptement en campagne, s'opérèrent avec une rapidité inouïe; quatre régiments de la milice de Londres voulurent y servir; et le 24 août, après une revue solennelle passée à Hounslow-Heath, en présence

([1]) Rushworth, part. 3, t. II, p. 291.
([2]) Le 16 août 1643. *Parl. Hist.*, t. III, col. 161.

de la plupart des membres des deux chambres, le comte partit à la tête de quatorze mille hommes, pour aller à marches forcées au secours de Glocester, que le roi, comme on l'avait craint, bloquait étroitement depuis quinze jours (1).

C'était bien à regret que Charles, après sa victoire, n'avait pas tenté, sur Londres même, une entreprise plus décisive; la résolution en avait été formée, et d'après un plan dont le succès semblait assuré : tandis que le roi se serait avancé de l'ouest à l'est, lord Newcastle, vainqueur aussi dans le comté d'York, aurait marché du nord au sud, et les deux grandes armées royalistes se seraient réunies sous les murs de la cité. Après la prise de Bristol, Charles se hâta d'envoyer à lord Newcastle un de ses plus fidèles serviteurs, sir Philippe Warwick, pour lui faire part de ce dessein et l'engager à se mettre en mouvement. Mais les grands seigneurs attachés au parti du roi n'étaient pas des généraux qu'il pût faire agir à son gré : ils avaient reçu de lui leur commission, non leur pouvoir; et contents de soutenir sa cause dans les lieux où s'exerçait leur influence, ils se souciaient

(1) May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 241. — *Mémoires* de Hollis, p. 16, dans ma *Collection*.

peu de perdre, en se déplaçant, leur indépendance avec leurs moyens de succès. Newcastle, fier, magnifique, aimant la pompe et le loisir, craignant la fatigue et l'ennui de la contradiction, entouré lui-même d'une petite cour où l'élégance de son esprit et de ses mœurs attirait des hommes d'un commerce agréable, ne voulut ni s'aller perdre à Oxford, au milieu des courtisans, ni se trouver, dans l'armée du roi, au-dessous d'un grossier étranger comme le prince Robert. Après avoir écouté froidement la proposition que lui portait Warwick : « Je me rappelle, lui dit-il, l'histoire du » rebelle irlandais Tyrone, fait prisonnier par le » vice-roi Mountjoy et amené à la reine Élisabeth : » lorsqu'il vit, dans les appartements de Whitehall, » le vice-roi à peine remarqué, et attendant, comme » les autres, que la reine parût, il se tourna vers » l'un de ses compatriotes et lui dit : — Que je » suis humilié d'avoir été fait prisonnier par un » homme qui me semblait puissant, et qui maintenant, confondu dans la foule, se fait assez petit » pour attendre sur le passage d'une femme! — » Pour moi, tant que Hull ne sera pas pris, je ne » puis quitter le comté d'York [1]. » Warvick trans-

[1] *Mémoires* de Warwick, p. 200-202, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 191.

mit cette réponse au roi, qui n'osa s'en plaindre. Quelques personnes lui conseillaient encore de marcher sur Londres; c'était même l'avis de la reine; mais il avait peu de goût pour les tentatives hasardeuses, moins par crainte du péril que de peur de compromettre sa dignité : déjà l'année précédente, après les batailles d'Edgehill et de Brentford, presque aux portes de sa capitale, son orgueil avait souffert de se voir contraint de rétrograder. Beaucoup de bons officiers étaient d'avis du siége de Glocester, les uns dans des vues désintéressées, les autres dans l'espoir d'un riche butin; le colonel William Legg se vantait même d'avoir avec le gouverneur, Édouard Massey, des intelligences assurées [1]. Le roi se décida enfin, et le 10 août, son armée, qu'il commandait en personne, vint occuper les collines qui dominaient la place, défendue seulement par quinze cents hommes de garnison et ses habitants.

A peine arrivé, il les fit sommer de se rendre, leur donnant deux heures pour répondre. Avant ce terme, deux députés de Glocester, le sergent-major Pudsey et un bourgeois, se présentèrent au

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 169-173.

camp, tous deux maigres, pâles, les cheveux rasés, vêtus de noir : « Nous apportons à sa Majesté, di» rent-ils, une réponse de la pieuse ville de Glo» cester. » Et aussitôt introduits ils lurent, en présence du roi, une lettre ainsi conçue : « Nous » habitants, magistrats, officiers et soldats de » Glocester, faisons au gracieux message de sa Ma» jesté cette humble réponse que, sur la foi de » notre serment, nous tenons ladite place pour le » service de sa Majesté et de sa royale postérité, » que nous nous croyons obligés d'obéir aux ordres » de sa Majesté tels qu'ils nous sont transmis par » les deux chambres du parlement, et qu'en con» séquence, avec l'aide de Dieu, nous garderons » ladite place de tout notre pouvoir. » A ce message si bref, lu d'un ton ferme, sec et clair, à l'étrange aspect, au froid maintien des deux députés immobiles devant le roi en attendant sa réponse, un mouvement de surprise, de moquerie et de colère fut près d'éclater parmi les assistants; mais Charles, aussi grave que ses ennemis, le réprima d'un geste et congédia les députés avec ces seules paroles : « Si vous espérez du secours, » vous avez tort; Waller est détruit, et Essex ne » peut venir. » A peine étaient-ils rentrés dans la place qu'un incendie général des faubourgs, al-

lumé par les habitants eux-mêmes, ne leur laissa rien à garder qu'au dedans des murs [1].

Pendant vingt-six jours [2], ils déjouèrent, par leur infatigable bravoure, tous les efforts des assiégeants : sauf cent cinquante hommes tenus en réserve, la garnison tout entière était toujours sur pied; pour tous les travaux, dans tous les périls, les citoyens se joignaient aux soldats, les femmes à leurs maris, les enfants à leurs mères. Massey fit faire même de fréquentes sorties, et trois hommes seulement en profitèrent pour déserter [3]. Ennuyée d'une si longue attente sans gloire et sans repos, l'armée royale, pour s'en venger, dévastait licencieusement le pays d'alentour; les officiers mêmes employaient souvent leurs soldats à enlever dans la campagne quelque riche fermier, quelque franc-tenancier paisible, mais mal pensant, qui ne recouvrait sa liberté qu'en payant rançon [4]. L'indiscipline dans l'intérieur du camp, la haine du peuple au dehors, croissaient chaque jour. On eût pu tenter un assaut; mais celui de

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 173-176. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 230-234, dans ma *Collection*. — Rushworth, p. 3, t. II, p. 286 et suiv.

(2) Du 10 août au 5 septembre 1643.

(3) May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 234-240. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 287-290. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 219.

(4) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 219.

Bristol, encore si récent, avait coûté si cher, que nul ne l'osait proposer. Le roi, enfin, n'attendait plus son succès que de l'épuisement auquel le blocus devait tôt ou tard réduire la place, lorsque, à son extrême surprise, il apprit qu'Essex approchait. Le prince Robert, se détachant de l'armée avec un corps de cavalerie, fit de vains efforts pour l'arrêter; le comte avançait sans se laisser détourner de sa route, poussant devant lui son ennemi. Déjà il n'était plus qu'à quelques milles du camp; déjà les cavaliers du roi s'étaient repliés sur les avant-postes de son infanterie; dans l'espoir de retarder encore le comte, ne fût-ce que d'un jour, Charles lui envoya un messager porteur de paroles de paix : « Le parlement, répondit Es-» sex, ne m'a point chargé de traiter, mais de dé-» livrer Glocester; je le ferai ou je laisserai ma » vie sous les murs. — Point de propositions! » point de propositions! » s'écriaient ses soldats informés qu'un trompette ennemi venait d'arriver. Essex continua sa marche, et le lendemain 5 septembre, comme il déployait son armée sur les collines de Presbury, à deux lieues de Glocester, la vue des quartiers du roi en feu lui apprit que le siége était levé (1).

(1) May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 243-246. — Clarendon,

Il se hâta d'entrer dans la place [1], d'y introduire des approvisionnements de tout genre, combla de louanges le gouverneur et ses soldats, félicita les citoyens de leur courage qui avait sauvé le parlement en lui donnant le temps de les sauver eux-mêmes, reçut à son tour dans l'église, sous ses fenêtres, en passant dans les rues, les témoignages d'une reconnaissance passionnée, et au bout de deux jours [2], se remit en marche pour Londres, car sa mission était accomplie, et il n'était guère moins pressant de ramener aux chambres la seule armée en état de les protéger.

Tout semblait lui promettre une retraite aussi heureuse que son expédition : il avait, durant plusieurs jours, donné le change sur sa route; Cirencester, avec de riches magasins de vivres, était tombé en son pouvoir; sa cavalerie enfin avait glorieusement soutenu dans quelques escarmouches le choc si redouté des cavaliers du prince Robert, lorsqu'en approchant de Newbury, le 19 septembre, il reconnut que les ennemis l'avaient devancé, qu'ils occupaient la ville, les hauteurs

Hist. of the rebell., t. VI, p. 223 et suiv. — Whitelocke, p. 69. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 292.

[1] Le 8 septembre 1643. May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 247.

[2] Le 10 septembre.

environnantes, que le chemin de Londres lui était fermé et qu'une bataille pouvait seule le lui rouvrir. Le roi était en personne à la tête de son armée, dans une position avantageuse, à portée de recevoir des garnisons d'Oxford et de Wallingford les secours dont il aurait besoin. Le pays, peu favorable aux parlementaires, cachait avec soin toutes ses denrées. Quelles que fussent les chances d'une grande action, il fallait s'y résoudre, et pour passer et pour ne pas mourir de faim.

Essex n'hésita point : dès le lendemain [1], à la pointe du jour, se portant lui-même à l'avant-garde, il attaqua la principale colline et en débusqua les régiments qui l'occupaient. Successivement engagée par tous les corps et contre toutes les positions, la bataille dura jusqu'au soir, si vaillamment disputée que les deux partis, dans leurs relations, mirent leur gloire à louer leurs ennemis. Les royalistes y portaient l'espoir de réparer un revers qui avait suspendu le cours de leurs triomphes ; les parlementaires le désir de ne pas perdre, si près du but, le fruit d'un triomphe qui avait mis un terme à tant de revers. Les milices de Londres surtout firent des prodiges. Deux fois, après avoir

[1] Le 20 septembre 1643.

rompu la cavalerie ennemie, le prince Robert vint les charger sans que, dans leurs rangs hérissés de piques, parût le moindre ébranlement. Les officiers généraux, Essex, Skippon, Stapleton, Merrick, se hasardaient en simples soldats; et en même temps les domestiques, les ouvriers à la suite, les valets d'armée, accourus sur le champ de bataille, y combattaient comme les plus braves officiers. La nuit venue, chacun demeura dans ses positions. Essex avait gagné du terrain; cependant les troupes royales lui fermaient encore le passage, et il s'attendait à livrer le lendemain un nouveau combat lorsque, à son extrême surprise, les premiers rayons du jour lui montrèrent l'ennemi en retraite et la route libre. Il se hâta d'en profiter, poursuivit sa marche sans autre obstacle que de vaines charges de la cavalerie du prince Robert, et, le surlendemain de la bataille, coucha dans Reading avec son armée à l'abri de tout danger [1].

L'âpreté du choc avait rebuté les royalistes, non moins braves, mais bien moins opiniâtres que leurs

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 293-294. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 250-261. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 227-231. — Whitelocke, p. 71. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 72, dans ma *Collection*.

adversaires, et prompts à désespérer comme à se flatter du succès. Leurs pertes d'ailleurs avaient été grandes, et de celles qui, autour d'un roi, frappent plus vivement l'imagination. Plus de vingt officiers de marque avaient succombé, et parmi eux des hommes illustres par leur mérite comme par leur rang : lord Sunderland, à peine âgé de vingt-trois ans, marié naguère, et déjà cher, par ses opinions hautement professées, à tous les hommes sages, à tous les bons protestants de son parti (1); lord Caernarvon, excellent officier, précieux au roi par sa rigidité en fait de discipline, aimé des soldats pour sa justice, et observateur si scrupuleux de sa parole que rien n'avait pu le retenir dans l'armée de l'ouest lorsque le prince Maurice, qui la commandait, eut violé les capitulations conclues avec les villes de Weymouth et de Dorchester (2); lord Falkland enfin, l'honneur du parti royaliste, toujours patriote quoique proscrit à Londres, toujours respecté du peuple quoique ministre à Oxford (3). Rien ne l'appelait sur le champ de bataille, et déjà ses amis lui avaient re-

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 233.

(2) *Ibid.*, p. 233-235.

(3) Né en 1610, à Burford, dans le comté d'Oxford; il était âgé de trente-trois ans.

proché plus d'une fois son inutile témérité : « Mon » emploi, répondait-il en riant, ne peut me faire » perdre les priviléges de mon âge, et un secrétaire » d'État de la guerre doit être dans le secret des » plus grands dangers. » Depuis quelques mois il les recherchait avec passion; le spectacle des souffrances du peuple, les maux plus grands qu'il prévoyait, l'anxiété de ses vœux, la ruine de ses espérances, le malaise constant de son âme dans un parti dont il redoutait presque également les succès et les revers, tout l'avait plongé dans la plus amère tristesse; son humeur s'était aigrie; son imagination, naturellement brillante et vive, était devenue fixe et sombre; enclin par goût et par habitude à une élégance peu commune, il ne prenait plus aucun soin de ses vêtements ni de sa personne; aucune conversation, aucun travail ne lui plaisait plus; souvent assis, la tête dans ses mains, au milieu de ses amis, il ne sortait d'un long silence que pour s'écrier douloureusement : « La paix! la paix! » et l'espoir de quelque négociation parvenait seul à le ranimer. Le matin de la bataille, ceux qui l'entouraient s'étonnèrent de le trouver plus gai : il parut apporter à sa toilette une attention depuis longtemps inaccoutumée : « Si je suis tué aujourd'hui, dit-il, je ne veux pas

» qu'on trouve mon corps dans du linge sale. » On le conjura de rester : la tristesse rentra dans tous ses traits : » Non, dit-il, depuis trop longtemps » tout ceci me brise le cœur ; j'espère que j'en serai » hors avant qu'il soit nuit ; » et il alla se joindre en volontaire au régiment de lord Byron. L'action à peine engagée, une balle le frappa dans le bas-ventre ; il tomba de cheval et mourut sans que personne eût remarqué sa chute, victime d'un temps trop rude pour sa pure et tendre vertu. On ne retrouva son corps que le lendemain ; ses amis, Hyde surtout, gardèrent de lui un souvenir inconsolable ; les gens de cour apprirent sans grande émotion la mort d'un homme qui leur était étranger ; Charles témoigna des regrets décents et se sentit plus à l'aise dans le conseil (1).

A peine Essex était arrivé à Reading qu'une députation des deux chambres vint lui porter l'expression de leur reconnaissance, pourvoir aux besoins de son armée, s'enquérir de tous ses vœux (2). Non seulement le parlement était sauvé, mais il pouvait se croire désormais à l'abri de tels périls ;

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 235-250. — Whitelocke, p. 70.

(2) Le 24 septembre 1643. *Journals of the house of Commons*, 23 septembre. — Whitelocke, p. 70.

le même succès avait couronné ses négociations et ses armes : pendant qu'Essex faisait lever le siége de Glocester, Vane, rendu enfin à Édimbourg, concluait avec les Écossais une étroite alliance. Sous le nom de *ligue et covenant solennel*, un traité politique et religieux, qui vouait à la défense de la même cause les forces unies des deux royaumes, fut voté en un jour par la convention des États et l'assemblée générale de l'Église d'Écosse [1] : dès le lendemain des commissaires écossais partirent pour Londres, où les deux chambres, après avoir consulté l'assemblée des théologiens, le sanctionnèrent également [2]; et huit jours après [3], dans l'église de Sainte-Marguerite de Westminster, tous les membres du parlement, debout, découverts, la main levée vers le ciel, y donnèrent avec serment leur adhésion, d'abord de vive voix, puis par écrit [4]. Le covenant fut accueilli dans la cité avec le plus fervent enthousiasme; il promettait la réforme de l'Église et le

[1] Le 17 août 1643. Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 239. — Neal, *Hist. of the Puritans*, t. III, p. 56-62. — Baillie, *Letters*, t. I, p. 381.

[2] Le 18 septembre 1643. *Parl. Hist.*, t. III, col. 169.

[3] Le 25 septembre 1643.

[4] *Parl. Hist.*, t. III, col. 173. — Neal, *Hist. of the Puritans*, t. III, p. 62. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 474-481. Le covenant fut signé par deux cent vingt-huit membres des communes.

prompt secours de vingt et un mille Écossais ; le peuple presbytérien voyait ainsi à la fois ses craintes dissipées et ses vœux exaucés. Le lendemain de la cérémonie ([1]), Essex fit son entrée dans Londres ; la chambre des communes, marchant à la suite de son orateur, se rendit en corps à Essex-House pour le complimenter ; le lord maire et les aldermen, en robe écarlate, vinrent rendre grâces « au sauveur et protecteur de leur vie et de leur fortune, de leurs femmes et de leurs enfants ([2]). » Les drapeaux pris sur l'armée royale à Newbury étaient exposés en public ; on en remarquait un surtout qui représentait la façade extérieure de la chambre des communes, avec deux têtes de criminels plantées au sommet et cette inscription : *Ut extrà, sic intrà* ([3]). Le peuple se pressait en foule autour de ces trophées ; les miliciens qui avaient fait partie de l'expédition en racontaient tous les détails ; partout, dans les conversations domestiques, au sermon, au milieu des groupes formés dans les rues, le nom d'Essex était bruyamment proclamé ou pieusement béni. Le comte et

([1]) Le 26 septembre 1643.

([2]) Whitelocke, p. 70. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 250.

([3]) Whitelocke, p. 71.

ses amis résolurent de mettre à profit ce triomphe. Il se rendit à la chambre haute, offrit sa démission, et demanda qu'il lui fût permis de se retirer sur le continent [1] : Aucun danger public, dit-il, ne lui faisait plus un devoir de rester; il avait essuyé dans son commandement de trop amers dégoûts ; il en prévoyait le prochain retour, car sir William Waller conservait toujours une commission indépendante de la sienne, et tandis que le titre de général en chef lui laissait, à lui seul, toute la responsabilité, un autre était en droit de ne lui point obéir; depuis trop longtemps il connaissait le tourment d'une telle situation et ne pouvait plus s'y laisser condamner. Sur cette déclaration, les lords surpris, ou feignant la surprise, votèrent qu'ils demanderaient une conférence aux communes; mais, à l'instant même, arriva de la part des communes un message qui rendait la conférence inutile : informées de tout, elles se hâtaient d'annoncer aux lords que Waller offrait de renoncer à sa commission, de recevoir désormais ses instructions du général en chef, non du parlement lui-même, et sollicitait la formation d'un comité qui terminât sur-le-champ, à la satisfaction

[1] Le 7 octobre 1643. *Journals of the house of Lords.*

du comte, ce fâcheux incident. Le comité fut nommé aussitôt et l'affaire réglée séance tenante [1]. Waller et ses amis se soumirent sans murmure; Essex et les siens triomphèrent sans bravade, et la réconciliation des partis parut consommée au moment où ils rengageaient le combat.

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 177. — Whitelocke, p. 71.

LIVRE CINQUIÈME.

État des partis et naissance des indépendants. — Dispositions de la cour d'Oxford. — Le roi conclut une trêve avec les Irlandais. — Parlement d'Oxford. — Mort de Pym. — Campagne de 1644. — Bataille de Marston-Moor. — Revers d'Essex dans le comté de Cornouailles. — La mésintelligence éclate entre les chefs presbytériens et Cromwell. — On essaie de négocier. — Ordonnance du renoncement à soi-même. — Procès et mort de Laud. — Négociations d'Uxbridge. — Réorganisation de l'armée parlementaire. — Fairfax est nommé général. — Essex donne sa démission.

1643-1645.

La joie des presbytériens était au comble : le parlement devait à leur chef son salut ; leurs ennemis se taisaient ; l'armée écossaise, près d'arriver, promettait à leur cause un infaillible appui ; eux seuls disposeraient donc désormais des réformes comme de la guerre, et pourraient, à leur gré, les poursuivre ou les arrêter.

Dans les chambres et au dehors, à Londres et dans les comités, un accès de ferveur et de tyran-

nie religieuses révéla bientôt leur empire. L'assemblée des théologiens reçut ordre de préparer un plan de gouvernement ecclésiastique (1); quatre théologiens écossais y furent appelés pour travailler de concert au grand dessein du parti, l'uniformité du culte des deux nations (2). Les comités chargés d'examiner, dans chaque province, la conduite et la doctrine des ecclésiastiques en fonctions redoublèrent d'activité et de rigueur; près de deux mille ministres furent expulsés de leurs cures (3); beaucoup d'autres, poursuivis comme anabaptistes, brownistes, indépendants, etc., se virent jetés en prison par les hommes qui naguère y maudissaient avec eux leurs communs persécuteurs. Quiconque, dans la cité, refusait de souscrire le covenant, fut déclaré incapable de siéger dans le conseil commun, de concourir même à son élection (4). Le parlement, dès l'origine de la guerre, avait fait fermer tous les théâ-

(1) Le 12 octobre 1643. Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 123.

(2) Le 20 novembre 1643. C'étaient Henderson, Rutherford, Gillespie et Baillie. (Baillie, t. I, p. 398. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. I, p. 349.)

(3) Les écrivains du parti épiscopal ont porté ce nombre à 8,000; leurs adversaires le réduisent au-dessous de 1,600. L'évaluation que j'ai adoptée est celle qui résulte des renseignements fournis par Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 111-113.

(4) Le 20 décembre 1643. Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 66.

tres, sans les frapper d'aucun anathème religieux, et se bornant à dire que les temps d'affliction publique devaient être consacrés au repentir et à la prière plutôt qu'aux plaisirs [1]. La même interdiction fut étendue à tous les divertissements, à tous les jeux populaires usités le dimanche et les jours de fête dans tout le royaume ; aucun n'obtint grâce, quelle que fût son ancienneté ou son innocence ; les arbres de mai [2], que plantait depuis des siècles la joie publique au retour du printemps, furent partout abattus, avec défense d'en planter de nouveaux ; et si des enfants oubliaient ces lois, leurs parents expiaient par une amende chaque saillie de leur gaieté [3]. L'archevêque Laud, enfin, depuis trois ans oublié dans sa prison, fut tout à coup mandé à la barre de la chambre haute, et sommé de répondre à l'accusation des communes [4]. Le fanatisme compte la haine et la vengeance parmi ses devoirs.

La même ardeur éclatait pour la guerre : fiers d'avoir eu tant de part aux dernières victoires,

(1) Le 2 septembre 1642. *Parliam. Hist.*, t. II, col. 1461.

(2) *May-Poles*. Espèce de mâts de cocagne qu'on entourait de branches d'aubépine.

(3) Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 139. L'amende était de 12 *pence*, ou 24 sols.

(4) Le 13 novembre 1643. *Parl. Hist.*, t. III, p. 183.

les presbytériens de la cité ne parlaient plus de paix; un grand nombre de riches bourgeois équipaient des soldats, offraient même de servir en personne : l'un d'eux, Roland Wilson, qui devait hériter de son père un commerce immense et 2,000 livres sterling de rente en fonds de terre, rejoignit l'armée d'Essex, à la tête d'un régiment levé à ses frais ([1]). Quelques-uns même des chefs, naguère si enclins aux négociations, Hollis, Glynn, Maynard, haranguaient le conseil commun pour l'exciter aux derniers efforts ([2]). Jamais le parti n'avait paru plus énergique ni en possession plus assurée du pouvoir.

Il touchait pourtant à sa décadence. Engagé, dès son origine, dans une double réforme, celle de l'Église et celle de l'État, il ne les poursuivait point l'une et l'autre en vertu des mêmes principes ni dans les mêmes desseins. En matière religieuse sa foi était ardente, ses doctrines simples, fermes, rigoureusement déduites et enchaînées : le système presbytérien, ce gouvernement de l'Église par des ministres égaux entre eux et délibérant de concert, n'était point, à ses yeux, une

([1]) Whitelocke, p. 72.
([2]) *Ibid.*, p. 81.

institution humaine, flexible, que, selon les temps et les convenances, on pût modifier à son gré; c'était le seul système légitime, un gouvernement de droit divin, la loi même de Christ. Le parti en voulait le triomphe sans réserve, à tout prix, comme une sainte et indispensable révolution. En politique, au contraire, malgré la rudesse de ses actes et de son langage, ses idées étaient vagues et ses intentions modérées; aucune croyance systématique, aucune passion vraiment révolutionnaire ne le dominaient; il aimait la monarchie en combattant le roi, respectait la prérogative en travaillant à asservir la couronne, ne se confiait qu'aux communes, et ne portait cependant aux lords ni malveillance ni dédain, obéissait enfin à d'anciennes habitudes autant qu'à des besoins nouveaux, ne se rendait compte avec précision ni des principes ni des conséquences de sa conduite, croyait ne tenter qu'une réforme légale, et ne souhaitait rien de plus.

Ainsi agité de dispositions contraires, impérieux et incertain, fanatique et modéré tour à tour, le parti presbytérien n'avait pas même des chefs sortis de ses rangs et toujours animés de sentiments conformes aux siens. Il marchait à la suite des réformateurs politiques, premiers interprètes

et vrais représentants du mouvement national. Leur alliance lui était naturelle et nécessaire : naturelle, car ils voulaient, comme lui, réformer le gouvernement, et non l'abolir; nécessaire, car ils étaient en possession du pouvoir, et le conservaient par la supériorité de leur rang, de leurs richesses, de leurs lumières : avantages que les plus ardents presbytériens ne songeaient point à contester. Mais en acceptant, en achetant même au besoin, par de grandes concessions, l'appui des sectaires, la plupart des réformateurs politiques ne partageaient, quant à l'Église, ni leurs opinions ni leurs vues; un épiscopat modéré, réduit à l'administration légale des affaires ecclésiastiques, leur eût convenu davantage, et ils ne servaient le système presbytérien qu'à contre-cœur, en s'efforçant sous main d'en ralentir les progrès. L'énergie du parti dans la révolution religieuse était ainsi déjouée par des chefs que pourtant il ne pouvait ni ne voulait abandonner; et leur union n'était complète et sincère qu'en matière de réforme politique, c'est-à-dire dans la cause où chefs et parti n'avaient ni passions intraitables à satisfaire, ni principes absolus à faire triompher.

Or, à la fin de 1643, la réforme politique, légale du moins, était consommée; les abus ne sub-

sistaient plus : on avait fait toutes les lois qu'on jugeait nécessaires, et modifié les institutions aussi bien qu'on savait; rien ne manquait à l'œuvre que les défenseurs des anciennes libertés et les sectaires presbytériens voulaient également et pouvaient accomplir de concert. Mais la révolution religieuse était à peine commencée, et la réforme politique, chancelante et mal garantie, menaçait de se tourner en révolution. Le moment approchait donc où les vices intérieurs du parti jusque-là dominant, l'incohérence de sa composition, de ses principes, de ses desseins, devaient infailliblement éclater. Chaque jour il était forcé de marcher dans des voies opposées, de tenter des efforts contraires. Ce qu'il sollicitait dans l'Église, il le repoussait dans l'État; il fallait que, changeant sans cesse de position et de langage, il invoquât tour à tour les principes et les passions démocratiques contre les évêques, les maximes et les influences monarchiques ou aristocratiques contre les républicains naissants. C'était un spectacle étrange de voir les mêmes hommes démolir d'une main et soutenir de l'autre, tantôt prêcher les innovations, tantôt maudire les novateurs; alternativement téméraires et timides, rebelles et despotes à la fois; persécutant les épiscopaux au nom des droits de la liberté, les

indépendants au nom des droits du pouvoir; s'arrogeant enfin le privilége de l'insurrection et de la tyrannie en déclamant chaque jour contre la tyrannie et l'insurrection.

Le parti se voyait en même temps délaissé, ou désavoué, ou compromis par plusieurs de ses chefs. Quelques uns, comme Rudyard, soigneux surtout de leur considération et de leur vertu, se retiraient de l'arène, ou n'y paraissaient plus que de loin en loin, pour protester plutôt que pour agir. D'autres, moins honnêtes, comme Saint-John, ou plus persévérants et plus hardis, comme Pym, ou occupés surtout de leur sûreté personnelle, recherchaient, ménageaient du moins le parti nouveau dont ils pressentaient le prochain pouvoir. Beaucoup, déjà désabusés et corrompus, avaient renoncé à toute espérance patriotique, ne s'inquiétaient plus que de leur propre fortune, et formant, dans les comités investis du maniement des affaires, une avide coalition, se distribuaient mutuellement les emplois, les confiscations, les marchés. Parmi les grands seigneurs jusque-là engagés dans la cause nationale, plusieurs, comme on l'a vu, l'avaient quittée naguère pour aller mendier leur paix à Oxford; d'autres, s'éloignant absolument des affaires publiques, se retiraient

dans leurs terres; et pour éviter tantôt le pillage, tantôt le séquestre, négociaient tour à tour avec la cour et le parlement. Le 22 septembre, dix lords seulement siégeaient dans la chambre haute; le 5 octobre, ils n'étaient que cinq [1]. Un appel nominal, institué à l'ouverture de chaque séance, et la crainte de voir ainsi leur absence légalement constatée, en ramenèrent quelques uns à Westminster [2]; mais la haute aristocratie, chaque jour plus suspecte ou plus étrangère au peuple, n'en devenait pas moins, pour les presbytériens, un embarras plutôt qu'un appui: et tandis que leur fanatisme religieux éloignait d'eux d'habiles défenseurs des libertés publiques, leur modération politique les empêchait de renier d'incertains et compromettants alliés.

Depuis trois ans enfin le parti dominait: que, dans l'Église ou dans l'État, il eût ou non accompli ses desseins, c'était par son aide et de son aveu que, depuis trois ans, les affaires étaient conduites; à ce titre seul, beaucoup de gens commençaient à

(1) *Journals of the house of Lords.* Les dix lords présents le 22 septembre étaient les comtes de Bolingbroke, de Lincoln, de Stamford et de Denbigh; le vicomte Say, et les barons Grey, Wharton, Howard, Hunsdon et Dacre.

(2) *Journals of the house of Lords.*

s'en lasser; on s'en prenait à lui de tant de maux déjà soufferts, de tant d'espérances déçues; on le trouvait aussi persécuteur que les évêques, aussi arbitraire que le roi; on relevait avec amertume ses contradictions, ses faiblesses; on ressentait enfin, même sans vues factieuses ou intéressées, par le seul progrès des événements et des esprits, un secret besoin de principes et de dominateurs nouveaux.

Les uns et les autres étaient tout prêts, et, pour saisir l'empire, n'attendaient que l'occasion. Longtemps avant l'origine des troubles, lorsque les presbytériens commençaient seulement à manifester l'intention d'imposer à l'Église nationale une constitution républicaine, d'y maintenir sous cette forme l'unité du pouvoir comme de la foi, et de disputer ainsi à l'épiscopat l'héritage de la papauté, déjà les indépendants, les brownistes, les anabaptistes demandaient hautement si une Église nationale devait subsister, et à quel titre un pouvoir quelconque, papauté, épiscopat ou presbytère, s'arrogeait le droit de courber des consciences chrétiennes sous le joug d'une mensongère unité. Toute congrégation de fidèles, disaient-ils, habitants ou voisins du même lieu, qui se réunissent librement, en vertu de leur foi commune, pour

adorer ensemble le Seigneur, est une Église véritable, sur laquelle aucune autre Église ne peut prétendre aucune autorité, et qui a droit de choisir elle-même ses ministres, de régler elle-même son culte, de se gouverner enfin par ses propres lois.

A sa première apparition, le principe de la liberté de conscience, ainsi proclamé par des sectaires obscurs, au milieu des égarements d'un aveugle enthousiasme, fut traité de crime et de folie. Eux-mêmes semblaient le soutenir sans le comprendre, et moins par raison que par nécessité. Épiscopaux et presbytériens, prédicateurs et magistrats, le proscrivirent également : la question de savoir comment et par qui l'Église de Christ devait être gouvernée continua d'être presque seule débattue; on croyait avoir à choisir entre le pouvoir absolu du pape, l'aristocratie des évêques et la démocratie du clergé presbytérien; on ne recherchait point si de tels gouvernements étaient légitimes dans leur principe, quels que fussent leur forme et leur nom.

Cependant un grand mouvement agitait toutes choses, même celles qui n'en semblaient point ébranlées : chaque jour amenait quelque épreuve à laquelle aucun système ne pouvait se soustraire,

quelque débat que le parti dominant tentait en vain d'étouffer. Appelés chaque jour à considérer quelque nouvelle face des affaires humaines, à discuter des opinions, à repousser des prétentions jusque-là inconnues, les esprits s'affranchissaient par ce travail, et en sortaient, les uns pour s'élever librement, sur l'homme et la société, à des idées plus étendues, les autres pour secouer audacieusement tout préjugé et tout frein. En même temps la liberté pratique, en matière de foi et de culte, était presque absolue; aucune juridiction, aucune autorité répressive n'avait encore remplacé celle de l'épiscopat; et le parlement, occupé de vaincre ses ennemis, s'inquiétait peu de surveiller les pieux écarts de ses partisans. Le zèle presbytérien obtenait quelquefois des chambres, contre les nouveaux sectaires, des déclarations menaçantes; quelquefois les craintes et les haines des réformateurs politiques coïncidant avec celles de leurs dévots alliés, ils prenaient de concert, contre leurs adversaires, des mesures de rigueur. Une ordonnance destinée, dit le préambule, « à réprimer » les calomnies et la licence auxquelles la religion » et le gouvernement sont en butte depuis quelque » temps, » abolit la liberté de la presse jusque-là tolérée, et soumit à la censure préalable toutes les

publications [1]. Mais le pouvoir ne saurait arrêter ceux qui le devancent dans le mouvement dont il est lui-même emporté. Au bout de quelques semaines, les royalistes et les épiscopaux portaient seuls le poids de ces restrictions; les sectes nouvelles y échappaient ou les bravaient, et pullulaient de toutes parts, de jour en jour plus nombreuses, plus variées, plus ardentes, indépendants, brownistes, anabaptistes, antipædobaptistes, quakers, antinomiens, hommes de la cinquième monarchie. A l'ombre même de la domination des presbytériens, la révolution suscitait à la fois contre eux des enthousiastes, des philosophes, des libertins.

Toutes les questions prirent dès lors un tour nouveau; la fermentation sociale changea de caractère. Des faits puissants, respectés, avaient jusque-là dirigé et contenu la pensée des réformateurs politiques, religieux même : aux uns l'état légal de la vieille Angleterre, tel du moins qu'ils le concevaient, aux autres la constitution de l'Église telle qu'en jouissaient déjà l'Écosse, la Hollande, Genève, servaient en même temps de modèle et de frein. Quelle que fût la hardiesse

[1] Le 11 juin 1643. *Parl. Hist.*, t. III, col. 131.

de leurs entreprises, ni les uns ni les autres n'étaient en proie à de vagues désirs, à des prétentions illimitées; tout n'était pas innovation dans leurs desseins, ou conjecture dans leurs espérances, et s'ils méconnaissaient la portée de leurs actes, ils pouvaient du moins en assigner le but. Aucun but précis ne régla la marche de leurs rivaux; aucun fait, historique ou légal, n'enferma dans ses limites leur pensée; confiants dans sa force, fiers de son élévation, ou de sa sainteté, ou de son audace, ils lui décernèrent le droit de tout juger, de tout dominer, et la prenant seule pour guide, cherchèrent à tout prix, les philosophes la vérité, les enthousiastes le Seigneur, les libertins le succès. Institutions, lois, coutumes, événements, tout fut sommé de se régler selon le raisonnement ou la volonté de l'homme; tout devint matière de combinaisons nouvelles, de créations savantes, et dans ce hardi travail tout parut légitime sur la foi d'un principe ou d'une extase, ou au nom de la nécessité. Les presbytériens proscrivaient dans l'Église la royauté et l'aristocratie : pourquoi les conserver dans l'État? Les réformateurs politiques avaient laissé entrevoir qu'en définitive, lorsque le roi ou les lords s'obstinaient à refuser leur adhésion, la volonté des communes

devait l'emporter : pourquoi ne pas le dire hautement? Pourquoi n'invoquer la souveraineté du peuple qu'en désespoir de cause et pour légitimer la résistance, quand elle doit servir de base au gouvernement lui-même et légitimer d'avance le pouvoir? Après avoir secoué le joug du clergé romain, du clergé épiscopal, on était près de subir celui du clergé presbytérien : à quoi bon un clergé? De quel droit les prêtres forment-ils un corps permanent, riche, indépendant, autorisé à réclamer le bras du magistrat? Que toute juridiction, même la faculté d'excommunier, leur soit retirée; que les moyens de persuasion, la prédication, l'enseignement, la prière, leur restent seuls, et tout abus du pouvoir spirituel, tout embarras pour le concilier avec le pouvoir civil, cesseront aussitôt. Dans les fidèles d'ailleurs, non dans les prêtres, réside le pouvoir légitime en matière de foi : c'est aux fidèles qu'il appartient de choisir et d'instituer leurs prêtres, non aux prêtres de s'instituer entre eux pour s'imposer ensuite aux fidèles. Tout fidèle enfin n'est-il pas prêtre lui-même, pour lui, pour sa famille, pour tous les chrétiens qui, touchés de sa parole, le jugeront inspiré d'en haut et voudront s'unir à ses prières? Qui oserait contester au Seigneur le pouvoir de conférer ses dons

à qui il veut et comme il lui plaît? Soit qu'il s'agisse de prêcher ou de combattre, c'est le Seigneur seul qui choisit et consacre ses saints; et quand il les a choisis, il leur remet sa cause, et ne révèle qu'à eux seuls par quels moyens elle doit triompher. Les libertins applaudissaient à ce langage; pourvu qu'on poussât la révolution jusqu'au bout, et sans s'inquiéter des moyens, peu leur importaient les motifs.

Ainsi se formait le parti des indépendants, bien moins nombreux, bien moins accrédité dans la nation que celui des presbytériens, mais déjà en possession de cet ascendant que donnent des croyances systématiques, complètes, toujours prêtes à rendre raison de leurs principes, à en accepter toutes les conséquences. L'Angleterre était alors dans une de ces crises glorieuses et redoutables où l'homme, oubliant sa faiblesse pour ne se souvenir que de sa dignité, a cette sublime ambition de n'obéir qu'à la vérité pure, et ce fol orgueil d'attribuer à son opinion tous les droits de la vérité. Politiques ou sectaires, presbytériens ou indépendants, aucun parti n'eût osé se croire dispensé d'avoir raison et de le prouver. Or les presbytériens échouaient dans cette épreuve, car leur sagesse se fondait sur l'autorité des faits et des

lois, non sur des principes, et ils ne savaient comment repousser, par la raison seule, les arguments de leurs rivaux. Les indépendants professaient seuls une doctrine simple, rigoureuse en apparence, qui sanctionnât tous leurs actes, suffît à tous les besoins de leur situation, et dispensât les esprits fermes d'inconséquence, les cœurs sincères d'hypocrisie. Eux seuls aussi commençaient à prononcer quelques-unes de ces paroles puissantes qui, bien ou mal comprises, soulèvent, au nom des plus nobles espérances, les plus énergiques passions de l'humanité : égalité des droits, juste répartition des biens sociaux, destruction de tous les abus. Point de contradiction entre leurs systèmes religieux et politique ; point de lutte sourde entre les chefs et les soldats ; aucun symbole exclusif, aucune limite rigoureuse ne rendait difficile l'accès du parti ; comme la secte dont il avait pris son nom, il tenait la liberté de conscience pour maxime fondamentale, et l'immensité des réformes qu'il se proposait, la vaste incertitude de ses desseins, permettaient aux hommes les plus divers de se ranger sous sa bannière : des jurisconsultes s'y ralliaient dans l'espoir de ravir aux ecclésiastiques, leurs rivaux, toute juridiction et tout empire ; des publicistes populaires

s'en promettaient une législation nouvelle, claire, simple, qui fît perdre aux jurisconsultes leurs profits énormes et leur pouvoir : Harrington y pouvait rêver une société de sages, Sidney la liberté de Sparte ou de Rome, Lilburne le retour des vieilles lois saxonnes, Harrison la venue de Christ; le cynisme même de Henri Martyn et de Pierre Wentworth s'y faisait tolérer en faveur de son audace : républicains ou niveleurs, raisonneurs ou visionnaires, fanatiques ou ambitieux, tous étaient admis à mettre en commun leurs colères, leurs théories, leurs extases, leurs intrigues; il suffisait que tous, animés contre les cavaliers et les presbytériens d'une égale haine, se portassent avec la même ardeur vers cet avenir inconnu chargé de répondre à tant de vœux.

Aucune victoire d'Essex et de ses amis, sur le champ de bataille ou dans Westminster, ne pouvait étouffer, contenir même longtemps de telles discordes : elles étaient publiques à Oxford comme à Londres; et parlementaires ou royalistes, tous les hommes sensés les prenaient déjà pour base de leurs combinaisons. De toutes parts on en informait le roi, on le pressait d'en profiter : courtisans ou ministres, intrigants ou serviteurs sincères, chacun avait à cet égard ses renseignements, ses

propositions, ses moyens : les uns voulaient qu'on poussât la guerre sans relâche, assurés que bientôt les factions rivales obéiraient à leurs inimitiés plutôt qu'à leurs périls ; les autres demandaient au contraire que, par l'entremise des lords réfugiés à Oxford, des comtes de Holland et de Bedford surtout, on se rapprochât d'Essex et de son parti, qui, au fond, n'avaient pas cessé de souhaiter la paix ; quelques uns conseillaient même des avances aux chefs déjà connus des indépendants, disant qu'on en aurait meilleur marché; et lord Lovelace, de l'aveu du roi, entretenait avec sir Henri Vane une correspondance assidue, bien éloigné de se douter que Vane la suivait aussi de l'aveu des siens, pour s'instruire de l'état de la cour [1]. Mais aucun de ces conseils n'était accueilli ou efficace. C'était à grand'peine que les lords déserteurs du parlement avaient obtenu qu'on leur ouvrît les portes d'Oxford; au premier bruit de leur prochaine arrivée, un soulèvement général y avait éclaté contre eux; le conseil privé, solennellement réuni, avait longuement délibéré sur l'accueil qu'on devait leur faire; et malgré les sages représentations de Hyde, nommé récemment chancelier

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 199. Whitelocke, p. 76.

de l'échiquier, Charles, en consentant à les recevoir, avait décidé qu'on les traiterait avec froideur [1]. En vain lord Holland, le plus élégant et le plus adroit des courtisans, était parvenu, avec l'aide de M. Jermyn, à rentrer en grâce auprès de la reine [2]; en vain il déployait tout son art pour reprendre avec le roi son ancienne familiarité, tantôt affectant de lui parler à l'oreille, tantôt réussissant, sous quelque prétexte, à l'attirer dans une embrasure de fenêtre pour avoir l'occasion, ou du moins se donner l'air de l'entretenir en secret [3]; en vain même, à la bataille de Newbury, il avait vaillamment combattu en volontaire, et offert son sang pour gage de sa nouvelle fidélité [4]: rien n'avait pu vaincre la sécheresse hautaine du roi, ni imposer silence aux clameurs de cour; et loin de voir accepter leurs services, les lords réfugiés ne songeaient déjà plus qu'à se soustraire à tant de dégoûts. Les partisans d'une guerre vigoureuse se faisaient écouter avec plus de faveur, mais sans plus d'effet : le mauvais succès du siége de Glocester avait jeté Oxford dans une anarchie aussi

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 197.
(2) *Ibid.*, p. 203, 256.
(3) *Ibid.*, p. 258.
(4) *Ibid.*, p. 255.

impuissante que tracassière; tous s'imputaient réciproquement cette fatale entreprise; le conseil se plaignait des désordres de l'armée; l'armée bravait insolemment les reproches du conseil; le prince Robert, quoique dispensé, même un jour de bataille, d'obéir à tout autre qu'au roi lui-même [1], était jaloux du général en chef; le général et tous les grands seigneurs murmuraient hautement de l'indépendance et de la grossièreté du prince Robert. Le roi, qui respectait dans la personne de ses neveux la dignité de son sang, ne pouvait se résoudre à donner contre eux raison à un sujet, et sacrifiait à ce ridicule orgueil les droits, les services mêmes de ses plus utiles amis. Hyde seul s'opposait avec franchise à de telles fautes, et parvenait quelquefois à l'en détourner; mais Hyde lui-même, étranger à la cour, sans autre éclat ni pouvoir que celui de ses fonctions, avait besoin que la volonté du roi le soutînt, tantôt contre l'humeur de la reine, tantôt contre les intrigues de jaloux courtisans; il maintenait sa réputation de conseiller influent et d'homme sage, mais sans exercer un ascendant véritable, sans obtenir aucun important résultat [2]. La discorde

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. V, p. 73.

(2) *Ibid.*, t. VI, p. 215, 252.

enfin était aussi grande à Oxford qu'à Londres, et bien plus fatale, car à Londres elle précipitait, à Oxford elle paralysait le mouvement.

Ce fut au milieu de tant d'embarras, et lorsque, au fond du cœur, il était peut-être aussi las de son parti que de son peuple, que Charles apprit la nouvelle alliance de l'Écosse avec le parlement, et qu'un autre de ses royaumes se disposait ainsi à lui faire la guerre. Il ordonna sur-le-champ au duc de Hamilton, rentré en possession de sa confiance, et son commissaire à Édimbourg, de prévenir à tout prix une telle union. On offrit, dit-on, aux Écossais de leur assurer à l'avenir le tiers des charges de la maison royale; d'annexer de nouveau à l'Écosse les comtés de Northumberland, Westmoreland et Cumberland, dépendants jadis de son territoire; de fixer à Newcastle la résidence du roi; enfin d'établir au milieu d'eux le prince de Galles et sa cour [1]. De telles promesses, s'il est vrai qu'elles aient eu lieu, ne pouvaient être sincères ni accomplies, et le parlement écossais l'eût-il voulu, un fait récent ne permettait pas qu'il s'y laissât tromper. Le comte d'Antrim venait d'être arrêté en Irlande par les troupes écossaises can-

[1] Burnet, *Hist. de mon temps*, t. I, p. 72, dans ma *Collection des Mémoires relatifs à la révolution d'Angleterre*.

tonnées dans l'Ulster, peu d'heures après son débarquement; et l'on avait trouvé sur sa personne les preuves du plan formé à York entre Montrose et lui, pendant leur séjour auprès de la reine, pour transporter en Écosse un corps nombreux de catholiques irlandais, soulever les montagnards du nord, et faire ainsi, en faveur du roi, une puissante diversion. Évidemment l'entreprise était sur le point de commencer, car Montrose avait rejoint le roi pendant le siége de Glocester, et Antrim arrivait d'Oxford. Comme à son dernier voyage en Écosse, le roi méditait donc, contre ses sujets, les plus sinistres desseins, au moment même où on leur faisait de sa part les plus magnifiques propositions. Le parlement d'Édimbourg conclut en toute hâte son traité avec celui de Westminster, et l'informa de tous ces détails (1).

Il avait fait et lui transmit en même temps une bien plus grave découverte : les papiers d'Antrim laissaient entrevoir que le roi entretenait, avec les Irlandais insurgés, de fréquentes relations; qu'il avait reçu plusieurs fois leurs demandes, leurs offres, qu'il était même près de conclure avec eux une suspension d'armes, et s'en promettait, pour

(1) Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 256.

la prochaine campagne, les meilleurs résultats ([1]). Ces indications n'étaient point trompeuses : depuis longtemps déjà, Charles, sans cesser de la maudire quand il parlait à l'Angleterre, était avec l'Irlande rebelle en ménagement et en négociation ([2]). La guerre allumée par l'insurrection avait continué dans ce malheureux pays sans relâche, mais sans effet. Dix ou douze mille soldats, mal payés, rarement recrutés, étaient trop faibles pour le soumettre, quoique suffisants pour l'empêcher de s'affranchir. Au mois de février 1642, avant l'explosion de la guerre civile, les chambres avaient voulu tenter un grand effort : un emprunt avait été ouvert pour suffire aux frais d'une expédition décisive; et les terres des insurgés, que les confiscations futures ne pouvaient manquer de faire échoir à la couronne, avaient été affectées d'avance, d'après un tarif déterminé, au remboursement des souscripteurs ([3]). De fortes sommes furent ainsi recueillies, et quelques secours envoyés à Dublin : mais la guerre civile éclata; pressé par ses propres affaires,

([1]) Malcolm Laing, *Hist. of scotl.*, t. III, p. 256.

([2]) Sa correspondance avec lord Ormond ne permet pas d'en douter (Carte, *Ormond's Life*, t. III, *passim*). M. Brodie en a bien résumé les preuves (*Hist. of the British empire*, t. III, p. 459, dans la note).

([3]) May, *Hist. du Long-Parl.*, t. I, p. 296, dans ma *Collection*, et tous les *Mémoires* du temps.

e parlement ne s'occupa plus de l'Irlande que de loin en loin, sans vigueur, sans suite, pour assoupir, quand elles devenaient trop vives, les plaintes des protestants de ce royaume, surtout pour rendre, aux yeux de l'Angleterre, le roi responsable de leurs malheurs. Charles ne faisait à leurs intérêts ni plus d'attention ni plus de sacrifices, et pendant qu'il reprochait au parlement de s'être approprié une partie des sommes levées pour leur cause, lui-même interceptait les convois destinés à les approvisionner, ou leur enlevait, jusque dans les arsenaux de Dublin, les fusils et la poudre dont ils avaient le plus pressant besoin [1]. Mais les principaux protestants d'Irlande, aristocrates par situation, étaient attachés à l'épiscopat et à la couronne; l'armée comptait parmi ses officiers un grand nombre de ceux que le parlement s'était empressé d'éloigner comme cavaliers; ils avaient pour général le comte d'Ormond, riche, brave, généreux, populaire, qui gagna deux batailles contre les rebelles [2], et fit honneur au roi de ses succès. Le parti parlementaire déclina rapidement en Irlande; les magistrats qui lui étaient

[1] Carte, *Ormond's Life*, t. II, Appendice, p. 3 et 5.

[2] Les batailles de Kilrush et de Ross, les 15 avril 1642 et 19 mars 1643.

dévoués furent remplacés par des royalistes : le parlement envoya deux commissaires, membres des communes, pour ressaisir quelque empire [1]; mais Ormond leur interdit l'entrée du conseil, et au bout de quatre mois se sentit assez fort pour les contraindre à se rembarquer [2]. Tout le pouvoir civil et militaire fut dès lors entre les mains du roi, qui, débarrassé d'une surveillance importune quoique impuissante, n'hésita plus à suivre le dessein auquel le poussaient ses embarras et son penchant. La reine n'avait jamais cessé d'entretenir avec les catholiques irlandais une correspondance que sans doute son mari n'ignorait pas; l'insurrection n'était plus, comme aux premiers jours, le hideux déchaînement d'une populace sauvage; un conseil souverain de vingt-quatre membres, résidant à Kilkenny [3], la gouvernait avec prudence et régularité; plus d'une fois déjà il avait adressé au roi d'affectueux messages, le suppliant de ne plus persécuter, pour complaire à ses ennemis, de fidèles sujets qui n'aspiraient qu'à le servir. Charles ne se jugeait encore ni en assez grand péril ni assez affranchi de tout ména-

(1) Goodwin et Reynolds, dans l'automne de 1642.

(2) En février 1643.

(3) Depuis le 14 novembre 1642.

gement envers l'opinion de son peuple, pour accepter ouvertement une telle alliance; mais il pouvait du moins, pensa-t-il, montrer aux Irlandais quelque douceur, et rappeler en Angleterre, pour l'employer contre des rebelles plus odieux et plus redoutables, l'armée qui les combattait en son nom. Ormond reçut ordre d'ouvrir en ce sens des négociations avec le conseil de Kilkenny [1]; et en attendant leur issue, pour accréditer la raison ou se ménager l'excuse de la nécessité, on fit grand bruit de la détresse, en effet très réelle, à laquelle étaient réduits en Irlande la cause protestante et ses défenseurs. Dans une longue et pathétique remontrance adressée au conseil de Dublin, l'armée exposa toutes ses misères et sa résolution d'abandonner un service dont elle ne pouvait plus s'acquitter. Des mémoires envoyés à Oxford et à Londres portèrent au roi et aux chambres la même déclaration avec les mêmes plaintes [2]. Cependant les négociations avançaient; au moment de l'arrestation d'Antrim elles touchaient en effet à leur terme; et vers le milieu de septembre, quelques jours avant celui où les chambres acceptèrent

[1] La commission d'Ormond est datée du 11 janvier 1643; les négociations commencèrent dans le cours du mois de mars suivant.

[2] Rushworth, t. VI, p. 537 et suiv.

solennellement à Westminster le covenant conclu avec l'Écosse, l'Angleterre apprit que le roi venait de signer avec les rebelles irlandais une trêve d'un an (1), que les troupes anglaises qui combattaient l'insurrection étaient rappelées, et que dix régiments débarqueraient bientôt, cinq à Chester, cinq à Bristol (2).

De toutes parts s'éleva une clameur violente; les Irlandais étaient pour l'Angleterre un objet de mépris, d'aversion et d'effroi. Parmi les royalistes mêmes, et jusque dans les murs d'Oxford, le mécontentement n'hésita point à se manifester. Plusieurs officiers quittèrent l'armée de lord Newcastle, et firent leur soumission au parlement (3). Lord Holland revint à Londres, disant que les papistes prévalaient décidément à Oxford, et que sa conscience ne lui permettait plus d'y demeurer (4). Les lords Bedford, Clare, Paget, sir Édouard Dering, et plusieurs autres, suivirent son exemple, couvrant du même prétexte leur inconstance ou leur lâcheté (5). Le parlement ne

(1) La trêve fut signée le 5 septembre 1643, à Sigginstown, dans le comté de Kildare.

(2) Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. I, p. 279.

(3) Whitelocke, p. 73.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*, p. 75, 77. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 189, 297.

se montra point difficile en fait de repentir. La conduite du roi était l'objet des invectives et des sarcasmes populaires; on rappelait ses protestations si récentes, et le ton si hautain de ses apologies quand on s'était plaint des intelligences de la cour avec les insurgés ; on s'applaudissait d'avoir si judicieusement pressenti ses menées secrètes; on s'indignait qu'il eût pu se flatter d'en imposer ainsi à son peuple, et compter sur le succès d'une si grossière mauvaise foi. Ce fut bien pis quand on sut qu'un assez grand nombre de papistes irlandais étaient mêlés aux troupes rappelées, que des femmes même, armées de longs couteaux et sous un accoutrement sauvage, avaient été vues dans leurs rangs [1]. Non content de ne plus venger le massacre des protestants d'Irlande, le roi prenait donc à son service, contre les protestants d'Angleterre, leurs féroces meurtriers. Beaucoup de gens, même d'une condition supérieure aux préventions passionnées de la multitude, portèrent dès lors au roi une haine profonde, les uns à cause de sa duplicité, les autres en raison de sa faveur pour d'odieux papistes, et l'insulte accompagna souvent son nom jusque-là ménagé.

[1] Whitelocke, p. 71, 77.

Bientôt instruit de ce déchaînement et des soins du parlement pour le fomenter; offensé, comme d'un outrage, qu'on osât juger de ses intentions d'après ses actes, non d'après ses discours, Charles à son tour fut saisi d'un redoublement de colère; il manda Hyde : « C'est, lui dit-il, faire trop » d'honneur à ces rebelles de Westminster que de » les traiter comme s'ils étaient encore une portion » du parlement; tant qu'ils siégeront dans cette » enceinte, ils en usurperont le pouvoir. L'acte » par lequel j'ai promis de ne les dissoudre que de » leur propre aveu est, m'assure-t-on, nul de plein » droit, car je ne saurais abolir ainsi les prérogatives de la couronne; j'en veux user enfin. Qu'on » prépare une proclamation qui, dès ce moment, » déclare les chambres dissoutes, et défende expressément, à elles de se rassembler, à qui que » ce soit de les reconnaître ou de leur obéir. » Hyde écoutait avec surprise et anxiété, car l'idée seule d'une telle mesure lui semblait insensée. « Je vois, dit-il, que votre Majesté a profondément » considéré cette question; pour moi, j'y suis tout » nouveau, et elle exige le plus sérieux examen : » je dirai seulement que je ne comprends guère » comment, de la part de votre Majesté, la défense » de se réunir à Westminster empêcherait un seul

» homme de s'y rendre, et pourtant le royaume » en prendra à coup sûr un violent ombrage. Il se » peut que l'acte dont parle votre Majesté soit nul » en effet, et je suis enclin à le penser ; mais tant » que le parlement, revenu de ses erreurs ou » réprimé dans sa rébellion, ne l'aura pas déclaré » lui-même, aucun juge, aucun simple citoyen » n'oserait soutenir un tel avis. Or on a beaucoup » dit que telle était au fond la pensée de votre » Majesté ; qu'au nom du même droit elle nourris» sait l'espoir de rapporter un jour, de la même » manière, tous les autres actes de ce parlement ; » et déjà ce bruit seul, qu'elle a toujours soigneu» sement désavoué, a nui bien souvent à son ser» vice : que sera-ce quand une proclamation, » d'ailleurs impuissante, prouvera la légitimité de » tous les soupçons ? Je conjure votre Majesté d'y » bien réfléchir avant de pousser plus loin ce des» sein [1]. »

Dès qu'on sut que Hyde avait parlé au roi avec tant de franchise, presque tous les membres du conseil se rangèrent à son avis. Malgré sa roideur, Charles était, au milieu d'eux, incertain et timide ; les objections l'embarrassaient, et il y cédait com-

[1] Clarendon, *Mémoires*, t. I, p. 246.

munément, ne sachant que répondre, ou pour abréger la discussion qui lui déplaisait, même avec les siens. Après quelques jours d'hésitation, plus apparente que réelle, le projet fut abandonné. Cependant quelque grande mesure semblait nécessaire, ne fût-ce que pour tenir en éveil le parti royaliste, et ne pas laisser au parlement, dans l'intervalle des campagnes, le mérite d'occuper seul l'impatiente activité des esprits. Puisque ce nom de parlement exerçait sur le peuple un tel empire, quelqu'un proposa de convoquer à Oxford tous les membres des deux chambres qui s'étaient éloignés de Westminster, et d'opposer ainsi, à un parlement factieux et mutilé, un parlement légal et véritable, puisque le roi en ferait partie. La proposition déplut à Charles ; un parlement, même royaliste, lui était suspect et importun ; il faudrait donc écouter ses conseils, subir son influence, condescendre peut-être à des désirs de paix dont l'honneur du trône serait offensé. L'opposition de la reine fut plus vive encore ; une assemblée anglaise, quel que fût son zèle pour la cause royale, ne pouvait manquer d'être contraire aux catholiques et aux favoris. Cependant, la proposition une fois connue, il était difficile de la repousser : le parti royaliste l'avait accueillie avec transport ;

le conseil même insistait fortement sur ses avantages, sur les subsides que voteraient au roi les chambres nouvelles, sur le discrédit où tomberaient celles de Westminster, quand on verrait combien de membres les avaient quittées. Charles céda malgré sa répugnance; et telle était la pente générale des esprits que l'intention de dissoudre un parlement rebelle eut pour unique effet la formation d'un second parlement ([1]).

On en prit d'abord à Londres quelque inquiétude : on savait qu'en même temps le parti royaliste renouvelait dans la cité ses tentatives; qu'il était question de traiter directement de la paix entre le roi et les bourgeois, sans l'entremise du parlement; que les bases de la négociation étaient même convenues, entre autres la reconnaissance des emprunts faits dans la cité, emprunts dont les chambres payaient mal les intérêts, et que le roi s'empressait de garantir ([2]). Hors de Londres, un autre complot fut aussi découvert, tramé, dit-on, par les modérés et quelques indépendants obscurs, pour empêcher l'entrée des Écossais

([1]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 4 et suiv.—*Parl. Hist.*, t. III, col. 194. La proclamation royale qui convoque le parlement d'Oxford est du 22 décembre 1643.

([2]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 196. — Milton, *Hist. of England*, liv. 3, t. II, p. 40, édit. in-fol. *Prose Works*, Londres, 1738.

dans le royaume, et secouer le joug du parti presbytérien, n'importe à quel prix [1]. Les communes enfin avaient à déplorer la perte du plus ancien et peut-être du plus utile de leurs chefs : Pym venait de mourir [2] après quelques jours de maladie ; homme d'un renom moins éclatant que celui de Hampden, mais qui, soit dans les conseils secrets, soit dans les actes publics de la chambre, n'avait pas rendu de moindres services ; ferme, patient et adroit, habile à poursuivre un ennemi, à diriger un débat ou une intrigue, à fomenter la colère du peuple, à engager ou retenir dans sa cause les grands seigneurs incertains [3] ; membre infatigable de la plupart des comités, rapporteur ordinaire des mesures décisives, toujours prêt à se charger des fonctions pénibles et redoutées ; indifférent enfin au travail, aux dégoûts, à la fortune, à la gloire, et plaçant dans le succès de son parti toute son ambition. Peu avant sa maladie, il avait publié une apologie de sa conduite, adressée surtout aux amis de l'ordre et de la paix, comme s'il eût senti quelque regret du passé et un secret

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 200.—Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 75.
(2) Le 8 décembre 1643.
(3) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 88.

effroi qu'on ne lui imputât l'avenir ([1]). Mais la mort lui sauva, comme à Hampden, l'embarras de dépasser son opinion ou de démentir sa vie; et loin de relever avec humeur ces légers indices d'hésitation échappés aux derniers jours de ce vétéran de la réforme nationale, les hommes qui se préparaient à la tourner en révolution, Cromwell, Vane, Haslerig, s'empressèrent les premiers à combler d'honneurs sa mémoire : le corps de Pym demeura exposé plusieurs jours, soit pour satisfaire au vœu du peuple, qui s'y porta en foule, soit pour repousser le bruit répandu par les royalistes qu'il était mort de la maladie pédiculaire; un comité eut ordre d'examiner l'état de sa fortune et de lui faire ériger un monument dans l'abbaye de Westminster; la chambre entière suivit son convoi, et, peu de jours après, elle se chargea du paiement de ses dettes, toutes contractées, dit-on, pour le service de la patrie, et qui s'élevaient à 10,000 livres sterling ([2]).

Au moment où les communes adoptaient ces résolutions, une députation du conseil commun

([1]) Voir les *Éclaircissements et Pièces historiques* à la fin de ce volume, n° IV.

([2]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 186. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 84.

de la cité se rendait auprès des lords pour remercier les deux chambres de leur énergie, le lord général de son courage, renouveler entre leurs mains le serment de vivre et de mourir pour la sainte cause, et les inviter à un dîner solennel, en témoignage d'union [1].

Le parlement reprit toute sa confiance. Le jour même où devait se réunir l'assemblée d'Oxford [2], un appel nominal eut lieu à Westminster : vingt-deux lords seulement siégeaient dans la chambre haute; mais dans celle des communes, deux cent quatre-vingts membres répondirent à l'appel, et cent autres ne s'étaient éloignés que pour le service et par l'ordre du parlement [3]. Il résolut de ne pas souffrir que ses droits fussent mis en question, et de repousser dédaigneusement toute relation avec les rivaux qu'on prétendait lui donner. L'occasion ne s'en fit pas longtemps attendre. Huit jours à peine écoulés, Essex remit à la chambre haute, sans l'avoir ouvert, un paquet que venait de lui transmettre le comte de Forth, général en chef de l'armée du roi. Un comité fut chargé d'en

(1) 13 janvier 1644. *Parl. Hist.*, t. III, col. 187, 198. — Whitelocke, p. 76.

(2) 22 janvier 1644.

(3) *Parl. Hist.*, t. III, col. 199. — Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 76.

prendre connaissance; son rapport fut prompt et bref; le paquet ne contenait rien, dit-il, qui fût adressé aux deux chambres, et le lord général n'avait rien à faire que de le renvoyer. Essex obéit sur-le-champ (1).

C'était à lui seul en effet que la dépêche était adressée. Quarante-cinq lords et cent dix-huit membres des communes (2), réunis à Oxford, l'informaient de leur installation, de leurs vœux pacifiques, des bonnes dispositions du roi, et le pressaient d'employer son crédit pour déterminer aussi à la paix « ceux dont il avait la confiance (3). » Par ces mots seuls étaient désignées les chambres de Westminster en qui Charles persistait à ne plus reconnaître le parlement.

Le 18 février, une nouvelle lettre parvint à Essex: le comte de Forth lui demandait un sauf-conduit pour deux gentilshommes que le roi,

(1) 1er février 1644. *Parl. Hist.*, t. III, col. 201.

(2) Le prince de Galles et le duc d'York étaient à la tête de cette liste, qui s'accrut plus tard de cinq lords et de vingt-trois membres des communes encore éloignés d'Oxford au moment de l'envoi de la lettre. On comptait de plus vingt-deux lords absents pour le service du roi, neuf en voyage sur le continent, deux en prison à Londres comme royalistes, et trente-quatre membres des communes absents pour le service du roi, ou par congé ou maladie; en tout quatre-vingt-trois lords et cent soixante-cinq membres des communes adhérents au parlement d'Oxford. (*Parl. Hist.*, t. III, col. 218.)

(3) *Parl. Hist.*, t. III, col. 209.

disait-il, voulait envoyer à Londres avec des instructions au sujet de la paix. « Milord, lui ré-
» pondit Essex, quand vous me demanderez un
» sauf-conduit pour que ces messieurs se puissent
» rendre, de la part du roi, auprès des deux chambres
» du parlement, je ferai de tout mon cœur tout ce
» qui sera en mon pouvoir pour contribuer à ce
» que désirent tous les gens de bien, au réta-
» blissement de la bonne intelligence entre sa
» Majesté et son fidèle et unique conseil, le par-
» lement [1]. »

Charles s'applaudissait de trouver ses adversaires si intraitables, et que son parti se vît enfin réduit à placer dans la guerre tout son espoir. Mais l'assemblée d'Oxford n'était point hautaine; elle se sentait peu de force, doutait de son droit, n'avait pas osé prendre le nom de parlement, et regrettait au fond que le roi, en le refusant aux chambres de Westminster, eût mis un tel obstacle à la paix. Elle insista pour qu'il fît encore une démarche et quelque concession capable d'adoucir les esprits. Charles consentit à écrire aux chambres pour leur proposer une négociation, et il adressa sa lettre : « Aux lords et communes du

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 212.

» parlement assemblés à Westminster; » mais il y parlait « des lords et communes du parlement » assemblés à Oxford » comme de leurs égaux ([1]). Un trompette envoyé par Essex rapporta bientôt la réponse des chambres : « La lettre de votre » Majesté, disaient-elles, nous donne, quant à la » paix, les plus tristes pensées; les personnes » maintenant réunies à Oxford, et qui, contre leur » devoir, ont déserté votre parlement, y sont » placées au même rang que lui; et ce parlement » lui-même, convoqué selon les lois connues et » fondamentales du royaume, autorisé à siéger » encore par une loi spéciale, sanctionnée de votre » Majesté, se voit refuser jusqu'à son nom. Nous » ne pouvons trahir de la sorte l'honneur du pays » confié à notre garde, et c'est notre devoir de faire » connaître à votre Majesté que nous sommes fer- » mement résolus de défendre et maintenir, au » péril de nos fortunes et de nos vies, les justes » droits et le plein pouvoir du parlement ([2]). »

L'assemblée d'Oxford perdit tout espoir de conciliation, et se regarda dès lors comme sans objet. Elle continua de siéger jusqu'au 16 avril, publiant

([1]) 3 mars 1644. *Parl. Hist.*, t. III, col. 213.
([2]) 9 mars 1644. *Ibid.*, t. III, col. 214.

de longues et tristes déclarations, votant quelques taxes ou quelques emprunts ([1]), adressant aux chambres de Westminster d'amers reproches, et donnant au roi de nombreuses marques de fidélité ; mais timide, inactive, embarrassée de son impuissance, et, pour conserver au moins quelque dignité, attentive à témoigner, en présence de la cour, son vif désir de l'ordre légal et de la paix. Le roi, qui avait craint l'empire de tels conseillers, tarda peu à les trouver aussi importuns qu'inutiles ; eux-mêmes se lassaient de siéger solennellement, sans but et sans fruit. Après d'éclatantes protestations que leurs vœux régleraient sa conduite, Charles prononça leur ajournement ([2]) ; et à peine la salle de leur séance était-elle fermée qu'il se félicitait, avec la reine, d'être enfin délivré « de ce parlement métis, repaire de lâches et » séditieuses motions ([3]). »

La campagne, près de s'ouvrir, s'annonçait cependant sous de fâcheux auspices. Malgré l'inaction des deux armées principales, la guerre avait

([1]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 225. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 69 et suiv.

([2]) Le 16 avril 1644. *Parl. Hist.*, t. III, col. 243-247.

([3]) C'est ainsi qu'il en parle lui-même dans une lettre du 13 mars 1645, adressée à la reine (*Mémoires de Ludlow*, t. I, p. 407, dans ma *Collection*).

continué pendant l'hiver dans le reste du royaume, à l'avantage du parlement. Au nord-ouest, les régiments rappelés d'Irlande, après six semaines de succès, avaient été battus et presque entièrement détruits par Fairfax, dans le comté de Chester, sous les murs de Nantwich (1). Au nord, les Écossais, sous les ordres du comte de Leven, avaient commencé leur mouvement d'invasion (2): lord Newcastle s'était porté à leur rencontre; mais, en son absence, Fairfax avait défait à Selby (3) un corps nombreux de royalistes, et pour mettre l'importante place d'York à l'abri de toute attaque, Newcastle (4) s'était vu contraint de s'y enfermer. A l'est, une nouvelle armée de quatorze mille hommes se formait sous le commandement de lord Manchester et de Cromwell, prête à se porter partout où l'exigeraient les besoins du parti. Au midi, près d'Alresford, dans le Hampshire, sir William Waller avait remporté, sur sir Ralph Hopton, une victoire inattendue (5). Quelques avantages du prince Robert dans les comtés de

(1) Le 25 janvier 1644. *Mémoires de Fairfax*, p. 384, dans ma *Collection*.

(2) Le 19 janvier 1644.

(3) Le 11 avril 1644. *Mémoires de Fairfax*, p. 388.

(4) Le 19 avril 1644. Rushworth, 3e partie, t. II, p. 620.

(5) Le 29 mars 1644.

Nottingham et de Lancaster ([1]) ne compensaient pas des échecs si multipliés. L'indiscipline et le désordre allaient croissant dans les camps royalistes: les honnêtes gens s'attristaient et se dégoûtaient; les autres voulaient la licence pour prix d'un courage sans vertu; l'autorité du roi sur les chefs militaires et des chefs militaires sur leurs soldats, s'affaiblissait de jour en jour. A Londres, au contraire, toutes les mesures devenaient à la fois plus régulières et plus énergiques : on s'était plaint souvent que l'action des chambres manquât de promptitude, qu'aucune délibération ne pût demeurer secrète, et que le roi en fût aussitôt informé; sous le nom de comité des deux royaumes, un conseil composé de sept lords, de quatorze membres des communes et de quatre commissaires écossais, fut investi, sur la guerre, les relations des deux peuples, la correspondance avec les États étrangers, etc., d'un pouvoir à peu près absolu ([2]). L'enthousiasme avait porté quelques familles à se priver d'un repas par semaine pour en offrir au parlement la valeur; une or-

([1]) Le 22 mars, il fit lever le siége de Newark, et dans le mois d'avril suivant, s'empara des places de Popworth, Bolton et Liverpool dans le comté de Lancaster.

([2]) Le 16 février 1644. *Parl. Hist.*, t. III, col. 247. *Mémoires de Hollis*, p. 77, dans ma *Collection*.

donnance convertit cette offre en une taxe obligatoire pour tous les habitants de Londres et des environs [1]. Des droits de consommation jusque-là inconnus furent établis sur le vin, le cidre, la bière, le tabac, et beaucoup d'autres denrées [2]. Le comité des séquestres redoubla de rigueur [3]. A l'ouverture de la campagne, le parlement entretenait cinq armées : celles des Écossais, d'Essex et de Fairfax, aux frais du trésor public ; celles de Manchester et de Waller par des contributions locales perçues chaque semaine dans certains comtés chargés aussi de les recruter [4]. Ces forces s'éle-

(1) Le 26 mars 1644. Rushworth, part. 3, t. II, p. 748.

(2) Les 16 mai 1643 et 8 juillet 1644. *Parl. Hist.*, t. III, col. 114, 276.

(3) *Ibid.*, col. 174, 257. Rushworth, part. 3, t. II, p. 760.

(4) Les sept comtés confédérés de l'est, Essex, Suffolk, Norfolk, Hertford, Cambridge, Huntington, Lincoln et Ely, étaient imposés, pour l'entretien de l'armée de Manchester, à 8,445 livres sterling par semaine (environ 211,125 fr.). Les quatre comtés du sud, Southampton, Sussex, Surrey et Kent, pour l'entretien de l'armée de Waller, à 2,638 livres sterling par semaine (environ 70,950 fr.). L'armée d'Essex coûtait par mois, au trésor public, 30,504 livres sterling (environ 762,500 fr.). (Rushworth, part. 3, t. II, p. 621, 654.) L'armée d'Écosse coûtait 31,000 livres sterling (775,000 fr.) par mois. Je n'ai pu découvrir aucune évaluation précise de ce que coûtait l'armée de Fairfax : tout indique qu'elle était plus irrégulièrement payée que les autres, et peut-être en partie par des contributions locales, en partie par des secours du parlement (*Mémoires de Fairfax*, p. 384, dans ma *Collection*).

vaient à plus de cinquante mille hommes [1], et le comité des deux royaumes en disposait à son gré.

Malgré la présomption qui régnait dans Oxford, une vive inquiétude tarda peu à s'y manifester : on s'étonnait de ne plus recevoir de Londres aucune information précise, et que le secret fût si bien gardé sur les desseins du parlement; on savait seulement qu'il faisait partout de grands préparatifs, que le pouvoir se concentrait aux mains des plus hardis meneurs, qu'ils parlaient de mesures décisives, que toutes choses enfin prenaient un sinistre aspect. Tout à coup se répandit le bruit qu'Essex et Waller s'étaient mis en mouvement, et marchaient sur Oxford pour l'assiéger. La reine, grosse de sept mois, déclara aussitôt qu'elle voulait partir; en vain quelques membres du conseil se hasardèrent à déplorer le fâcheux effet d'une telle résolution; en vain Charles lui-même témoigna quelque désir de l'en voir changer; l'idée seule d'être enfermée dans une place assiégée lui était,

[1] L'armée écossaise était forte de vingt et un mille hommes; celle d'Essex de dix mille cinq cents; celle de Waller de cinq mille cent; celle de Manchester de quatorze mille; celle de Fairfax de cinq à six mille : en tout environ cinquante-six mille hommes (*Rushworth*, part. 3, t. II, p. 603, 621, 654. — *Mémoires de Fairfax*.)

dit-elle, insupportable, et elle mourrait si on ne lui permettait pas de se retirer vers l'ouest, dans quelque lieu où elle pût accoucher loin de la guerre, et s'embarquer même pour la France, en cas de pressant danger. Hors d'elle-même à la moindre objection, elle s'emportait, suppliait, pleurait; personne n'insista plus; le chef-lieu du comté de Devon, Exeter fut choisi pour son séjour, et, vers la fin d'avril, elle quitta son mari, qui ne la revit jamais [1].

La nouvelle qui l'avait frappée d'épouvante était fondée; Essex et Waller s'avançaient, en effet, pour bloquer Oxford. D'autre part, Fairfax, Manchester et les Écossais devaient se réunir sous les murs d'York, et l'assiéger en commun. Les deux grandes villes et les deux grandes armées royalistes, le roi et lord Newcastle, étaient ainsi attaqués à la fois, et par toutes les forces du parlement. Tel était le plan simple et hardi que le comité des deux royaumes venait d'adopter.

Vers la fin de mai, Oxford était presque entièrement investi : les troupes du roi, successivement débusquées des places qu'elles occupaient aux environs, avaient été contraintes de se replier,

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 112.

les unes dans la ville, les autres sur un seul point hors des murs, du côté du nord; aucun secours ne pouvait arriver à temps; le prince Robert s'était enfoncé dans le comté de Lancaster; le prince Maurice assiégeait le port de Lyme dans celui de Dorset; lord Hopton était à Bristol occupé de préserver cette importante place des intelligences qu'y entretenait l'ennemi. Un renfort de huit mille hommes, miliciens de Londres, mettait Essex en état de compléter le blocus. Le péril semblait si pressant qu'un des plus fidèles conseillers du roi lui proposa de se rendre en personne au pouvoir du comte. « Il se peut, dit Charles indigné, qu'on me » trouve entre les mains du comte d'Essex, mais » je serai mort [1]. » Cependant le bruit se répandit à Londres que, ne sachant comment échapper, il formait, en effet, le dessein soit d'arriver brusquement dans la cité, soit de se mettre sous la protection du lord général. L'alarme des communes fut aussi vive qu'avait pu l'être l'indignation du roi : « Milord, » écrivirent-elles sur-le-champ à Essex, « un bruit général circule ici que » sa Majesté veut venir à Londres; nous désirons » que votre seigneurie ne néglige rien pour en dé-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 128.

» couvrir le fondement; et si jamais vous aviez lieu » de croire que sa Majesté se propose de se retirer » soit ici, soit à votre armée, nous entendons que » vous en informiez aussitôt les chambres, et ne » fassiez rien sans leur aveu. » Essex comprit quelle méfiance couvraient ces paroles. « J'ignore absolument, répondit-il, d'où est venu le bruit que » sa Majesté veut aller à Londres; je ferai de mon » mieux pour en découvrir l'origine; mais Londres » est le lieu où l'on peut en savoir le plus à ce » sujet, car pas un mot n'en a été dit dans cette » armée. Si je viens à apprendre que le roi ait quelque intention de se rendre à l'armée ou au parlement, je vous en informerai sans délai; mais » je ne conçois pas qu'il y ait la moindre raison » d'y croire; et, dans tous les cas, je serais, je » pense, le dernier à en entendre parler [1]. »

Un bruit bien différent, et plus certain, vint surprendre le parlement et l'armée : le roi leur avait échappé. Le 3 juin, à neuf heures du soir, suivi du prince de Galles, et laissant dans la place le duc d'York avec toute la cour, il était sorti d'Oxford, avait passé entre les deux camps enne-

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 266; la lettre des chambres à Essex est du 15 mai 1644, et sa réponse du 17 mai.

mis, et, rejoignant un corps de troupes légères qui l'attendait du côté du nord, s'était mis rapidement hors d'atteinte [1].

La surprise fut extrême, et la nécessité d'une prompte résolution évidente. Le siége d'Oxford devenait sans objet; les deux armées n'avaient plus rien à tenter en commun; le roi en liberté serait bientôt redoutable; il importait surtout d'empêcher qu'il ne rejoignît le prince Robert. Essex convoqua un grand conseil de guerre, et y proposa que Waller, moins chargé de grosse artillerie et de bagage, se mît à la poursuite du roi, tandis que lui-même marcherait vers l'ouest pour faire lever le siége de Lyme, et réduire le pays au pouvoir du parlement. Waller repoussa ce dessein; telle n'était point, dit-il, la destination que le comité des deux royaumes avait assignée aux deux armées, dans le cas où elles viendraient à se séparer; c'était à lui que le commandement de l'Ouest devait appartenir. Le conseil de guerre partagea l'avis du lord général; Essex réclama avec hauteur la soumission; Waller obéit, et se mit même sans retard en mouvement, mais après

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 120; — Rushworth, part. 3, t. II, p. 671.

avoir adressé au comité d'amères plaintes sur le mépris que faisait le comte de ses instructions [1].

Vivement offensé, le comité porta sur-le-champ la question à la chambre des communes; et après un débat dont il ne reste aucune trace, l'ordre fut expédié à Essex de revenir sur ses pas, de reprendre la poursuite du roi, et de laisser Waller s'avancer seul dans l'Ouest, comme il l'eût dû faire d'abord [2].

Le comte était entré en campagne avec humeur; un moment intimidés par leurs périls et par ses victoires, ses ennemis avaient recommencé, pendant l'hiver, à l'assiéger de soupçons, à lui susciter mille dégoûts; peu avant son départ, une pétition populaire avait demandé la réforme de son armée, et les communes n'en avaient témoigné nul mécontentement [3]; celle de Waller était toujours mieux pourvue et payée avec plus d'exactitude [4]. c'était évidemment contre lui, et pour le remplacer au besoin, que lord Manchester en formait

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 131; — Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 86.

(2) Rushworth, part. 3, t. II, p. 672.

(3) Whitelocke, p. 76.

(4) Rushworth, part. 3, t. II, p. 683; *Mémoires de Hollis*, p. 30, dans ma *Collection*.

une nouvelle [1]; à Londres et dans son camp ses amis s'indignaient que, du fond d'une salle de Westminster, des hommes étrangers à la guerre prétendissent en régler les opérations, et prescrire à des généraux leurs mouvements [2]. Il répondit au comité : « Vos ordres sont contraires à la disci- » pline militaire et à la raison; si je revenais sur » mes pas, ce serait, à tous égards, un grand » encouragement pour l'ennemi. Votre innocent » quoique suspect serviteur, Essex; » et il continua sa marche [3].

Le comité surpris ajourna la querelle et sa colère; les ennemis d'Essex ne se sentaient pas assez forts pour le perdre, ni même pour se passer de lui; ils se contentèrent de faire insérer dans la réponse qui lui fut adressée quelques phrases de réprimande sur le ton de sa lettre [4]; et il reçut l'ordre de poursuivre l'expédition que le précédent message lui avait enjoint d'abandonner [5].

Les nouvelles de l'armée de Waller n'étaient pas étrangères à tant de prudence. Après avoir

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.* t. VII, p. 109.

(2) Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 86.

(3) Rushworth, part. 3, t. II, p. 683. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 132.

(4) Rushworth, part. 3, t. II, p. 683.

(5) Rushworth, *ibid.;* — Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 87.

vainement poursuivi le roi, ce favori du comité était à son tour en péril. Dès que Charles eut appris que les deux généraux du parlement s'étaient séparés, et qu'il n'avait plus affaire qu'à un seul, il s'arrêta, écrivit au prince Robert de se porter sans perdre un moment au secours d'York assiégé [1]; et se rejetant lui-même, par une résolution hardie, dans la route qu'il avait parcourue en fuyant d'Oxford, rentra dans la place dix-sept jours après l'avoir quittée, se remit à la tête de ses troupes, et reprit l'offensive pendant que Waller le cherchait encore dans le comté de Worcester. Au premier bruit des mouvements du roi, Waller revint en toute hâte, car lui seul restait pour couvrir la ville de Londres; et bientôt, soutenu de quelques renforts, il s'avança avec sa confiance accoutumée, pour offrir ou accepter du moins le combat. Charles et les siens, animés de cette ardeur que fait naître un succès inespéré après un grand péril, le souhaitaient plus vivement encore. L'action s'engagea le 29 juin, à Cropredy-bridge, dans le comté de Buckingham; et malgré

[1] Sa lettre est datée du 14 juin 1644, de Tickenhall, près de Bewdley, dans le comté de Worcester. Elle a été publiée pour la première fois en 1819, dans l'Appendix aux *Memoirs of sir John Evelyn* (Londres, 2 vol. in-4°), t. II, p. 87.

une brillante résistance, Waller fut battu, plus complétement même que ne le crurent au premier moment ses vainqueurs ([1]).

Le bonheur parut donner à Charles une hardiesse et même une habileté jusque-là inconnues. Tranquille sur Waller, il résolut soudain de marcher vers l'ouest, d'y poursuivre Essex à outrance, et de détruire ainsi coup sur coup ces deux armées qui naguère le tenaient presque prisonnier. Essex d'ailleurs avait paru sous les murs d'Exeter, et la reine, qui y résidait, accouchée depuis quelques jours ([2]), ignorant encore les succès de son mari, allait retomber dans toutes ses terreurs ([3]). Charles se mit en route deux jours après sa victoire; et en même temps, pour la rendre agréable au peuple plutôt que par un désir sincère de la paix, il adressa d'Evesham un message aux chambres, où, sans leur donner le nom de parlement, il se répandait en protestations pacifiques, et offrait de rouvrir des négociations ([4]).

([1]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 142 et suiv.; — Rushworth, part. 3, t. II, p. 675.

([2]) Le 16 juin 1644, de la princesse Henriette, depuis duchesse d'Orléans.

([3]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 151. — Rushworth, part. 3, t. 2, p. 686.

([4]) Rushworth, part. 3, t. II, p. 687; le message est daté du 4 juillet 1644.

Mais pendant qu'il s'éloignait, et avant que son message parvînt à Londres, déjà toute crainte en était bannie; la face des affaires avait changé; la défaite de Waller n'était plus qu'un accident sans importance : le parlement venait d'apprendre que, tout près d'York, ses généraux avaient remporté la plus éclatante victoire, que la ville ne pouvait tarder à se rendre, que, dans le nord enfin, le parti royaliste était comme anéanti.

Le 2 juillet, en effet, à Marston-Moor, de sept à dix heures du soir, une bataille, la plus décisive qui eût encore eu lieu, avait amené ces grands résultats. Trois jours auparavant, à l'approche du prince Robert, qui s'avançait vers York avec vingt mille hommes, les généraux parlementaires s'étaient décidés à lever le siége, se flattant qu'ils parviendraient du moins à empêcher le prince de jeter dans la place des secours; mais Robert déjoua leurs manœuvres, et entra dans York sans combat. Newcastle le pressa vivement de se contenter d'un si heureux succès; la discorde fermentait, lui dit-il, dans le camp ennemi; les Écossais étaient mal avec les Anglais, les indépendants avec les presbytériens, le lieutenant général Cromwell avec le major général Crawford; qu'il attendît au moins, s'il voulait combattre, un renfort de trois

mille hommes qui arriveraient sous peu de jours. Robert l'écouta à peine, répondit brusquement qu'il avait des ordres du roi ([1]), et commanda aux troupes de marcher sur l'ennemi qui se retirait. Elles atteignirent promptement son arrière-garde; de part et d'autre on s'arrêta, on rappela tous les corps, on se disposa au combat. Presque à portée de mousquet, séparées seulement par quelques fossés, les deux armées passèrent cependant deux heures immobiles et dans un silence profond, attendant l'une et l'autre qu'on vînt l'attaquer. « Quel poste me destine votre Altesse? » demanda Newcastle au prince. — « Je ne compte pas enga-
» ger l'action avant demain matin, lui dit Robert;
» vous pouvez vous reposer jusque-là. » Newcastle alla s'enfermer dans sa voiture. A peine y était-il

([1]) Ces ordres étaient contenus dans la lettre ci-dessus mentionnée, et qui lui prescrivait de se porter au secours d'York. On a longuement débattu la question de savoir si elle enjoignait formellement au prince Robert de livrer bataille, ou s'il pouvait s'en dispenser : débat puéril, car, à coup sûr, si Robert avait pensé, comme Newcastle, qu'il ne fallait pas hasarder la bataille, il aurait eu tort de se conformer à des ordres donnés de loin et au hasard. Du reste, quoi qu'en aient dit récemment MM. Brodie et Lingard (*Hist. of the British empire*, etc., t. III, p. 477; *Hist. of England*, t. X, p. 252), il s'en faut beaucoup que la lettre du roi contienne un ordre positif : elle est évidemment écrite dans la persuasion que le siége d'York ne peut être levé sans combat; et c'est en ce sens qu'elle dit qu'une victoire est indispensable. Voyez les *Éclaircissements et pièces historiques*, n. V.

établi que la mousqueterie lui apprit que la bataille commençait; il s'y porta soudain, sans commandement, à la tête de quelques gentilshommes offensés et volontaires comme lui. En peu d'instants un désordre effroyable couvrit la plaine; les deux armées s'assaillirent, s'enfoncèrent, se mêlèrent presque au hasard; parlementaires et royalistes, cavaliers et fantassins, officiers et soldats erraient sur le champ de bataille, isolés ou par bandes, demandant des ordres, cherchant leur corps, se battant dès qu'ils rencontraient l'ennemi, mais sans résultat comme sans dessein général. La déroute éclata tout à coup à l'aile droite des parlementaires; rompue et saisie d'effroi par une vigoureuse charge des royalistes, la cavalerie écossaise se dispersa. Fairfax essaya vainement de la retenir; les Écossais s'enfuyaient en tous sens, criant : « Malheur à nous! nous sommes perdus! » Et ils répandirent si rapidement dans le pays la nouvelle de leur défaite que, de Newark, un courrier l'alla porter à Oxford, où pendant quelques heures, des feux de joie furent allumés. Mais, en revenant de la poursuite, les royalistes, à leur grande surprise, virent le terrain qu'ils occupaient naguère au pouvoir d'un ennemi vainqueur : pendant que la cavalerie écossaise fuyait devant eux, leur aile

droite, bien que commandée par Robert lui-même, avait subi le même sort; après une lutte acharnée, elle avait cédé à l'invincible obstination de Cromwell et de ses escadrons; l'infanterie de Manchester avait consommé sa défaite; et content d'avoir dispersé les cavaliers du prince, Cromwell, habile à rallier les siens, s'était reporté aussitôt sur le champ de bataille pour s'assurer la victoire avant de songer à en jouir. Après un moment d'hésitation, les deux corps victorieux rengagèrent le combat, et à dix heures il ne restait plus un royaliste dans la plaine, si ce n'est trois mille morts et seize cents prisonniers ([1]).

Robert et Newcastle rentrèrent dans York au milieu de la nuit, sans se parler, sans se voir; et à peine de retour, ils s'adressèrent réciproquement un message : « J'ai résolu, manda le prince » au comte, de partir ce matin avec ma cavalerie » et tout ce qui me reste d'infanterie. — Je pars à » l'instant même, lui fit dire Newcastle, et vais » passer la mer pour me retirer sur le continent. »

([1]) Rushworth, part. 3, t. II, p. 631-640. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 153-166. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 139-142, dans ma *Collection*. — *Mémoires* de Hollis, p. 20-24, *ibid.* — *Mémoires* de Fairfax, p. 391-395, *ibid.* — *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. I, p. 437, *ibid.* — Whitelocke, p. 89. — Carte's *Letters*, t. I, p. 56 et suiv. — Baillie, *Letters*, t. II, p. 36, 40.

L'un et l'autre tint parole : Newcastle s'embarqua à Scarborough; Robert se mit en marche vers Chester avec les débris de son armée, et York capitula au bout de quinze jours (1).

Le parti indépendant tressaillit de joie et d'espérance : c'était à ses chefs, à ses soldats qu'était dû un si brillant succès; l'habileté de Cromwell avait décidé la victoire; pour la première fois des escadrons parlementaires avaient enfoncé des escadrons royalistes, et c'étaient les saints de l'armée, les cavaliers de Cromwell. Avec leur général, ils avaient reçu sur le champ de bataille le surnom de *Côtes-de-Fer*. L'étendard du prince Robert lui-même, publiquement exposé à Westminster, attestait leur triomphe (2), et ils auraient pu envoyer au parlement plus de cent drapeaux ennemis si, dans leur enthousiasme, ils ne les avaient mis en pièces pour en orner leurs bonnets et leurs bras (3). Essex avait vaincu deux fois, mais comme

(1) Le 16 juillet 1644. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 156.

(2) Au milieu de cet étendard on voyait un lion couchant; derrière lui un mâtin qui semblait le mordre, et de la gueule duquel sortait une banderole où on lisait le nom de *Kimbolton ;* à ses pieds, de petits chiens devant la gueule desquels était écrit : *Pym, Pym, Pym ;* et de la gueule du lion sortaient ces mots : *Quousque tandem abuteris patientia nostra?* (Rushworth, part. 3, t. II, p. 635.)

(3) *Ibidem.*

par contrainte, pour sauver le parlement près de périr, et sans autre effet : les saints cherchaient le combat, et n'avaient pas peur de la victoire. Les Écossais, qui s'étaient montrés si faibles dans ce grand jour, prétendraient-ils désormais les soumettre à leur tyrannie presbytérienne? Parlerait-on encore de la paix comme d'une nécessité? La victoire et la liberté seules étaient nécessaires; il fallait les conquérir à tout prix, et pousser jusqu'au bout cette bienheureuse réforme tant de fois compromise par des hommes intéressés ou timides, tant de fois sauvée par le bras du Seigneur. Partout retentissait ce langage; partout les indépendants, libertins ou fanatiques, bourgeois, prédicateurs ou soldats, faisaient éclater leurs passions et leurs vœux; et partout se mêlait le nom de Cromwell, plus emporté que nul autre dans ses discours, en même temps qu'il passait déjà pour le plus habile à tramer de profonds desseins. « Milord, dit-il un jour à Manchester, » auquel le parti se fiait encore, mettez-vous déci- » dément avec nous; ne dites plus qu'il faut se » tenir en mesure pour la paix, ménager la cham- » bre des lords, craindre les refus du parlement : » qu'avons-nous affaire de la paix et de la no- » blesse? Rien n'ira bien tant que vous ne vous

» appellerez pas tout simplement M. Montague : » si vous vous attachez aux honnêtes gens, vous » serez bientôt à la tête d'une armée qui fera la loi » au roi et au parlement [1]. »

Malgré l'audace de ses espérances, Cromwell lui-même ne savait pas combien la victoire de son parti était prochaine, ni quel triste sort était près d'atteindre l'adversaire qu'il redoutait le plus.

Essex s'était engagé de plus en plus dans l'ouest, ignorant quels périls s'amassaient derrière lui, et attiré par de faciles succès. En trois semaines il avait fait lever le siége de Lyme, occupé Weymouth, Barnstaple, Tiverton, Taunton, et dissipé presque sans combat les corps royalistes qui tentaient de l'arrêter. Comme il approchait d'Exeter, la reine lui fit demander un sauf-conduit pour aller à Bath se remettre de ses couches. « Si votre » Majesté, lui répondit-il, veut se rendre à Lon- » dres, non seulement je lui donnerai un sauf- » conduit, mais je l'y accompagnerai moi-même ; » c'est là qu'elle recevra les meilleurs avis et les » soins les plus efficaces pour le rétablissement » de sa santé : pour tout autre lieu, je ne puis

[1] *Mémoires* de Hollis, p. 25, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 253.

» accéder à ses désirs sans en référer au parle-
» ment [1]. » Saisie d'effroi, la reine s'enfuit à Falmouth, où elle s'embarqua pour la France [2], et Essex continua sa marche. Il était encore en vue d'Exeter lorsqu'il apprit que le roi, vainqueur de Waller, s'avançait rapidement contre lui, rassemblant sur sa route toutes les forces dont il pouvait disposer. Un conseil de guerre fut aussitôt convoqué; on se demanda s'il fallait poursuivre et s'enfoncer dans le pays de Cornouailles, ou rebrousser chemin, se porter au-devant du roi et lui offrir le combat. Essex penchait pour ce dernier avis; mais plusieurs officiers, lord Robarts entre autres, ami de sir Henri Vane, possédaient dans le pays de Cornouailles de grands biens dont les revenus leur manquaient depuis longtemps; ils avaient compté sur cette expédition pour se faire payer de leurs fermiers : ils repoussèrent toute idée de retraite, soutenant que le peuple de Cornouailles, opprimé par les royalistes, se soulèverait à l'approche de l'armée, et qu'Essex aurait ainsi l'honneur d'enlever au roi ce comté, jusque-là son plus ferme appui [3]. Essex se laissa persuader, et

(1) Rushworth, part. 3, t. II, p. 684. — Whitelocke, p. 88.

(2) Le 14 juillet 1644.

(3) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 168. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 690.

s'engagea dans les défilés de Cornouailles, en faisant demander à Londres des renforts. Le peuple ne se leva point en sa faveur, les vivres étaient rares, déjà le roi le serrait de près. Il écrivit de nouveau à Londres que sa situation devenait périlleuse, qu'il fallait absolument que Waller ou quelque autre, par une diversion sur les derrières de l'armée du roi, mît la sienne en état de se dégager. Le comité des deux royaumes fit grand bruit de son malheur, et parut animé d'une extrême ardeur à le secourir : on prescrivit des prières publiques [1]; on donna des ordres à Waller, à Middleton, à Manchester même, revenu du nord avec une portion de son armée; à leur tour ils étalèrent le plus vif empressement : « Que » l'on m'envoie de l'argent et des hommes, écrivait » Waller. Dieu m'est témoin que ce n'est pas ma » faute si je ne vais pas plus vite; que la honte et » le sang retombent sur la tête de ceux qui me » retardent! Si l'argent ne m'arrive pas, j'irai sans » argent. » Et il ne marcha point. Middleton tint le même langage, se mit en mouvement, et s'arrêta au premier obstacle. Aucun corps ne se détacha de l'armée de Manchester [2]. Rassurés par la

[1] Le 13 août 1644. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 697.

[2] Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 97 et suiv. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 143, dans ma *Collection*.

victoire de Marston-Moor, les meneurs indépendants, Vane, Saint-John, Ireton, Cromwell, étaient charmés d'acheter par un grand échec la ruine de leur ennemi.

Ils ne se doutaient pas qu'à ce moment même, et dans sa détresse, Essex tenait peut-être leur sort dans ses mains : le 6 août, à son quartier général de Lestithiel, une lettre du roi lui fut remise, pleine d'estime, de promesses, et qui le pressait de rendre la paix à son pays. Lord Beauchamp, neveu du comte, était porteur du message; plusieurs colonels de son armée y semblaient favorables [1]. « Je ne répondrai point, dit Essex; » je n'ai qu'un conseil à donner au roi, c'est de » retourner auprès de son parlement. » Charles n'insista point; peut-être même, malgré le désastre de Marston-Moor, souhaitait-il assez peu l'intervention d'un tel médiateur. Mais la paix avait, auprès de lui, des partisans plus obstinés; l'esprit d'indépendance et d'examen gagnait les royalistes; le nom du roi n'exerçait plus sur eux son ancien empire, et dans leurs réunions beaucoup d'officiers débattaient librement les affaires publiques et ses volontés. Persuadés que, si Essex

(1) Entre autres les colonels Weare et Butler. (Rushworth, part. 3, t. II, p. 710.)

avait repoussé toute ouverture, c'est que les promesses du roi lui semblaient sans garantie, ils résolurent de lui offrir la leur, et de l'inviter à s'aboucher avec eux. Les lords Wilmot et Piercy, commandants de la cavalerie et de l'artillerie, étaient à la tête de ce dessein : l'un audacieux, spirituel, buveur infatigable, et cher à l'armée par la joyeuse affabilité de son humeur; l'autre froid et hautain, mais hardi dans ses propos, et tenant une bonne table qu'il faisait partager à beaucoup d'officiers. Informé de leurs démarches et du projet de lettre qui circulait en leur nom, Charles en ressentit une vive colère; cependant l'intention plaisait, même à des hommes qui blâmaient le moyen. Le roi, n'osant l'interdire, prit le parti de l'approuver : la lettre devint un acte officiel avoué de lui, et signé du prince Maurice et du comte de Brentford, général en chef de l'armée, comme de ses premiers auteurs; un trompette la porta au camp ennemi [1]. « Milords, répondit Essex, vous » avez eu soin d'exprimer, dès les premières lignes » de votre lettre, en vertu de quelle autorisation » elle m'était adressée; je n'ai reçu, du parlement » que je sers, aucune autorisation pour traiter, et

[1] Le 9 août 1644.

» ne pourrais m'y prêter sans trahir mon serment.
» Je suis, milords, votre très humble serviteur.
» Essex. » Un refus si sec piqua vivement les royalistes; toute tentative de négociation fut abandonnée. Wilmot et Piercy perdirent leur commandement, et les hostilités reprirent leur cours (1).

Essex se vit bientôt dans une situation désespérée : il combattait chaque jour, et pour tomber chaque jour dans un plus grand péril; ses soldats se lassaient, des complots fermentaient dans leurs rangs (2); le roi resserrait de plus en plus ses lignes, élevait partout des redoutes. Déjà l'espace manquait aux cavaliers du comte pour recueillir des fourrages; à peine lui restait-il quelques libres communications avec la mer, seule voie par où il pût se procurer des vivres; dans les derniers jours d'août enfin, il était cerné de si près que, des hauteurs environnantes, les royalistes pouvaient voir tout ce qui se passait dans son camp. Dans cette extrémité, il donna ordre à la cavalerie, commandée par sir William Balfour, de se faire jour, comme elle pourrait, à travers les postes

(1) Rushworth, part. 3, t. II, p. 691-697. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 170-181.

(2) Rushworth, part. 3, t. II, p. 698.

ennemis, et se mit en marche avec l'infanterie pour tâcher d'atteindre le port de Foy. A la faveur de la nuit et d'un brouillard, la cavalerie réussit à passer entre deux corps royalistes; mais l'infanterie, engagée dans des chemins étroits et fangeux, poursuivie par toute l'armée du roi, contrainte d'abandonner à chaque pas des canons et des bagages, perdit enfin tout espoir de salut. On parla hautement de capituler. Abattu, troublé, préoccupé du seul désir de se soustraire à tant d'humiliation, Essex, sans consulter personne, suivi seulement de deux officiers (1), partit tout à coup, gagna la côte, et se jeta dans un bateau qui fit voile pour Plymouth, laissant son armée sous les ordres de Skippon, major général (2).

Dès que son départ fut connu, Skippon convoqua un conseil de guerre : « Messieurs, dit-il, vous » voyez que notre général et quelques uns de nos » principaux chefs ont jugé à propos de nous abandonner; notre cavalerie est partie; nous restons » seuls chargés de nous défendre. Voici ce que je » vous propose : nous avons le même courage que

(1) Sir John Merrick, qui commandait l'artillerie, et lord Robarts lui-même, qui avait décidé Essex à entrer dans le pays de Cornouailles.

(2) Rushworth, part. 3, t. II, p. 699-703. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 182-190. — Whitelocke, p. 98.

» nos cavaliers, le même Dieu pour nous aider; » tentons de même notre fortune; essayons de nous » faire jour comme eux à travers nos ennemis : il » vaut mieux mourir avec honneur que de se sau- » ver lâchement. » Mais l'héroïsme de Skippon ne gagna point le conseil; beaucoup d'officiers de cette armée, braves et fidèles, mais presbytériens ou modérés comme Essex, étaient, comme lui, tristes et découragés. Le roi leur fit proposer une capitulation inespérée : il n'exigeait que la remise de l'artillerie, des munitions et des armes; tous les hommes, officiers et soldats, demeureraient libres et seraient même conduits en sûreté jusqu'aux quartiers du parlement. Ces conditions furent acceptées ([1]); et, sous l'escorte de cavaliers royaux, les bataillons parlementaires traversèrent sans général, sans armes, ces comtés que naguère ils avaient parcourus en vainqueurs ([2]).

Cependant Essex débarquait à Plymouth, et rendait compte au parlement de son désastre : « C'est, écrivait-il, le plus rude coup qu'ait ja- » mais reçu notre parti; je ne désire rien tant que » d'être mis en jugement : de tels échecs ne doi-

([1]) Le 1er septembre 1644.

([2]) Rushworth, part. 3, t. II, p. 704-709. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 190-192.

» vent point demeurer étouffés [1]. » Huit jours après, il reçut de Londres cette réponse :

« Milord, le comité des deux royaumes ayant » communiqué aux chambres du parlement les » lettres de votre seigneurie, en date de Plymouth, » elles nous ont ordonné de vous faire connaître » que, pénétrées de la gravité de ce malheur, » mais se soumettant à la volonté de Dieu, leurs » bons sentiments pour votre seigneurie et leur » confiance dans votre fidélité et vos mérites n'en » sont nullement ébranlés. Elles ont résolu de dé- » ployer leurs plus énergiques efforts pour réparer » cette perte, et remettre sous votre commande- » ment [2] une armée qui, avec la bénédiction de » Dieu, puisse rétablir nos affaires en meilleur » état. Le comte de Manchester et sir William » Waller ont reçu l'ordre de marcher avec toutes » leurs troupes vers Dorchester. Les chambres ont » pareillement ordonné que six mille mousquets, » six mille uniformes, cinq cents paires de pisto-

[1] Lettre d'Essex à sir Philippe Stapleton, dans Rushworth, part. 3, t. II, p. 703.

[2] Dans Rushworth (part. 3, t. II, p. 708), on lit : *Under their command* (sous *leur* commandement); mais dans l'*Histoire parlementaire* (t. III, col. 289), le texte porte : *Under your command*, et j'ai adopté cette dernière leçon, de beaucoup la plus probable. La lettre est du 7 septembre 1644.

» lets, etc., fussent expédiés à votre seigneurie,
» à Portsmouth, pour servir à l'équipement et
» relever le courage de vos soldats. Elles ont la
» confiance que le séjour de votre seigneurie dans
» ce comté, pour réorganiser et mettre en mou-
» vement les divers corps, aura les plus salutaires
» effets. »

La surprise du comte fut grande : il s'attendait à des poursuites, au moins à d'amers reproches; mais sa fidélité, si récemment éprouvée, l'étendue même du désastre, la nécessité d'en imposer à l'ennemi, ralliaient à ses partisans les hommes incertains, et ses adversaires s'étaient interdit le combat. Essex, embarrassé de son malheur et de sa faute, ne leur semblait plus redoutable; ils le connaissaient et prévoyaient que bientôt, pour épargner à sa dignité des chocs si rudes, lui-même se mettrait à l'écart. Jusque-là, en le traitant avec honneur, on faisait preuve d'énergie; on évitait, sur les causes cachées de l'événement, une enquête peut-être fâcheuse; on engageait enfin dans un nouvel effort pour la guerre les fauteurs mêmes de la paix. Aussi habiles que passionnés, les meneurs indépendants se turent, et le parlement sembla unanime à soutenir dignement ce grand revers.

Son activité et la fermeté de son attitude ralentirent d'abord les mouvements du roi ; il adressa aux chambres un message pacifique, puis se contenta, pendant trois semaines, de se présenter devant quelques places, Plymouth, Lyme, Portsmouth, qui ne se rendirent point. Mais, vers la fin de septembre, il apprit que Montrose, qui depuis longtemps lui promettait en Écosse la guerre civile, avait enfin réussi à la faire éclater, et marchait déjà de succès en succès. Après la bataille de Marston-Moor, déguisé en domestique et suivi seulement de deux compagnons, Montrose avait passé à pied la frontière d'Écosse, et s'était rendu à Strathern, chez Patrick Graham d'Inchbrackie, son cousin, à l'entrée des hautes terres, pour y attendre le débarquement des auxiliaires irlandais qu'Antrim lui devait envoyer. De jour il se cachait ; de nuit il errait dans les montagnes environnantes, allant recueillir lui-même, de rendez-vous en rendez-vous, les rapports de ses affidés. Bientôt la nouvelle lui parvint que les bandes irlandaises avaient en effet débarqué [1], et s'avançaient dans le pays, pillant, ravageant, mais ne sachant où se diriger, et cherchant à leur tour le général qu'on leur avait promis. Elles approchaient du comté

[1] Le 8 juillet 1644.

d'Athol. Montrose parut tout à coup dans leur camp, avec un seul homme, en costume de montagnard : elles le reconnurent aussitôt pour chef. Au bruit de sa venue, plusieurs clans accoururent; sans perdre un moment, il les mena au combat, exigeant tout de leur courage, permettant tout à leur avidité; et quinze jours après, il avait gagné deux batailles (1), occupé Perth, pris Aberdeen d'assaut, soulevé la plupart des clans du nord et semé l'effroi jusqu'aux portes d'Édimbourg.

A ces nouvelles, Charles se flatta que le désastre de Marston-Moor était réparé, que le parlement retrouverait bientôt dans le nord un puissant adversaire, et que lui-même pouvait sans crainte suivre dans le midi le cours de ses succès. Il résolut de marcher sur Londres; et pour donner à son expédition une apparence populaire et décisive, au moment de son départ, une proclamation partout répandue invita tous ses sujets du midi et de l'est à se lever en armes, à se choisir eux-mêmes des officiers, et à le rejoindre sur la route pour aller avec lui sommer les chambres d'accepter enfin la paix (2).

(1) A Tippermuir, le 1er septembre, et au Pont de Dee, le 12 du même mois.

(2) La proclamation est datée de Chard, le 30 septembre 1644. (Rushworth, part. 3, t. II, p. 715.)

Mais les chambres avaient pris leurs mesures : déjà les troupes de Manchester, de Waller et d'Essex réunies, couvraient Londres du côté de l'ouest; jamais le parlement n'avait eu sur un seul point une si grande armée; et au premier bruit de l'approche du roi, cinq régiments de la milice de Londres vinrent s'y joindre sous les ordres de sir James Harrington. En même temps des taxes nouvelles s'établissaient ; les communes décrétaient que la vaisselle du roi, jusque-là déposée à la Tour, serait fondue pour le service public. Enfin, lorsqu'on sut les armées en présence, les boutiques se fermèrent, le peuple se précipita dans les églises, et un jeûne solennel fut ordonné pour invoquer sur la bataille prochaine les bénédictions du Seigneur [1].

Dans le camp comme dans la cité, on l'attendait de jour en jour : Essex seul, triste, malade, restait immobile à Londres, quoique toujours revêtu du commandement. Informées qu'il ne partait point, les chambres chargèrent un comité de se rendre auprès de lui, et de lui renouveler l'assurance de leur confiante affection. Essex remercia les commissaires, mais ne rejoignit point son armée [2].

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 719-720. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 294, 295, 308.

[2] Whitelocke, p. 103. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 295.

La bataille se livra sans lui, le 27 octobre, à Newbury, presque dans les mêmes positions où, l'année précédente, en revenant de Glocester, il avait si glorieusement vaincu. En son absence lord Manchester commandait. L'action fut longue et acharnée; les soldats d'Essex surtout firent des prodiges : à la vue des canons qu'ils avaient perdus naguère dans le comté de Cornouailles, ils se précipitèrent sur les batteries royales, ressaisirent leurs pièces, et les ramenèrent en les embrassant avec transport. Quelques régiments de Manchester essuyèrent en revanche un échec assez rude. Un moment les deux partis s'attribuèrent la victoire; mais dès le lendemain, le roi, renonçant à ses projets sur Londres, commença son mouvement de retraite, pour aller prendre à Oxford ses quartiers d'hiver (1).

Cependant le parlement fit peu de bruit de son triomphe : aucun service d'actions de grâces ne fut célébré; et le lendemain même du jour où parvint à Londres la nouvelle de la bataille, le jeûne mensuel des chambres eut lieu selon l'usage (2), comme s'il n'y avait eu aucun sujet de se réjouir. Le public

(1) Whitelocke, p. 103, 104. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 226-232. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 145-150. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 296. — Rushworth, part. 3, t. II, p. 721-730.

(2) Le 30 octobre 1644.

s'étonnait de tant de froideur. Bientôt des propos fâcheux circulèrent : la victoire, dit-on, aurait pu être bien plus décisive; mais la discorde régnait entre les généraux; ils avaient souffert que le roi se retirât sans obstacle, presque sous les yeux de l'armée immobile, par un clair de lune magnifique, quand il eût suffi du moindre mouvement pour l'empêcher. Ce fut bien pis lorsqu'on apprit que le roi venait de reparaître aux environs de Newbury, qu'il avait retiré librement son artillerie du château de Donnington [1], et même offert de nouveau la bataille sans que l'armée sortît de son immobilité. La clameur devint générale; la chambre des communes ordonna une enquête. Cromwell n'attendait que cette occasion d'éclater : « C'est » au comte de Manchester, dit-il, que tout doit » être imputé ; depuis la victoire de Marston-Moor, » il a peur de vaincre, peur d'un grand et dernier » succès : tout à l'heure, quand le roi a reparu » près de Newbury, rien n'était plus aisé que de » détruire entièrement son armée. Je suis allé » trouver le général; je lui ai montré comment » cela se pouvait ; j'ai sollicité la permission » d'attaquer avec ma seule brigade; d'autres offi-

[1] Le 9 novembre 1644. Rushworth, part. 3, t. II, p. 729-732. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 234-236.

» ciers ont insisté avec moi; il s'y est obstinément » refusé; il a même ajouté que, parvinssions-nous » à anéantir son armée, le roi serait toujours roi, » et en retrouverait bientôt une autre, tandis que » nous, une fois battus, nous ne serions plus que des » rebelles et des traîtres infailliblement condam- » nés en vertu de la loi. » Ces derniers mots émurent vivement la chambre, car elle ne pouvait souffrir qu'on parût douter de la légalité de sa résistance. Le lendemain, dans la chambre haute, Manchester repoussa l'attaque, expliqua sa conduite, ses paroles, et à son tour accusa Cromwell d'indiscipline, de mensonge, de trahison même ou de perfidie; car le jour de la bataille, dit-il, ni lui ni son régiment n'avaient paru au poste qui leur était assigné. Cromwell ne répondit point, et renouvela plus violemment ses accusations ([1]).

L'émotion fut grande parmi les presbytériens; depuis longtemps déjà Cromwell excitait toutes leurs alarmes. On l'avait vu d'abord, souple et flatteur auprès de Manchester, l'exalter en toute occasion aux dépens d'Essex, et acquérir peu à peu sur son armée bien plus d'empire que lui-même.

([1]) Rushworth, part. 3, t. II, p. 732-736. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 297. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 150-152. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 251-254. — *Mémoires* de Hollis, p. 37.

Il en avait fait le refuge des indépendants, des sectaires de toute sorte, ennemis du covenant comme du roi ; sous sa protection, une licence fanatique y régnait ; chacun parlait, priait, prêchait même à son gré et sans mission. En vain, pour balancer l'influence de Cromwell, on avait nommé major général le colonel Skeldon Crawford, Écossais et presbytérien rigide : Crawford n'avait su qu'accuser follement Cromwell de lâcheté, et Cromwell, sans cesse appliqué à épier les fautes de son adversaire, à le décrier parmi les soldats, à le dénoncer au parlement et au peuple, l'avait mis bientôt hors d'état de lui nuire (1). Enhardi par ce succès et par les progrès visibles de son parti, il s'était ouvertement déclaré le patron de la liberté de conscience, et avait même obtenu des chambres (2), avec l'aide des libertins et des philosophes, la formation d'un comité chargé de rechercher comment on pourrait contenter les dissidents ou les laisser en paix. Maintenant il attaquait Manchester lui-même, ne parlait des Écossais qu'avec insulte, se faisait fort de triompher sans

(1) Baillie, *Letters*, t. II, p. 40, 41, 42, 49, 57, 60, 66, 69. — *Mémoires* de Hollis, p. 20-22.

(2) Le 13 septembre 1644. Baillie, *Letters*, t. II, p. 57, 61. — *Journals of the house of Commons*, 13 septembre.

eux, de les chasser même d'Angleterre, s'ils prétendaient l'opprimer à leur tour, poussait enfin l'audace jusqu'à mettre en question le trône, les lords, tout l'ordre ancien et légal du pays ([1]). Irrités et inquiets, les chefs des presbytériens et des politiques modérés, les commissaires écossais, Hollis, Stapleton, Merrick, Glynn, etc., se réunirent à l'hôtel d'Essex pour aviser aux moyens de déjouer un si dangereux ennemi. Après une longue conférence, ils résolurent de consulter Whitelocke et Maynard, tous deux savants jurisconsultes, accrédités dans la chambre, et qu'ils avaient lieu de croire favorables à leur cause. On alla les chercher de la part du lord général, presque au milieu de la nuit, sans leur dire de quoi il s'agissait. Ils arrivèrent un peu agités du sujet, et de l'heure, et de la forme de la convocation. Après quelques compliments : « Messieurs, leur dit lord » Lowden, chancelier d'Écosse, vous savez que le » lieutenant général Cromvell n'est pas de nos amis, » et que, depuis l'entrée de nos troupes en Angle» terre, il a tout fait pour nous décrier et nous » nuire; vous savez aussi qu'il ne veut pas plus » de bien à son Excellence le lord général que nous

([1]) Whitelocke, p. 111. — *Journals of the house of Lords*, 28 novembre 1644. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 253.

» avons, vous et nous, tant de raisons d'honorer;
» enfin, vous n'ignorez pas qu'aux termes de notre
» covenant solennel, quiconque jouera, entre les
» deux royaumes, le rôle d'*incendiaire* doit être
» poursuivi à l'instant : selon la loi d'Écosse, le
» mot *incendiaire* désigne celui qui sème la dis-
» corde et cherche à exciter des troubles funestes.
» Nous désirons savoir de vous s'il a le même sens
» dans la loi anglaise, si le lieutenant général
» Cromwell ne mérite pas, à votre avis, la quali-
» fication d'*incendiaire*, et comment, s'il la mérite
» en effet, on doit procéder contre lui. »

Les deux jurisconsultes se regardèrent; on attendait leur réponse. Après quelques moments de silence : « Puisque personne ne prend la parole,
» dit Whitelocke, pour prouver ma soumission à
» son Excellence, j'essaierai de dire humblement
» et librement mon avis sur les questions que mi-
» lord chancelier nous a si clairement posées. Le
» mot *incendiaire* a chez nous le même sens que
» dans la loi d'Écosse; mais si le lieutenant général
» Cromwell mérite ce nom, c'est ce qu'on ne peut
» savoir que par la preuve qu'il a réellement fait
» ou dit des choses tendant à susciter la discorde
» entre les deux royaumes, ou des troubles parmi
» nous. A coup sûr, ni vous milord général, ni

» vous milords les commissaires d'Écosse, élevés
» comme vous l'êtes en dignité et en pouvoir, vous
» ne vous embarquerez dans une affaire, encore
» moins dans une accusation, sans être certains
» du succès. Or le lieutenant général Cromwell
» est un homme d'un esprit hardi, adroit, fécond
» en ressources ; il a, dans ces derniers temps sur-
» tout, acquis dans la chambre des communes
» beaucoup d'influence ; il ne manquera, dans la
» chambre des lords, ni d'amis, ni d'habileté pour
» le soutenir. Je n'ai entendu dire à son Excellence,
» ni à milord chancelier, ni à aucune autre per-
» sonne, et je ne sais par moi-même aucun fait
» qui puisse prouver à la chambre que le lieute-
» nant général est vraiment un incendiaire. Je
» doute donc beaucoup qu'il soit sage de l'accuser
» à ce titre ; il faudrait d'abord, ce me semble,
» recueillir sur son compte tous les renseignements
» qu'on pourrait se procurer : alors, si elles le ju-
» gent à propos, vos seigneuries nous appelleront
» de nouveau, nous leur donnerons notre avis, et
» elles se décideront comme il conviendra. »

Maynard parla comme Whitelocke, ajoutant même que le mot *incendiaire* était de peu d'usage dans la loi anglaise, et donnerait lieu à beaucoup d'incertitude. Hollis, Stapleton, Merrick soutin-

rent vivement leur projet, disant que Cromwell n'avait pas dans la chambre tant d'influence, qu'ils se chargeraient volontiers de l'y accuser, et rapportant des faits, des paroles qui, disaient-ils, prouvaient clairement ses desseins. Mais les commissaires écossais refusèrent de s'engager dans cette lutte. Vers deux heures du matin, Maynard et Whitelocke se retirèrent, et la conférence n'eut d'autre résultat que d'exciter Cromwell à précipiter ses coups, car « quelque faux frère, » dit Whitelocke, probablement Whitelocke lui-même, l'informa de ce qui s'était passé [1].

Essex et ses amis cherchèrent à leur mal un autre remède; toutes leurs pensées se tournèrent vers la paix. Jamais les chambres n'avaient absolument cessé de s'en occuper : tantôt quelque motion formelle amenait des délibérations où bien peu de voix, la seule voix même de l'orateur, décidaient du sort du pays [2]; tantôt les ambassadeurs de France et de Hollande, sans cesse en

[1] Whitelocke, p. 111. — Wood, *Athenæ Oxonienses*, t. II, col. 546.

[2] Le 29 mars 1644, sur la proposition de former un comité pour examiner les offres de médiation de l'ambassadeur de Hollande, la chambre des communes se divisa à soixante-quatre voix contre soixante-quatre; l'orateur se prononça pour la négative. (*Parl. Hist.*, t. III, col. 253.)

voyage de Londres à Oxford et d'Oxford à Londres, offraient leur médiation, rarement sincère, et toujours éludée, mais avec embarras [1]. Tant de gens désiraient la paix que personne n'eût osé s'y montrer ouvertement contraire; et depuis plus de six mois, un comité de membres des deux chambres et de commissaires écossais travaillait à rédiger des propositions. Tout à coup le parti presbytérien pressa vivement ce travail; en peu de jours les propositions furent présentées aux chambres, débattues, adoptées [2]; et le 20 novembre, neuf commissaires partirent pour les porter au roi. Ils le croyaient à Wallingford, et se présentèrent devant la place : après deux heures d'attente et de chicanes sur leur mission, leur sauf-conduit et leur suite, le gouverneur, le colonel Blake, les reçut enfin pour leur dire que le roi était parti, et qu'ils le trouveraient probablement à Oxford. Ils voulaient coucher à Wallingford; mais la conversation entre Blake et lord Denbigh, président du

(1) Les ambassadeurs de Hollande offrirent la médiation des états généraux les 20 mars, 12 juillet et 7 novembre 1644; le comte d'Harcourt, ambassadeur de France, arrivé à Londres en juillet 1644, eut une audience du parlement le 14 août, et quitta l'Angleterre en février 1645. (*Parl. Hist.*, t. III, col. 252, 253, 278, 285, 293, 298, 314. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 317-323.)

(2) Le 8 novembre 1644. *Parl. Hist.*, t. III, col. 299.

comité, devint bientôt si vive, les propos de Blake étaient si rudes, et l'attitude de sa garnison si menaçante, qu'ils jugèrent prudent de se retirer sans délai. Le lendemain, arrivés près d'Oxford, ils s'arrêtèrent sur une petite colline, à cinq cents pas de la ville, et se firent annoncer au gouverneur par un trompette. Quelques heures se passèrent; aucune réponse ne leur parvenait. Le roi, se promenant dans son jardin, aperçut sur la colline le groupe que formaient les commissaires et leur suite, demanda qui étaient ces gens-là, et sur l'explication qui lui fut donnée, il envoya sur-le-champ M. Killigrew avec ordre de les introduire dans la place, de pourvoir à leur logement, et de leur exprimer son regret qu'on les eût fait attendre si longtemps. Comme ils passaient dans les rues d'Oxford, sous l'escorte de quelques cavaliers, la multitude s'attroupait, les accablait d'injures, leur jetait même des pierres et de la boue. Parvenus à une mauvaise auberge, à peine y étaient-ils établis qu'un violent tumulte s'éleva près de leur appartement. Hollis et Whitelocke sortirent aussitôt; quelques officiers royalistes étaient entrés dans la grande salle et se querellaient avec les gens des commissaires, les traitant, eux et leurs maîtres, de *misérables, traîtres, rebelles*, et ne

voulant pas souffrir qu'ils approchassent de la cheminée. Hollis saisit un des officiers au collet, et le secouant rudement, le poussa hors de la salle, en lui faisant honte de sa conduite. Whitelocke en fit autant; les portes de l'auberge furent fermées; le gouverneur y plaça une garde. Dans la soirée, plusieurs membres du conseil, Hyde entre autres, vinrent voir les commissaires, s'excusèrent de ces désordres, leur témoignèrent un extrême désir de concourir avec eux à la paix, et le roi leur fit dire qu'il les recevrait le lendemain [1].

L'audience fut courte. Lord Denbigh lut à haute voix, en présence du conseil et de la cour, les propositions du parlement : elles étaient telles que le roi ne pouvait se croire réduit à les accepter; on lui demandait de livrer son pouvoir à la méfiance des chambres, et son parti à leur vengeance : plus d'une fois un murmure de colère s'éleva parmi les assistants. Au moment surtout où lord Denbigh nomma les princes Robert et Maurice, qui se trouvaient là, comme exclus de toute amnistie, un rire bruyant fut près d'éclater; mais le roi, se retournant d'un air sévère, imposa silence à tout le monde, et continua d'écouter avec patience et gra-

[1] Le 2 novembre 1644. — Whitelocke, p, 107, *Parl. Hist.*, t. III, col. 310.

vité. La lecture finie : « Avez-vous pouvoir de traiter? dit-il à lord Denbigh. — Non, sire, notre » mission se borne à présenter à votre Majesté les » propositions, et à solliciter sa réponse par écrit. » — Eh bien, je vous la remettrai dès que je » pourrai. » Et les commissaires retournèrent chez eux (1).

Le soir même, et de l'aveu de leurs collègues, Hollis et Whitelocke firent une visite à lord Lindsey, gentilhomme de la chambre, autrefois leur ami, et que ses blessures avaient empêché d'aller les voir. A peine étaient-ils chez lui depuis un quart d'heure que le roi y entra; et s'avançant vers eux avec bienveillance : « Je suis fâché, messieurs, » leur dit-il, que vous ne m'ayez pas apporté des » propositions plus raisonnables. — Sire, dit Hollis, ce sont celles que le parlement a cru devoir » adopter, et j'espère qu'on en pourra tirer de bons » résultats. — Le roi. Je sais bien, vous ne pouviez apporter que ce qu'on voulait envoyer; mais » j'avoue que quelques unes de ces propositions » m'étonnent grandement : à coup sûr, vous-mêmes » ne pouvez croire qu'il soit de la raison ni de » mon honneur de les accorder. — Hollis. Il est

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 310.

» vrai, sire; j'aurais désiré qu'elles ne fussent pas » toutes ce qu'elles sont; mais votre Majesté sait » que ces choses-là se décident à la majorité. — » LE ROI. Je le sais, et suis bien sûr que vous et » vos amis (je ne veux pas dire votre parti) avez » fait tous vos efforts dans la chambre pour qu'il » en fût autrement, car je sais que vous souhaitez » la paix. — WHITELOCKE. J'ai eu l'honneur de me » rendre plusieurs fois dans ce dessein auprès de » votre Majesté, et je m'afflige de n'avoir pas encore » réussi. — LE ROI. Je voudrais, monsieur White- » locke, que les autres fussent de votre avis, et de » l'avis de M. Hollis, et je crois qu'alors nous verrions » bientôt une heureuse fin de nos différends; car » moi aussi je veux la paix; et pour preuve, comme » aussi pour vous témoigner la confiance que je » vous porte à vous deux qui êtes ici avec moi, » donnez-moi vos conseils, je vous prie, sur la » réponse qu'il me convient de faire à ces proposi- » tions, pour qu'elles mènent à la paix. — HOLLIS. » Votre Majesté nous excusera si, dans notre situa- » tion actuelle, nous ne croyons pas pouvoir lui » donner de conseil. — WHITELOCKE. C'est par » accident que nous avons l'honneur d'être ici en » présence de votre Majesté; et les fonctions dont » nous sommes revêtus ne nous permettent pas de

» la conseiller en cette occasion, fussions-nous » d'ailleurs capables de le faire. — Le roi. Quant » à votre capacité, j'en suis juge : or maintenant je » ne vous considère pas du tout comme membres » du parlement ; c'est à titre d'amis et de simples » particuliers, mes fidèles sujets, que je vous » demande votre opinion. — Hollis. Comme sim- » ples particuliers, votre Majesté doit trouver que » nous en avons usé bien librement ; quant à votre » réponse, sire, la meilleure serait de revenir en » personne au milieu de nous. — Le roi. Comment » pourrais-je retourner à Londres avec sûreté ? — » Hollis. J'ai la confiance qu'il n'y aurait pour » votre Majesté aucun danger. — Le roi. C'est une » question, et je suppose que les maîtres qui vous » ont envoyés veulent une prompte réponse à leur » message. — Whitelocke. La plus prompte et la » meilleure réponse serait, à coup sûr, l'apparition » de votre Majesté dans son parlement. — Le roi. » Passons là-dessus. Permettez-moi, monsieur Hol- » lis et monsieur Whitelocke, de vous prier d'entrer » dans la chambre voisine, d'y conférer un moment » ensemble, et de mettre par écrit ce qu'à votre » sens je dois répondre à ce message, ce qui avan- » cera le plus sûrement la bonne œuvre de la paix. — » Hollis. Nous obéirons à l'ordre de votre Majesté. »

Ils passèrent tous deux dans la chambre désignée; et, après quelque hésitation, Whitelocke rédigea, mais en déguisant avec soin son écriture, l'avis que le roi leur demandait; puis, laissant le papier sur la table, ils revinrent dans l'appartement. Le roi entra seul dans la pièce dont ils sortaient, prit le papier, revint à son tour, traita fort gracieusement les deux commissaires, et se retira. Ils retournèrent aussitôt à leur auberge, et gardèrent avec leurs collègues un profond silence sur ce qui venait de se passer (1).

Trois jours après (2), le roi manda le comité, et remettant à lord Denbigh un papier cacheté et sans adresse : « Ceci, dit-il, est ma réponse; » portez-la à ceux qui vous ont envoyés. » Surpris de cette forme inusitée et de trouver le roi si obstiné à ne point donner aux chambres le nom de parlement, le comte demanda la permission de se retirer un moment avec ses collègues, pour délibérer sur ce qu'ils avaient à faire. « Pourquoi délibérer? » dit le roi; vous n'avez point de pouvoirs pour » traiter; vous me l'avez dit vous-mêmes en arri» vant, et je sais que depuis vous n'avez point » reçu de courrier. » Lord Denbigh insista, allé-

(1) Whitelocke, p. 128. — *Mémoires* de Hollis, p. 55 et suiv.
(2) Le 27 novembre 1644.

guant que le comité aurait peut-être des observations à présenter à sa Majesté. « Messieurs, dit » vivement le roi, je recevrai tout ce que vous » aurez à me dire de Londres, mais rien des imaginations et des chimères que vous avez pu » amasser à Oxford : avec votre permission, vous » ne m'attraperez pas. — Sire, reprit le comte, » nous ne sommes pas gens à attraper personne, » encore moins votre Majesté. — Je ne dis pas cela » pour vous. — Que votre Majesté nous permette » du moins de lui demander à qui ce papier est » adressé. — C'est ma réponse : je vous la remets, » vous devez la prendre, fût-ce une chanson de » Robin Hood. — L'affaire qui nous a amenés, » sire, est un peu plus grave qu'une chanson. — » Je le sais; mais, je vous le répète, vous m'avez » dit que vous n'aviez point de pouvoirs pour traiter; ma mémoire est aussi bonne que la vôtre; » vous n'avez été chargés que de me remettre les » propositions : un postillon en eût fait autant que » vous. — J'espère que votre Majesté ne nous » prend pas pour des postillons. — Je ne dis pas » cela; mais, encore une fois, ceci est ma réponse; » vous devez la prendre; je ne suis tenu à rien de » plus. » De moment en moment la conversation devenait plus aigre; Hollis et Pierpoint essayèrent

en vain de faire dire au roi qu'il adressait aux deux chambres son message. Les commissaires se décidèrent enfin à le recevoir dans cette forme, et sortirent. Dans la soirée, M. Ashburnham, valet de chambre du roi, vint les trouver. « Sa » Majesté s'est aperçue, leur dit-il, que, dans un » moment d'humeur, quelques paroles dont on » pourrait s'offenser lui sont échappées; elle m'a » ordonné de vous assurer que telle n'avait point » été son intention, et elle désire que vous en » soyez bien convaincus. » Les commissaires protestèrent de leur respectueuse déférence aux paroles du roi, et reprirent la route de Londres, suivis d'un trompette chargé de recevoir la réponse du parlement au papier cacheté dont ils étaient porteurs [1].

Il ne contenait que la demande d'un sauf-conduit pour le duc de Richmond et le comte de Southampton, par qui le roi promettait d'envoyer sous peu de jours une réponse expresse et

[1] Rushworth, part. 3, t. II, p. 843. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 309-312.—Whitelocke, p. 110. Le rapport de lord Denbigh et le récit de Whitelocke, tous deux témoins oculaires, offrent en ceci des différences importantes, mais qui s'expliquent par le caractère officiel du premier de ces documents, évidemment concerté entre les commissaires pour qu'il fût tel qu'il convenait aux chambres et à la situation. (*Parl. Hist.*, t. III, col. 309. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 280, note 1.)

détaillée. Le sauf-conduit fut aussitôt accordé ; et dès leur arrivée [1], les deux lords eurent audience [2]. Ils n'apportaient encore aucune réponse ; leur mission officielle se bornait à demander que des conférences fussent ouvertes, et des négociateurs nommés de part et d'autre pour traiter de la paix. Mais, ce message remis, ils restèrent à Londres ; le bruit se répandit qu'une foule de gens suspects y arrivaient ; plusieurs membres des chambres avaient avec les deux lords de fréquentes entrevues. Le conseil commun, où dominaient les indépendants, manifesta de vives inquiétudes. On engagea les deux lords à partir ; ils tardèrent encore, sous de frivoles prétextes. L'agitation croissait ; les passions du peuple menaçaient d'éclater plus tôt que ne pouvaient réussir les intrigues de parti. Pressés par les amis mêmes de la paix, les deux lords retournèrent enfin à Oxford [3], et, trois semaines après leur départ, il fut convenu que quarante commissaires, vingt-trois au nom des parlements des deux royaumes, et dix-sept au nom du roi, se réuniraient à Uxbridge

(1) Le 14 décembre 1644.

(2) Le 16 décembre.

(3) Le 24 décembre.

pour débattre régulièrement les conditions d'un traité ([1]).

Mais, pendant que les presbytériens préparaient la paix, les indépendants s'emparaient de la guerre. Le 9 décembre, la chambre des communes s'était assemblée pour prendre en considération les souffrances du royaume, et y chercher quelque remède : nul ne demandait la parole ; tous semblaient s'attendre à quelque mesure décisive dont chacun voulait éluder la responsabilité. Après un long silence, Cromwell se leva : « C'est maintenant le » jour de parler, dit-il, ou il faut se taire à jamais. » Il ne s'agit de rien moins que de sauver une » nation tout ensanglantée, presque mourante, du » déplorable état où l'a déjà réduite la longue » durée de la guerre. Si nous ne menons cette » guerre de quelque façon plus énergique, plus » rapide, plus efficace; si nous nous condui» sons comme des soldats de fortune sans cesse » appliqués à faire filer la guerre, le royaume se » lassera de nous, et prendra en haine le nom de » parlement. Que disent nos ennemis? Bien plus, » que disent beaucoup de gens qui étaient nos

([1]) Rushworth, part. 3, t. II, p. 844-846. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 315-320. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 267.

» amis à l'ouverture de ce parlement? Que les
» membres des deux chambres ont gagné de grands
» emplois et des commandements, et qu'ils ont
» l'épée entre leurs mains, et que, par leur in-
» fluence dans le parlement et leur autorité dans
» l'armée, ils veulent se perpétuer dans leur gran-
» deur, et qu'ils ne permettront pas que la guerre
» finisse, de peur que leur pouvoir ne finisse avec
» elle. Ce que je dis ici de nous, en face de nous
» tous, les autres le murmurent derrière nous et
» partout. Je suis loin d'en faire aucune applica-
» tion à personne; je connais le mérite des géné-
» raux, membres des chambres, à qui le comman-
» dement est confié; mais pour décharger toute
» ma conscience, si l'armée n'est pas gouvernée
» de quelque autre façon, si la guerre n'est pas
» conduite avec plus de vigueur, le peuple ne la
» supportera pas plus longtemps, et vous forcera à
» quelque paix honteuse. Que votre prudence se
» garde bien d'élever, contre aucun commandant
» en chef et pour quelque sujet que ce soit, aucune
» accusation, aucune plainte; j'ai à me reconnaître
» coupable moi-même de bien des fautes, et sais
» combien, à la guerre, il est difficile de les éviter.
» Bannissons toute idée d'enquête sur les causes
» du mal, et appliquons-nous à chercher le re-

» mède; nous avons tous, je l'espère, le cœur
» assez anglais pour qu'aucun de nous n'hésite à
» sacrifier au bien public son intérêt personnel,
» et ne s'offense de ce que décidera le parlement.
» — Il est vrai, reprit aussitôt un autre membre;
» quelle qu'en soit la cause, voilà deux campa-
» gnes terminées, et nous ne sommes point sau-
» vés. On dirait que nos victoires, ce prix d'un
» sang inestimable, si vaillamment remportées et,
» qui plus est, si gracieusement accordées par le
» Seigneur, ont été mises dans un panier percé;
» ce que nous gagnons une fois, nous le perdons
» une autre; les succès de l'été ne servent qu'aux
» entretiens de l'hiver : la partie finit avec l'au-
» tomne; il faut la recommencer au printemps,
» comme si le sang répandu n'était destiné qu'à
» engraisser le champ de la guerre, pour y faire
» croître une plus ample moisson de combats. Je
» ne veux rien décider; mais la division de nos
» forces sous divers chefs et le défaut d'harmonie
» entre eux ont nui grandement au service public.
» — Il n'y a qu'un moyen de finir tant de maux, »
dit Zouch Tate, fanatique obscur, et que l'impor-
tance de sa proposition ne tira point de son obscu-
rité: « c'est que chacun de nous renonce fran-
» chement à soi-même. Je propose qu'aucun

» membre de l'une ou de l'autre chambre ne puisse, » durant cette guerre, posséder ni exercer aucune » charge ou commandement militaire ou civil, et » qu'une ordonnance soit rendue à cet effet [1]. »

La proposition n'était pas inouïe : déjà, l'année précédente [2], une idée semblable avait été exprimée, bien qu'en passant et sans effet, dans la chambre haute [3]; et naguère même [4], par égard sans doute pour la clameur publique, la chambre des communes avait ordonné une enquête sur le nombre et la valeur des emplois de tout genre occupés par des membres du parlement. Soit dessein, soit embarras, les presbytériens hésitèrent à repousser dès le premier moment la motion de Tate, et elle passa presque sans objection. Mais le surlendemain, quand elle reparut sous la forme d'une ordonnance définitive, le débat fut long et violent, et il se renouvela quatre fois en huit jours [5]. Il était clair qu'il s'agissait d'enlever aux politiques modérés, aux presbytériens, aux premiers chefs

(1) Rushworth, part. 4, t. I, p. 3-5.— *Parl. Hist.*, t. III, col. 326. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 258 et suiv. Son récit est évidemment inexact.

(2) Le 12 décembre 1643.

(3) *Parl. Hist.*, t. III, col. 187.

(4) Le 14 novembre 1644. *Journals of the house of Commons.*

(5) Les 11, 14, 17 et 19 décembre.

de la révolution, le pouvoir exécutif, de les confiner dans les salles de Westminster, et de faire une armée étrangère au parlement. La résistance recommençait à chaque séance, chaque fois plus passionnée. Quelques hommes même, qui avaient coutume de ménager le parti indépendant, se prononcèrent contre la mesure. « Vous savez, dit » entre autres Whitelocke, que, chez les Grecs et » les Romains, les plus grands offices, militaires » ou civils, étaient confiés aux sénateurs : on pen» sait qu'unis d'intérêt avec le sénat, témoins de » ses délibérations, ils comprendraient mieux les » affaires publiques, et seraient moins tentés de » manquer de foi. Ainsi ont fait nos ancêtres; de » tout temps ils ont regardé les membres du par» lement comme les hommes les plus propres aux » charges éminentes : suivez leur exemple, je vous » en conjure, et ne vous privez pas volontairement » de vos plus sûrs, de vos plus utiles serviteurs [1]. » D'autres allèrent plus loin, et dénoncèrent ouvertement l'ambition cachée de leurs rivaux. « On » parle, dirent-ils, de renoncement à soi-même; » ceci sera le triomphe de l'envie et de l'intérêt » personnel [2]. » Mais le public portait à ces pré-

(1) Whitelocke, p. 114.

(2) *Ibid.*, p. 115.

dictions peu de confiance : le parti presbytérien était usé, décrié ; quiconque n'en était pas le voyait tomber sans regret. Quoique les indépendants fussent fort loin d'être en majorité dans la chambre, leur proposition sortit victorieuse de toutes les épreuves qu'elle eut à subir : en vain, pour dernière tentative, les amis d'Essex demandèrent qu'il fût seul excepté de l'interdiction qu'elle prononçait ; leur amendement fut rejeté [1]; et, le 21 décembre, l'ordonnance, définitivement adoptée, fut transmise à la chambre des lords.

Les presbytériens avaient là toute leur espérance : l'intérêt de la chambre à repousser la mesure était impérieux ; presque tous ses membres en étaient atteints ; elle y devait perdre ce qui lui restait de pouvoir. Mais c'était là aussi, dans l'opinion publique, une cause de discrédit et de faiblesse. Pour en atténuer l'effet, pour se laver du soupçon de connivence avec la cour d'Oxford, pour décourager les complots royalistes toujours prompts à renaître, surtout pour complaire aux passions du peuple presbytérien, les chefs du parti, au moment où ils essayaient d'arrêter la révolution, lui offrirent des concessions et des victimes.

[1] Le 17 décembre, par cent voix contre quatre-vingt-treize.

Quatre procès, depuis longtemps commencés, mais qu'on avait laissés languir, furent repris et poussés sans relâche : celui de lord Macguire, comme complice de l'insurrection d'Irlande; des deux Hotham, père et fils, pour avoir voulu livrer au roi la place de Hull; de sir Alexandre Carew pour une tentative pareille dans l'île de Saint-Nicolas, dont il était gouverneur; de Laud enfin, déjà pris, quitté et repris plusieurs fois. Macguire, les Hotham et Carew étaient coupables de délits récents, légalement avérés, et qui pouvaient trouver des imitateurs. Mais Laud, en prison depuis quatre ans, vieux, malade, n'avait à répondre que de son concours à une tyrannie depuis quatre ans vaincue. Comme dans le procès de Strafford, il fut impossible de prouver contre lui la haute trahison selon la loi. Pour le condamner, comme Strafford, par un bill d'*attainder*, le consentement du roi était nécessaire; mais les haines théologiques sont aussi subtiles qu'implacables. A la tête de la poursuite était ce même Prynne que jadis Laud avait fait si odieusement mutiler, avide d'humilier et d'écraser à son tour son ennemi. Après de longs débats, où l'archevêque déploya plus d'habileté et de prudence qu'on n'en devait attendre, une simple ordonnance des deux chambres, votée seulement

par sept lords, et illégale même selon les traditions de la tyrannie parlementaire, prononça sa condamnation [1]. Il mourut avec un pieux courage, uniquement préoccupé de son mépris pour ses adversaires et de ses craintes pour l'avenir du roi. Les autres procès eurent la même issue; et, en six semaines, l'échafaud fut dressé cinq fois sur Tower-Hill [2], plus souvent qu'il n'était encore arrivé depuis l'origine de la révolution [3]. Les mesures d'ordre général étaient dirigées dans le même sens. Huit jours avant l'exécution de Laud [4], la liturgie de l'Église anglicane, jusque-là tolérée, fut définitivement abolie; et, sur la proposition de l'assemblée des théologiens, un livre intitulé : *Directions pour le culte public*, reçut à sa place la sanction du parlement [5]. Les chefs du parti

(1) Selon les journaux de la chambre haute, vingt lords siégeaient le jour où Laud fut condamné ; mais probablement plusieurs sortirent avant le vote ; car il résulte de documents certains que la majorité qui le condamna était composée seulement des comtes de Kent, Pembroke, Salisbury, Bolingbroke, et des lords North, Grey de Warke et Bruce. (Somer's *Tracts*, t. II, p. 287.) Plus tard même, lord Bruce nia qu'il eût voté.

(2) Sir Alexandre Carew fut exécuté le 23 décembre 1644 ; John Hotham le fils, le 1er janvier 1645 ; sir John Hotham le père, le 2 janvier ; Laud, le 10 janvier ; et lord Macguire, le 20 février.

(3) *State-Trials*, t. IV, col. 315-626, 653-754. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 315, 329-322. — Whitelocke, p. 68, 109.

(4) Le 3 janvier 1645.

(5) Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 127.

n'ignoraient pas que cette innovation rencontrerait de vives résistances, et s'inquiétaient peu de son succès ; mais, pour retenir le pouvoir près de leur échapper, ils avaient besoin de tout l'appui des presbytériens fanatiques, et ne leur refusaient plus rien. Les indépendants, de leur côté, mettaient tout en œuvre pour faire adopter dans la chambre haute l'ordonnance décisive ; les pétitions recommençaient, quelques unes même menaçantes, et demandant que les lords et les communes siégeassent dans une seule assemblée [1]. Un jeûne solennel fut ordonné [2] pour appeler sur une délibération si grave les lumières du Seigneur ; les deux chambres assistèrent seules aux sermons prêchés ce jour-là dans Westminster, sans doute pour laisser aux prédicateurs une plus libre carrière ; et Vane et Cromwell avaient eu soin de les choisir [3]. Enfin, après des messages et des conférences répétées, les communes se rendirent en corps à la chambre haute pour réclamer l'adoption de l'ordonnance [4]; mais la résolution des lords était prise,

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 5. — Lingard, *Hist. of England*, t. X, p. 282. — Whitelocke, p. 114.

[2] Pour le 18 décembre.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 258 et suiv. — Whitelocke, p. 114.

[4] Le 13 janvier 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 333-337. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 7. — Whitelocke, p. 118.

et le jour même de cette éclatante démarche, l'ordonnance fut rejetée.

La victoire semblait grande et le moment propice pour en profiter. Les négociations d'Uxbridge approchaient. Sur les instances des membres réfugiés qui venaient d'ouvrir obscurément à Oxford leur seconde session, Charles avait enfin consenti [1] à donner aux chambres de Westminster le nom de parlement. « Si j'avais eu dans mon » conseil, écrivait-il à la reine, seulement deux » personnes de mon avis, je n'aurais jamais » cédé [2]. » Il avait en même temps désigné ses commissaires [3] : presque tous souhaitaient la paix. Parmi ceux du parlement [4], Vane, Saint-

(1) Vers la fin de décembre 1644.

(2) Lettre du roi à la reine, du 2 janvier 1645. Dans les *Éclaircissements et Pièces historiques* joints aux *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 394, dans ma *Collection*.

(3) Le duc de Richmond, le marquis de Hertford, les comtes de Southampton, de Kingston et de Chichester; les lords Capel, Seymour, Hatton et Colepepper; le secrétaire d'État Nicholas, sir Édouard Hyde, sir Édouard Lane, sir Orlando Bridgeman, sir Thomas Gardiner, M. John Ashburnham, M. Geoffroi Palmer, le D. Stewart, et leur suite; en tout cent huit personnes.

(4) Les comtes de Northumberland, de Pembroke, de Salisbury et de Denbigh, lord Wenman, MM. Denzil Hollis, William Pierpoint, Olivier Saint-John, Whitelocke, John Crew, Edmond Prideaux, et sir Henri Vane, pour le parlement d'Angleterre; le comte de Lowden, le marquis d'Argyle, les lords Maitland et Balmerino, sir Archibald Johnston, sir Charles Erskine, sir John Smith, MM. George Dundas, Hugh Kennedy, Robert Berkley et Alexandre Henderson pour le parlement d'Écosse, avec leur suite; en tout cent huit personnes.

John et Prideaux formaient seuls d'autres desseins. Le 29 janvier, les négociateurs arrivèrent à Uxbridge, pleins de bonne volonté et d'espérance.

Ils s'accueillirent des deux parts avec empressement et courtoisie. Tous se connaissaient depuis longtemps; plusieurs, avant ces funestes dissensions, étaient liés d'amitié. Le soir même de leur arrivée, Hyde, Colepepper, Palmer, Whitelocke, Hollis, Pierpoint, se visitèrent librement, se félicitant de travailler ensemble à la paix de leur pays. On remarquait pourtant, dans les commissaires de Westminster, plus d'embarras et de réserve, car ils portaient le joug d'un maître plus rude et plus méfiant. Les négociations devaient durer vingt jours, et avoir surtout pour objet la religion, la milice et l'Irlande. Il fut convenu que chacune de ces questions serait débattue pendant trois jours, sauf à les reprendre alternativement. Tant qu'il ne s'agit que de ces arrangements préliminaires, tout fut facile; la confiance était entière et la politesse recherchée. Mais quand la discussion officielle commença enfin [1] autour de la table carrée où s'asseyaient les négociateurs,

[1] Le 30 janvier 1645.

toutes les difficultés reparurent. Chacune des factions parlementaires avait son intérêt fondamental dont elle ne voulait rien céder, les presbytériens l'établissement privilégié de leur Église, les politiques le commandement de la milice, les indépendants la liberté de conscience; et le roi, obligé de céder à toutes, n'obtenait de chacune d'elles que des sacrifices auxquels les autres se refusaient absolument. L'un et l'autre parti d'ailleurs se demandait toujours si, la paix faite, le pouvoir serait dans ses mains, car ni l'un ni l'autre ne voulait traiter qu'à ce prix. Ouvert d'abord sur l'affaire de la religion, le débat prit bientôt le caractère d'une controverse théologique; on argumenta au lieu de négocier; on eut plus à cœur d'avoir raison que de faire la paix. Peu à peu l'aigreur s'établit dans ces relations naguère si bienveillantes; elle se glissa même dans ces conversations familières où quelques uns des négociateurs essayaient quelquefois de lever les obstacles qui les avaient arrêtés. Parmi les commissaires d'Oxford, Hyde surtout était recherché par ceux de Westminster qui le savaient homme sage et en crédit auprès du roi. Lord Lowden, chancelier d'Écosse, et les comtes de Pembroke et de Denbigh s'entretinrent longuement avec lui, et à cœur ou-

vert, des dangers de l'avenir, des sinistres desseins qui fermentaient dans le parlement, de la nécessité que le roi cédât beaucoup pour tout sauver. Hyde se prêtait volontiers à ces communications ; mais la susceptibilité de son amour-propre, la roideur hautaine de sa raison, son ton sec et moqueur, sa dédaigneuse probité, offensaient et rebutaient presque toujours ceux qui avaient voulu se rapprocher de lui. Le moindre incident faisait éclater tous ces embarras de la situation et l'impuissance des désirs pacifiques des négociateurs. Un jour de marché, dans l'église d'Uxbridge, en présence d'un peuple nombreux, un nommé Love, prédicateur fanatique, naguère arrivé de Londres, prêcha contre les royalistes et le traité avec la plus injurieuse violence : « Il n'en » faut, dit-il, rien attendre de bon; ces gens-là » sont venus d'Oxford le cœur plein de sang ; ils ne » veulent qu'amuser le peuple, en attendant qu'ils » puissent lui faire quelque grand mal ; il y a aussi » loin entre ce traité et la paix qu'entre le ciel et » l'enfer. » Les commissaires du roi demandèrent le châtiment de cet homme, mais ceux de Westminster n'osèrent rien de plus que le renvoyer d'Uxbridge [1]. De mauvais bruits couraient sur les

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 279-316.— Rushworth,

véritables intentions du roi Tout en cédant, disait-on, aux vœux de son conseil, il ne voulait point de la paix, promettait toujours à la reine de ne rien conclure sans son aveu, et s'appliquait bien plus à fomenter les dissensions intérieures des chambres qu'à s'entendre vraiment avec elles. On le soupçonnait même de traiter sous main avec les papistes d'Irlande pour s'en faire une armée; et les plus solennelles protestations de ses commissaires ne parvenaient pas à dissiper sur ce point les méfiances de la cité.

Cependant le terme fixé aux négociations approchait : le parlement se montrait peu enclin à les prolonger. Désolés de se voir si près de se séparer sans résultat, les amis de la paix concertèrent un dernier effort [1]. Il leur sembla que quelque concession du roi au sujet de la milice, par exemple l'offre d'en remettre pour quelques années le commandement à des chefs dont les chambres nommeraient la moitié, ne serait pas sans efficacité. Lord Southampton se rendit en toute hâte à Oxford pour l'obtenir du roi. Charles refusa d'abord; le comte insista; d'autres se joignirent à lui,

part. 3, t. II, p. 848-926. — Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 123 et suiv.

[1] Vers le milieu de février 1645.

suppliant à genoux le roi, au nom de sa couronne et de son peuple, de ne pas repousser ce moyen de négocier encore. Charles céda enfin; et le désir de la paix était si vif parmi ses conseillers que, dans leur joie, toutes les difficultés leur parurent aplanies. Fairfax et Cromwell étaient au nombre des commissaires à qui le roi devait proposer lui-même que le commandement de la milice fût remis. Le soir, au souper, la gaieté régnait à la table royale : le roi se plaignit que son vin n'était pas bon : « J'espère, dit en riant un des convives, que » dans peu de jours votre Majesté en boira de meil- » leur à Guildhall avec le lord maire. » Le lendemain matin, lord Southampton, repartant pour Uxbridge, se présenta chez le roi pour recevoir par écrit les instructions convenues; mais, à son extrême surprise, Charles retira sa promesse, et se refusa définitivement à la concession [1].

Une lettre de Montrose, arrivée dans la nuit du fond de l'Écosse, avec une rapidité presque sans exemple, avait décidé ce brusque changement. Quinze jours auparavant [2], à Inverlochy, dans le

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 316-319. — Welwood, *Memoirs*, p. 62, 63, édit. de 1718. — Banks, *A critical Review of the life of Oliver Cromwell*. (Londres, 1769, p. 108-112.)

[2] Le 2 février 1645. La lettre est du 3 février.

comté d'Argyle, Montrose avait remporté sur les troupes écossaises, commandées par Argyle lui-même, une éclatante victoire. Après en avoir rendu compte au roi : « Sire, ajoutait-il, que votre Ma-
» jesté sacrée me permette maintenant de lui
» exprimer mon humble opinion sur ce que me
» mandent mes amis du midi, savoir que votre
» Majesté est en négociation avec son rebelle par-
» lement. Autant le succès de vos armes en Écosse
» m'avait réjoui le cœur, autant cette nouvelle
» d'Angleterre est venue le briser. La dernière fois
» que j'eus l'honneur de voir votre Majesté, je lui
» exposai tout au long ce que je sais si bien des
» desseins de ses rebelles sujets dans les deux
» royaumes; et votre Majesté peut se souvenir
» combien elle était alors convaincue que j'avais
» raison. Je suis sûr que depuis lors il n'est rien
» arrivé qui ait pu faire changer à ce sujet le juge-
» ment de votre Majesté. Plus elle accordera, plus
» on lui demandera; et je n'ai que trop de motifs
» de tenir pour certain qu'ils ne se contenteront
» pas à moins que de faire de votre Majesté un roi
» de paille. Pardonnez-moi, mon auguste et sacré
» souverain, si j'ose dire à votre Majesté que, dans
» mon humble opinion, il est indigne d'un roi de
» traiter avec des sujets rebelles tant qu'ils ont

» l'épée à la main. A Dieu ne plaise que je veuille » retenir les miséricordes de votre Majesté; mais » je frémis d'horreur quand je pense qu'il s'agit » d'un traité pendant que votre Majesté et ces » gens-là sont en campagne avec deux armées. » Permettez-moi d'assurer en toute humilité votre » Majesté qu'avec les bénédictions de Dieu je suis » en bon chemin pour faire rentrer ce royaume » sous son pouvoir; et si les mesures que j'ai con- » certées avec vos autres loyaux sujets ne man- » quent pas, ce qui n'est guère à supposer, avant » la fin de cet été je serai en état d'aller au secours » de votre Majesté avec une brave armée; et, sou- » tenue par la justice de votre cause, elle fera » tomber sur ces rebelles, en Angleterre comme » en Écosse, le juste châtiment de leur rébellion. » Souffrez seulement, sire, qu'après avoir réduit » ce pays sous votre obéissance, et conquis de Dan » à Beersebah, je dise à votre Majesté, comme le » lieutenant du roi David disait à son maître : — » Viens toi-même, de peur que ce pays ne soit » appelé par mon nom; — car dans toutes mes » actions, je n'ai rien à cœur que la gloire et l'in- » térêt de votre Majesté [1]. »

Cette lettre avait rendu au roi ses plus hautes

[1] Welwood, *Memoirs*, etc., Appendice, p. 302-308.

espérances; moins confiant, lord Southampton cessa pourtant d'insister, et rapporta à Uxbridge un refus, sans en expliquer la cause. Les conférences furent rompues [1], et les chefs presbytériens rentrèrent à Westminster, le cœur navré d'un échec qui les replongeait dans tous les périls de leur situation [2].

En leur absence, elle s'était fort aggravée. Contraints d'abandonner, pour le moment du moins, l'ordonnance du renoncement à soi-même, les indépendants avaient tout à coup reporté sur la mesure qui devait l'accompagner, la réorganisation de l'armée, leurs plus ardents efforts. En peu de jours, tout avait été préparé, concerté, arrêté : le plan, la forme, la dépense, les moyens d'y pourvoir [3]. Une seule armée devait être sur pied désormais, forte de vingt et un mille hommes, et commandée par un seul général, investi même du droit de nommer tous les officiers, sauf l'approbation du parlement. Fairfax était cet homme. Depuis longtemps l'éclat de sa bravoure, la franchise de son caractère, le bonheur de ses expé-

(1) Le 22 février 1645.

(2) Whitelocke, p. 128.

(3) La nouvelle armée devait coûter par mois 56,135 livres sterling, environ 1,303,375 francs imposés sur dix-neuf comtés. (Rushworth, part. 4, t. I, p. 8-13.)

ditions, l'enthousiasme guerrier dont s'animaient autour de lui les soldats, attiraient sur lui les regards; et Cromwell avait répondu en public à la chambre, en secret au parti, de la convenance de ce choix. Essex conservait son titre, Waller et Manchester leur commission, mais sans l'ombre même du pouvoir. Dès le 28 janvier, l'ordonnance qui réglait l'exécution de la mesure fut envoyée aux lords. Ils essayèrent d'en retarder au moins l'adoption, tantôt par des amendements, tantôt par la lenteur des débats. Mais ici la résistance était difficile, car l'ordonnance avait le suffrage du public, convaincu que la multiplicité des armées et de leurs chefs était la vraie cause de la prolongation de la guerre et de son inefficacité. Fortes de cet appui, les communes insistèrent sans relâche, les lords cédèrent, l'ordonnance fut adoptée [1]; et le 19 février, deux jours avant la rupture des négociations d'Uxbridge, Fairfax, introduit dans la chambre, reçut d'un air simple et modeste, debout à côté du siége qu'on lui avait fait préparer, les compliments officiels de l'orateur [2].

(1) Le 15 février 1645.

(2) Whitelocke, p. 127, 131. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 340-344. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 7-13. — *Mémoires* de Hollis, p. 40 et suiv., dans ma *Collection*.

De retour à Westminster, les chefs presbytériens tentèrent de revenir sur cette défaite. La chambre haute se plaignit amèrement de discours outrageants, menaçants même, tenus naguère sur son compte, et du bruit partout répandu que les communes méditaient l'abolition de la pairie. Les communes répondirent par une déclaration solennelle de leur profond respect pour les droits des lords, et de leur ferme résolution de les maintenir [1]. Les commissaires écossais adressèrent aux chambres [2], au nom du covenant, une remontrance à la fois aigre et timide [3]. Les communes, sans s'en inquiéter, transmirent aux lords une ordonnance nouvelle qui étendait encore les pouvoirs de Fairfax, et retranchait de sa commission l'ordre, jusque-là répété dans tous les actes analogues : «De veiller à la sûreté de la per» sonne du roi.» Les lords en votèrent le rétablissement [4] ; les communes s'y refusèrent : «Cette » phrase n'est bonne, dirent-elles, qu'à embar» rasser les soldats, en permettant au roi de se » hasarder à la tête de son armée, sans jamais

(1) Le 24 mars 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 348-350.

(2) Le 3 mars 1645.

(3) *Parl. Hist.*, t. III, col. 346.

(4) Le 29 mars 1645.

» courir aucun danger. » Les lords persistèrent; et dans trois débats successifs, malgré les plus vives démarches des communes, les suffrages se partagèrent également, dans la chambre haute, sur cette question [1]. Tout demeurait en suspens: les communes déclarèrent que, pour elles, ayant fait maintenant tout ce qui était en leur pouvoir, si le retard entraînait quelque malheur, les lords seuls en répondraient au pays [2]. Ceux-ci commençaient à se lasser d'une résistance dont ils prévoyaient non-seulement la vanité, mais le terme prochain. Sur ces entrefaites, le marquis d'Argyle arriva d'Écosse : presbytérien quant à l'Église, il penchait en politique vers des intentions plus hardies; et les indépendants, Vane et Cromwell surtout, contractèrent bientôt avec lui d'intimes relations. Argyle d'ailleurs avait à venger de récentes injures : esprit souple et profond, d'une activité passionnée, mais plus ferme dans le conseil que sur le champ de bataille, il n'avait assisté naguère que du milieu du lac d'Inverlochy à la défaite des Écossais par Montrose, et sa barque avait pris la fuite dès que, sur le bord, il

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 350-351.

(2) Le 31 mars 1645. *Ibid.*

avait vu fuir ses soldats [1]. Depuis ce jour, en Angleterre comme en Écosse, les cavaliers ne parlaient de lui qu'avec insulte, et leur complet abaissement pouvait seul laver ses affronts. Il employa son influence à détourner les commissaires écossais, et quelques chefs presbytériens, d'une plus longue opposition, non-seulement à la réorganisation de l'armée, mais à l'ordonnance du renoncement à soi-même; opposition, leur dit-il, qui mettait tout en souffrance, et serait tôt ou tard surmontée par la nécessité [2]. Essex voyait chanceler de jour en jour la résolution de ses amis. Décidé à devancer leur faiblesse, il annonça qu'il voulait donner sa démission, et, le 1er avril, se levant dans la chambre haute, un papier à la main, car il était tout à fait inhabile dans l'art de parler [3] : « Milords, dit-il, j'ai accepté cette » grande charge par obéissance aux ordres des » deux chambres; j'ai pris en main leur épée; et » j'ose dire que, depuis trois ans, je vous ai fidè» lement servis, sans échec, je l'espère, pour » mon honneur, sans dommage pour le public.... » Je vois maintenant, par l'apparition de toutes

(1) Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, etc., t. III, p. 294.

(2) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 6.

(3) *Ibid.*, p. 7.

» ces ordonnances, que la chambre des communes
» souhaite que ma commission expire. Si j'ai tant
» tardé à la remettre moi-même, ce n'est point
» par aucun motif personnel, quels que soient les
» propos qu'on en fasse courir. Beaucoup de per-
» sonnes n'ignorent pas que je le voulais faire
» après la délivrance de Glocester, et que des in-
» stances fondées, me dit-on, sur le bien public,
» me firent seules renoncer à ce dessein. Je l'ac-
» complis maintenant; je rends ma commission
» aux mains de qui je l'ai reçue, et souhaite sin-
» cèrement que ce soit, aux maux qui nous tra-
» vaillent, un aussi bon remède que quelques per-
» sonnes semblent le penser. Il n'y a, je crois,
» point d'inconvenant orgueil à prier les chambres
» que ceux de mes officiers qui seront mis à l'é-
» cart reçoivent, pour se soutenir, une portion
» des arrérages qui leur sont dus, et que le reste
» leur soit garanti sur la foi publique... Milords,
» je sais que, dans le triste état de nos affaires,
» les méfiances ne peuvent être évitées; cependant
» il serait, je crois, de la sagesse comme de la
» charité, d'y mettre quelques limites, assez du
» moins pour qu'elles n'amènent pas notre ruine.
» J'espère que de ma part cet avis ne paraîtra pas
» hors de saison; il ne vient que de mon dévoue-

» ment au parlement, dont je souhaiterai toujours, » et du fond du cœur, la prospérité, quoi qu'il » m'en puisse arriver. Je ne suis pas en ce genre » l'unique exemple de la destinée que je subis [1].»

Ce discours, si triste et si digne, fit dans la chambre haute l'effet d'une délivrance. Elle se hâta d'informer les communes qu'elle adoptait sans amendement leur nouvelle ordonnance sur la réorganisation de l'armée. A l'instant même, les comtes de Denbigh et de Manchester donnèrent, comme Essex, leur démission. La chambre vota en leur faveur, pour ce patriotique sacrifice, des remercîments et des promesses auxquelles les communes s'empressèrent d'adhérer. Dès le lendemain [2], une ordonnance de renoncement à soi-même, un peu différente de la première, mais qui avait les mêmes résultats, passa sans obstacle dans la chambre haute [3]; et beaucoup de gens se félicitèrent de voir enfin terminée cette lutte qui leur avait causé tant d'effroi.

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 352.

(2) Le 3 avril 1645.

(3) *Parl. Hist.*, t. III, col. 353, 355. Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques*, n° VI.

LIVRE SIXIÈME.

Formation de l'armée des indépendants. — Cromwell conserve son commandement. — Campagne de 1645. — Alarmes du parlement. — Bataille de Naseby. — Le parlement saisit et publie la correspondance privée du roi. — Décadence du parti royaliste dans l'ouest. — Fuite et anxiété du roi. — Victoires de Montrose en Écosse. — Le roi tente d'aller le joindre, mais sans succès. — Défaite de Montrose. — Séjour du roi à Newark. — Il rentre à Oxford, et essaie de renouer des négociations avec le parlement. — Le parlement s'y refuse. — Nouvelles élections. — Le roi traite avec les insurgés irlandais. — Le traité est découvert. — Défaite des derniers corps royalistes. — Le roi s'évade d'Oxford, et se réfugie dans le camp des Écossais.

1645-1646.

A peine Essex et Manchester avaient donné leur démission, que Fairfax quitta Londres [1], et fixant à Windsor son quartier général, se mit à l'œuvre sans relâche pour former, de leurs armées, l'armée nouvelle qu'il devait commander. On avait prédit à cette grande opération de violentes résistances;

[1] Le 3 avril 1645.

et Cromwell, que devait atteindre, comme Essex et Manchester, l'ordonnance du renoncement à soi-même, avait repoussé ces craintes, protestant que, pour lui, « ses soldats avaient appris à mar- » cher ou à demeurer, à combattre ou à poser les » armes d'après les ordres du parlement. » Quelques séditions éclatèrent pourtant, à Reading surtout, où se trouvaient cinq régiments de l'infanterie d'Essex, et dans le comté de Hertford où étaient cantonnés huit escadrons de sa cavalerie, sous les ordres du colonel Dalbier. La présence de Skippon, nommé major général de la nouvelle armée, et sa rude mais sympathique éloquence, suffirent à calmer les régiments de Reading [1]. Ceux de Dalbier hésitèrent plus longtemps ; le bruit courut même à Londres qu'ils se disposaient à partir pour Oxford; et Saint-John, toujours haineux et emporté, écrivit aux meneurs du comté de Hertford qu'il fallait tomber brusquement et à main armée sur ces factieux. Mais, par l'influence de quelques uns des officiers déjà réformés et d'Essex lui-même, Dalbier se soumit enfin et rejoignit le quartier général. A vrai dire, le mécontentement était peu animé parmi les soldats, et ils se résignaient sans

(1) Le 6 avril.

peine à leurs nouveaux chefs. Le parlement leur fit distribuer quinze jours de solde, et ordonna la mise en vente des biens séquestrés de quelques délinquants pour faire face aux plus pressantes réclamations. Les soldats de Cromwell se mutinèrent aussi, malgré ses promesses, déclarant qu'ils ne voulaient servir que sous lui ; et Cromwell seul eut sur eux assez d'empire pour les faire rentrer dans le devoir. Au premier bruit de leur insurrection, il partit pour aller, dit-il, rendre aux chambres ce dernier service avant de quitter son commandement. Vers le 20 avril, l'opération générale était presque accomplie; tous les corps nouveaux s'organisaient sans obstacle : à Londres seulement, l'agitation se prolongeait par le concours des officiers réformés qui y affluaient tous, soit pour solliciter le paiement de leurs arrérages, soit pour attendre les événements [1].

A Oxford, le roi et la cour étaient pleins d'espérance. Après la rupture des négociations d'Uxbridge, et malgré les brillantes nouvelles d'Écosse, Charles avait ressenti quelque inquiétude. Quoique peu empressé pour la paix, il avait besoin que le parti pacifique dominât dans Westminster,

[1] *Mémoires* de Hollis, p. 45-51, dans ma *Collection*.— Rushworth, part. 4, t. I, p. 17.

et sa défaite l'effraya un moment. Il résolut alors de se séparer de son fils, Charles, prince de Galles, qui touchait à sa quinzième année, et de l'envoyer, avec le titre de généralissime, dans les comtés de l'ouest, soit pour donner à ces comtés si fidèles un chef capable d'animer encore leur dévouement, soit pour diviser les périls qui pouvaient menacer la royauté. Hyde et les lords Capel et Colepepper furent chargés d'accompagner le prince, et de tout diriger en son nom. Telle était en ce moment la tristesse des pensées du roi, qu'il s'entretint plusieurs fois avec Hyde de ce qui arriverait s'il tombait lui-même aux mains des rebelles, et le fit sonder indirectement par lord Digby pour savoir si, au besoin et sans ordres, même contre des ordres apparents, il se déciderait à faire sortir le prince d'Angleterre, et à l'emmener sur le continent. « De telles questions, répondit Hyde, ne se » peuvent résoudre qu'au jour de la nécessité. » Et, le 4 mars, le prince et ses conseillers prirent congé du roi qu'ils ne revirent jamais [1]. Mais, un mois après, quand on sut à Oxford quels obstacles rencontrait la réorganisation de l'armée parlementaire, quand on vit des régiments en insur-

[1] Clarendon, *Mémoires*, t. I, p. 257-266, dans ma *Collection*. *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 321-326.

rection et les officiers les plus illustres à l'écart, la confiance et la gaieté reparurent parmi les cavaliers. Bientôt ils ne parlèrent plus qu'avec dérision de cette cohue de paysans et d'artisans prédicateurs, insensés au point de chasser les généraux dont le nom et l'habileté avaient fait leur force, et commandés maintenant par des officiers aussi obscurs, aussi novices que leurs soldats. Les chansons, les quolibets, les calembours se renouvelaient chaque matin contre le parlement et ses défenseurs; et le roi, en dépit de sa gravité, se laissait persuader à ces commodes arguments ([1]). Il avait d'ailleurs de secrètes espérances, nées d'intrigues qu'ignoraient même ses plus intimes affidés.

Vers la fin d'avril, Fairfax annonça que, sous peu de jours, il ouvrirait la campagne. Cromwell arriva à Windsor pour baiser, dit-il, la main du général, et lui apporter sa démission. En le voyant entrer dans sa chambre : « Je viens de recevoir, » lui dit Fairfax, du comité des deux royaumes, » un ordre qui vous touche; il vous charge de vous » porter sur-le-champ, avec quelques escadrons, » sur la route d'Oxford à Worcester, pour inter- » cepter les communications entre le prince Robert

([1]) May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 302, dans ma *Collection*. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 172, *ibid.*

» et le roi [1]. » Le soir même Cromwell était parti; et en cinq jours, avant qu'aucun autre corps de la nouvelle armée se fût mis en mouvement, il avait battu les royalistes en trois rencontres [2], pris la place de Blechington [3], et rendu compte aux chambres de ses succès [4]. « Qui donc m'amènera » ce Cromwell, mort ou vif? » s'écria le roi [5], tandis qu'à Londres on se félicitait qu'il n'eût pas encore donné sa démission.

A peine une semaine s'était écoulée, et déjà le parlement avait décidé qu'il ne la donnerait point. La campagne avait commencé [6]. Le roi, sorti d'Oxford [7], avait rejoint le prince Robert, et s'avançait rapidement vers le nord, soit pour faire lever le siége de Chester, soit pour combattre l'armée écossaise, et reprendre de ce côté ses anciens avantages : s'il y réussissait, il demeurait libre de menacer à son choix l'est ou le midi; et Fairfax, en route vers l'ouest pour délivrer l'importante

(1) Sprigg, *Anglia rediviva*, p. 10 (in-folio, Londres, 1647). — Rushworth, part. 4, t. I, p. 23.

(2) Le 24 avril à Islipbridge, le 26 à Witney, et le 27 à Bambton-Bush.

(3) Le 24 avril.

(4) *Parl. Hist.*, t. III, col. 359. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 24.

(5) Banks, *A critical Review*, etc., p. 23.

(6) Le 30 avril.

(7) Le 7 mai.

place de Taunton, que serrait de près le prince de Galles, ne pouvait s'opposer à ses progrès. On rappela Fairfax ([1]); mais en attendant, Cromwell seul était en mesure de surveiller les mouvements du roi. Il eut ordre, malgré l'ordonnance, de continuer son service pendant quarante jours ([2]). Sir William Brereton, sir Thomas Middleton et sir John Price, officiers distingués et membres des communes, reçurent des ordres semblables ([3]), soit par des motifs de même nature, soit pour que Cromwell ne parût pas seul excepté.

Fairfax se hâta de revenir; le roi avait continué sa marche vers le nord : à Londres, sans qu'on sût bien pourquoi, les craintes s'étaient un peu calmées; aucune armée royaliste ne couvrait plus Oxford, toujours le foyer de la guerre au centre du royaume ; le parlement se croyait dans la place des intelligences assurées; Fairfax eut ordre de l'investir ([4]). S'il s'en emparait, c'était un succès immense ; si le siége traînait en longueur, il pou-

([1]) Le 6 mai.

([2]) Le 10 mai. *Parl. Hist.*, t. III, col. 361. — *Mémoires* de Hollis, p. 51. — Whitelocke, p. 140.

([3]) Whitelocke, p. 140.

([4]) Le 17 mai; le siége commença le 22. Rushworth, part. 4, t. I, p. 33. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 364, 369-373. — *Journals of the house of Lords.*

vait de là se porter sans obstacle sur tous les points que menacerait le roi. Cromwell le rejoignit devant Oxford.

Ils étaient à peine réunis que les alarmes recommencèrent dans Londres, et bien plus vives. Chaque jour de mauvaises nouvelles arrivaient du nord; l'armée écossaise, au lieu de marcher à la rencontre du roi pour le contenir ou le combattre, s'était repliée vers les frontières d'Écosse, par nécessité, selon les uns, et pour être en mesure de s'opposer aux progrès toujours croissants de Montrose dans ce royaume; par humeur, disaient les autres, et parce que les chambres se refusaient à subir le joug des presbytériens et des étrangers [1]. Quoi qu'il en fût, à la faveur de cette retraite, le roi n'avait pas même eu besoin, pour débloquer Chester, d'arriver jusque sous les murs; tranquille sur cette place, son moyen de communication avec l'Irlande, il se dirigeait vers les comtés confédérés de l'est, jusque-là le rempart et la force du parlement. A tout prix, il fallait les sauver de cette invasion. Nul n'y pouvait réussir aussi bien que Cromwell, car là surtout s'exerçait son influence; là avaient commencé son corps de

[1] *Old Parl. Hist.*, t. XIII, p. 474, 488.

troupes et ses exploits. Il reçut l'ordre de se porter sur-le-champ du côté de Cambridge, et de prendre en main la défense de la confédération [1].

Un péril plus pressant le fit bientôt rappeler. Huit jours après son départ, on apprit que le roi venait d'emporter d'assaut la riche ville de Leicester [2], et que, dans l'ouest, Taunton, un moment délivré par un détachement de l'armée de Fairfax, était de nouveau étroitement assiégé [3]. La consternation fut profonde : les presbytériens triomphaient : « Voilà, disaient-ils, le fruit de cette » réorganisation tant vantée; depuis qu'elle est » accomplie, qu'a-t-on vu? des tâtonnements et » des revers. Le roi emporte en un jour nos meil» leures places, et votre général reste immobile » devant Oxford, attendant sans doute que les » femmes de la cour aient peur et lui ouvrent les » portes [4]. » Pour toute réponse, une pétition du conseil commun fut présentée à la chambre haute [5]; elle imputait tout le mal à l'inertie des Écossais, aux retards qu'éprouvait encore le re-

(1) Rushworth, part. 4, t. I, p. 35. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 305. — *Mémoires* de Hollis, p. 51.

(2) Le 1er juin 1645.

(3) Whitelocke, p. 144.

(4) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 50.

(5) Le 5 juin 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 365.

crutement de l'armée, à la prétention qu'avaient les chambres de gouverner de loin les opérations de la guerre, et demandait qu'on donnât au général plus de liberté, aux Écossais de plus fermes avis, à Cromwell son ancien commandement. En même temps Fairfax eut ordre ([1]) de quitter le siége d'Oxford, de chercher le roi, et de le combattre à tout prix. En partant il écrivit aux chambres pour redemander à son tour Cromwell, indispensable, dit-il, au commandement de la cavalerie, et seize colonels avaient signé la lettre ([2]). Les lords ajournèrent leur réponse, mais l'autorisation des communes fut prompte et jugée suffisante. Fairfax en informa aussitôt Cromwell ([3]) : tous les corps pressèrent leur marche; et le 12 juin, un peu à l'ouest de Northampton, quelques cavaliers parlementaires, envoyés en reconnaissance, donnèrent tout à coup sur un détachement de l'armée du roi.

Il était loin de s'attendre à leur approche : instruit du blocus d'Oxford, et cédant à l'effroi de la cour assiégée qui le conjurait de revenir ([4]), il

([1]) Le 5 juin.
([2]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 368.
([3]) Le 11 juin. Rushworth, part. 4, t. I, p. 39.
([4]) *Mémoires* du roi Jacques II, t. I, p. 37, dans ma *Collection*

avait renoncé à son expédition dans les comtés du nord et de l'est, pour aller débloquer son quartier général. Mais sa confiance n'était point ébranlée; une nouvelle victoire de Montrose avait même exalté récemment ses esprits (1) : « Depuis la rébel» lion, écrivait-il à la reine (2), mes affaires n'ont » jamais été en si bon état. » Aussi suivait-il lentement sa route, s'arrêtant aux lieux qui lui plaisaient, passant ses journées à la chasse, et laissant à ses cavaliers, encore plus confiants que lui, presque autant de liberté (3). Au premier bruit de l'apparition des parlementaires, il se replia du côté de Leicester, pour y rallier ses troupes et attendre celles qui devaient lui arriver sous peu, soit du pays de Galles, soit des comtés de l'ouest. Le lendemain (4), à l'heure du souper, sa sécurité était la même, et il ne songeait point à livrer bataille (5). Mais on vint lui dire que des escadrons parlementaires inquiétaient son arrière-garde. De-

(1) Remportée à Auldearn, dans le comté de Nairn, au nord de l'Écosse, le 4 mai 1645.

(2) Le 9 juin 1645. *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 410, dans ma *Collection*.

(3) Rushworth, part. 4, t. I, p. 40. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII. p. 51.

(4) Le 13 juin 1645.

(5) *Memoirs of sir John Evelyn*, t. II, *Appendice*, p. 97, dans une lettre du roi au secrétaire d'État Nicholas, en date du 13 juin.

puis quelques heures Cromwell était à l'armée (1). Un conseil de guerre fut aussitôt convoqué ; et vers minuit, malgré la résistance de plusieurs officiers qui demandaient qu'on attendît les renforts, le prince Robert fit décider qu'à l'instant même on rebrousserait chemin pour aller au devant de l'ennemi (2).

La rencontre eut lieu le lendemain matin (3), sur le plateau de Naseby, au nord-ouest de Northampton. A l'aube du jour, l'armée du roi était en bataille sur une petite hauteur, dans une position avantageuse. Des éclaireurs, envoyés pour reconnaître les parlementaires, revinrent au bout de deux heures, disant qu'ils ne les voyaient point. Robert, impatienté, alla lui-même à la découverte avec quelques escadrons ; il fut convenu que l'armée resterait immobile jusqu'à son retour. A peine avait-il fait une demi-lieue que l'avant-garde ennemie parut, en marche elle-même vers les cavaliers. Dans son emportement, le prince crut voir qu'elle se retirait, et continua d'avancer, en faisant dire au roi de venir le joindre en toute

(1) Rushworth, part. 4, t. I, p. 41. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 307.

(2) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 53.

(3) Le 14 juin 1645.

hâte de peur que l'ennemi ne leur échappât. Vers dix heures, les royalistes arrivèrent, un peu troublés de la précipitation de leur mouvement; et Robert, à la tête de la cavalerie de l'aile droite, se lança aussitôt sur l'aile gauche des parlementaires, commandée par Ireton, qui devint peu après gendre de Cromwell ([1]). Presque au même moment, Cromwell, dont les escadrons occupaient l'aile droite, attaqua l'aile gauche du roi, que formaient les cavaliers des comtés du nord, sous le commandement de sir Marmaduke Langdale; et peu d'instants après, les deux infanteries placées au centre, l'une sous les ordres de Fairfax et Skippon, l'autre sous ceux du roi lui-même, en vinrent pareillement aux mains. Nulle action n'avait encore été si rapidement générale ni si passionnément acharnée. Les deux armées étaient de force à peu près égale; les cavaliers, ivres de confiance, avaient pour mot de ralliement *la reine Marie;* les parlementaires, fermes dans leur foi, marchaient en chantant : *Dieu est avec nous*. Le prince Robert fit sa première charge avec son bonheur accoutumé; après une vive mêlée, les escadrons d'Ireton se rompirent; Ireton lui-même,

([1]) Le 15 janvier 1647.

l'épaule meurtrie, la cuisse percée d'un coup de lance, tomba un moment aux mains des cavaliers. Mais pendant que Robert, toujours emporté dans la même faute, poursuivait l'ennemi jusqu'aux bagages du camp, bien défendus par des artilleurs, et perdait le temps à les attaquer dans l'espoir du butin, Cromwell, maître de lui-même et des siens comme à Marston-Moor, avait rompu de son côté les escadrons de Langdale; et, laissant à deux de ses officiers le soin d'empêcher qu'ils ne se ralliassent, se hâtait de revenir sur le champ de bataille, où les deux infanteries étaient aux prises. Le combat était là plus vif et plus meurtrier que partout ailleurs. Les parlementaires, chargés par le roi en personne, avaient été mis d'abord en grand désordre; Skippon était grièvement blessé; Fairfax le pressa de se retirer. «Non, » dit-il, tant qu'un homme tiendra, je resterai » ici;» et il donna à sa réserve l'ordre d'avancer. Un coup de sabre abattit le casque de Fairfax; Charles Doyley, colonel de ses gardes, le voyant parcourir tête nue le champ de bataille, s'empressa de lui offrir le sien. «C'est bien comme » cela, Charles, lui dit Fairfax; je n'en ai pas » besoin; » et lui montrant un corps d'infanterie royale que rien n'avait pu entamer : «Ces gens-là

» sont donc inabordables? les avez-vous chargés?
» — Deux fois, général, et sans succès. — Eh
» bien! prenez-les en tête, je les prendrai en
» queue, et nous nous retrouverons au milieu. » Et ils se rejoignirent en effet à travers les rangs enfoncés. Fairfax tua de sa main le porte-étendard, et remit le drapeau à l'un des siens; celui-ci s'en vantait comme d'un exploit de son propre courage : Doyley s'en aperçut et se fâcha. « Laissez-le
» faire, dit Fairfax en passant; j'ai de l'honneur
» assez; qu'il prenne celui-là pour lui. » A leur tour les royalistes pliaient déjà de toutes parts, quand Cromwell parut avec ses escadrons victorieux. A cette vue, Charles désolé se mit en tête du régiment des gardes, seule réserve qui lui restât, pour aller charger ce nouvel ennemi; déjà l'ordre était donné et la troupe en mouvement, quand le comte de Carnewarth, Écossais, qui galopait à côté du roi, saisit tout à coup la bride de son cheval, et s'écriant en jurant : « Vous vou-
» lez donc vous faire tuer? » le détourna brusquement à droite. Les cavaliers les plus rapprochés du roi firent comme lui, sans en comprendre la raison; les autres suivirent, et en un clin d'œil le régiment tout entier tourna le dos à l'ennemi. La surprise devint terreur; tous se dispersèrent dans

la plaine, les uns pour fuir, les autres pour retenir les fuyards. Charles, au milieu d'un groupe d'officiers, criait en vain : « Arrêtez ! arrêtez ! » La débandade ne se ralentit qu'à la vue du prince Robert, de retour enfin sur le champ de bataille avec ses escadrons. Un corps assez nombreux se reforma alors autour du roi, mais de cavaliers en désordre, fatigués, troublés, abattus. Charles, l'épée à la main, les yeux ardents, le désespoir dans tous les traits, se lança deux fois en avant, criant de toutes ses forces : « Messieurs ! encore une charge, et nous regagnons la journée ! » Nul ne le suivit; l'infanterie, partout enfoncée, était en pleine déroute ou déjà prisonnière : il fallut fuir; et le roi, avec deux mille chevaux environ, se jeta du côté de Leicester, laissant son artillerie, ses munitions, ses bagages, plus de cent drapeaux, son propre étendard, cinq mille hommes et tous les papiers de son cabinet au pouvoir du parlement [1].

La victoire dépassait les plus audacieuses espérances : Fairfax se hâta d'en informer les chambres, d'un ton calme et simple, sans allusion ni

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 42-44. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 54-58. — Whitelocke, p. 145. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 305-309.

conseil politique. Cromwell écrivit aussi, mais aux communes seules, comme tenant d'elles seules sa mission; sa lettre finissait en ces termes : « Il n'y » a dans tout ceci que la main de Dieu ; à lui seul » appartient la gloire, et personne n'a à partager » avec lui. Le général vous a servis avec honneur » et fidélité ; le plus grand éloge que je puisse lui » donner, c'est qu'il rapporte tout à Dieu, et ai- » merait mieux mourir que de rien prétendre pour » lui-même : cependant, pour la bravoure, on » peut lui accorder, dans cette circonstance, tout » ce qu'il est possible d'accorder à un homme. Les » gens de bien (il voulait parler des indépendants » enthousiastes) vous ont fidèlement servis; ils sont » pleins de confiance : je vous conjure, au nom de » Dieu, de ne pas les décourager. Je souhaite que » cette affaire engendre, dans le cœur de tous » ceux qui y sont intéressés, l'humilité et la gra- » titude. Je souhaite que celui qui hasarde sa vie » pour le salut de son pays se puisse confier en » Dieu pour la liberté de sa conscience, en vous » pour la liberté au nom de laquelle il combat [1]. »

Quelques uns s'offensèrent de voir un lieutenant du général, un serviteur du parlement, di-

[1] Rushworth, part. 4, t. 1, p. 45-46.

saient-ils, leur distribuer de ce ton les avis et les louanges ; mais leur humeur tenait peu de place au milieu de l'exaltation publique ; et le jour où la lettre de Cromwell parvint à Londres, les lords eux-mêmes votèrent que son commandement serait de nouveau prolongé de trois mois [1].

Ils votèrent en même temps qu'il fallait profiter de la victoire pour adresser au roi des propositions raisonnables [2], et les commissaires écossais émirent le même vœu [3]. Mais les vainqueurs étaient bien loin de telles pensées. Au lieu de répondre, les communes demandèrent [4] que tous les citoyens fussent convoqués à Guildhall pour entendre la lecture des papiers trouvés dans les bagages du roi, surtout de ses lettres à la reine, et juger eux-mêmes quelle confiance on pouvait prendre désormais dans les négociations. Fairfax avait hésité à ouvrir ces papiers ; mais Cromwell et Ireton s'étaient hâtés de combattre ses scrupules, et la chambre ne songea point à les partager. La lecture se fit [5] au milieu d'un concours immense et avec

[1] Le 16 juin 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 374.

[2] Le 20 juin. *Ibid.*, col. 375.

[3] Le 28 juillet. *Ibid.*, col. 389.

[4] Le 30 juin.

[5] Le 3 juillet. *Parl. Hist.*, t. III, col. 377. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 310-312.

un effet prodigieux. Il était clair que le roi n'avait jamais voulu la paix ; que nulle concession n'était à ses yeux définitive, nulle promesse obligatoire ; qu'au fond il ne comptait que sur la force, et prétendait toujours au pouvoir absolu ; enfin que, malgré ses protestations mille fois répétées, il s'adressait au roi de France, au duc de Lorraine, à tous les princes du continent, pour introduire dans le royaume des soldats étrangers. Ce nom même de parlement que naguère, pour obtenir les conférences d'Uxbridge, il avait paru donner aux chambres, n'était de sa part qu'un mensonge, car, en le donnant, il avait secrètement protesté contre sa démarche officielle, et fait inscrire sa protestation, à Oxford, sur les registres du conseil [1]. Tous les citoyens furent admis à se convaincre, par leurs propres yeux, que les lettres étaient vraiment de la main du roi [2]; et, après l'assemblée de Guildhall, le parlement les fit publier [3].

(1) Lettres du roi à la reine, des 2 et 9 janvier, 15 et 19 février, 5, 13 et 30 mars 1645; à la suite des *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 394, 390, 397, 396, 399, 407, 390, dans ma *Collection*. *Sir John Evelyn's Memoirs*. Appendice, t. II, p. 90. Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques*, n° VII.

(2) May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 310.

(3) Sous ce titre : « Le portefeuille du roi ouvert, ou certains » paquets de lettres et papiers secrets, écrits de la main du roi, et pris » dans son portefeuille sur le champ de bataille de Naseby, le 14 juin » 1645, par le victorieux sir Thomas Fairfax, où sont dévoilés beau-

La colère fut partout la même : les amis de la paix étaient réduits au silence. Quelques uns tentèrent en vain de s'élever contre cette publication, violation brutale, disaient-ils, des secrets domestiques. Ils demandaient si l'on pouvait croire à sa parfaite authenticité, s'il n'était pas probable que plusieurs lettres avaient été mutilées, d'autres omises [1]; ils insinuaient que, dans les chambres aussi, certains hommes avaient négocié sans plus de franchise, et ne voulaient pas non plus de la paix; mais nulle explication, nulle excuse n'est accueillie du peuple dès qu'il sait qu'on a voulu le tromper. D'ailleurs, tout cela fût-il vrai, la mauvaise foi du roi demeurait évidente; et, pour faire la paix, c'était à lui qu'il fallait se fier. On ne parla plus que de la guerre; on pressa les levées d'hommes, la rentrée des impôts, la vente des biens des délinquants; tous les corps de troupes

» coup de mystères d'État qui justifient pleinement la cause pour » laquelle sir Thomas Fairfax a livré bataille dans ce jour mémorable; » avec quelques notes. »

[1] Le roi ne contesta jamais l'authenticité de ces lettres; il en convient même formellement dans une lettre écrite à sir Edward Nicholas, le 4 août 1645, c'est-à-dire peu de semaines après la publication (*sir John Evelyn's Memoirs*, Appendice, t. II, p. 101); et le texte publié par le parlement, en 1645, est exactement conforme à celui des lettres insérées dans les *OEuvres de Charles Ier*, publiées à Londres, chez Royston, en 1660.

reçurent leur solde, toutes les places importantes des munitions ([1]). Les Écossais consentirent enfin à s'avancer dans l'intérieur du royaume ([2]); et Fairfax, ne voyant plus même de fuyards à poursuivre, se mit en mouvement ([3]) pour aller reprendre dans les comtés de l'ouest l'expédition que le siége d'Oxford lui avait fait abandonner.

Tout était changé dans ces comtés, jusque-là le boulevard de la cause royale; non que l'opinion du peuple y fût devenue plus favorable au parlement, mais elle s'était aliénée du roi. Il y possédait encore plusieurs corps de troupes et presque toutes les places; mais la guerre n'y était plus conduite, comme à l'origine, par des hommes graves, considérés, populaires, le marquis de Hertford, sir Bevil Greenville, lord Hopton, Trevannion, Slanning, amis désintéressés de la couronne : les uns étaient morts, les autres s'étaient dégoûtés, ou avaient été éloignés par des menées de cour, et sacrifiés par la faiblesse du roi. A leur place deux intrigants, lord Goring et sir Richard Greenville, y commandaient, l'un le plus débauché, l'autre le plus avide des cavaliers; aucun

([1]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 377.
([2]) Le 2 juillet 1645. *Old Parl. Hist.*, t. XIV, p. 6.
([3]) Le 20 juin 1645.

principe, aucune affection ne les attachait à la cause royale; ils trouvaient, à guerroyer pour elle, l'avantage d'assouvir leurs passions, d'opprimer leurs ennemis, de se venger, de se divertir, de s'enrichir. Goring était brave, aimé des siens, et ne manquait point, sur le champ de bataille, d'habileté ni d'énergie; mais rien n'égalait son incurie et l'insolente intempérance de sa conduite ou de ses propos : sa loyauté même n'était pas sûre; il avait déjà trahi le roi [1], puis le parlement [2], et semblait toujours sur le point d'une nouvelle trahison [3]. Sir Richard Greenville, moins déréglé et plus influent sur la noblesse du pays, était dur, insatiable, et d'un courage sinon douteux, au moins peu empressé. Il passait son temps à lever des contributions pour des troupes qu'il ne rassemblait point, ou pour des entreprises qu'il ne prenait pas même la peine de commencer. L'armée avait changé comme ses chefs : ce n'était plus un parti soulevé pour ses affections et ses intérêts, frivole mais sincère, licencieux mais dévoué; c'était un ramas de mauvais sujets, indifférents même à leur

[1] En 1641, lors de la première conspiration de l'armée contre le parlement. Voyez cet ouvrage, t. I, p. 184.

[2] En août 1642, au début de la guerre civile, en livrant au roi Portsmouth, dont le parlement l'avait nommé gouverneur.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 129-134.

cause, livrés jour et nuit aux plus criants désordres, et qui indignaient par leurs vices un pays désolé par leurs extorsions. Le prince de Galles, ou plutôt son conseil, réduit à se servir de tels hommes, se consumait en vains efforts pour les satisfaire ou les réprimer tour à tour, tantôt pour protéger contre eux le peuple, tantôt pour l'appeler sous leurs drapeaux ([1]).

Le peuple ne répondait plus à cet appel. Bientôt il fit davantage. Des milliers de paysans se réunirent, et, sous le nom de *clubmen,* parcoururent en armes les campagnes. Ils n'avaient aucun dessein de prendre parti, et ne se déclaraient point pour le parlement; ils ne voulaient qu'écarter de leurs villages, de leurs champs, les ravages de la guerre, et s'en prenaient à quiconque leur donnait lieu de les craindre, sans s'inquiéter de son nom. Déjà, l'année précédente, quelques bandes s'étaient ainsi formées dans les comtés de Worcester et de Dorset, suscitées par les violences du prince Robert. Au mois de mars 1645, les *clubmen* devinrent, dans les comtés de l'Ouest, une confédération permanente, régulière, soutenue, commandée même par des gentilshommes dont

([1]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 60-69, 73-75, etc.

quelques uns avaient servi dans les armées du roi, et incessamment appliquée à défendre les propriétés, les personnes, à réclamer le bon ordre et la paix. Ils traitaient avec les troupes et les garnisons des deux partis, se chargeaient de leur fournir des vivres, à condition qu'elles n'en enlèveraient point à main armée, les empêchaient même quelquefois de se battre, et avaient inscrit sur leurs rustiques drapeaux ces paroles :

If you offer to plunder our cattle,
Be assur'd we will give you battle.

« Si vous voulez piller notre bétail,
» Soyez certain que vous aurez bataille [1]. »

Tant que les royalistes dominèrent dans l'Ouest, ce fut contre eux que se soulevèrent les *clubmen*, et avec les parlementaires qu'ils parurent disposés à s'allier. Tantôt ils menaçaient d'incendie quiconque refuserait de se joindre à eux pour exterminer les cavaliers [2]; tantôt ils invitaient Massey, qui commandait dans le comté de Worcester au nom du parlement, à venir avec eux assiéger Here-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 69. — Lettre de Fairfax au comité des deux royaumes (3 juillet 1645) ; *Parl Hist.*, t. III, col. 380. — Whitelocke, p. 130. — Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 90.

[2] Whitelocke, p. 131.

ford, d'où les cavaliers infestaient le pays ([1]). Le 2 juin, à Wells, six mille d'entre eux adressèrent au prince de Galles une pétition pour se plaindre des rapines de Goring, et, malgré l'ordre du prince, ils refusèrent de se séparer ([2]). Au commencement de juillet, Fairfax vainqueur arriva dans l'Ouest; les cavaliers intimidés cessèrent de dévaster librement les campagnes; les *clubmen* se tournèrent aussitôt contre Fairfax et ses soldats ([3]). Mais Fairfax avait une bonne armée, bien payée, bien pourvue, où l'enthousiasme et la discipline se prêtaient un mutuel appui. Il traita doucement les *clubmen*, négocia avec eux, assista en personne à quelques unes de leurs réunions, leur promit la paix, et poussa vivement la guerre. En peu de jours la campagne fut décidée. Goring, surpris et battu à Langport ([4]), dans le comté de Somerset, laissa les troupes qui lui restaient se disperser au hasard; sir Richard Greenville renvoya au prince de Galles sa commission de feld-maréchal, en se plaignant avec effronterie qu'on l'eût obligé de

([1]) Whitelocke, p. 133, 135.

([2]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 69.

([3]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 380-386. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 312, 409-418, dans ma *Collection*.

([4]) Le 10 juillet 1645.

faire la guerre à ses dépens (1); et trois semaines après l'arrivée de Fairfax, les cavaliers, qui naguère parcouraient l'Ouest en maîtres, étaient presque tous renfermés dans les places que Fairfax se disposait à assiéger.

De toutes parts cependant on se demandait ce que faisait le roi, où il était même, car beaucoup de gens ne le savaient point. Après le désastre de Naseby, il avait fui de ville en ville, se donnant à peine quelques heures de repos, et prenant tantôt la route du Nord, tantôt celle de l'Ouest, pour aller rejoindre Montrose ou Goring, selon la mobilité de ses craintes ou de ses projets. Arrivé à Hereford, il se décida enfin pour le pays de Galles, où il espérait recruter quelque infanterie, envoya le prince Robert à Bristol, et se rendit au château de Ragland, chez le marquis de Worcester, chef du parti catholique, et le plus riche grand seigneur de l'Angleterre. De secrets desseins, auxquels les catholiques seuls pouvaient concourir, déterminaient cette préférence. Depuis trois ans d'ailleurs le marquis donnait au roi des preuves d'un dévouement inépuisable; il lui avait prêté 100,000 liv. sterl., avait levé à ses frais deux corps de troupes,

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 78-83.

sous les ordres de son fils, lord Herbert, comte de Glamorgan, et, malgré son âge et ses infirmités, commandait lui-même, dans son château, une forte garnison. Il reçut le roi avec une pompe respectueuse, convoqua la noblesse des environs, lui prodigua les chasses, les fêtes, les hommages et les divertissements d'une cour. Charles fugitif respira un moment, comme rendu à sa situation naturelle, et pendant plus de quinze jours, oubliant ses malheurs, ses périls, son royaume, il ne songea qu'à jouir de la royauté (1).

Le bruit des désastres de l'Ouest le tira pourtant à la fin de cette illusion apathique. Il apprit en même temps que, dans le Nord, les Écossais avaient pris Carlisle (2), et marchaient vers le Midi, méditant le siége de Hereford. Il quitta Ragland pour aller au secours de Goring; mais à peine arrivé sur le bord de la Saverne, le mauvais état des nouvelles levées, les dissensions des officiers, mille embarras imprévus le découragèrent, et il rentra dans le pays de Galles. Il était à Cardiff, ne sachant que résoudre, quand une lettre lui fut remise, écrite par le prince Robert au duc de

(1) Walker's *Discourses*, p. 132. — Clarendon, *Hist. of the rebell.* t. VIII, p. 59, 90.

(2) Le 28 juin 1645.

Richmond, pour qu'il la fît voir au roi. Le prince jugeait tout perdu, et conseillait la paix, n'importe à quel prix. Dès que son honneur semblait en péril, Charles retrouvait une énergie qu'il n'avait point pour son salut. Il répondit sur-le-champ à son neveu [1] : « Si je faisais la guerre pour tout » autre chose que pour la défense de ma religion, » de ma couronne et de mes amis, vous auriez » pleinement raison. A parler comme homme d'État » ou comme soldat, je conviens que ma ruine seule » est probable; mais comme chrétien, je dois vous » dire que Dieu ne souffrira pas que des rebelles » prospèrent ni que sa cause périsse. Quel que » soit donc le châtiment personnel qu'il lui plaise » de m'infliger, rien ne fera que je me repente, » encore moins que j'abandonne cette querelle. » J'en préviens sans détour mes amis : quiconque » restera maintenant avec moi doit s'attendre et » se résoudre, ou à mourir pour une bonne cause, » ou, ce qui est pis, à vivre, en la soutenant, aussi » misérable que pourront le rendre d'insolents » rebelles. Au nom de Dieu, ne nous flattons donc » pas de vaines chimères; croyez-moi, l'idée seule » que vous désirez un traité avancera ma perte [2]. »

(1) Le 3 août 1645.

(2) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 90-97.

Et pour relever son parti abattu, rappelant lui-même tout son courage, il quitta aussitôt le pays de Galles, dépassa sans être aperçu les quartiers de l'armée écossaise déjà campée sous les murs de Hereford, traversa rapidement les comtés de Shrop, de Stafford, de Derby, de Nottingham; et arrivé dans le comté d'York, convoqua à Doncaster tous ses fidèles cavaliers du nord pour aller avec lui se réunir à Montrose, comme eux fidèle et toujours vainqueur ([1]).

Les cavaliers accoururent. La présence du roi, si longtemps leur hôte, excita dans le comté un vif enthousiasme; on parla de lever un corps d'infanterie; les deux places de Pontefract et de Scarborough avaient été naguère contraintes de se rendre faute de vivres; les soldats des garnisons étaient libres; en trois jours, près de trois mille hommes vinrent offrir au roi leurs services, promettant de se tenir prêts à marcher, dans les vingt-quatre heures, à son premier commandement. On n'attendait plus qu'une lettre de Montrose pour savoir s'il fallait l'aller chercher en Écosse ou lui donner un rendez-vous en Angleterre. Tout à coup on apprit que David Lesley, à

([1]) Clarendon, p. 114. — Walker, p. 134, 135.

la tête de la cavalerie écossaise, avait quitté le siége de Hereford, et qu'il était déjà à Rotherham, à quatre lieues de Doncaster, cherchant partout le roi. Le désastre de Naseby avait troublé sans retour l'imagination des royalistes; leur confiance ne résistait plus à l'approche du danger. Beaucoup quittèrent Doncaster; nul n'y arriva plus : au gré des plus braves, il était trop tard pour tenter de rejoindre Montrose; il ne fallait plus songer qu'à la sûreté du roi. Il s'éloigna, suivi d'environ quinze cents chevaux, traversa sans obstacle le centre du royaume, battit même en route quelques détachements parlementaires, et rentra dans Oxford le 29 août, ne sachant que faire de ce peu de forces qui lui restaient (1).

Il y était depuis deux jours quand la nouvelle lui parvint des récents et prodigieux succès de Montrose en Écosse : ce n'était plus seulement au nord du royaume et parmi les montagnards que la cause royale triomphait; Montrose s'était avancé vers le midi, dans les basses-terres; et le 15 août, à Kilsyth, non loin des ruines de la grande muraille romaine, il avait remporté sur les covenantaires, commandés par Baillie, la septième et la plus éclatante de ses victoires. L'armée ennemie

(1) Walker, p. 135, 136. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 116.

était détruite; toutes les villes voisines, Bothwell, Glasgow, Édimbourg même avaient ouvert leurs portes au vainqueur; tous les royalistes que le parlement d'Écosse retenait en prison étaient libres; tous les hommes timides qui, pour se déclarer, avaient attendu le succès, le marquis de Douglas, les comtes d'Annandale et de Linlithgow, les lords Seaton, Drummond, Erskine, Carnegie, etc., se pressaient maintenant de se devancer mutuellement, craignant d'arriver trop tard. Les chefs parlementaires fuyaient de tous côtés, les uns en Angleterre, les autres en Irlande [1]. Enfin la cavalerie de l'armée écossaise qui assiégeait Hereford était rappelée en toute hâte, sous les ordres de David Lesley, au secours de sa patrie. Quelques uns dirent même que naguère, quand Lesley avait paru aux environs de Doncaster, bien loin de chercher à combattre le roi, il était en marche vers l'Écosse, et qu'on avait eu grand tort de s'épouvanter [2].

(1) Rushworth, part. 4, t. 1, p. 230. — Guthry, *Memoirs*, etc., p. 189 et suiv.

(2) Rushworth, part. 4, t. 1, p. 231. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 115, 116. Lesley avait quitté le siége de Hereford dans les premiers jours d'août, et la bataille de Kilsyth n'eut lieu que le 15. Il s'était donc évidemment détaché de l'armée écossaise pour poursuivre le roi, et ne pouvait être encore rappelé au secours de son pays.

A ce glorieux récit, Charles ranimé partit sur-le-champ d'Oxford [1] pour marcher contre l'armée écossaise, profiter de son affaiblissement, la contraindre du moins à lever le siége de Hereford. Dans sa route, en passant à Ragland, il fut informé que Fairfax venait d'investir Bristol, la plus importante de ses possessions dans l'ouest; mais la place était forte, le prince Robert la défendait avec une bonne garnison, et promettait d'y tenir quatre mois : le roi ne s'en inquiéta point. Encore à une journée de Hereford, il apprit que les Écossais, au bruit de son approche, avaient levé le siége, et se retiraient précipitamment vers le nord. On le pressa de les poursuivre; ils étaient troublés, fatigués, en désordre, traversaient un pays mal disposé pour eux; il suffisait peut-être de les harceler pour les anéantir. Mais Charles était fatigué lui-même d'une activité qui surpassait sa force. Il fallait, dit-il, qu'il se portât au secours de Bristol, et en attendant l'arrivée de quelques troupes rappelées de l'ouest dans ce dessein, il retourna au château de Ragland, attiré par le charme de ce séjour, ou pour s'occuper avec le marquis de Worcester de la grande et mysté-

(1) Le 31 août 1645.

rieuse affaire qu'ils conduisaient en commun [1].

A peine arrivé, il reçut la nouvelle la plus inattendue : le prince Robert avait rendu Bristol [2], au premier assaut, presque sans résistance, quand rien ne lui manquait, ni les remparts, ni les vivres, ni les soldats. Charles fut consterné ; c'était sa ruine dans l'ouest et le plus amer mécompte. Il écrivit au prince [3] : « Mon neveu, quoique la » perte de Bristol soit pour moi un rude coup, » cependant la manière dont vous avez rendu cette » place me fait tout oublier. Que faire lorsqu'un » homme qui me tient de si près, par le sang et » par l'amitié, se résigne à une action si lâche (je » me sers des termes les plus doux)? à une action » telle... J'en aurais tant à dire que je me tais. » Souvenez-vous que, le 12 août, vous m'avez écrit » que, s'il n'y avait point de sédition dans Bristol, » vous y tiendriez quatre mois. Avez-vous tenu quatre » jours? y a-t-il eu l'ombre d'une même sédition? » Je me hâte de conclure : mon désir est que vous » alliez chercher votre subsistance quelque part, » outre mer, jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu de déci-

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 117, 118. — Walker, p. 136. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 121-123.

(2) Le 11 septembre 1645. Rushworth, part. 4, t. I, 65-68.

(3) De Hereford, le 14 septembre.

» der de mon sort. Je vous envoie donc un passe-
» port. Je prie Dieu qu'il vous donne le sentiment
» de votre situation et les moyens de regagner ce
» que vous avez perdu. Une victoire, je vous jure,
» ne me fera pas plus de plaisir qu'une bonne rai-
» son de vous assurer sans rougir que je suis votre
» oncle affectionné et votre fidèle ami, CHARLES,
» *roi* (1). »

Il écrivit le même jour à Oxford (2), où le prince s'était retiré, pour ordonner aux lords du conseil de lui redemander sa commission, de surveiller ses démarches, de destituer le colonel William Legg, gouverneur d'Oxford, ami particulier de Robert, enfin d'arrêter le colonel et même le prince, si quelque trouble s'élevait dans la place; et sa lettre finissait par ce *post-scriptum* : « Dites
» à mon fils que j'aurais moins de chagrin à ap-
» prendre qu'il a été assommé qu'à lui voir faire
» une action aussi lâche que cette reddition de la
» place et du fort de Bristol (3). »

Une ressource restait au roi, toujours la même, quoique déjà tentée sans succès, c'était de rejoindre

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 120.

(2) Au secrétaire d'État sir Édouard Nicholas.

(3) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 121. — Evelyn, *Memoirs*, t. II, *Appendice*, p. 107-109.

Montrose. Il fallait d'ailleurs qu'il marchât vers le nord pour débloquer Chester assiégé de nouveau, et, depuis la perte de Bristol, le seul port où pussent arriver des secours d'Irlande, désormais son unique pensée. Après huit jours passés à Hereford dans un morne abattement, il se mit en marche à travers les montagnes du pays de Galles, seul chemin par où il pût échapper à un corps parlementaire qui, sous les ordres du major général Poyntz, observait tous ses mouvements. Cinq mille hommes environ le suivaient encore, fantassins gallois et cavaliers des comtés du nord. Il était déjà en vue de Chester quand les parlementaires, partis plus tard, mais venus par une route directe et facile, atteignirent son arrière-garde (1). Sir Marmaduke Langdale, qui la commandait, chargea l'ennemi avec tant de vigueur qu'il le força de se replier en désordre. Mais le colonel Jones, qui dirigeait le siége, en détacha un corps de troupes, et parut inopinément sur les derrières des royalistes. Poyntz rallia ses gens. Le roi, pressé entre deux feux, vit tomber autour de lui ses meilleurs officiers, et bientôt en fuite à son tour, rentra désespéré dans le pays de Galles, encore une fois re-

(1) A. Routenheath, le 24 septembre 1645. Rushworth, part. 4, t. I, p. 117. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 150-153.

poussé, comme par une barrière insurmontable, de ce camp de Montrose, son dernier espoir.

Cet espoir même n'était plus qu'une erreur : depuis dix jours déjà, comme le roi, Montrose fuyait, cherchant un asile et des soldats. Le 13 septembre, à Philip-Haugh, dans la forêt d'Ettrick, près de la frontière des deux royaumes, Lesley l'avait surpris faible, mal gardé, ne se doutant pas de son approche. Malgré tous ses efforts, les montagnards l'avaient quitté pour aller enfouir chez eux leur butin. Quelques grands seigneurs, le comte d'Aboyne entre autres, jaloux de sa gloire, s'étaient aussi éloignés avec leurs vassaux ; d'autres, se méfiant de sa fortune, les lords Traquair, Hume, Roxburgh, ne l'avaient pas rejoint malgré leurs promesses (1). Brillant et téméraire, dans les cœurs vils il excitait l'envie, et n'inspirait aux timides nulle sécurité. Quelque fanfaronnade se mêlait même à son génie, et nuisait à son influence : ses amis le servaient avec passion, ses soldats avec enthousiasme, mais il n'imposait point à ses égaux. Son pouvoir d'ailleurs n'avait de fondement que la victoire ; et les hommes prudents, chaque jour plus nombreux,

(1) Rushworth, part. 4, t. I, p. 231. — Guthry, *Memoirs*, etc., p. 198 et suiv.

le regardaient avec surprise, comme un météore que rien n'arrête, mais qui va passer. Un revers suffit à dissiper tous ses succès; et le lendemain de sa défaite, le conquérant de l'Écosse n'y était plus qu'un proscrit audacieux.

A ce coup, Charles regarda avec effroi autour de lui, ne sachant plus où attacher son espérance. Les conseillers mêmes lui manquaient. Il avait placé auprès de son fils les plus sages, lord Capel, Colepepper, Hyde. Lord Digby lui restait presque seul, toujours aventureux, confiant, toujours prêt à opposer les projets aux revers, et, malgré la sincérité de son zèle, occupé surtout de conserver son crédit. L'idée vint au roi de se retirer sur la côte du pays de Galles, dans l'île d'Anglesey, voisine de l'Irlande, facile à défendre, et de passer là l'hiver. On le détourna sans peine de sortir ainsi de son royaume où il possédait encore de bonnes places, Worcester, Hereford, Chester, Oxford, Newark. Tout le monde penchait pour Worcester, mais rien ne convenait moins à lord Digby. Ennemi déclaré du prince Robert, c'était lui qui naguère, après la perte de Bristol, avait fomenté la colère du roi, et provoqué, disait-on, ses rigueurs contre son neveu. Robert furieux voulait à tout prix voir le roi, se justifier et se venger. Or, à Worcester,

il y eût réussi sans peine, car le prince Maurice, son frère, en était gouverneur. De toutes les places où le roi pouvait se retirer, Newark était celle où Robert devait plus difficilement arriver et se faire entendre. A la grande surprise de ceux qui l'entouraient, le roi décida qu'il irait à Newark [1].

Le prince en fut bientôt informé, et, malgré sa défense, se mit en route pour aller l'y trouver. Le roi répéta qu'il ne le recevrait point; mais lord Digby était inquiet. Soit hasard, soit dessein, le bruit courut tout à coup que Montrose avait réparé sa défaite, battu Lesley, et touchait à la frontière des deux royaumes. Sans plus d'informations, le roi partit avec lord Digby et deux mille chevaux, pour tenter une troisième fois de le rejoindre. L'erreur fut promptement dissipée : après deux jours de marche, on sut, à n'en pouvoir douter, que Montrose, sans soldats, errait toujours dans les montagnes du nord. Le roi n'avait rien à faire que de retourner à Newark, et Digby lui-même en convint. Mais pour lui, bien décidé à n'y point rentrer au risque de se voir en face du prince Robert, il persuada au roi qu'à tout prix il fallait faire parvenir des secours à Montrose, et se char-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 153-156.

gea de les conduire. Ils se séparèrent : Digby, avec quinze cents chevaux, presque tout ce qui restait au roi, continua sa route vers le nord ; et Charles rentra dans Newark, n'ayant plus que trois ou quatre cents chevaux pour armée, et John Ashburnham, son valet de chambre, pour conseiller (1).

En arrivant, il apprit que Robert était au château de Belvoir, à trois lieues de la place, avec son frère Maurice et une escorte de cent vingt officiers. Il lui fit dire de rester là jusqu'à nouvel ordre, déjà offensé qu'il fût venu si près sans son aveu. Mais le prince avança toujours, et beaucoup d'officiers de la garnison de Newark, le gouverneur même, sir Richard Willis, allèrent à sa rencontre. Il arriva, et, sans être annoncé, avec toute sa suite, se présenta devant le roi : « Sire, lui dit-il, » je viens rendre compte de la perte de Bristol, et » repousser les imputations dont on m'a chargé. » Charles, embarrassé autant qu'irrité, lui répondit à peine : c'était l'heure du souper ; l'escorte des princes se retira, on se mit à table ; le roi s'entretint avec Maurice sans adresser la parole à Robert, et, le souper fini, rentra dans sa chambre. Robert

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 157-159.

alla loger chez le gouverneur. Le lendemain pourtant le roi consentit à la convocation d'un conseil de guerre ; et après quelques heures de séance, une déclaration fut rendue portant que le prince n'avait manqué ni de courage ni de fidélité. Aucune sollicitation ne put obtenir du roi rien de plus.

C'était trop peu au gré du prince et de ses partisans. Ils restèrent à Newark, exhalant sans contrainte leur humeur. Le roi, de son côté, entreprit de mettre un terme aux désordres toujours croissants de la garnison. Pour deux mille hommes de troupes, on y comptait vingt-quatre officiers généraux ou colonels dont le traitement absorbait presque toutes les contributions du comté [1]. Les gentilshommes des environs, même les plus dévoués, se plaignaient amèrement du gouverneur. Charles résolut de le remplacer, avec égard pourtant et en l'attachant à sa personne. Il lui annonça qu'il lui donnait le commandement de ses gardes à cheval. Sir Richard s'en défendit, disant qu'on prendrait cette élévation pour une disgrâce, qu'il était trop pauvre pour la cour : « J'y pourvoirai, » lui dit le roi en le quittant. Le jour même, à

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 156.

l'heure du dîner, Charles était à table : sir Richard Willis, les deux princes, lord Gerrard et vingt officiers de la garnison entrèrent brusquement : « Sire, dit Willis, ce que votre Majesté m'a dit ce » matin en secret est maintenant le bruit de la » ville, et m'y déshonore. — Ce n'est pour aucune » faute, ajouta Robert, que sir Richard perd son » gouvernement ; c'est parce qu'il est mon ami. — » Tout ceci, reprit lord Gerrard, est un complot » de lord Digby, qui est lui-même un traître, et » je le prouverai. » Étonné, troublé, Charles se leva de table, et faisant quelques pas vers sa chambre, ordonna à Willis de le suivre : « Non, » sire, dit Willis ; j'ai reçu une injure publique, » c'est une réparation publique que j'attends. » A ce refus, Charles hors de lui s'élança vers eux, et pâle de colère, d'une voix éclatante, d'un geste menaçant : « Sortez, sortez, et ne reparaissez ja- » mais devant moi! » Troublés à leur tour, ils sortirent tous précipitamment, retournèrent à la maison du gouverneur, firent sonner le boute-selle et quittèrent la ville au nombre de deux cents cavaliers.

Toute la garnison, tous les habitants accoururent pour offrir au roi l'expression de leur dévouement et de leur respect. Dans la soirée, les mé-

contents lui firent demander des passe-ports, le priant de ne pas les considérer comme des rebelles : « Je ne les baptiserai pas aujourd'hui, dit le roi ; » quant à des passe-ports, qu'on leur en donne » tant qu'ils en voudront. » Il était encore ému de cette scène ; la nouvelle lui arriva que lord Digby, dans sa marche vers l'Écosse, à Sherburne, avait été atteint et battu par un corps de parlementaires [1], que ses cavaliers s'étaient dispersés, qu'on ignorait ce que lui-même était devenu. Il ne restait donc du côté du nord ni soldats ni espérances. Newark même avait cessé d'être un lieu sûr ; les troupes de Poyntz s'étaient rapprochées, occupaient successivement les places voisines, resserraient leurs quartiers de jour en jour ; déjà on doutait que le roi pût passer. Le 3 novembre, à onze heures du soir, quatre ou cinq cents cavaliers, débris de plusieurs régiments, furent réunis sur la place du marché : le roi parut, prit le commandement d'un escadron, et sortit de Newark par la route d'Oxford. Il avait fait raser sa barbe ; deux petites garnisons royalistes, situées sur son passage, étaient prévenues ; il marcha jour et nuit, esquivant avec peine tantôt un corps, tantôt une

[1] Vers le milieu d'octobre 1645. Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 159-162. — Rushworth, part. 4, t. 1, p. 128-134.

place ennemie, et se crut sauvé en rentrant à Oxford [1], car il y retrouvait son conseil, sa cour, ses habitudes et quelque repos [2].

Il y retrouva bientôt sa détresse. Pendant qu'il errait de comté en comté et de ville en ville, Fairfax et Cromwell, ne craignant rien de lui et bien sûrs que le corps de Poyntz suffirait à le harasser, avaient suivi dans l'Ouest le cours de leurs succès. En moins de cinq mois, quinze places importantes, Bridgewater [3], Bath [4], Sherborne [5], Devizes [6], Winchester [7], Basing-House [8], Tiverton [9], Monmouth [10], etc., étaient tombées en leur pouvoir. Aux garnisons qui se montraient disposées à accueillir leurs ouvertures, ils accordaient sans marchander d'honorables conditions; à celles qui répondaient plus fièrement, ils faisaient donner sur-le-champ l'assaut [11]. Un mo-

(1) Le 6 novembre 1645.

(2) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 162-170. — Walker, p. 146, 147. — Evelyn's *Memoirs*, t. II, Appendice, p. 109, 110.

(3) Le 23 juillet 1645.

(4) Le 29 juillet.

(5) Le 15 août.

(6) Le 23 septembre.

(7) Le 28 septembre.

(8) Le 14 octobre.

(9) Le 19 octobre.

(10) Le 22 octobre.

(11) Rushworth, part. 4, t. 1, p. 89.

ment les *clubmen* leur causèrent quelque inquiétude. Après les avoir plusieurs fois dispersés par de bonnes paroles, Cromwell se vit obligé de les attaquer. Il le fit brusquement et rudement, habile à passer tout à coup, et selon le besoin, de la douceur à la sévérité, de la sévérité à la douceur. Sur son avis, le parlement qualifia de trahison toute association de ce genre (1); quelques chefs furent arrêtés; l'exacte discipline de l'armée rassura le peuple; les *clubmen* tardèrent peu à disparaître; et quand le roi rentra dans Oxford, la situation de son parti dans l'ouest était si désespérée que, dès le lendemain (2), il écrivit au prince de Galles pour lui ordonner de se tenir prêt à passer sur le continent (3).

Pour lui-même, il était sans dessein, sans idée; tantôt en proie à la plus vive angoisse, tantôt essayant d'échapper par l'inaction au sentiment de son impuissance. Il invita pourtant le conseil à lui indiquer quelque expédient, quelque démarche dont on pût espérer quelque résultat. Il n'y avait point à choisir : le conseil proposa un

(1) Le 23 août 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 390. — Whitelocke, p. 165.

(2) Le 7 novembre 1645.

(3) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 143.

message aux chambres et la demande d'un sauf-conduit pour quatre négociateurs. Le roi y consentit sans objection [1].

Jamais le parlement n'avait été moins enclin à la paix. Cent trente membres nouveaux venaient d'entrer dans la chambre des communes, à la place de ceux qui l'avaient quittée pour suivre le roi. Longtemps ajournée, d'abord par ménagement, puis par la difficulté de l'exécution, plus tard à dessein, cette mesure avait été prise enfin à la demande des indépendants, ardents à profiter de leurs succès sur le champ de bataille pour fortifier dans Westminster leur parti [2]. Ils mirent tout en œuvre pour dominer dans les élections, ne les ordonnant qu'isolément et l'une après l'autre, les faisant même tantôt retarder, tantôt accélérer,

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 201-204. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 405. Le message est du 5 décembre 1645.

(2) Ce fut le 13 septembre 1644 qu'il fut question pour la première fois, dans la chambre des communes, de faire remplir les places vacantes. La proposition demeura sans résultat jusqu'au mois d'août 1645. Le 21 de ce mois, et sur une pétition du bourg de Southwark, la chambre vota, à trois voix seulement de majorité, le remplacement de cinq membres absents, députés de Southwark, Bury Saint-Edmunds et Hythe. Cent quarante-six membres nouveaux furent élus dans les cinq derniers mois de 1645. Sur cinquante-huit signataires de l'ordre d'exécution de Charles Ier, dix-sept appartiennent aux élections de cette époque. En 1646, il y eut encore quatre-vingt-neuf élections nouvelles. (*Journals of the house of Commons.*)

selon les chances qu'elles leur offraient, fourbes et violents, comme des vainqueurs en minorité. Plusieurs hommes, bientôt célèbres dans le parti, entrèrent alors dans la chambre, Fairfax, Ludlow, Ireton, Blake, Sidney, Hutchinson, Fleetwood. Cependant les élections n'eurent point partout le même résultat : beaucoup de comtés envoyèrent à Westminster des hommes étrangers à toute faction bien qu'opposés à la cour, amis de l'ordre légal et de la paix. Mais, à leur arrivée, ils étaient sans expérience, sans lien, sans chefs, peu disposés même à se rallier aux anciens chefs presbytériens, qui avaient perdu, la plupart du moins, leur réputation de droiture, ou d'énergie, ou d'habileté. Ils firent peu de bruit, exercèrent peu d'influence; et le premier effet de ce recrutement de la chambre fut d'y donner aux indépendants beaucoup plus d'audace et de pouvoir [1]. Les actes du parlement prirent dès lors un caractère plus rude. On s'était aperçu que pendant leur séjour à Londres les commissaires du roi intriguaient pour ourdir des complots et soulever le peuple; il fut décidé [2] qu'on ne

[1] *Mémoires* de Hollis, p. 62-67, dans ma *Collection*; — de Ludlow, t. I, p. 187, 190, 195, *ibid.* — Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 153, 154, 160, 165, etc. — *Old Parl. Hist.*, t. IX, p. 12; t. XIV, p. 306-309.

[2] Le 11 août 1645. *Parl Hist.*, t. III, col. 390.

recevrait plus de commissaires, qu'il n'y aurait plus de négociations, que les chambres rédigeraient leurs propositions de paix sous forme de bills, et que le roi serait requis de les adopter ou de les rejeter simplement, comme s'il eût résidé à Whitehall et selon la pratique des temps réguliers. Le prince de Galles offrit [1] de se porter médiateur entre le roi et le peuple, et Fairfax transmit aux chambres sa lettre, « se faisant, dit-il, » un devoir de ne pas étouffer dans sa fleur la » bienfaisante espérance du jeune pacificateur. » On ne lui répondit seulement pas. Le terme assigné au commandement de Cromwell était près d'expirer; on le prorogea de nouveau pour quatre mois sans en donner de raison [2]. Les rigueurs redoublèrent contre le parti royaliste : une ordonnance avait accordé aux femmes et aux enfants des délinquants le cinquième du revenu des biens séquestrés; elle fut révoquée [3]. Une autre ordonnance, longtemps repoussée par les lords, prescrivit la mise en vente d'une portion considérable

[1] Le 20 septembre 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 392. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 109.

[2] Le 12 août 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 390.

[3] Le 8 septembre 1645. Rushworth, part. 4, t. I, p. 209.

des biens des évêques et des délinquants [1]. Dans les camps et à la guerre s'accomplissait la même révolution. Il fut défendu de faire aucun quartier aux Irlandais pris en Angleterre les armes à la main [2]; on les fusillait par centaines [3]; on les jetait à la mer, liés dos à dos [4]. Entre Anglais même, ce n'était plus cette douceur, cette courtoisie si fréquentes dans les premières campagnes, et qui révélaient, dans les deux partis, une condition à peu près égale, la même éducation, les mêmes mœurs, l'habitude et le besoin de la paix, même en se combattant. Dans les rangs parlementaires, Fairfax conservait presque seul cette humanité élégante : autour de lui, officiers et soldats, parvenus braves et habiles, mais de mœurs rudes, ou fanatiques d'humeur violente et sombre, ne s'inquiétaient que de vaincre, et ne voyaient dans les cavaliers que des ennemis. Les cavaliers, à leur tour, irrités, comme d'un affront, de succomber sous de tels adversaires, essayaient de s'en consoler ou de s'en venger par des moqueries, des épigrammes, des chansons, chaque jour plus insul-

(1) Le 13 septembre 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 391. — Whitelocke, p. 146.

(2) Le 24 octobre 1644. Rushworth, part. 3, t. II, p. 783.

(3) Baillie, *Letters*, t. II, p. 164. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 231.

(4) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 358.

tantes ([1]). Ainsi la guerre devenait dure, quelquefois même cruelle, comme entre gens qui ne se sont connus que pour se mépriser ou se haïr. En même temps la mésintelligence, jusque-là contenue, éclatait entre les Écossais et les chambres; ceux-là se plaignaient qu'on ne payât point leur armée; celles-ci qu'une armée d'alliés pillât et dévastât, comme une troupe ennemie, les comtés qu'elle occupait ([2]). Partout enfin la fermentation plus ardente, l'inimitié plus profonde, les mesures plus âpres et plus décisives laissaient peu de chances que la paix vînt arrêter, ou seulement une trêve suspendre le cours déjà si rapide des événements.

Les ouvertures du roi furent repoussées, tout sauf-conduit refusé à ses négociateurs. Il insista par deux nouveaux messages, toujours sans succès; on lui répondit que les intrigues de ses courtisans dans la cité ne permettaient pas qu'on les y lais-

([1]) Les plus remarquables de ces chansons sont celles qui furent composées contre David Lesley et ses Écossais, lorsqu'il quitta le siége de Hereford pour marcher au secours de l'Écosse, presque entièrement subjuguée par Montrose, qu'il défit le 13 septembre 1645, à la bataille de Philip-Haugh. Aucune défaite n'avait encore ravi aux cavaliers de si belles espérances, et leur colère s'exhala avec une verve peu commune. (Voyez la plus énergique de ces chansons dans les *Éclaircissements et Pièces historiques*, nº VIII.)

([2]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 393, 394-398, 405.

sût venir ([1]). Il offrit de se rendre lui-même à Westminster pour traiter en personne avec le parlement ([2]); malgré les remontrances des Écossais, sa proposition n'obtint pas un meilleur accueil ([3]). Il renouvela ses instances ([4]), moins dans l'espoir de réussir que pour décrier les chambres auprès du peuple, qui souhaitait la paix. Mais ses ennemis avaient acquis naguère un moyen plus sûr de le décrier lui-même : ils annoncèrent solennellement qu'ils possédaient enfin la preuve de la fausseté de ses paroles; qu'il venait de conclure avec les Irlandais, non plus une cessation d'armes, mais un traité d'alliance; que dix mille de ces rebelles, sous les ordres du comte de Glamorgan, devaient bientôt débarquer à Chester; que le prix de cet odieux secours était la complète abolition des lois pénales contre les catholiques, la liberté de leur culte, la reconnaissance de leur droit aux églises comme aux terres dont ils s'étaient emparés, c'est-à-dire le triomphe du papisme en Irlande et la ruine des protestants. Une copie du traité et plusieurs lettres qui s'y rapportaient avaient été

([1]) Le 26 décembre 1645. *Parl. Hist.*, t. III, col. 414.
([2]) Les 26 et 30 décembre 1645. *Ibid.*, col. 415-417.
([3]) Le 13 janvier 1646. *Ibid.*, col. 418-421.
([4]) Le 15 janvier 1646. *Ibid.*, col. 421.

trouvées dans la voiture de l'archevêque de Tuam, l'un des chefs des insurgés, tué par hasard au milieu d'une escarmouche, sous les murs de Sligo [1]. Le comité des deux royaumes, qui, depuis trois mois, les tenait en réserve pour quelque occasion importante, les mit sous les yeux des chambres; elles en ordonnèrent aussitôt la publication [2].

Le trouble du roi fut grand; les faits étaient réels; le parlement ne savait même pas tout. Depuis près de deux ans [3], Charles conduisait en personne cette négociation, à l'insu de son parti, de son conseil, se cachant même quelquefois du marquis d'Ormond, son lieutenant en Irlande, quoiqu'il ne doutât point de son zèle et ne pût se passer de son concours. Un catholique, lord Herbert, fils aîné du marquis de Worcester, et créé naguère comte de Glamorgan, avait seul en cette affaire toute la confiance du roi. Brave, généreux, inconsidéré, dévoué avec passion à son maître en péril et à sa religion opprimée, c'était Glamorgan qui allait et venait sans cesse, tantôt

(1) Le 17 octobre 1645.

(2) *Parl. Hist.*, t. III, col. 428. — Rushworth, part, 4, t. I, p. 238 et suiv.

(3) La première commission du roi à Glamorgan est du 1er avril 1644.

d'Angleterre en Irlande, tantôt de Dublin à Kilkenny, se chargeant des démarches qu'Ormond ne voulait pas faire, et sachant seul jusqu'où pouvaient s'étendre les concessions du roi. Par lui passait la correspondance de Charles avec Rinuccini, nonce du pape, récemment arrivé en Irlande ([1]), et avec le pape lui-même. Enfin le roi l'avait formellement autorisé, par un acte signé de sa main et connu d'eux seuls ([2]), à accorder aux Irlandais tout ce qu'il jugerait nécessaire pour en obtenir un secours efficace, s'engageant à tout approuver, à tout ratifier, quelque illégales que les concessions pussent être, désirant seulement que rien ne transpirât jusqu'au jour où il pourrait tout avouer. Le traité avait été conclu le 20 août précédent, et Glamorgan, toujours en Irlande, en pressait vivement l'exécution. C'était là le secret de ces fréquentes visites, de ces longs séjours du roi au château de Ragland, résidence du marquis de Worcester, et de ces espérances mystérieuses qu'il laissait percer quelquefois au milieu de ses revers ([3]).

([1]) Le 22 octobre 1645.

([2]) En date du 12 mars 1645.

([3]) M. Lingard a recueilli et présenté avec clarté tous les faits relatifs à cette négociation, dont les principales pièces originales sont entre ses mains. (*Hist. of Engl.*, t. VI, p. 537-541; note 1, p. 655-664, édit. in-4. Londres, 1825.)

On apprit presque en même temps à Oxford et à Dublin que le traité était connu à Londres. Ormond comprit sans peine quel coup en recevraient, dans son propre parti, les affaires du roi. Soit que lui-même ignorât vraiment, comme il le dit, que Charles eût autorisé de telles concessions, soit plutôt qu'il voulût le mettre en mesure de les désavouer, il fit à l'instant arrêter Glamorgan (1), comme ayant outre-passé ses pouvoirs et compromis gravement le monarque en accordant aux rebelles ce que leur refusaient toutes les lois. Inébranlable dans son dévouement, Glamorgan se tut, ne produisit point les actes secrets, signés *Charles*, qu'il avait entre les mains, dit même que le roi n'était point tenu de ratifier ce qu'il avait cru devoir promettre en son nom. Charles, de son côté, se hâta de le désavouer dans une proclamation qu'il adressa aux chambres (2), et dans ses lettres officielles au conseil de Dublin (3) : à l'en croire, Glamorgan n'avait d'autre mission que de recruter des soldats et de seconder les efforts du lord lieutenant; mais, dans l'un et l'autre parti, le mensonge n'était plus qu'une vieille et inutile habi-

(1) Le 4 janvier 1646.

(2) Le 29 janvier. *Parl. Hist.*, t. III, col. 435.

(3) Du 31 janvier. Carte, *Ormond's Life*, t. III, p. 445-447.

tude; personne, pas même le peuple, n'en était plus trompé. Au bout de quelques jours [1], Glamorgan sortit de prison et recommença toutes ses démarches pour faire passer, au même prix, une armée irlandaise en Angleterre. Le parlement vota que la justification du roi était insuffisante [2]; Cromwell, pour la dernière fois, fut continué dans son commandement [3]; et Charles se vit contraint de chercher encore son salut dans la guerre, comme s'il eût pu la soutenir.

Deux corps de troupes seulement lui restaient : l'un dans le comté de Cornouailles, sous les ordres de lord Hopton; l'autre sur les frontières du pays de Galles, sous ceux de lord Astley. Vers le milieu de janvier, le prince de Galles, toujours gouverneur de l'ouest, mais abandonné par Goring et Greenville, jusque-là ses généraux, avait mandé lord Hopton, longtemps le chef de ces comtés, pour le conjurer de reprendre le commandement des débris d'armée encore réunis autour de lui : « Monseigneur, lui dit Hopton, c'est maintenant » l'usage, pour les gens qui ne veulent pas se sou- » mettre à ce qu'on leur ordonne, de dire que

(1) Le 1er février 1646.
(2) Le 31 janvier. *Parl. Hist.*, t. III, col. 438.
(3) Le 27 janvier. *Ibid.*, t. III, col. 428.

» c'est contre leur honneur, que leur honneur ne » leur permet pas de faire ceci ou cela : pour ma » part, je ne puis obéir aujourd'hui à votre Altesse » sans me résigner au sacrifice de mon honneur ; » car, avec les troupes qu'elle me donne, comment » le conserverais-je? Leurs amis seuls les craignent ; » leurs ennemis s'en moquent ; elles ne sont ter- » ribles qu'au jour du pillage, et résolues que pour » s'enfuir. Cependant, puisque votre Altesse a jugé » nécessaire de m'appeler, je suis prêt à la suivre, » au risque d'y perdre mon honneur ; » et il reprit le commandement de sept ou huit mille hommes. Mais il leur fut bientôt aussi odieux que l'étaient pour lui leurs excès ; les braves mêmes ne pouvaient souffrir sa discipline et sa vigilance, accoutumés sous Goring à une guerre moins gênante et plus profitable. Fairfax, toujours appliqué à soumettre l'ouest, tarda peu à marcher contre eux, et le 16 février, Hopton essuya à Torrington, sur la frontière du comté de Cornouailles, une défaite plus désastreuse que sanglante. Il tenta vainement, en se retirant de ville en ville, de reformer quelque part son armée ; officiers et soldats lui manquaient également : « Je n'ai jamais, disait-il, donné à » cette époque un rendez-vous à un régiment sans » le voir arrivé réduit de moitié ou deux heures

» trop tard. » Fairfax le serrait chaque jour de plus près. A la tête du faible corps qui lui restait fidèle, Hopton se vit bientôt acculé à la pointe de Cornouailles. A Truro, il fut informé que, las de la guerre, et pour en finir, des gens du pays méditaient de se saisir du prince de Galles et de le livrer au parlement. L'heure de la nécessité était venue ; le prince s'embarqua, suivi de son conseil, mais pour se retirer seulement presque en vue des côtes, sur un sol anglais, dans l'île de Scilly. Libre de ce souci, Hopton voulut tenter encore de combattre ; mais ses troupes demandaient à grands cris à capituler. Fairfax lui fit offrir des conditions honorables ; Hopton éludait toujours : ses officiers lui déclarèrent que, s'il n'y consentait, ils traiteraient sans lui : « Traitez donc, leur dit-il, mais » non pour moi ; » et ni lui ni lord Capel ne voulurent en effet être compris dans la capitulation. Les articles signés et l'armée dissoute, ils s'embarquèrent pour rejoindre le prince à Scilly, et le roi ne conserva plus dans le sud-ouest que d'insignifiantes garnisons [1].

Lord Astley n'eut pas un meilleur sort : il était à Worcester avec trois mille hommes ; le roi lui

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 172-189. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 99-115.

ordonna de venir le joindre à Oxford, et en sortit lui-même avec quinze cents chevaux pour aller à sa rencontre. Il voulait avoir auprès de lui un corps suffisant pour attendre les secours d'Irlande, qu'il espérait toujours. Mais avant qu'ils se fussent réunis (1), à Stow, dans le comté de Glocester, sir William Brereton et le colonel Morgan, à la tête d'un corps de parlementaires, atteignirent Astley, dont ils surveillaient depuis un mois les mouvements. La déroute des cavaliers fut complète; dix-huit cents d'entre eux furent tués ou pris, les autres se dispersèrent. Astley lui-même, après une résistance acharnée, tomba au pouvoir de l'ennemi. Il était vieux, fatigué du combat, et marchait péniblement; les soldats, touchés de ses cheveux blancs et de son courage, lui apportèrent un tambour. Il s'assit, et s'adressant aux officiers de Brereton : « Messieurs, leur dit-il, vous avez » fini votre ouvrage ; vous pouvez maintenant aller » jouer, à moins que vous n'aimiez mieux vous » quereller entre vous (2). »

Charles n'avait plus que cette espérance ; il s'empressa de la tenter. Depuis longtemps déjà, et

(1) Le 22 mars 1646.

(2) Rushworth, part. 4, t. I, p. 139-141. — *Old Parl. Hist.*, t. XIV, p. 297-302.

pendant qu'il comblait quelques chefs presbytériens de compromettants égards, il entretenait avec les indépendants, avec Vane surtout, intrigant aussi actif qu'enthousiaste passionné, de secrètes relations. Naguère même ([1]) le secrétaire d'État Nicholas avait écrit à Vane pour le presser de faire en sorte que le roi pût se rendre à Londres et traiter en personne avec les chambres, lui promettant que, si elles exigeaient le triomphe de la discipline presbytérienne, les royalistes se joindraient à ses amis « pour extirper du royaume cette » domination tyrannique, et se garantir mutuelle- » ment leur liberté ([2]). » On ignore ce que Vane répondit à cette lettre; mais, après la déroute d'Astley, le roi lui-même lui écrivit : « Soyez cer- » tain que toutes choses se passeront selon ma pro- » messe; par tout ce qu'il y a de cher à un homme, » je vous conjure de hâter vos bons offices; sinon, » il sera trop tard, et je périrai avant d'en recueillir » le fruit. Je ne puis vous dire toutes mes néces- » sités; mais je suis sûr que, si je le faisais, vous » laisseriez de côté toute autre considération pour » vous prêter à mes désirs. C'est là tout; fiez-vous » à moi : je récompenserai pleinement vos services.

([1]) Le 2 mars 1646.

([2]) Evelyn's *Memoirs*, t. II, Appendice, p. 115.

» J'ai tout dit. Si dans quatre jours je n'ai pas de » réponse, je serai contraint de trouver quelque » autre expédient. Que Dieu vous guide! J'ai » acquitté mon devoir [1]. » Il adressa en même temps un message aux chambres pour offrir de licencier ses troupes, d'ouvrir toutes ses places, et d'aller reprendre sa résidence à Whitehall [2].

A cette proposition, et sur le bruit que tout à coup, sans rien attendre, le roi pourrait bien arriver, la plus vive alarme régna dans Westminster : politiques ou fanatiques, presbytériens ou indépendants, tous savaient que, le roi à Whitehall, ce ne serait plus contre lui qu'éclateraient les émeutes de la cité; tous étaient également résolus de ne point tomber à sa merci. Ils prirent sur-le-champ, contre un tel péril, les mesures les plus violentes : défense fut faite de recevoir le roi, ou de se rendre auprès de lui s'il venait à Londres, ou de fournir à qui que ce fût le moyen de l'approcher. Le comité de la milice reçut des pouvoirs pour empêcher tout rassemblement, arrêter quiconque viendrait avec le roi, prévenir toute affluence vers lui, mettre même au besoin sa propre

(1) Evelyn, t. II, Appendice, p. 116. — Clarendon, *State-Papers*, t. II, p. 227. La lettre est sans date et sans signature.

(2) Le 23 mars 1646. *Parl. Hist.*, t. III, col. 451.

personne à l'abri de tout danger. Les papistes, les délinquants, les officiers réformés, les soldats de fortune, quiconque avait pris parti contre le parlement eut ordre de quitter Londres sous trois jours [1]. Enfin une cour martiale fut instituée [2], et la peine de mort décernée contre toute personne qui entretiendrait, directement ou indirectement, des relations avec le roi, ou qui viendrait sans passe-port d'un camp ou d'une place au pouvoir du roi, ou qui recevrait ou cacherait quelque homme ayant porté les armes contre le parlement, ou qui volontairement laisserait échapper un prisonnier de guerre, etc., etc. Jamais aucun acte des chambres n'avait porté l'empreinte d'un tel effroi.

Vane, de son côté, laissa la lettre du roi sans réponse, ou du moins sans effet.

Cependant les troupes de Fairfax s'avançaient à grandes marches pour bloquer Oxford; déjà le colonel Rainsborough et deux autres régiments étaient campés en vue de la place. Le roi fit offrir à Rainsborough de se rendre à lui s'il voulait engager sa parole de le conduire aussitôt vers le parlement. Rainsborough refusa. Sous peu de jours,

(1) Les 31 mars et 3 avril 1646. *Parl. Hist.*, t. III, p. 452, 453. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 249.

(2) Le 3 avril 1646. Rushworth, part. 4, t. I, p. 252.

le blocus ne pouvait manquer d'être complet; et quelle qu'en fût la durée, le résultat en était infaillible; le roi tombait comme prisonnier de guerre aux mains de ses ennemis [1].

Un seul asile lui restait à tenter, le camp des Écossais. Depuis deux mois déjà, M. de Montreuil, ministre de France, touché de sa détresse plutôt que pour obéir aux instructions de Mazarin, travaillait à le lui ménager. Rebuté d'abord par les commissaires écossais en résidence à Londres, convaincu par un voyage à Édimbourg qu'il n'y avait rien à espérer du parlement d'Écosse, il s'était enfin adressé à quelques chefs de l'armée qui assiégeait Newark; et leurs dispositions lui avaient paru si favorables, qu'il avait cru pouvoir promettre au roi [2], au nom et sous la garantie du roi de France, que les Écossais le recevraient comme leur légitime souverain, le mettraient, lui et les siens, à l'abri de tout danger, concourraient même avec lui de tout leur pouvoir au rétablissement de la paix. Les incertitudes et les rétractations des officiers écossais, qui voulaient bien sauver le roi, mais non se brouiller avec le parlement, firent bientôt voir à Montreuil qu'il s'était

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 257.

(2) Le 1er avril 1646.

trop avancé, et il se hâta de le mander à Oxford. Cependant la nécessité, chaque jour plus pressante, rendait le roi et Montreuil lui-même moins difficiles; la reine, qui, de Paris, avait aussi dans l'armée écossaise des relations et des agents, exhortait son mari à s'y confier. Dans de nouvelles conférences, les officiers firent à Montreuil quelques promesses : il en informa le roi, attentif pourtant à lui répéter que la démarche était hasardeuse, tout autre refuge préférable, disant seulement que, s'il n'en avait aucun autre, il trouverait auprès des Écossais, pour sa personne du moins, pleine sûreté [1].

Décidé ou incertain, Charles ne pouvait plus attendre : déjà Fairfax était à Newbury; le blocus devait être complet sous trois jours. Le 27 avril, à minuit, suivi seulement d'Ashburnham et d'un ecclésiastique, le docteur Hudson, guide bien instruit de tous les chemins, le roi sortit d'Oxford à cheval, déguisé en domestique d'Ashburnham, portant en croupe leur valise commune ; et au même moment, pour donner le change à tous les soupçons, trois hommes sortaient par chacune des portes de la ville. Le roi prit la route de Londres.

[1] Dans ses lettres des 15, 16 et 20 avril. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 247-255. — *State-Papers*, t. II, p. 214-226.

Arrivé sur les hauteurs de Harrow, en vue de sa capitale, il s'arrêta plein d'anxiété; il pouvait descendre, rentrer dans Whitehall, paraître tout à coup au milieu de la cité qui revenait à lui. Mais rien ne lui convenait moins qu'une résolution singulière et hardie, car il manquait de présence d'esprit, et craignait surtout les chances qui pouvaient compromettre sa dignité. Après quelques heures d'hésitation, il s'éloigna de Londres, et marcha vers le nord, mais lentement, presque au hasard, en homme toujours incertain. Montreuil avait promis de venir à sa rencontre à Harborough, dans le comté de Leicester, et ne s'y trouva point. Le roi, inquiet, envoya Hudson à la découverte, et se rejeta dans les comtés de l'est, errant de ville en ville, de château en château, surtout le long des côtes, changeant sans cesse de déguisement, demandant partout des nouvelles de Montrose, et vivement préoccupé du désir de le rejoindre. Mais c'était encore là une trop longue et trop embarrassante entreprise. Hudson revint; rien n'était changé; Montreuil promettait toujours, dans le camp écossais, une retraite, sinon agréable, du moins assurée. Charles se décida enfin, par lassitude plutôt que par choix; et le 5 mai, neuf jours après son départ d'Oxford, de grand matin, Mon-

treuil l'introduisit à Kelham, quartier général des Écossais (1).

A la vue du roi, le comte de Leven et ses officiers affectèrent une extrême surprise : avis de son arrivée fut donné aussitôt aux commissaires du parlement; des courriers partirent pour aller l'annoncer à Édimbourg et à Londres. Officiers et soldats traitaient le roi avec un profond respect; mais le soir, sous prétexte de lui rendre les honneurs qui lui étaient dus, une forte garde fut placée à sa porte; et lorsque, pour connaître sa situation, il voulut essayer de lui donner le mot d'ordre : « Pardon, sire, lui dit Leven; je suis le plus vieux » soldat; votre Majesté permettra que je me charge » de ce soin (2). »

(1) Rushworth, part. 4, t. I, p. 267. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 258. — *State-Papers*, t. II, p. 228. — Whitelocke, p. 214.

(2) Malcolm Laing, *Hist. of Scotland.*, t. III, p. 352, note 7.

LIVRE SEPTIÈME.

Inquiétude et menées des Indépendants. — Séjour du roi à Newcastle. — Il repousse les propositions du parlement. — Le parlement négocie avec les Écossais pour qu'ils lui remettent le roi et se retirent du royaume. — Ils y consentent. — Le roi est conduit à Holmby. — La discorde éclate entre le parlement et l'armée. — Conduite de Cromwell. — Il fait enlever le roi de Holmby. — L'armée marche sur Londres et accuse onze chefs presbytériens. — Ils quittent le parlement. — Séjour du roi à Hamptoncourt. — Négociations de l'armée avec lui. — Émeute de la cité en faveur de la paix. — Un grand nombre de membres des deux chambres se retirent à l'armée. — Elle les ramène à Londres. — Défaite des Presbytériens. — Explosion des républicains et des niveleurs. — Cromwell devient suspect aux soldats. — Ils se soulèvent contre les officiers. — Habileté de Cromwell. — Terreur du roi. — Il s'enfuit à l'île de Wight.

1646-1647.

On sut bientôt à Londres [1] que le roi était sorti d'Oxford, mais sans que rien indiquât où il était, où il voulait aller. Le bruit courut qu'il se cachait dans la cité, et quiconque le recevrait fut de nouveau menacé de mort, *sans merci*. Fairfax

[1] Le 2 mai 1646.

manda qu'il s'était dirigé vers les comtés de l'est, et deux officiers d'un dévouement sûr, les colonels Russel et Wharton, y furent envoyés aussitôt avec ordre de le chercher partout et à tout prix [1]. Parlementaires et royalistes, tous plongés dans la même incertitude, supportaient, avec une égale impatience, ceux-ci leurs espérances, ceux-là leurs terreurs.

Le 6 mai au soir, arriva enfin la nouvelle que le roi était au camp des Écossais. Dès le lendemain les communes votèrent qu'aux deux chambres seules il appartenait de disposer de sa personne, et qu'il serait conduit sans retard au château de Warwick. Les lords refusèrent d'adhérer à ce vote; mais ils approuvèrent que Poyntz, cantonné près de Newark, eût ordre de surveiller tous les mouvements de l'armée écossaise, et Fairfax lui-même fut averti de se tenir prêt à marcher au besoin [2].

Les Écossais, de leur côté, pressés de s'éloigner, obtinrent du roi, le jour même de son arrivée, qu'il ordonnât à lord Bellasis, gouverneur de Newark, de leur ouvrir ses portes, livrèrent la ville aux troupes de Poyntz, et quelques heures

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 267. — Whitelocke, p. 209.
[2] *Parl. Hist.*, t. III, col. 465-466.

après, plaçant le roi à leur avant-garde, ils se mirent en marche vers Newcastle, frontière de leur pays (1).

Le parti indépendant était en proie à une anxiété pleine de colère. Depuis un an tout lui prospérait; maître de l'armée, il avait partout vaincu, et fortement frappé, par ses victoires, l'imagination du peuple; sous sa bannière accouraient tous les esprits hardis, les ambitions énergiques, les espérances exaltées, quiconque avait sa fortune à faire, ou formait des vœux sans mesure, ou méditait quelque grand dessein. Le génie même ne trouvait de place et de liberté que dans ses rangs : Milton (2), jeune encore, mais déjà remarqué pour l'élégance et l'étendue de son savoir, venait de réclamer, avec une noblesse de langage jusque-là inconnue, la liberté de conscience, la liberté de la presse, la faculté du divorce (3); et le clergé presbytérien, indigné de son audace, l'avait sans succès dénoncé aux chambres, plaçant au nombre de leurs péchés la tolé-

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 467. — May, *Hist. du Long-Parl.*, t. II, p. 329, dans ma *Collection*. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 269-271.

(2) Né à Londres, le 9 décembre 1608.

(3) Dans cinq pamphlets contre le gouvernement épiscopal et sur la réforme de l'Église, publiés en 1641 et 1642; dans un pamphlet intitulé : *The doctrine and discipline of divorce*, publié en 1644; et dans

rance de pareils écrits [1]. Un autre, déjà connu par sa résistance passionnée à la tyrannie, John Lilburne, commençait contre les lords, les juges, les jurisconsultes, son infatigable guerre, et déjà la plus bruyante popularité s'attachait à son nom [2]. Le nombre et la confiance des congrégations [3] dissidentes, toutes ralliées aux indépendants, croissaient de jour en jour. Vainement les presbytériens avaient enfin obtenu des chambres l'établissement exclusif et officiel de leur Église [4]; aidés des jurisconsultes et des libertins, les indépendants avaient réussi à maintenir la suprématie du parlement en matière religieuse [5], et la mesure

un pamphlet intitulé : *Speech for the liberty of unlicensed printing*, publié aussi en 1644. (Milton's *Prose Works*, t. I, p. XX, XXII, XXIII, XXV, p. 1-213; édit. in-fol., 2 vol. Londres, 1738.)

(1) Milton's *Prose Works*, t. I, p. XXIII.

(2) *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 19-28.

(3) Le nombre des congrégations anabaptistes, par exemple, était déjà de cinquante-quatre en 1648. Thomas Edwards, ministre presbytérien, publia en 1645, sous le titre de *Gangræna*, un catalogue de ces sectes, pour appeler sur elles les rigueurs du parlement : il en comptait seize principales, et en avait omis plusieurs. (Neal, *Hist. of the Puritans*, t. III, p. 310-313.)

(4) Par plusieurs ordonnances ou votes des 23 août, 20 octobre et 8 novembre 1645, et des 20 février et 14 mars 1646. (Rushworth, part. 4, t. I, p. 205, 210, 224.)

(5) Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 231-270. — *Journals of the House of Commons*, 25 septembre, 10 octobre 1645, 5 et 23 mars, 22 avril 1646. — Baillie, *Letters*, t. II. p. 194, 196, 198. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 459.

ainsi énervée ne s'exécutait qu'avec lenteur ([1]). En même temps la fortune personnelle des chefs du parti, de Cromwell surtout, grandissait à vue d'œil : venaient-ils de l'armée à Westminster? les chambres les accueillaient avec des hommages solennels ([2]); repartaient-ils pour l'armée? les dons d'argent et de terres, les gratifications et les emplois prodigués à leurs créatures attestaient et accroissaient leur crédit ([3]). Partout enfin, à Londres comme dans les comtés, et soit qu'il s'agît de politique ou de religion, des intérêts ou des idées, c'était en faveur du parti indépendant que se prononçait de plus en plus le mouvement social. Et au milieu de tant de prospérités, quand il touchait à la puissance, il se voyait menacé de tout perdre ; car il perdait tout en effet si le roi et les presbytériens s'alliaient contre lui.

Il mit tout en œuvre pour parer ce coup : libre

([1]) L'Église presbytérienne ne fut jamais complétement établie qu'à Londres et dans le comté de Lancaster. (Malcolm Laing, *Hist. of Scotl.*, t. III, p. 347.)

([2]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 463, 529.

([3]) Les chambres donnèrent : 1° à Cromwell (7 février 1646) 2,500 liv. st. de rentes en terres prises sur les biens du marquis de Worcester (*Parl. Hist.*, t. III, col. 439); 2° à Fairfax, quelques mois plus tard, 5,000 liv. st. de rente (Whitelocke, p. 228, 239); 3° à sir William Brereton (en octobre 1646) une gratification de 5,000 liv. st.; 4° à sir Peter Killigrew (en décembre 1646) une gratification de 2,000 liv. st. (*ibid.*, p. 228, 235), etc.

de suivre sa passion, il eût peut-être fait marcher sur-le-champ l'armée contre les Écossais et repris le roi de vive force; mais, malgré ses succès dans les nouvelles élections, il était contraint à plus de réserve; en minorité dans la chambre haute, il ne possédait dans les communes mêmes qu'un ascendant précaire, dû plutôt à l'inexpérience des membres naguère élus qu'à leurs véritables sentiments. Il eut recours à des voies détournées; il essaya par toutes sortes de moyens, audacieux ou artificieux, secrets ou apparents, d'offenser les Écossais ou d'irriter contre eux le peuple, dans l'espoir d'amener une rupture; tantôt leurs courriers étaient arrêtés et leurs dépêches interceptées aux portes mêmes de Londres, par des subalternes dont ils demandaient vainement justice [1]; tantôt les pétitions affluaient contre eux des comtés du nord, racontant leurs exactions, leurs désordres et tout ce que le pays avait à souffrir de leur séjour [2]. L'alderman Foot en présenta une [3] au nom de la cité, qui leur était favorable, et demandait au contraire la répression des sectaires nouveaux, fauteurs de troubles dans l'Église et dans l'État;

(1) Le 9 mai 1646. *Parl. Hist.*, t. III, col. 469.—Whitelocke, p. 209.

(2) Whitelocke, p. 212, 213, 221, 222, 233.

(3) Le 26 mai 1646. *Parl. Hist.*, t. III, col. 474-480. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 202.

les lords en remercièrent le conseil commun, mais à peine obtint-elle des communes une courte et sèche réponse. Quelques régiments restaient encore, dernier débris de l'armée d'Essex, où les sentiments presbytériens prévalaient, entre autres une brigade cantonnée dans le Wiltshire, sous les ordres du major général Massey, le vaillant défenseur de Glocester : on fit arriver contre elle des plaintes de tout genre [1], et l'on réussit à en obtenir le licenciement. Dans les chambres, dans les journaux, dans tous les lieux publics, à l'armée surtout, les indépendants ne parlaient des Écossais qu'avec insulte, tantôt s'indignant de leur avidité, tantôt se moquant de leur parcimonie, s'adressant, avec une ruse grossière, mais efficace, aux préventions nationales, aux méfiances populaires, habiles à ne perdre aucune occasion d'exciter contre leurs ennemis le mépris ou le courroux [2]. Enfin les communes votèrent qu'on n'avait plus besoin de l'armée écossaise, et qu'en lui donnant 100,000 livres sterling, et lui demandant pour le reste ses comptes, on la prierait de retourner dans son pays [3].

(1) Whitelocke, p. 214, 215, 229.
(2) *Mémoires* de Hollis, p. 67-71.
(3) Le 11 juin 1646. *Parl. Hist.*, t. III, col. 484.

Ces menées n'eurent point l'effet qu'on en attendait; les Écossais ne laissèrent percer ni humeur ni colère; mais leur conduite fut plate et incertaine, ce qui convenait encore mieux à leurs ennemis. L'embarras des chefs enclins à servir le roi était extrême. Incurable dans sa duplicité, parce qu'envers des sujets rebelles il ne se croyait tenu à rien, Charles méditait leur ruine en implorant leur appui: « Je ne désespère point », écrivait-il à Digby quelques jours avant son départ d'Oxford, « d'engager les presbytériens ou les in-
» dépendants à se joindre à moi pour s'exterminer
» les uns les autres, et alors je redeviendrai vrai-
» ment roi [1]. » De son côté le peuple presbytérien, écossais ou anglais, toujours gouverné par ses ministres, toujours passionné pour le covenant et le triomphe de son Église, ne voulait entendre parler d'aucun accommodement, d'aucun secours prêté au roi, si ce n'est à ce prix; en sorte que les plus modérés, les plus inquiets de l'avenir ne pouvaient ni se fier à lui, ni rien rabattre avec lui de leurs prétentions. Dans cette perplexité, assaillis à la fois des accusations de leurs adversaires et des exigences de leur parti, leurs paroles se

(1) Le 26 mars 1646. Carte, *Ormond's Life*, t. III, p. 452.

démentaient, leurs démarches se détruisaient l'une l'autre ; ils voulaient la paix, la promettaient au roi, entretenaient sans cesse ses amis de l'effroi que leur inspiraient les indépendants ; et jamais leurs déclarations de zèle pour le covenant, de ferme attachement aux chambres, d'inviolable union avec leurs frères les Anglais, n'avaient été plus multipliées ni plus éclatantes ([1]); jamais ils ne s'étaient montrés, envers le roi et les cavaliers, si ombrageux et si durs. Six des plus illustres compagnons de Montrose, pris à la bataille de Philip-Haugh, furent condamnés et exécutés ; rigueur sans motif, si ce n'est la vengeance, et dont, en Angleterre, la guerre civile n'avait offert aucun exemple ([2]). Charles, avant de quitter Oxford, avait écrit au marquis d'Ormond qu'il ne se rendait au camp des Écossais que sur leur promesse de le soutenir au besoin, lui et ses justes droits ([3]); et quoique leur langage eût été probablement moins explicite que le sien, on ne peut guère douter qu'ils ne lui eussent donné lieu, en effet, d'espérer leur appui. Ormond publia la lettre du roi ([4]); les Écos-

([1]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 471, 473, 488. — *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 8.

([2]) Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 334.

([3]) Le 3 avril 1646. Carte, *Ormond's Life*, t. III, p. 455.

([4]) Le 21 mai 1646.

sais se hâtèrent de la démentir, en la qualifiant de « damnable mensonge [1]. » Les rigueurs redoublaient chaque jour autour de sa personne; quiconque avait porté les armes pour lui eut défense d'en approcher; ses lettres étaient presque toujours interceptées [2]. Enfin, pour donner une éclatante marque de leur fidélité à la cause du covenant, les chefs écossais sommèrent le roi de se laisser instruire dans la vraie doctrine de Christ; et le plus renommé des prédicateurs du parti, Henderson, se rendit à Newcastle pour entreprendre officiellement la conversion du monarque prisonnier [3].

Charles soutint cette controverse avec adresse et dignité, inébranlable dans son adhésion à l'Église anglicane, mais argumentant sans aigreur contre son adversaire, qui lui-même était doux et respectueux. Pendant le cours de la discussion, le roi écrivit aux gouverneurs royalistes qui tenaient encore de rendre leurs places [4], aux chambres

(1) Le 8 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 480-483.

(2) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 271. — Whitelocke, p. 210, 214, 220.

(3) La controverse commença le 29 mai et dura jusqu'au 16 juillet : toutes les notes échangées entre le roi et Henderson ont été recueillies dans les Œuvres du roi, *Works of the king Charles the martyr*, Londres, 1662, in-fol., p. 155-187.

(4) Le 10 juin 1646. *Parl. Hist.*, t. III, col. 487.

de presser l'envoi de leurs propositions (1), à Ormond de continuer ses négociations avec les Irlandais, quoiqu'au moment même il lui ordonnât officiellement de les rompre (2); à Glamorgan enfin, toujours seul instruit de ses secrets desseins : « Si vous pouvez me procurer une forte » somme d'argent en engageant mes royaumes » comme garantie, j'en serai charmé, et, dès que » j'en aurai recouvré la possession, je paierai largement cette dette. Dites au nonce que si je » trouve quelque moyen de me mettre dans ses » mains et dans les vôtres, je n'y manquerai certainement pas, car tous les autres me méprisent, » je le vois bien (3). »

Les propositions des chambres lui arrivèrent enfin (4); les comtes de Pembroke et de Suffolk, et quatre membres des communes étaient chargés de les lui présenter. M. Goodwin, l'un d'entre eux, commençait à les lire. « Pardon, messieurs, dit le » roi en l'interrompant, avez-vous des pouvoirs » pour traiter? — Non, sire. — En ce cas, sauf

(1) Le 10 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 486.

(2) *Ibid.*, col. 487. — Lingard, *Hist. of England*, t. VI, p. 361, édition in-4.

(3) Le 20 juillet 1646. Birch, *Inquiry into Glamorgan's transactions*, etc., p. 245.

(4) Le 23 juillet 1646.

» l'honneur du message, un honnête trompette en » aurait fait autant que vous. » Goodwin acheva sa lecture. « Je pense, dit le roi, que vous n'at- » tendez pas une très prompte réponse, car l'af- » faire est grave.—Sire, répondit lord Pembroke, il » nous est défendu de rester ici plus de dix jours. » — C'est bien, reprit Charles, je vous expédie- » rai en temps convenable; vous pouvez vous re- » tirer [1]. »

Plusieurs jours s'écoulèrent sans que les commissaires entendissent parler de rien. Le roi lisait et relisait tristement les propositions, plus humiliantes et plus dures que celles qu'il avait constamment repoussées. On lui demandait d'adopter le covenant, d'abolir complétement l'Église épiscopale, de remettre aux chambres, pour vingt ans, le commandement de l'armée, de la marine et de la milice; de se résigner enfin à voir ses plus fidèles amis, au nombre de soixante et onze, nominativement exceptés de toute amnistie, et son parti tout entier, quiconque avait pris les armes pour lui, exclu des fonctions publiques tant qu'il plairait au parlement [2]. De toutes parts cependant on s'efforçait de le résoudre à tout

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 513.
[2] *Ibid.*, col. 499-512.

accepter : M. de Bellièvre, ambassadeur de France, arrivé à Newcastle le même jour que le message des chambres, le lui conseillait au nom de sa cour ([1]). Montreuil lui apporta des lettres de la reine qui l'en pressait vivement ([2]); sur un avis de Bellièvre, elle fit même partir sur-le-champ de Paris un homme de sa maison, sir William Davenant, avec ordre de dire au roi que sa résistance était désapprouvée de tous ses amis. « De quels » amis ? dit Charles avec humeur. — De lord » Jermyn, sire. — Jermyn n'entend rien aux » choses de l'Église. — Lord Colepepper est du » même avis. — Colepepper n'a point de religion ; » qu'en pense Hyde ? — Nous l'ignorons, sire : le » chancelier de l'échiquier n'est point à Paris ; il » a abandonné le prince, et est resté à Jersey, au » lieu de le suivre auprès de la reine, qui en est » très offensée. — Ma femme a tort ; le chancelier » est un honnête homme qui ne m'abandonnera » jamais, ni moi, ni le prince, ni l'Église : je suis » très fâché qu'il ne soit pas auprès de mon fils. » Davenant insistait avec la vivacité d'un poëte et la légèreté d'un libertin ; le roi s'emporta et le chassa

([1]) *Parl. Hist.*, col. 512. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, col. 273-275.

([2]) Whitelocke, p. 221.

rudement de sa présence [1]. De la part des presbytériens, les instances n'étaient pas moins vives; plusieurs villes d'Écosse, Édimbourg entre autres, adressèrent au roi des pétitions amicales [2]; la cité de Londres voulait en faire autant, mais une défense formelle des communes l'en empêcha [3]. Enfin la menace vint se joindre à la prière; l'assemblée générale de l'Église écossaise demanda que, si le roi refusait le covenant, il ne pût en aucun cas venir en Écosse [4]; et dans une audience solennelle, en présence des commissaires écossais, le chancelier, lord Lowden, lui déclara que, s'il persistait dans ses refus, l'entrée de l'Écosse lui serait en effet interdite, et qu'en Angleterre on pourrait bien le déposer et instituer un autre gouvernement [5].

Tout échoua contre la fierté du roi, ses scrupules religieux, et aussi quelque secret espoir que nourrissaient toujours de crédules ou d'intrigants amis [6]. Après avoir retardé de jour en jour

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 275.

[2] Whitelocke, p. 220, 223.

[3] *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 5-7. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 205.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 283.

[5] Rushworth, part. 4, t. I, p. 319.

[6] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 207.

sa réponse, le 1er août, il fit appeler enfin les commissaires et leur remit un message écrit où, sans repousser absolument les propositions, il redemandait qu'on le reçût à Londres pour traiter en personne avec le parlement (1).

Les indépendants ne purent contenir leur joie. Les commissaires de retour, il fut proposé, selon l'usage, de voter en leur faveur des remercîments. « C'est le roi qu'il faut remercier ! s'écria » un membre. — Qu'allons-nous devenir, mainte» nant qu'il a refusé nos propositions ? demandait » avec anxiété un presbytérien. — Que serions» nous devenus s'il les eût acceptées ? répondit un » indépendant (2). » Un message arriva des commissaires écossais, offrant de remettre toutes les places qu'ils occupaient, et de retirer d'Angleterre leur armée (3). Les lords votèrent que leurs frères d'Écosse avaient bien mérité du royaume ; les communes ne se joignirent pas à ce vote, mais elles adoptèrent une ordonnance qui défendait de mal parler des Écossais et de rien imprimer contre eux (4). Un moment les deux partis, l'un

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 513-516.
(2) Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 283.
(3) Le 10 août 1646. *Parl. Hist.*, t. III, col. 516.
(4) Le 14 août. *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 61-63. Cette ordonnance

rebuté, l'autre rassuré par les refus du roi, parurent ne plus songer qu'à régler de concert leurs intérêts et leurs débats.

Mais les trêves de prudence ou de dépit sont courtes entre les passions ennemies. Les offres de retraite des Écossais donnaient deux questions à résoudre : Comment seraient réglés les arrérages qui leur étaient dus et qu'ils réclamaient depuis longtemps? Qui disposerait de la personne du roi? Dès qu'elles s'élevèrent, les partis rengagèrent le combat.

Sur la première, les presbytériens eurent sans peine l'avantage : les demandes des Écossais étaient, il est vrai, exorbitantes; déduction faite de ce qu'on leur avait déjà payé, ils réclamaient encore près de 700,000 livres sterling, « sans parler, disaient-» ils, des pertes énormes qu'avait subies l'Écosse » par suite de son alliance à l'Angleterre, et dont » ils confiaient l'évaluation à l'équité des cham-» bres [1]. » Les indépendants se récrièrent, avec une amère ironie, contre une fraternité si onéreuse; à leur tour ils opposèrent aux Écossais un compte détaillé des sommes par eux perçues et de leurs

ne passa dans les communes qu'à la majorité de cent trente voix contre cent deux.

[1] *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 66-71.

exactions dans le nord du royaume, compte d'après lequel l'Écosse se serait trouvée redevable envers l'Angleterre de plus de 400,000 livres sterling [1]. Mais de telles récriminations ne pouvaient être admises, ni même sérieusement débattues par des hommes sensés; la retraite des Écossais était évidemment nécessaire; les comtés du nord la sollicitaient à grands cris; pour l'obtenir, il fallait la payer, car une guerre eût coûté bien plus cher et compromis bien davantage le parlement. L'obstination tracassière des indépendants ne parut qu'une passion aveugle ou une manœuvre de faction; les presbytériens, au contraire, promettaient d'amener les Écossais à des prétentions plus modérées : tous les hommes incertains, ou méfiants, ou réservés, qui ne marchaient sous la bannière d'aucun parti, et qui plusieurs fois, par dégoût du despotisme presbytérien, avaient donné aux indépendants la majorité, se rangèrent en cette occasion du côté de leurs adversaires : 400,000 livres sterling furent votées [2] comme le maximum des concessions que pouvaient espérer les Écossais, payables moitié au moment de leur départ, moitié

(1) *Old. Parl. Hist.*, t. XV, p. 71-75.

(2) En quatre votes de 100,000 liv. st. chacun, les 13, 21, 27 août et 1er septembre. *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 64, 65, 76.

dans un délai de deux ans. Ils acceptèrent le marché, et un emprunt hypothéqué sur la vente des biens de l'Église fut aussitôt ouvert dans la cité pour en remplir les conditions [1].

Mais quand il s'agit de la personne du roi, la position des presbytériens devint embarrassante : eussent-ils désiré qu'il restât entre les mains des Écossais, ils ne pouvaient laisser seulement paraître une telle idée, car l'orgueil national la repoussait absolument ; c'était, disait-on de toutes parts, le droit et l'honneur du peuple anglais de disposer seul de son souverain ; quelle juridiction pouvaient prétendre les Écossais sur le sol de l'Angleterre ? Ils n'y étaient rien que des auxiliaires, des auxiliaires soldés, et qui, en effet, on le voyait bien, ne s'inquiétaient guère que de leur solde : qu'ils prissent donc leur argent et retournassent dans leur pays ; on n'avait d'eux ni besoin ni peur. Les Écossais, de leur côté, quel que fût leur désir d'éviter toute rupture, ne pouvaient accepter sans résistance de tels mépris : Charles, dirent-ils, était leur roi aussi bien que celui des Anglais ; ils avaient comme eux le droit de veiller sur sa personne et sa destinée ; le covenant leur en faisait

(1) Le 13 octobre 1646. Rushworth, part. 4, t. I, p. 376. — *Mémoires* de Hollis, p. 91.

un devoir. La querelle devint très animée; les conférences, les pamphlets, les déclarations, les accusations réciproques se multipliaient et s'échauffaient de jour en jour; chaque jour le peuple, sans distinction de partis, se prononçait plus vivement contre les prétentions des Écossais, car ils étaient déchus dans l'opinion populaire; les préjugés, les antipathies nationales avaient reparu; et leur avidité, leur prudence étroite, leur pédanterie théologique déplaisaient chaque jour davantage à l'esprit plus étendu et plus libre, au fanatisme plus large et plus hardi de leurs alliés. Les chefs politiques du parti presbytérien, Hollis, Stapleton, Glynn, fatigués d'une lutte dans laquelle ils se sentaient contraints et subordonnés, cherchaient impatiemment les moyens d'y mettre un terme. Ils se persuadèrent que si les Écossais remettaient le roi aux mains des chambres, il deviendrait aisé de licencier enfin cette armée fatale, unique force des indépendants, véritable ennemie du parlement et du roi. Ils conseillèrent donc aux Écossais de céder, dans l'intérêt même de leur cause; et au même moment, déterminés sans doute par la même influence, les lords acquiescèrent enfin [1] à ce vote des communes, depuis cinq mois

[1] Le 24 septembre 1646.

en suspens, « qu'aux deux chambres seules il » appartenait de disposer de la personne du roi ([1]). »

Les presbytériens écossais, la plupart du moins, ne demandaient pas mieux que de croire à la sagesse de ce conseil et de le suivre, embarrassés de leur propre résistance et ne sachant comment y renoncer, ni comment la soutenir. Mais les amis du roi avaient acquis naguère, dans le parti, un peu plus de hardiesse et de pouvoir : le duc de Hamilton était à leur tête ; détenu trois ans dans le château du mont Saint-Michel en Cornouailles, par suite des méfiances que sa conduite incertaine avait inspirées à la cour d'Oxford et au roi lui-même, il en sortit enfin quand la place tomba aux mains du parlement, passa quelques jours à Londres, faisant à tous les membres des deux chambres les visites les plus empressées, se rendit de là à Newcastle où Charles venait d'arriver avec l'armée écossaise, rentra bientôt dans son ancienne faveur, et de retour à Édimbourg, y faisait, pour le salut du roi, les plus sincères efforts ([2]). A lui se

([1]) Rushworth, part. 4, t. 1, p. 329-372. — *Mémoires* de Hollis, p. 92-94. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 284. — Baillie, *Letters*, t. II, p. 257. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 369, 560.

([2]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 79-84 ; t. VIII, p. 189, 201 ; t. IX, p. 42. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 327.

rallièrent aussitôt presque toute la haute noblesse du royaume, et, dans la bourgeoisie, les presbytériens modérés, les hommes sages que dégoûtaient l'aveugle fanatisme de la multitude et l'insolente domination de ses ministres, les hommes honnêtes et timides prêts à tout sacrifier pour retrouver quelque repos. Ils obtinrent l'envoi d'une nouvelle et solennelle députation qui vint à Newcastle conjurer à genoux le roi d'accepter enfin les propositions du parlement. Les instances passionnées de ces députés, tous compatriotes de Charles, presque tous compagnons de sa jeunesse, ébranlèrent sa résolution : « Sur ma parole, leur dit-il, » les dangers que vous m'avez peints me troublent » moins que le chagrin de ne pas donner prompte » et pleine satisfaction aux vœux de mon pays » natal, exprimés par votre bouche. Je ne veux pas » qu'on se trompe sur mes intentions, je ne refuse » point; non, je proteste que je ne refuse point. » Mais songez bien que ce que je demande uniquement, c'est d'être entendu, entendu par les gens » de Londres : si un roi refusait une telle chose » au moindre de ses sujets, il passerait à juste » titre pour un tyran. » Le lendemain même, sans doute après de nouvelles sollicitations, il offrit de borner le maintien de l'Église épiscopale à cinq

diocèses ([1]), laissant le régime presbytérien prévaloir dans le reste du royaume, réclamant seulement, pour lui et les siens, la liberté de leur conscience et de leur culte, jusqu'à ce que, de concert avec les chambres, il eût mis un terme à tous leurs différends. Mais nulle concession partielle ne pouvait suffire au peuple presbytérien; et plus le roi en offrait de grandes, plus on doutait de sa sincérité. Sa proposition fut à peine écoutée. Hamilton, découragé, parla de se retirer sur le continent; le bruit se répandit en même temps que l'armée écossaise était près de rentrer dans son pays. Le roi écrivit sur-le-champ au duc ([2]) : « Hamilton, j'ai tant à écrire et si peu de loisir, » que cette lettre sera comme les temps actuels, » sans ordre ni raison.... Les gens de Londres se » flattent qu'ils mettront la main sur moi, en disant » à nos compatriotes qu'ils ne veulent nullement » faire de moi un prisonnier; mon Dieu non, pas » le moins du monde, seulement me donner une » honorable garde qui me suivra partout, pour la » sûreté de ma personne. Je dois donc vous dire, » et bien loin d'en faire un secret, je désire que

([1]) Les diocèses d'Oxford, de Winchester, de Bristol, de Bath et Wells, et d'Exeter.

([2]) Le 26 septembre 1646.

» tous le sachent, que je ne veux point être laissé » en Angleterre quand cette armée en sortira, à » moins que bien clairement, et par des conven- » tions stipulées selon les anciennes formes légales, » je n'y demeure en homme libre, et sans qu'on » m'impose, sous aucun prétexte, aucun serviteur » dont je ne veuille point. Ne partez pas, je vous » le demande ; » et il finissait sa lettre par ces mots : « Votre plus sûr, plus véritable, plus fidèle et plus » constant ami [1]. » Hamilton resta : le parlement d'Écosse se réunit [2] ; ses premières séances semblèrent annoncer en faveur du roi une bienveillance ferme et active. Il déclara [3] qu'il soutiendrait le gouvernement monarchique dans la personne et les descendants de sa Majesté, ainsi que ses justes droits à la couronne d'Angleterre, et que des instructions seraient envoyées aux commissaires écossais à Londres, afin d'obtenir que le roi pût s'y rendre avec honneur, sûreté et liberté. Mais dès le lendemain, la commission permanente de l'assemblée générale de l'Église presbytérienne adressa au parlement une remontrance publique, l'accusant d'écouter de perfides conseils, et se plai-

(1) Rushworth, part 4, t. 1, p. 327-329.

(2) En novembre 1646.

(3) Le 16 décembre.

gnant qu'il mît en péril l'union des deux royaumes, seul espoir des vrais fidèles, pour servir un prince obstiné à repousser le covenant de Christ [1]. Contre une telle intervention, Hamilton et ses amis étaient sans pouvoir. Le parlement docile rétracta son vote de la veille, et les modérés n'obtinrent plus rien qu'une nouvelle démarche auprès du roi pour qu'il acceptât les propositions. Charles, à son tour, n'y répondit que par un nouveau message, pour demander à traiter en personne avec le parlement [2].

Au même moment où il exprimait pour la cinquième fois cet inutile vœu, les chambres signaient le traité qui réglait la retraite de l'armée écossaise, et comment en serait payé le prix [3]. L'emprunt ouvert dans la cité avait été rempli à l'instant; le 16 décembre, les 200,000 livres sterling, que devaient toucher les Écossais avant leur départ, renfermées dans deux cents caisses scellées du sceau des deux nations, et chargées sur trente-six charrettes [4], sortirent de Londres sous l'escorte d'un corps d'infanterie; et Skippon qui le com-

(1) Rushworth, part. 4, t. I, p. 390. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 364-368.

(2) Le 20 décembre 1646. Rushworth, part. 4, t. I, p. 393.

(3) Le 23 décembre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 532-536.

(4) Rushworth, part. 4, t. I, p. 389. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 533.

mandait mit à l'ordre du jour que tout officier ou soldat qui, par actions, paroles ou autrement, donnerait à quelque officier ou soldat écossais quelque sujet de plainte, serait aussitôt sévèrement puni (1). Le convoi entra dans York le 1er janvier 1647, au bruit du canon de la place qui célébrait son arrivée (2); et trois semaines après, les Écossais reçurent à North-Allerton leur premier paiement. Le nom du roi ne fut point prononcé dans les actes de cette négociation; mais huit jours après la signature du traité (3), les deux chambres votèrent qu'il serait conduit au château de Holmby, dans le comté de Northampton; et sa personne faisait si bien partie du marché que les communes agitèrent la question de savoir si des commissaires seraient envoyés à Newcastle pour le recevoir solennellement des mains des Écossais, ou si elles ne demanderaient pas qu'il fût remis sans cérémonie à Skippon avec les clefs de la place et la quittance de l'argent. Les indépendants insistaient vivement pour ce dernier mode, charmés d'avilir en même temps le roi et leurs rivaux; mais les presbyté-

(1) Whitelocke, p. 240.

(2) *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 217. — Drake, *History of York*, p. 171; in-fol. Londres, 1736.

(3) Le 31 décembre 1646. *Parl. Hist.*, t. III, col. 538.

riens réussirent à le faire rejeter [1]; et le 12 janvier, neuf commissaires, trois lords et six membres des communes [2], avec une suite nombreuse, partirent de Londres pour aller prendre respectueusement possession de leur souverain [3].

Charles jouait aux échecs quand il reçut le premier avis du vote des chambres et de sa prochaine translation au château de Holmby; il acheva tranquillement sa partie, et se contenta de répondre qu'à l'arrivée des commissaires il leur ferait connaître sa volonté [4]. Cependant l'anxiété croissait autour de lui; ses amis, ses serviteurs lui cherchaient partout quelque secours ou quelque refuge, tantôt méditant une nouvelle fuite, tantôt essayant de susciter, dans quelque coin du royaume, un nouveau soulèvement [5]. Le peuple même commençait à se montrer touché de son sort. Un ministre écossais, prêchant devant lui à Newcastle,

(1) Le 6 janvier 1647. *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 264.

(2) Les comtes de Pembroke et de Denbigh, lord Montague, sir John Coke, sir Walter Earl, sir John Holland, sir James Harrington, M. Crew, et le major général Brown.

(3) *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 265. — *Mémoires* de Herbert, p. 6, dans ma *Collection*.

(4) Le 15 janvier 1647. *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 278. — Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 307.

(5) *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 269, 307 et suiv. — Whitelocke, p. 237.

désigna aux chants de l'assemblée le psaume LIe qui commence par ces mots : « Tyran, pourquoi » te glorifies-tu dans ta malice et te vantes-tu de » tes iniquités ! » Le roi, se levant tout à coup, entonna, au lieu de ce verset, le psaume LVIe : « Aie pitié de moi, mon Dieu, car mes ennemis » m'ont foulé aux pieds tout le jour, et il y en a » beaucoup qui me font la guerre ; » et d'un commun élan, toute l'assistance se joignit à lui ([1]) : mais la pitié du peuple est tardive et demeure longtemps sans effet.

Les commissaires arrivèrent à Newcastle ([2]) ; le parlement d'Écosse avait officiellement consenti à la remise du roi ([3]). « Je suis vendu et acheté, » dit-il en l'apprenant ([4]). Cependant il reçut bien les commissaires, s'entretint gaiement avec eux, félicita lord Pembroke d'avoir pu, à son âge et par une saison si rude, faire sans fatigue un si long voyage, s'informa de l'état des routes, parut vouloir enfin qu'on le crût bien aise de se rapprocher du parlement ([5]). A la veille de le quitter, les commissaires écossais, lord Lauderdale surtout,

([1]) Whitelocke, p. 234.
([2]) Le 23 janvier 1647.
([3]) Le 16 janvier 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 541.
([4]) Whitelocke, p. 240.
([5]) *Mémoires* de Herbert, p. 7, dans ma *Collection*.

le plus clairvoyant de tous, firent auprès de lui en faveur du covenant une dernière tentative : « Que le roi l'adopte, disaient-ils, et au lieu de le » remettre aux Anglais, nous l'emmènerons à Ber- » wick; nous lui obtiendrons des conditions rai- » sonnables. » Ils offrirent même à Montreuil, qui leur servait toujours d'intermédiaire, une forte somme s'il pouvait seulement obtenir du roi une simple promesse [1]. Charles persista dans ses refus, mais sans se plaindre de la conduite de l'Écosse à son égard, traitant également bien les commissaires des deux nations, évidemment appliqué à ne témoigner à l'une ni à l'autre aucune méfiance ni humeur [2]. Las de leur impuissance, les Écossais s'éloignèrent enfin; Newcastle fut remis aux troupes anglaises [3], et le roi en partit le 9 février, sous l'escorte d'un régiment de cavalerie. Ils voyageaient avec lenteur; partout accourait sur sa route une foule empressée; on lui amenait les malades atteints des écrouelles; on les rangeait autour de sa voiture ou près de sa porte pour qu'il les touchât en passant. Les commissaires

[1] Thurloe, *State-Papers*, t. I, p. 87. — Lettre de M. de Montreuil à M. de Brionne, du 2 février 1647.
[2] Thurloe, *State-Papers*, t. I, p. 87.
[3] Le 30 janvier 1647.

effrayés interdirent ce concours ([1]), mais avec peu de fruit, car personne n'était encore accoutumé à opprimer ou à craindre, et les soldats mêmes n'osaient repousser trop rudement les citoyens ([2]). Aux approches de Nottingham, Fairfax, qui avait là son quartier général, vint au-devant du roi, mit pied à terre dès qu'il l'aperçut, lui baisa la main, et, remontant à cheval, traversa la ville à côté de lui, dans un entretien respectueux. « Le » général est un homme d'honneur, dit le roi en le » quittant; il m'a tenu parole ([3]). » Et, le surlendemain ([4]), en entrant à Holmby, où s'étaient réunis, pour fêter son arrivée, beaucoup de gentilshommes et de bourgeois des environs, il s'applaudit hautement de l'accueil qu'il avait reçu de ses sujets ([5]).

A Westminster, les presbytériens eux-mêmes en conçurent quelque inquiétude; mais elle céda bientôt à la joie de se voir maîtres du roi, et libres enfin d'attaquer hardiment leurs ennemis. Charles

([1]) Le 9 février 1647, par une déclaration publiée à Leeds. *Parl. Hist.*, t. III, col. 549.

([2]) *Mémoires* de Herbert, p. 10.

([3]) Whitelocke, p. 242. On ignore à quelle promesse Charles faisait allusion; peut-être à celle de le recevoir et de s'entretenir avec lui comme le fit Fairfax.

([4]) Le 16 février 1647.

([5]) *Mémoires* de Herbert, p. 10.

arriva à Holmby le 16 février; et le 19, les communes avaient déjà voté que l'armée serait licenciée, sauf ce qu'exigeraient la guerre d'Irlande, le service des garnisons et la police du royaume ([1]). Peu s'en fallut que Fairfax ne fût d'avance écarté du commandement des troupes qu'on devait garder ([2]); et, en le lui conservant, on décréta qu'aucun membre de la chambre ne pourrait servir avec lui, qu'il n'aurait sous ses ordres aucun officier au-dessus du grade de colonel, qu'ils seraient tous tenus de se conformer à l'Église presbytérienne et d'adopter le covenant ([3]). Les lords, de leur côté, pour soulager, disaient-ils, les comtés voisins de Londres les plus dévoués à la cause publique, demandèrent que l'armée, en attendant sa dissolution, prît plus loin ses cantonnements ([4]). Un emprunt de 200,000 liv. sterl. fut ouvert dans la cité, afin de payer aux troupes licenciées une portion de leurs arrérages ([5]). Enfin,

([1]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 558. Cette motion fut adoptée par cen cinquante-huit voix contre cent quarante-huit.

([2]) La motion ne fut rejetée que par une majorité de douze voix, cent cinquante-neuf contre cent quarante-sept. *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 331. — Whitelocke, p. 243.

([3]) Cette motion fut adoptée par cent trente-six voix contre cent huit. *Parl. Hist.*, t. III, col. 558.

([4]) Le 24 mars 1647. *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 335.

([5]) *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 348. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 449.

un comité spécial où siégeaient presque tous les chefs presbytériens, Hollis, Stapleton, Glynn, Maynard, Waller, eut ordre de veiller à l'exécution de ces mesures, surtout au prompt départ des secours que les malheureux protestants d'Irlande attendaient depuis longtemps [1].

L'attaque n'était point imprévue : depuis deux mois les indépendants se sentaient déchoir dans la chambre, car la plupart des nouveaux élus, d'abord en méfiance du despotisme presbytérien, commençaient à se tourner contre eux [2]. « Quelle » misère, dit un jour Cromwell à Ludlow, de servir » un parlement! Qu'un homme soit fidèle tant » qu'il voudra, s'il survient quelque légiste qui le » calomnie, il ne s'en lavera jamais; au lieu qu'en » servant sous un général on est aussi utile, et l'on » n'a à craindre ni le blâme ni l'envie : si ton père » vivait, il dirait bien leur fait à ces gens-là [3]. » Républicain sincère, et encore étranger aux intrigues de son parti, quoiqu'il en partageât les passions, Ludlow ne comprit rien et ne répondit point aux avances de Cromwell; mais d'autres étaient plus faciles à abuser ou à séduire. Déjà Cromwell

[1] *Mémoires* de Hollis, p. 104. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 450.
[2] *Mémoires* de Hollis, p. 94-101.
[3] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 209, dans ma *Collection*.

avait dans l'armée d'habiles complices et d'aveugles instruments : Ireton, qui devint bientôt son gendre, autrefois jurisconsulte, maintenant commissaire général de la cavalerie, esprit ferme, opiniâtre et subtil, capable de poursuivre sans bruit et avec une ruse profonde, quoique sous des formes franches et rudes, les plus audacieux desseins; Lambert, l'un des plus brillants officiers de l'armée, ambitieux, vaniteux, et qui, élevé, comme Ireton, pour le barreau, avait retenu de ses études un art d'insinuation et de parole dont il se servait complaisamment auprès des soldats; Harrison, Hammond, Pride, Rich, Rainsborough, tous colonels d'une bravoure éprouvée, d'un renom populaire, liés à Cromwell, Harrison parce que, dans de pieuses assemblées, ils avaient cherché ensemble le Seigneur; Hammond, parce qu'il lui devait son mariage avec une fille de Hampden [1]; les autres, parce qu'ils subissaient l'ascendant de son génie, ou attendaient leur fortune de la sienne, ou lui obéissaient en soldats. Par eux, Cromwell, bien que, la guerre finie, il fût venu reprendre sa place à Westminster, conservait dans l'armée toute son influence, et y déployait de loin son infatigable activité. Dès qu'il fut question de licen-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 5.

ciement, ceux-là surtout éclatèrent en murmures; c'était à eux qu'arrivaient de Londres les nouvelles, les insinuations, les conseils; ils les faisaient circuler aussitôt dans les cantonnements, exhortant sous main les soldats à tenir ferme pour l'entier paiement de leurs arrérages, à repousser le service d'Irlande, surtout à ne point se laisser désunir. Cromwell cependant, immobile à Londres pour écarter les soupçons, déplorait dans la chambre le mécontentement de l'armée, et se répandait en protestations de dévouement (1).

Une pétition arriva d'abord, signée seulement de quatorze officiers (2), écrite d'un ton humble et bienveillant. Ils promettaient de se rendre en Irlande au premier ordre, et se contentaient d'offrir en passant, sur le paiement des arrérages et les garanties qu'avaient droit d'attendre les troupes, de modestes conseils. Les chambres les remercièrent, mais avec humeur, et en disant qu'il ne convenait à personne de donner au parlement des instructions (3). A peine leur réponse arrivait à l'armée, une nouvelle pétition y fut préparée à l'instant, bien plus ferme et plus précise. On y

(1) *Mémoires* de Hollis, p. 115-117.—*Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 341. — *Mémoires* de sir John Berkley, p. 167, dans ma *Collection*.

(2) Le 25 mars 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 560.

(3) *Parl. Hist.*, t. III, col. 562.

demandait que les arrérages fussent exactement réglés ; que nul ne fût tenu de passer contre son gré en Irlande ; que les soldats mutilés, les veuves et les enfants des soldats morts reçussent des pensions ; que de prompts à-compte dispensassent les troupes de peser sur leurs cantonnements. Ce n'était plus par quelques officiers, mais au nom des officiers et des soldats que la pétition était rédigée ; et elle s'adressait, non plus aux chambres, mais à Fairfax, interprète naturel de l'armée et gardien de ses droits. Enfin, on lisait le projet en tête des régiments ; on menaçait les officiers qui refusaient de le signer (1).

Au premier bruit de ces menées, les chambres ordonnèrent à Fairfax de les interdire, déclarant que quiconque y persisterait serait considéré comme ennemi de l'État et perturbateur du repos public, exigeant de plus que quelques officiers leur vinssent donner des explications (2).

Fairfax répondit qu'il obéirait : Hammond, Pride, Lilburne et Grimes se rendirent à Westminster (3), et nièrent hautement les faits dont ils

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 562-567. — Whitelocke, p. 245.

(2) Cette déclaration est du 30 mars 1647. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 567.

(3) Le 1er avril 1647.

étaient accusés : « Il n'est pas vrai, dit Pride, que » le projet de pétition ait été lu en tête du régi- » ment. » C'était en tête de chaque compagnie qu'avait eu lieu la lecture : mais on n'insista point ; il suffisait, dit-on, que le projet fût abandonné et désavoué (1).

On reprit les préparatifs du licenciement : l'emprunt ouvert dans la cité traînait en longueur et ne pouvait suffire ; une taxe générale de 60,000 livres sterling par mois fut établie pour y suppléer (2). On pressa surtout la formation des corps destinés à l'Irlande ; on promit à ceux qui s'y engageraient de grands avantages : Skippon et Massey furent désignés pour les commander (3). Cinq commissaires, tous du parti presbytérien, se rendirent au quartier général pour y annoncer ses résolutions.

Le jour même de leur arrivée (4), deux cents officiers, réunis chez Fairfax, entrèrent avec eux en conférence : « Qui nous commandera en Ir- » lande? demanda Lambert. — Le major général

(1) Rushworth, part. 4, t. I, p. 444. — *Mémoires* de Hollis, p. 110.

(2) L'ordonnance, proposée au commencement du mois d'avril, ne fut définitivement rendue que le 23 juin suivant (Rushworth, part. 4, t. I, p. 582). La taxe était votée pour un an.

(3) Rushworth, part. 4, t. I, p. 452. — *Mémoires* de Hollis, p. 112.

(4) Le 15 avril 1647.

» Skippon et le major général Massey sont nom-
» més. — L'armée, reprit Hammond, suivra vo-
» lontiers le major général Skippon ; elle connaît
» le mérite de ce grand soldat ; mais avec lui il
» nous faut encore les officiers généraux que nous
» avons tant de fois éprouvés. — Oui, tous, tous !
» s'écria-t-on. Fairfax et Cromwell ! et nous irons
» tous. » Les commissaires, déconcertés, sortirent de la salle, invitant les officiers de bonne volonté à venir les trouver à leur logement. A peine douze ou quinze répondirent à l'invitation (1).

Quelques jours après (2), cent quarante et un officiers adressèrent aux chambres une justification solennelle de leur conduite : « En devenant sol-
» dats, disaient-ils, nous n'avons point cessé d'être
» citoyens ; défenseurs des libertés de notre pays,
» nous ne pouvons tomber nous-mêmes en servi-
» tude ; on repousse, on interdit nos pétitions, et
» l'on accueille, on provoque celles qui arrivent
» contre nous de divers comtés. On nous a traités
» d'ennemis de l'État ; nous espérons qu'on nous
» relèvera de cette accusation, et qu'avant de nous
» licencier, on nous accordera, pour notre sûreté

(1) Rushworth, part. 4, t. I, p. 457. — Whitelocke, p. 244.

(2) Le 27 avril. *Parl. Hist.*, t. III, col. 568. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 469-472.

» personnelle et pour nos arrérages, les garanties » dont nous avons besoin. »

La chambre achevait à peine la lecture de cette lettre ([1]); Skippon se leva, et en remit une autre que lui avaient apportée la veille trois simples soldats : huit régiments de cavalerie s'y refusaient expressément au service d'Irlande : « Piége perfide, di- » saient-ils, pur prétexte pour séparer les soldats » des officiers qu'ils aiment, et couvrir l'ambition » de quelques hommes qui, longtemps serviteurs, » ont tâté naguère de la souveraineté, et, pour » demeurer maîtres, dégénèrent en tyrans. » A cette attaque personnelle, les chefs presbytériens, surpris autant qu'irrités, demandèrent que la chambre, toute affaire cessante, fît appeler et interrogeât elle-même les trois soldats. Ils se présentèrent, le regard ferme, le maintien assuré ([2]) : « Où a été délibérée cette lettre? leur demanda » l'orateur. — A un rendez-vous de régiments. — » Qui l'a écrite? — Un conseil d'agents nommés » par chaque régiment. — Vos officiers l'ont-ils » approuvée? — Bien peu en sont informés. — » Savez-vous qu'il n'y a que des cavaliers qui

([1]) Le 30 avril.

([2]) Ils s'appelaient Édouard Sexby, William Allen et Thomas Sheppard.

» puissent avoir provoqué une telle démarche?
» Vous-mêmes, n'avez-vous jamais été cavaliers?
» —Nous sommes entrés au service du parlement
» avant la bataille d'Edge-Hill, et ne l'avons jamais
» quitté. » L'un des trois s'avança : — « J'ai reçu
» une fois cinq blessures ; j'étais tombé ; le major
» général Skippon me vit à terre, s'approcha de
» moi, et me donna cinq schellings pour me pro-
» curer quelques secours ; le major général peut
» dire si je mens. — C'est vrai, dit Skippon avec
» un regard d'intérêt sur le soldat. — Mais que
» veut dire cette phrase où vous parlez de la sou-
» veraineté? — Nous ne sommes que les agents
» de nos régiments ; si la chambre veut nous don-
» ner ses questions par écrit, nous les porterons
» aux régiments, et nous lui rapporterons la ré-
» ponse [1]. »

Un violent tumulte s'éleva dans la chambre ; les presbytériens éclataient en menaces. Cromwell se pencha vers Ludlow assis à côté de lui : « Ces gens-» là, dit-il, n'auront pas de repos que l'armée ne » les ait mis dehors par les oreilles [2]. »

La colère fit bientôt place à l'inquiétude : on

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 474. — *Mémoires* de Hollis, p. 120. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 213. — Whitelocke, p. 249.

[2] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 213.

venait de faire de tristes découvertes ; il ne s'agissait plus de réprimer des troupes mécontentes ; l'armée entière se concertait, s'érigeait en pouvoir indépendant, rival peut-être, avait déjà son propre gouvernement. Deux conseils composés, l'un des officiers, l'autre des *agents* ou *agitateurs* nommés par les soldats, réglaient toutes ses démarches, et se préparaient à négocier en son nom. Tout était prévu pour soutenir cette organisation naissante ; chaque escadron, chaque compagnie nommait deux agitateurs ; toutes les fois que leur réunion devenait nécessaire, chaque soldat donnait huit sous pour suffire aux frais, et les deux conseils ne devaient jamais agir qu'en commun (1). En même temps le bruit se répandait, et non sans cause, que de l'armée étaient venues au roi des propositions ; s'il voulait se placer à sa tête et sous sa garde, elle lui offrait, disait-on, de le rétablir dans ses justes droits (2). Au sein même des chambres, à l'aspect de ce pouvoir nouveau, et craignant sa force encore plus que son triomphe, les

(1) Rushworth, part. 4, t. I, p. 485. — *Mémoires* de Fairfax, p. 402-404. — *Mémoires* de Hollis, p. 118. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 213, dans ma note.

(2) Dès le commencement du mois d'avril, en effet, des propositions de ce genre furent adressées au roi par quelques officiers. Charles les repoussa. (Clarendon, *State-Papers*, t. II, p. 365.)

hommes prudents devenaient timides : les uns s'éloignaient de Londres ; les autres, comme Whitelocke, se rapprochaient des généraux, de Cromwell surtout, qui s'empressait de les accueillir [1]. On résolut d'essayer de la complaisance, et d'employer auprès de l'armée ses propres chefs. Deux mois de solde furent promis, au lieu de six semaines d'abord votées, aux troupes qu'atteindrait le licenciement [2]; on prépara une ordonnance d'amnistie générale pour tous les désordres et actes illégaux commis pendant la guerre [3]; un fonds fut assigné pour secourir les veuves et les enfants de soldats [4]. Enfin Cromwell, Ireton, Skippon, Fleetwood, tous les généraux membres des communes, et qui pouvaient plaire à l'armée, furent chargés de rétablir l'harmonie entre elle et le parlement [5].

Quinze jours s'écoulèrent sans que leur présence au quartier général parût produire aucun effet. Ils écrivaient souvent, mais leurs lettres n'annon-

(1) Whitelocke, p. 253.

(2) Le 14 mai 1647. Rushworth, part. 4, t. I, p. 484.

(3) Rushworth, part. 4, t. I, p. 484. L'ordonnance fut définitivement adoptée le 21 mai. — *Ibid.*, p. 489.

(4) *Mémoires* de Hollis, p. 124.

(5) Ils se rendirent au quartier général à Saffronwalden, dans le comté d'Essex, le 7 mai 1647.

çaient rien : tantôt le conseil des officiers avait refusé de répondre sans le concours des agitateurs; tantôt les agitateurs eux-mêmes avaient demandé du temps pour consulter les soldats ([1]). Chaque jour, et sous les yeux des commissaires du parlement, ce gouvernement ennemi prenait plus de consistance et de pouvoir. Cromwell cependant ne cessait d'écrire qu'il s'épuisait en vains efforts pour apaiser l'armée, que son crédit en souffrait beaucoup, que bientôt lui-même serait suspect et odieux aux soldats ([2]). Quelques uns des commissaires revinrent enfin à Londres, rapportant, de la part de l'armée, les mêmes propositions, les mêmes refus ([3]).

Les chefs presbytériens s'y attendaient, et, profitant de l'humeur de la chambre qui avait voulu espérer davantage, ils obtinrent en quelques heures d'assez fermes résolutions. Sur une motion de Hollis, on vota que les troupes qui ne s'engageraient pas pour l'Irlande seraient à l'instant licenciées; on régla tous les détails de la mesure, le jour, le lieu, les moyens. Les corps devaient

([1]) Rushworth, part. 4, t. I, p. 480, 485, 487. — *Mémoires* de Huntington, p. 310-312, dans ma *Collection*.

([2]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 298-301.

([3]) Rushworth, part. 4, t. I, p. 491.

être dissous brusquement, isolément, chacun dans ses quartiers, presque au même moment ou à des intervalles très rapprochés, afin qu'ils ne pussent se concerter ni se réunir. On expédia sur divers points l'argent nécessaire aux premiers actes de l'opération; des commissaires, tous presbytériens, partirent pour la surveiller [1].

Ils trouvèrent l'armée en proie à la confusion la plus violente : instruits du coup qui les menaçait, l'insurrection avait éclaté dans la plupart des régiments; les uns, chassant les officiers dont ils se méfiaient, s'étaient d'eux-mêmes mis en marche, enseignes déployées, pour aller rejoindre leurs camarades; d'autres se retranchaient en armes dans les églises, déclarant qu'ils ne se sépareraient point; quelques uns s'étaient emparés de l'argent destiné au licenciement; tous demandaient à grands cris un rendez-vous général où l'armée entière pût se faire entendre; et une lettre fut aussitôt adressée à Fairfax [2], au nom des soldats, portant que, si leurs officiers refusaient de les conduire, ils sauraient bien sans eux se réunir et défendre leurs droits. Fairfax, troublé, désolé,

(1) Rushworth, part. 4, t. I, p. 493, 494, 496. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 582. — *Mémoires* de Hollis, p. 125. Ces résolutions furent adoptées par la chambre des pairs, le 22 mai 1647.

(2) Le 29 mai.

exhortait les officiers, écoutait les soldats, écrivait aux chambres, sincère et impuissant avec tous les partis, également incapable de renoncer à la popularité et d'exercer le pouvoir. Il convoqua enfin un conseil de guerre [1], et là les officiers, à l'exception de six, votèrent que les résolutions des chambres n'étaient point satisfaisantes, que l'armée ne pouvait se séparer sans de plus sûres garanties, qu'elle resserrerait ses cantonnements, qu'un rendez-vous général serait assigné pour calmer les craintes des soldats, et qu'une humble représentation du conseil en informerait le parlement [2].

Aucune illusion n'était plus possible ; leur autorité ainsi bravée, les chambres ne pouvaient plus se suffire elles-mêmes; il leur fallait, contre de tels ennemis, une autre force que leur nom, un autre appui que la loi. Le roi d'une part, de l'autre la cité, toujours presbytérienne et bien près de devenir royaliste, pouvaient seuls le leur fournir. Déjà quelques mesures avaient été prises dans cette vue : de l'aveu du conseil commun, le commandement de la milice avait été enlevé au

(1) Le 29 mai.

(2) Rushworth, part. 4, t. I, p. 496-500. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 584-588. — *Mémoires* de Hollis, p. 126-128.

parti indépendant, et remis à un comité tout presbytérien ([1]); une garde plus nombreuse veillait aux portes des chambres; 12,000 livres sterling avaient été ajoutées aux frais de son entretien ([2]); les officiers réformés, débris fidèle de l'armée d'Essex, séjournaient librement et en foule dans la cité. Au grand regret du parti, Essex lui-même ne vivait plus; il était mort presque subitement vers la fin de l'année précédente ([3]), à la suite d'une partie de chasse, au moment où il se préparait, dit-on, à intervenir avec éclat en faveur de la paix; et sa perte avait paru pour les presbytériens un coup si funeste que des bruits d'empoisonnement en avaient couru sur le compte de leurs ennemis ([4]). Mais Waller, Poyntz, Massey étaient pleins de zèle et tout prêts à se déclarer. Quant au roi, les chambres pouvaient craindre qu'il ne fût pour elles dans des dispositions moins favorables : deux fois, avec la sèche rigueur des haines théologiques, elles lui avaient refusé le ser-

([1]) Par une ordonnance du 4 mai 1647. Rushworth, part. 4, t. I, p. 472, 478.

([2]) *Ibid.*, p. 496.

([3]) Le 14 septembre 1646.

([4]) *Old Parl. Hist.*, t. XV, p. 97. — Whitelocke, p. 233. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 293.

vice de ses chapelains [1]; et deux ministres presbytériens, MM. Marshall et Caryll, célébraient solennellement leur culte à Holmby, quoique Charles refusât toujours d'y assister [2]; ses serviteurs les plus affidés avaient été éloignés de sa personne [3]; toute tentative de correspondance au dehors, avec sa femme, ses enfants ou ses amis, était sévèrement réprimée [4]; à grand'peine même un des commissaires du parlement d'Écosse, lord Dumferline, obtint la permission de l'entretenir [5]; enfin, il avait naguère [6] adressé aux chambres une réponse détaillée aux propositions qu'il en avait reçues à Newcastle, et plus de quinze jours s'étaient écoulés sans qu'on parût décidé à la prendre en considération. Après tant et de si importunes rigueurs, un rapprochement semblait difficile. Cependant la nécessité pressait; si le roi pouvait se plaindre des presbytériens, il savait du moins qu'ils ne voulaient point sa ruine. A Holmby

(1) Les 19 février et 8 mars 1647.

(2) *Parl. Hist.*, t. III, col. 557-559. — *Mémoires* de Herbert, p. 11, dans ma *Collection*.

(3) *Ibid.*, 13-16.

(4) Rushworth, part. 4, t. I, p. 453, 482. — *Mémoires* de Herbert, p. 12.

(5) Le 13 mai 1647. Rushworth, part. 4, t. I, p. 483.

(6) Le 12 mai. *Parl. Hist.*, t. III, col. 577-581.

même, malgré cette étroite surveillance, on lui rendait les honneurs accoutumés de la royauté; sa maison était tenue avec splendeur, le cérémonial de la cour exactement observé; de la part des commissaires, tous presbytériens, qui résidaient auprès de lui, rien ne manquait à la convenance et au respect. Aussi vivaient-ils en très bonne intelligence : tantôt le roi les invitait à l'accompagner dans ses promenades; tantôt il jouait avec eux aux échecs ou aux boules, toujours attentif à les bien traiter et recherchant leur conversation ([1]). A coup sûr, pensait-on, il ne pouvait méconnaître que les ennemis des chambres étaient aussi les siens, ni refuser le seul moyen de salut qui lui fût offert. Les lords votèrent ([2]) que sa Majesté serait engagée à venir résider plus près de Londres, dans son château d'Oatlands; les communes, sans se joindre à ce vote, laissèrent percer les mêmes désirs; la correspondance avec les commissaires qui gardaient le roi, surtout avec le colonel Greaves, commandant de la garnison, devint active et mystérieuse : déjà, à Westminster et dans la cité, on s'entretenait de l'espoir que le roi se réunirait bientôt à son parlement, quand, le

([1]) *Mémoires* de Herbert, p. 10-13.
([2]) Le 20 mai. *Parl. Hist.*, t. III, col. 581.

4 juin, arriva tout à coup la nouvelle que, la veille, il avait été enlevé de Holmby par un détachement de sept cents hommes, et que l'armée le tenait en son pouvoir.

Le 2 juin, en effet, comme le roi après son dîner jouait aux boules sur les gazons d'Althorpe, à deux milles de Holmby, les commissaires qui l'accompagnaient remarquèrent avec surprise, parmi les assistants, un homme inconnu portant l'uniforme du régiment des gardes de Fairfax. Le colonel Greaves lui demanda qui il était, d'où il venait, ce qu'on disait à l'armée; l'homme répondit avec une rudesse un peu hautaine, et comme assuré de son importance, quoique sans bravade. Bientôt circula autour du roi le bruit qu'un corps nombreux de cavalerie se dirigeait sur Holmby : « En » avez-vous entendu parler? dit Greaves à l'in» connu. —J'ai fait mieux; je les ai vus hier tout » près d'ici. » L'alarme fut vive; on retourna sur-le-champ à Holmby; on fit quelques dispositions pour résister à une attaque; la garnison promit de rester fidèle au parlement. Vers minuit, un corps de cavalerie arriva, en effet, sous les murs du château et en réclama l'entrée. « Quel est le » commandant? » firent demander les commissaires : — « Tous commandent, » répondit-on. Cepen-

dant un homme s'avança, le même qu'on avait vu quelques heures auparavant sur les gazons d'Althorpe. — « Je m'appelle Joyce, dit-il, cornette » dans les gardes du général; j'ai à parler au roi. » — De quelle part? — De la mienne. » Les commissaires se mirent à rire. — « Il n'y a rien là de » risible : je ne suis pas venu pour prendre vos » avis; je veux voir le roi sur-le-champ. » Greaves et le major général Brown, l'un des commissaires, ordonnèrent à la garnison de se tenir prête à faire feu; mais les soldats avaient causé avec les arrivants; les herses tombaient, les portes s'ouvraient; déjà les cavaliers de Joyce étaient dans la cour du château, sautant à bas de cheval, prenant la main à leurs camarades, disant qu'ils venaient, par ordre de l'armée, mettre en sûreté la personne du roi; car il y avait un complot pour l'enlever, l'emmener à Londres, lever d'autres troupes, susciter une seconde guerre civile; et le commandant de ce château, le colonel Greaves, était, ajoutaient-ils, près d'accomplir cette trahison. A ces paroles, les soldats s'écrièrent qu'ils ne se sépareraient point de l'armée; Greaves disparut et s'évada en toute hâte. Après quelques heures de pourparlers, les commissaires reconnurent qu'il fallait renoncer à tout espoir de résistance.

Il était midi. Joyce prit possesion du château, posa partout des sentinelles, et, pour donner un peu de repos à sa troupe, se retira jusqu'au soir.

Il revint à dix heures, demandant qu'on le menât enfin vers le roi. « Le roi est couché, lui dit-on. » — Peu m'importe, c'est assez attendre ; il faut » que je le voie ; » et, un pistolet à la main, il se fit conduire à l'appartement que Charles occupait. « Je suis fâché, dit-il aux gentilshommes de ser- » vice, de déranger le sommeil de sa Majesté ; mais » je ne sais qu'y faire ; j'ai besoin de lui parler, » et cela sur-le-champ. » On lui demanda s'il avait l'autorisation des commissaires. « Non, j'ai mis » des gardes à leurs portes, et mes ordres vien- » nent de gens qui ne les craignent pas. » On l'engagea à déposer ses armes, il s'y refusa absolument. On hésitait à lui ouvrir, il s'emporta. Au bruit de la querelle, Charles réveillé sonna sur-le-champ et donna l'ordre qu'il fût introduit. Joyce entra, chapeau bas, son pistolet à la main, d'un air décidé, mais sans inconvenance. Le roi eut avec lui, en présence des commissaires qu'il fit appeler, une assez longue conférence, et le congédia en disant : « A demain matin, monsieur Joyce ; je » partirai volontiers avec vous, si vos soldats con- » firment tout ce que vous m'avez promis. »

Le lendemain, à six heures du matin, la troupe de Joyce était à cheval et en bataille dans la cour du château. Le roi parut au haut du perron, suivi des commissaires et de ses serviteurs; Joyce s'avança jusqu'au pied de l'escalier. «Monsieur Joyce, » dit le roi, j'ai à vous demander en vertu de quelle » autorité vous prétendez vous emparer de moi et » m'emmener d'ici.—Sire, je suis envoyé par l'au» torité de l'armée, pour prévenir les desseins de » ses ennemis qui veulent une seconde fois plon» ger le royaume dans le sang. — Ce n'est pas là » une autorité légale; je n'en connais point d'autre » en Angleterre que la mienne, et après la mienne, » celle du parlement : avez-vous une commission » écrite de sir Thomas Fairfax? — J'ai les ordres » de l'armée, et le général est compris dans l'ar» mée. — Ce n'est pas là une réponse; le général » est à la tête de l'armée. Avez-vous une commission » écrite? — Sire, je vous prie de ne plus me faire » de questions; j'y ai déjà assez répondu.—Allons, » monsieur Joyce, soyez franc avec moi; dites-moi » quelle est votre commission. — La voilà, sire. » — Où? — Là. —Où donc? — Là, derrière moi; » et il montrait ses soldats. « Jamais, dit le roi » en souriant, je n'avais encore vu une telle com» mission; elle est écrite, j'en conviens, en beaux

» caractères et fort lisibles : ces messieurs sont » tous équipés à merveille et de très bonne mine. » Mais sachez que, pour m'emmener, il faudra » que vous employiez la violence si vous ne me » promettez que je serai traité avec respect, et » qu'on n'exigera de moi rien qui blesse ma con- » science ou mon honneur. — Rien, rien ! s'écriè- » rent avec acclamation les soldats. — Ce n'est » point notre maxime, dit Joyce, de contraindre » la conscience de personne, encore moins celle » de notre roi. — Maintenant, messieurs, où » me conduirez-vous ? — A Oxford, sire, s'il » vous plaît. — Non, l'air n'est pas bon. — A » Cambridge donc? — Non, j'aime mieux New- » market; c'est un air qui m'a toujours plu. » — Comme vous voudrez, sire. » Le roi se retirait : les commissaires firent quelques pas vers la troupe : « Messieurs, dit lord Montague, nous » sommes ici en vertu de la confiance des cham- » bres, et nous voudrions savoir si vous approuvez » ce qu'a dit M. Joyce. — Tous ! tous ! — Que » ceux, dit le major général Brown, qui veulent » que le roi reste ici avec nous, commissaires du » parlement, le disent tout haut. — Personne ! » personne ! » Leur impuissance ainsi constatée, les commissaires se soumirent; trois d'entre eux

montèrent en voiture avec le roi, les autres à cheval, et Joyce donna l'ordre du départ [1].

Un messager partit au même instant pour Londres, porteur d'une lettre où Joyce annonçait à Cromwell que tout avait réussi. S'il ne trouvait pas Cromwell à Londres, la lettre devait être remise à sir Arthur Haslerig, et, à son défaut, au colonel Fleetwood. Ce fut Fleetwood qui la reçut [2]; Cromwell était au quartier général, auprès de Fairfax, que la nouvelle de ce qui se passait jeta dans un trouble extrême. « Je n'aime pas cela, dit-il à Ireton. Qui a donné de tels ordres? — J'ai ordonné, » répondit Ireton, qu'on s'assurât du roi à Holmby, » mais non pas qu'on l'en fît partir. — Il l'a bien » fallu, dit Cromwell qui arrivait de Londres, » sinon le roi eût été enlevé et ramené au parle» ment [3]. » Cependant Fairfax envoya au-devant du roi le colonel Whalley avec deux régiments de cavalerie et l'ordre de le reconduire à Holmby. Charles s'y refusa, protestant toujours contre la violence qu'il avait subie, mais au fond bien aise

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 502, 513-517. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 588-601. — *Mémoires* de Herbert, p. 17-24. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 217. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 301.

[2] *Mémoires* de Hollis, p. 132. — Whitelocke, p. 253. — *Mémoires* de Huntington, p. 312.

[3] *Mémoires* de Huntington, p. 312-313.

de changer de prison et que la discorde éclatât entre ses ennemis. Le surlendemain, à Childersley, près de Cambridge, Fairfax lui-même et tout son état-major, Cromwell, Ireton, Skippon, Hammond, Lambert, Rich, se présentèrent devant lui (1). La plupart, Fairfax le premier, lui baisèrent la main avec respect : Cromwell et Ireton seuls se tinrent à l'écart (2). Fairfax protesta au roi qu'il était étranger à son enlèvement. « Je n'en croirai rien, » dit Charles, si vous ne faites pendre Joyce à l'in- » stant. » Joyce fut mandé : « J'ai dit au roi que je » n'avais point de commission du général ; j'ai agi » par ordre de l'armée : qu'on la réunisse ; si les » trois quarts ne m'approuvent pas, je consens à » être pendu en tête du régiment. » Fairfax parla de faire juger le cornette par un conseil de guerre, mais sans effet. « Monsieur, lui dit le roi en le » quittant, je suis aussi puissant que vous dans » l'armée ; » et il redemanda qu'on le conduisît à Newmarket. Le colonel Whalley s'y établit avec lui, chargé de sa garde ; Fairfax retourna au quartier général, et Cromwell à Westminster, où depuis quatre jours on s'étonnait de ne le point voir (3).

(1) Le 7 juin 1647.

(2) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 310.

(3) Rushworth, part. 4, t. I, p. 545, 549. — *Mémoires* de Herbert,

Il trouva les chambres en proie aux plus brusques alternatives de colère et de peur, de fermeté et de faiblesse. Aux premières nouvelles de l'enlèvement du roi, l'épouvante avait été générale; Skippon, que les presbytériens s'obstinaient à regarder comme un des leurs, demanda d'un ton lamentable un jeûne solennel pour obtenir du Seigneur que l'harmonie se rétablît entre le parlement et l'armée; et en attendant on vota, d'une part, qu'un fort à-compte serait payé sur les arrérages; de l'autre, que la déclaration qui avait traité de séditieux le premier projet de pétition des officiers serait rapportée et biffée des registres (1). De nouveaux renseignements, en excitant l'indignation, rendirent aux chambres quelque courage; on reçut des commissaires le récit détaillé des scènes de Holmby; on eut connaissance de la lettre de Joyce à Cromwell; on crut même savoir précisément quel jour, au quartier général, dans une conférence de quelques officiers et des principaux agitateurs, à l'instigation de Cromwell, avait été conçu et arrêté cet audacieux coup de

p. 24-25. — *Mémoires* de Warwick, p. 252. — *Mémoires* de Fairfax, p. 408-410.

(1) Le 5 juin 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 592, 597. — *Mémoires* de Hollis, p. 139.

main [1]. Quand le lieutenant général reparut dans la chambre, les soupçons éclatèrent ; il les repoussa avec passion, prenant à témoin Dieu, les anges et les hommes, qu'avant ce jour Joyce lui était aussi étranger que la lumière du soleil à l'enfant dans le sein de sa mère [2]. Cependant Hollis, Glynn, Grimstone, fermement convaincus, cherchaient partout des preuves, décidés à saisir le premier incident pour demander son arrestation. Un matin, peu avant l'ouverture de la séance, deux officiers vinrent trouver Grimstone : « Naguère, lui dirent-» ils, dans une réunion d'officiers, on examinait » s'il ne conviendrait pas d'épurer l'armée pour » n'avoir que des gens sur qui l'on pût compter : » — Je suis sûr de l'armée, a dit le lieutenant » général ; mais il y a un autre corps qu'il est bien » plus urgent d'épurer, la chambre des communes ; » et l'armée seule peut le faire. — Répéteriez-» vous vous-mêmes ces paroles à la chambre? leur » demanda Grimstone. — Nous sommes tout prêts ; » et ils l'accompagnèrent à Westminster. La séance était ouverte, un débat entamé : « Monsieur l'ora-» teur, dit Grimstone en entrant, je supplie la » chambre d'ordonner que le débat soit suspendu ;

(1) Le 30 mai, selon Hollis, p. 129.
(2) Harris, *Life of Cromwell*, p. 97, dans la note.

» j'ai à l'entretenir d'une question bien plus pres-
» sante, bien plus grave; il s'agit de sa propre
» liberté, de sa propre existence; » et il accusa
Cromwell, présent à la séance, de méditer contre
la chambre l'emploi de la force armée : « Mes
» témoins sont là, dit-il; je demande qu'ils soient
» introduits. » Les deux officiers parurent, et
renouvelèrent leur déclaration. A peine ils s'étaient
retirés, Cromwell se leva; et tombant à genoux,
fondant en larmes, avec une véhémence de paroles, de sanglots et de gestes qui saisit d'émotion ou de surprise tous les assistants, il se répandit en pieuses invocations, en ferventes prières, appelant sur sa tête, si quelque homme dans tout le royaume était plus fidèle que lui à la chambre, toutes les condamnations du Seigneur. Puis, se relevant, il parla plus de deux heures, du parlement, du roi, de l'armée, de ses ennemis, de ses amis, de lui-même; abordant et mêlant toutes choses, humble et audacieux, verbeux et passionné, répétant surtout à la chambre qu'on l'inquiétait à tort, qu'on la compromettait sans motif, que, sauf quelques hommes dont les regards se tournaient vers la terre d'Égypte, officiers et soldats, tous lui étaient dévoués et faciles à retenir sous sa loi. Tel fut enfin son succès que, lorsqu'il

se rassit, l'ascendant avait passé à ses amis, et que, « s'ils l'eussent voulu, » disait trente ans après Grimstone lui-même, « la chambre nous eût » envoyés à la Tour, mes officiers et moi, comme » calomniateurs [1]. »

Mais Cromwell était trop sensé pour tenir à la vengeance, et trop clairvoyant pour s'abuser sur la valeur de son succès. Il comprit à l'instant que de telles scènes ne pouvaient se reproduire; et, le soir même de ce grand triomphe, il quitta Londres secrètement, se rendit à l'armée réunie à Triploe-Heath [2], près de Cambridge; et cessant, avec les presbytériens et les chambres, des ménagements désormais impossibles, même à son hypocrisie, il se mit ouvertement à la tête des indépendants et des soldats.

Quelques jours après son arrivée, l'armée était en marche sur Londres; un engagement solennel de soutenir jusqu'au bout leur cause avait été souscrit par tous les régiments; sous le nom d'*humble représentation*, ils avaient adressé aux chambres [3], non plus seulement le tableau de leurs propres griefs, mais l'expression hautaine de leurs

(1) Burnet, *Hist. de mon temps*, t. I, p. 93-95, dans ma *Collection*.
(2) Le 10 juin 1647. *Mémoires* de Hollis, p. 133.
(3) Le 14 juin 1647.

vœux sur les affaires publiques, la constitution du parlement, les élections, le droit de pétition, la réforme générale de l'État (1). Enfin, à ces demandes jusque-là inouïes était joint un projet d'accusation contre onze membres des communes, Hollis, Stapleton, Maynard, etc. (2), ennemis de l'armée, disait-on, et seuls auteurs des fatales méprises où tombait sur son compte le parlement.

Les presbytériens avaient prévu le coup, et cherché d'avance à s'en défendre. Depuis quinze jours ils mettaient tout en œuvre pour animer en leur faveur le peuple de la cité : il se plaignait des droits perçus sur le sel et la viande, on les abolit (3); les apprentis avaient réclamé contre la suppression des fêtes religieuses, de Noël surtout, jadis jour de gaieté pour toute l'Angleterre ; on institua des jours de récréation publique pour les remplacer (4). Un cri général continuait de s'éle-

(1) Rushworth, part. 4, t. I, p. 564.

(2) Denzil Hollis, sir Philippe Stapleton, sir William Lewis, sir John Clotworthy, sir William Waller, sir John Maynard, Glynn, Antoine Nichols, le major général Massey, et les colonels Walter Long et Harley. (Rushworth, part. 4, t. I, p. 570.)

(3) Les 11 et 25 juin. Whitelocke, p. 255. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 592.

(4) Le 8 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 594. — Whitelocke, p. 243, 254. — Rushworth, part 4, t. I, p. 460, 548.

ver contre l'avidité d'une foule de membres, l'accumulation des emplois, les indemnités, les profits sur les séquestres; les communes votèrent qu'aucun des leurs ne recevrait plus ni charge lucrative, ni don, ni assignation sur les biens des délinquants; qu'ils rapporteraient même au trésor public les sommes qu'ils avaient déjà touchées; que leurs terres seraient soumises à la loi commune pour le paiement de leurs dettes ([1]). Enfin, le comité, chargé de recevoir les plaintes des citoyens contre les membres de la chambre, était tombé en désuétude; on le remit en vigueur ([2]).

Mais le jour était venu où les concessions ne prouvent plus que la détresse, et où les partis ne reconnaissent leurs fautes que pour les expier. La cité détestait les indépendants, mais avec crainte, et ne portait aux chefs presbytériens qu'un dévouement sans respect ni confiance, comme à des patrons décriés et vaincus. Un moment ces mesures parurent produire quelque effet : le conseil commun proclama son ferme dessein de soutenir le parlement ([3]); quelques escadrons de cavalerie bourgeoise se formèrent; on recruta dans la milice :

([1]) Le 10 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 603. - Whitelocke, p. 255.
([2]) Le 3 juin. Rushworth, part. 4, t. I, p. 500.
([3]) Le 10 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 601. — Whitelocke, p. 254.

les officiers réformés se firent inscrire en foule chez Massey, Waller, Hollis. On fit autour de Londres des préparatifs de défense [1] : les chambres votèrent enfin [2] que l'armée serait sommée de s'éloigner, de remettre le roi à leurs commissaires, et sa Majesté invitée à venir résider à Richmond, sous la garde du seul parlement [3]. Mais l'armée avançait toujours. Fairfax écrivit en son nom au conseil commun [4] pour se plaindre qu'il laissât recruter contre elle. Le conseil s'en défendit platement, s'excusant de ses alarmes, et protestant que, si l'armée se retirait, si elle consentait à demeurer cantonnée à quarante milles de Londres, tout dissentiment cesserait bientôt [5]. Fairfax répondit que cette lettre venait trop tard, que son quartier général était déjà à Saint-Albans, qu'un mois de solde lui était absolument nécessaire [6]. Les chambres accordèrent la solde, et insistèrent sur un mouvement rétrograde [7].

[1] Rushworth, part. 4, t. I, p. 552 et suiv. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 614.

[2] Le 11 juin.

[3] Le 15 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 614.

[4] Les 11 et 14 juin. *Parl. Hist.*, col. 608, 628.

[5] Les 12 et 15 juin. Rushworth, part. 4, t. I, p. 557. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 630.

[6] Rushworth, part. 4, t. I, p. 560.— *Parl. Hist.*, t. III, col. 613.

[7] Les 15 et 21 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 631, 639.

L'armée demanda que d'abord les onze membres, ses ennemis, fussent écartés du parlement ([1]). Les communes ne pouvaient se résoudre à se porter de leurs propres mains un coup si fatal; plusieurs fois déjà l'affaire avait été mise en délibération, et toujours la majorité avait répondu qu'une accusation vague, sans faits à l'appui des reproches, sans preuves à l'appui des faits, ne pouvait dépouiller de leur droit des membres du parlement ([2]). « La première accusation contre lord Strafford a été » vague aussi et purement générale, disait l'armée; » comme on fit alors, nous fournirons nos preuves » plus tard ([3]). » Et elle continuait à s'avancer. Le 26 juin, son quartier général était à Uxbridge. La cité lui envoya des commissaires, mais sans succès. L'effroi redoublait chaque jour : déjà on fermait les boutiques, on blâmait amèrement les onze membres d'une obstination si compromettante pour le parlement et la cité. Ils comprirent sans peine ce langage, et offrirent eux-mêmes de se retirer. Leur dévouement fut accepté avec une avide reconnaissance ([4]); et, le jour même de leur

([1]) Le 23 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 640-650.

([2]) *Mémoires* de Hollis, p. 152 et suiv. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 653.

([3]) Rushworth, part. 4, t. I, p. 594.

([4]) Le 26 juin. *Parl. Hist.*, t. III, col. 654. — *Mémoires* de Hollis, p. 162-164. — Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XXXVIII.

retraite, les communes votèrent qu'elles avouaient de tout l'armée, qu'elles pourvoiraient à son entretien, que des commissaires seraient nommés pour régler, de concert avec les siens, les affaires du royaume, qu'en attendant on prierait le roi de ne point venir à Richmond comme on le lui avait demandé naguère, et que, dans aucun cas, il ne pourrait résider plus près de Londres que ne serait le quartier général [1]. A ces conditions, Fairfax rétrograda de quelques milles, et désigna dix commissaires pour traiter avec ceux du parlement [2].

Au moment où le roi reçut la nouvelle de ces résolutions, il se disposait à partir pour Richmond, selon le vœu des chambres ; à le tenter du moins, car, depuis ce vœu, il était l'objet de la plus exacte surveillance, et, traîné de ville en ville à la suite de l'armée, il voyait partout, dès qu'il arrivait, de nombreuses sentinelles entourer son logement. Il en témoignait hautement son humeur : « Puisque » mes chambres, disait-il, me demandent d'aller » à Richmond, si quelqu'un prétend m'en empê-

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 656.

(2) Les 30 juin et 1er juillet. Rushworth, part. 4, t. I, p. 596. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 661. Les commissaires de l'armée furent Cromwell, Ireton, Fleetwood, Rainsborough, Harrison, sir Hardress Waller, Rich, Hammond, Lambert et Desborough.

» cher, il faudra que ce soit par force et en sai-
» sissant la bride de mon cheval; et s'il se trouve
» un homme qui ose le tenter, il ne tiendra pas à
» moi que ce ne soit là sa dernière action [1]. »
Quand il apprit que les chambres mêmes s'opposaient à son départ, qu'elles avaient tout cédé à l'armée, et négociaient avec elle comme avec un vainqueur, il sourit dédaigneusement à cette humiliation de ses premiers adversaires, et se hâta de donner à ses intrigues un autre cours. Sauf les mesures prises pour prévenir toute tentative d'évasion, il n'avait point à se plaindre de l'armée; les officiers se montraient avec lui aussi respectueux et beaucoup plus faciles que les commissaires du parlement. Deux de ses chapelains, les docteurs Sheldon et Hammond, avaient été admis à résider auprès de lui, et officiaient librement selon les rites de l'Église épiscopale; ses anciens serviteurs, les cavaliers mêmes naguère en armes n'étaient plus indistinctement écartés; le duc de Richmond, le comte de Southampton, le marquis de Hertford obtinrent la permission de l'approcher; les chefs de l'armée prenaient plaisir à faire, avec les grands seigneurs royalistes, acte de générosité

(1) *Mémoires* de Huntington, p. 314, dans ma *Collection*.

comme de puissance; et même dans les rangs moins élevés, l'esprit militaire se refusait à ces subtiles précautions, à ces rigueurs tracassières dont, à Newcastle et à Holmby, le roi avait eu si souvent à souffrir [1]. Depuis la reddition d'Oxford, ses plus jeunes enfants, le duc d'York, la princesse Elisabeth et le duc de Glocester, habitaient tantôt Saint-James, tantôt *Sion-house*, près de Londres, sous la garde du comte de Northumberland, à qui le parlement les avait confiés. Charles témoigna le désir de les voir, et Fairfax s'empressa de l'appuyer officiellement auprès des chambres : « Qui ne regretterait, dit-il, que, pour si peu de » chose, l'affection si naturelle de sa Majesté pour » ses enfants eût à subir un refus [2] ? » L'entrevue eut lieu [3] à Maidenhead, au milieu d'un grand concours de peuple, qui semait de verdure et de fleurs tous les chemins par où la famille royale devait passer; et, loin d'en concevoir aucune aigreur ni méfiance, officiers et soldats, touchés, comme le peuple, de la joie d'un père, trouvèrent bon qu'il emmenât ses enfants à Caversham, où il

(1) *Mémoires* de Herbert, p. 14 et suiv., dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 306.

(2) Sa lettre est du 8 juillet. *Parl. Hist.*, t. III, col. 679.

(3) Le 15 juillet.

résidait alors, et qu'il les gardât deux jours avec lui ([1]). Quelques-uns d'ailleurs, Cromwell et Ireton surtout, trop clairvoyants pour se flatter que leur lutte avec les presbytériens fût à son terme et leur victoire assurée, s'inquiétaient de l'avenir, en calculaient toutes les chances, et, cherchant partout un dénouement à cette crise, se demandaient si la faveur du roi, relevé par leurs mains, ne serait pas, pour leur parti, la meilleure garantie, pour eux-mêmes le plus sûr moyen de fortune et de pouvoir ([2]).

Le bruit de ces dispositions, des égards que témoignait au roi l'armée, des démarches que faisaient pour se rapprocher de lui quelques uns de ses chefs, se répandit bientôt dans tout le royaume. On allait jusqu'à dire quelles conditions lui étaient offertes, et des pamphlets en circulaient, les uns à la louange, les autres au blâme du parti. Il crut devoir démentir officiellement ces rapports, réclamer même, d'un ton de colère, le châtiment de leurs auteurs ([3]). Mais les négociations avec le roi n'en continuèrent pas moins; beaucoup d'offi-

([1]) Rushworth, part. 4, t. I, p. 625. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 317.

([2]) *Mémoires* de Huntington, p. 317, dans ma *Collection*.

([3]) Le 1[er] juillet 1647. *Old Parl. Hist.*, t. XVI, p. 60-62.

ciers étaient auprès de lui empressés et assidus ; des relations familières et presque amicales s'établissaient entre eux et les cavaliers, comme entre gens qui se sont loyalement combattus et ne demandent plus qu'à vivre en paix. Le roi lui-même en écrivit à la reine avec quelque confiance. Bientôt, et parmi les émigrés peu nombreux qui l'avaient suivie à Paris, ou s'étaient réfugiés en Normandie, à Rouen, à Caen, à Dieppe, ce nouvel espoir devint le sujet de tous les entretiens. Deux hommes surtout s'appliquaient à le répandre, laissant entrevoir qu'ils en savaient plus qu'ils n'en disaient, et que nul ne pouvait comme eux rendre au roi, dans cette occurrence, des services importants. L'un, sir John Berkley, s'était vaillamment défendu dans Exeter, et n'avait rendu sa place que trois semaines avant la fuite du roi au camp des Écossais; l'autre, Ashburnham, n'avait quitté Charles qu'à Newcastle et par nécessité, pour échapper à la haine du parlement; tous deux intrigants, vaniteux et hâbleurs, Berkley avec plus de courage, Ashburnham plus fin et plus accrédité auprès du roi. Ils avaient eu l'un et l'autre, Berkley par hasard, Ashburnham par ordre de Charles lui-même, quelques relations avec quelques uns des principaux officiers, assez pour se

croire en droit de s'en vanter et en mesure de les mettre à profit. La reine accueillit sans balancer toutes leurs assurances; et par son ordre, vers le commencement de juillet, à quelques jours d'intervalle, tous deux partirent pour aller s'offrir au roi et à l'armée en qualité de négociateurs ([1]).

A peine Berkley avait débarqué qu'un cavalier de ses amis, sir Allen Apsley ([2]), vint à sa rencontre, envoyé par Cromwell, Lambert et quelques autres, pour l'assurer qu'ils n'avaient point oublié leurs conversations avec lui après la prise d'Exeter, ni ses excellents conseils, et qu'ils étaient tout prêts à en profiter; qu'il se pressât donc de venir. A ce message, fier de se trouver plus important qu'il ne s'en était flatté lui-même, Berkley, ne s'arrêtant qu'un moment à Londres, se rendit en hâte au quartier général, alors à Reading. Il n'y était que depuis trois heures; déjà Cromwell s'était excusé de ne pouvoir lui faire sur-le-champ sa visite; et le même jour, à dix heures du soir, Berkley le vit entrer avec Rainsborough et sir Hardress Waller. Tous trois protestèrent de leurs bonnes intentions pour le service du roi, Rainsborough

([1]) *Mémoires* de Berkley, p. 161-163, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 310-314.

([2]) Frère de mistriss Hutchinson.

sèchement, Cromwell avec effusion : « Je viens, » dit-il, d'assister au plus touchant spectacle, » l'entrevue du roi avec ses enfants; non, per- » sonne n'a été plus trompé que moi sur le compte » du roi; c'est, j'en suis sûr à présent, le meilleur » homme de ses trois royaumes; nous lui avons, » nous, des obligations infinies; nous étions ruinés, » tout à fait ruinés si à Newcastle il eût accepté » les propositions des Écossais. Que Dieu mesure » ses bontés à mon égard sur la sincérité de mon » cœur envers sa Majesté ! » D'ailleurs, à l'en croire, les officiers étaient tous convaincus que, si le roi ne rentrait en possession de ses justes droits, nul homme en Angleterre ne pouvait jouir avec sécurité de sa vie ni de ses biens; et bientôt de leur part une démarche décisive ne laisserait à sa Majesté aucun doute sur leurs sentiments. Berkley ravi se fit dès le lendemain présenter au roi, et lui rendit compte de cette entrevue. Charles l'accueillit avec froideur, en homme qui déjà avait souvent reçu de telles ouvertures, et ne s'y fiait point, ou voulait, par sa réserve, faire acheter cher sa satisfaction. Berkley se retira confondu, mais pensant, non sans dépit, que le roi, qui le connaissait peu, avait peut-être contre lui quelque prévention, et qu'Ashburnham, qui devait

bientôt arriver, réussirait mieux à le persuader. En attendant il continua ses démarches dans l'armée : les officiers affluaient vers lui, même de simples agitateurs, les uns amis et instruments de Cromwell, les autres se méfiant de lui et engageant Berkley à se tenir sur ses gardes ; « car, disaient-» ils, c'est un homme sur qui personne ne peut » compter, et qui, chaque jour, avec chacun, » change de conduite et de langage, uniquement » préoccupé du désir d'être en tout cas le chef des » vainqueurs. » Ireton cependant, le plus intime confident de Cromwell, parut à Berkley traiter avec franchise, lui communiqua les propositions que préparait le conseil général des officiers, accepta même de lui quelques changements. Rien de si modéré n'avait encore été offert au roi : on exigeait qu'il abandonnât pour dix ans le commandement de la milice et la nomination aux grandes charges ; que sept de ses principaux conseillers demeurassent bannis du royaume ; que tout pouvoir civil et coercitif fût retiré au clergé, évêques ou ministres presbytériens ; que nul pair créé depuis l'explosion de la guerre ne fût admis à siéger ; que nul cavalier ne pût être élu au prochain parlement : « Il faut bien, dit Ireton à Berkley, que quelque » différence subsiste et paraisse entre les vain-

» queurs et les vaincus. » Mais à ces conditions, déjà moins rigoureuses que celles des chambres, ne s'ajoutait point l'obligation d'abolir l'Église épiscopale, ni celle de ruiner la plupart des royalistes par d'énormes amendes, ni l'interdiction légale, pour ainsi dire, du roi et de son parti, tant qu'il plairait au parlement. L'armée, il est vrai, demandait en revanche des réformes nouvelles et au fond plus graves ; une distribution plus égale des droits électoraux et des taxes publiques, le changement de la procédure civile, la destruction d'une foule de priviléges politiques, judiciaires, commerciaux ; l'introduction enfin, dans l'ordre social et les lois, de quelques principes d'égalité jusque-là inconnus [1]. Mais, dans la pensée même de leurs auteurs, ce n'était point contre le roi, sa dignité ni son pouvoir, que ces demandes étaient dirigées ; et nul ne croyait la prérogative intéressée au maintien des bourgs pourris, des profits scandaleux des jurisconsultes ou des fraudes de quelques débiteurs. Aussi Berkley jugea-t-il ces conditions d'une douceur inespérée, et telles qu'à son avis jamais couronne, si près d'être perdue, n'avait été recouvrée à si bon marché. Il sollicita

[1] Voir les *Éclaircissements et Pièces historiques* joints aux *Mémoires* de Hollis, p. 265-276, dans ma *Collection*.

et obtint la permission de les communiquer en secret au roi [1], avant que l'armée les lui présentât officiellement. Sa surprise fut plus grande encore qu'à leur première entrevue; Charles trouva les conditions très dures, et s'en exprima avec beaucoup d'humeur : « Si l'on voulait vraiment conclure » avec moi, dit-il, on me proposerait des choses » que je pusse accepter. » Berkley hasarda quelques observations, insista même sur les périls d'un refus : « Non, dit le roi en rompant brusque- » ment l'entretien, sans moi, ces gens-là ne peu- » vent se tirer d'affaire; vous les verrez bientôt » trop heureux d'accepter eux-mêmes des condi- » tions plus égales [2]. »

Berkley cherchait, sans le découvrir, un motif à tant de confiance, quand arriva au quartier général la nouvelle que le plus violent soulèvement régnait dans la cité, que des bandes de bourgeois et d'apprentis assiégeaient incessamment Westminster, que d'heure en heure le parlement pouvait se voir contraint à voter le retour du roi, la rentrée des onze membres, les résolutions les plus fatales à l'armée et à son parti. Depuis quinze jours, surtout depuis qu'un congé de six mois,

[1] Vers le 25 juillet.

[2] *Mémoires* de Berkley, p. 163-183.

envoyé aux onze membres [1], avait fait perdre à leurs partisans tout prochain espoir, des symptômes de plus en plus menaçants, des rassemblements, des pétitions, des cris tumultueux annonçaient cette explosion : une mesure, que de part et d'autre on regardait comme décisive, la fit éclater. Le comité presbytérien, investi depuis deux mois du gouvernement de la milice de Londres, fut dissous, et les indépendants reprirent possession de cet important pouvoir [2]. La cité ne put se résoudre à se voir ainsi représentée et commandée par ses ennemis : en quelques heures la fermentation devint générale ; un papier affiché dans Skinners'hall, et portant l'engagement de tout faire pour que le roi pût revenir à Londres avec honneur et liberté, fut couvert à l'instant d'un nombre immense de signatures ; au départ du messager pour le quartier général, on en expédiait des copies dans tout le royaume ; on dressait une pétition pour en demander l'approbation aux chambres ; les officiers réformés s'unissaient partout au peuple ; tout annonçait un mouvement aussi étendu que passionné [3].

(1) Le 20 juillet 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 712. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 628.

(2) Le 23 juillet.

(3) *Parl. Hist.*, t. III, col. 712 et suiv. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 635 et suiv. — Whitelocke, p. 261 et suiv. — *Mémoires* de Hollis, p. 187.

L'armée se mit sur-le-champ en marche vers Londres [1]; Fairfax écrivit en son nom des lettres menaçantes; dans les chambres, le parti indépendant, fort de cet appui, fit déclarer traître quiconque souscrirait l'engagement de la cité [2]. Mais, pour comprimer l'élan public, la menace arrivait trop tard : le surlendemain de cette déclaration, de très bonne heure, des groupes nombreux d'apprentis, d'officiers réformés, de mariniers, se pressaient autour de Westminster, bruyants, injurieux, venus évidemment dans quelque audacieux dessein. En entrant en séance [3], les communes alarmées firent fermer leurs portes, et défendirent qu'aucun membre sortît sans permission. Une pétition arriva de la part du conseil commun, modérée et respectueuse, demandant que la milice fût rendue aux chefs qu'on venait d'en éloigner, informant les chambres de l'impatience du peuple, mais sans les braver. Comme on délibérait sur cette pétition, l'orateur fut averti que la multitude assemblée en avait une autre à présenter; deux membres sortirent pour la recevoir; on la lut à l'instant : elle exprimait les mêmes vœux que celle

(1) Le 23 juillet.
(2) Le 24 juillet.
(3) Le 26 juillet.

du conseil, moins rudement même qu'on n'eût pu le craindre. Mais le débat se prolongeait; la réponse se faisait attendre; le jour commençait à tomber; la multitude, au lieu de s'en lasser, s'irritait de son ennui : elle envahit toutes les avenues; déjà le tumulte des pas et des voix retentissait dans la salle. On entendit crier : « Entrons! » entrons! » et des coups violents ébranlaient la porte. Plusieurs membres mirent l'épée à la main, et repoussèrent un moment l'attaque. La chambre haute n'était pas moins menacée; quelques apprentis avaient escaladé les fenêtres et jetaient de là des pierres, prêts à faire pis s'ils n'étaient écoutés. On résistait encore : enfin la porte des communes fut forcée; les plus furieux entrèrent, au nombre de quarante à cinquante; et le chapeau sur la tête, avec les gestes les plus menaçants, soutenus par la foule entassée derrière eux : « Votez! votez! » criaient-ils. Les chambres cédèrent : la déclaration de l'avant-veille fut révoquée, la milice rendue au comité presbytérien. Le désordre semblait à son terme; les membres se levaient pour sortir; l'orateur avait quitté son fauteuil; un groupe de furieux le saisit, le ramena de force : « Que vou- » lez-vous donc? demandait-il. — Le retour du » roi; qu'on vote le retour du roi. » La proposition

fut à l'instant mise aux voix et adoptée. Ludlow seul la repoussa par un *non* hautement prononcé (1).

A ces nouvelles, une fermentation presque aussi vive éclata dans l'armée, surtout dans les rangs inférieurs, parmi les agitateurs et les soldats : de toutes parts on accusait le roi de complicité et de perfidie. Lord Lauderdale, venu de Londres pour s'entretenir avec lui de la part des commissaires écossais, excita tant de méfiance, qu'un matin, avant qu'il fût levé, des soldats entrèrent brusquement dans sa chambre, et le contraignirent à partir sur-le-champ, sans revoir le roi (2). Ashburnham, arrivé depuis trois jours, redoublait par sa dédaigneuse insolence l'humeur et les soupçons : il se refusait à toute relation avec les agitateurs : « J'ai » toujours vécu en bonne compagnie, dit-il à Ber- » kley; je ne puis avoir rien de commun avec ces » animaux-là : il faut s'assurer des officiers; par » eux nous aurons toute l'armée; » et les généraux étaient presque les seuls dont il recherchât l'entretien (3). Mais parmi les officiers mêmes qui s'étaient rapprochés du roi, quelques uns com-

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 717 et suiv. — Rushworth, part. 4, t I, p. 640-644. — Whitelocke, p. 263. — *Mémoires* de Hollis, p. 188. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 232.

(2) Rushworth, part. 4, t. II, p. 737.

(3) *Mémoires* de Berkley, p. 184.

mençaient à s'en éloigner : « Sire, lui dit Ireton, » vous prétendez vous porter arbitre entre le par- » lement et nous; c'est nous qui voulons être arbi- » tres entre vous et le parlement [1]. » Inquiets cependant de ce qui se passait à Londres, ils réso- lurent de lui présenter officiellement leurs pro- positions [2]. Ashburnham et Berkley assistaient à la conférence. Charles y fut sec et hautain, écou- tant avec un sourire ironique la lecture des pro- positions, les repoussant presque toutes en peu de mots et d'un ton amer, comme sûr de sa force, et bien aise de marquer son mécontentement. Ireton les soutint avec rudesse, disant que l'armée ne céderait rien de plus. Charles l'interrompit brus- quement : « Vous ne pouvez vous passer de moi; » vous êtes perdus si je ne vous soutiens. » Les officiers regardaient Ashburnham et Berkley avec surprise, comme pour leur demander raison d'un tel accueil; Berkley à son tour essayait, par des regards inquiets, d'avertir le roi de son impru- dence, mais sans succès. S'approchant enfin de lui : « Sire, lui dit-il à l'oreille, votre Majesté » parle comme si elle avait des moyens de force et » de puissance que je ne connais pas; puisqu'elle

(1) *Mémoires* de Berkley, p. 170.
(2) Le 1er août 1647.

» me les a cachés, j'aurais désiré qu'elle les cachât » également à ces gens-ci. » Charles s'aperçut qu'il en avait trop dit, et se hâta d'adoucir son langage; mais les officiers, la plupart du moins, avaient déjà pris leur résolution. Rainsborough même, plus opposé que tout autre à l'accommodement, était sorti sans bruit pour aller répandre dans l'armée qu'il n'y avait pas moyen de se fier au roi; et la conférence finit sèchement, languissamment, comme entre gens qui ne peuvent plus ni s'entendre ni se tromper (1).

A peine les officiers étaient de retour au quartier général, on y vit arriver de Londres plusieurs voitures; et, au grand étonnement de la foule, plus de soixante membres des deux chambres en sortirent (2), ayant à leur tête les deux orateurs, lord Manchester et Lenthall, naguère échappés, dirent-ils, aux fureurs de la populace, et venant chercher auprès de l'armée sûreté et liberté. La joie fut égale à la surprise : on redoutait de rom-

(1) *Mémoires* de Berkley, p. 185-186.

(2) Ce nombre est fort incertain. Hollis compte positivement huit lords et cinquante-huit membres des communes (p. 190); Rushworth (part. 4, t. II, p. 750) parle de quatorze lords et *environ* cent membres des communes; c'est aussi le rapport de Whitelocke (p. 265). L'appel nominal fait dans la chambre haute, le 30 juillet, constate l'absence de vingt lords (*Parl. Hist.*, t. III, col. 727). Tous les fugitifs ne quittèrent pas Londres ensemble et le premier jour.

pre violemment avec le parlement, et maintenant c'était le parlement lui-même, ses chefs légaux, ses membres fidèles, qu'on avait à protéger. Officiers et soldats entouraient les fugitifs ; on écoutait avec indignation le récit de leurs dangers, de leurs injures ; on les comblait de remercîments, d'hommages ; on louait le Seigneur de leur patriotique résolution. Pour Cromwell et ses amis seuls, la surprise était feinte ; depuis cinq jours, par leurs correspondances à Londres, surtout par l'entremise de Saint-John, Vane, Haslerig et Ludlow, ils travaillaient à opérer dans les chambres cette scission [1].

Berkley se hâta d'en porter au roi la triste nouvelle, le conjurant d'adresser sur-le-champ aux chefs de l'armée une lettre qui fît espérer à leurs propositions un meilleur accueil, qui repoussât du moins les méfiances, et atténuât le fâcheux effet du dernier entretien. C'était, dit-il, l'avis de Cromwell et d'Ireton qui, à ce prix, répondaient encore des dispositions de l'armée. Mais Charles aussi avait des nouvelles de Londres : l'émeute n'avait éclaté que de son aveu ; on lui mandait que, le jour même du départ des membres fugi-

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 723-731. — Rushworth, part. 4, t. I, p. 646 et suiv. — *Mémoires* de Hollis, p. 190 et suiv. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 234 et suiv.

tifs, les membres restants, bien plus nombreux, avaient élu deux nouveaux orateurs, les communes M. Pelham, les pairs lord Willoughby de Parham; que les onze membres proscrits étaient venus reprendre leurs siéges; que les chambres ainsi reconstituées avaient à l'instant ordonné à l'armée de s'arrêter, à la cité de préparer tous ses moyens de défense, à Massey, Brown, Waller et Poyntz de former en hâte des régiments. L'ardeur, dit-on, était extrême : à une séance du conseil commun, des milliers d'apprentis s'étaient présentés, jurant de tout faire pour sa cause, quel que fût le péril et l'ennemi. Les seuls habitants du faubourg de Southwark avaient manifesté des sentiments contraires; mais au moment où ils apportaient à Guildhall leur pétition, Poyntz, suivi de quelques officiers, les avait chassés si rudement qu'à coup sûr ils ne se hasarderaient pas à recommencer. On levait de l'argent; on plaçait des canons sur le rempart. Enfin, le roi était formellement invité à revenir à Londres; et ce vote, proclamé à son de trompe dans toutes les rues, devait lui arriver sous peu d'heures, au plus tard le lendemain (1).

(1) Rushworth, part. 4, t. I, p. 652-656. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 728. — *Mémoires* de Hollis, p 197-204. — Whitelocke, p. 265.

« J'attendrai, dit le roi à Berkley ; il sera tou- » jours temps d'écrire cette lettre. » Cependant un messager arriva du quartier général ; de nouveaux fugitifs de Westminster étaient venus rejoindre leurs collègues ; d'autres avaient écrit qu'ils se retiraient dans leurs comtés et désavouaient un prétendu parlement. A Londres même le parti indépendant, peu nombreux mais opiniâtre, ne perdait ni le temps ni le courage ; il entravait, ralentissait, énervait toutes les mesures qu'il n'avait pu prévenir : l'argent perçu n'était employé qu'avec lenteur ; les armes manquaient aux recrues de Massey ; quelques prédicateurs presbytériens, M. Marshall entre autres, gagnés par l'armée, portaient de tous côtés des paroles de crainte et de transaction ; d'honnêtes membres, soit des chambres, soit du conseil commun, les accueillaient déjà, flattés de l'honneur de rétablir la paix. Cromwell enfin fit dire à Ashburnham que sous deux jours la cité serait en leur pouvoir [1].

Charles hésitait encore : il réunit ses serviteurs les plus affidés ; la lettre fut rédigée, débattue,

[1] *Mémoires* de Hollis, p. 204-207. — *Mémoires* de Berkley, p. 188 ; — de Ludlow, t. I, p. 235. — Whitelocke, p. 267.

écartée, reprise ; il la signa enfin [1]. Ashburnham et Berkley partirent pour la porter au quartier général ; ils rencontrèrent en route un second messager que leur expédiaient deux officiers de leurs amis, pour en presser de nouveau l'envoi : ils arrivèrent. La soumission de la cité était arrivée avant eux. Les membres fugitifs venaient de passer l'armée en revue [2] à Hounslow-Heath, au milieu des plus bruyantes acclamations ; elle marchait avec eux vers Londres, sûre d'y entrer sans obstacle. La lettre et l'alliance du roi n'avaient plus de prix pour des vainqueurs [3].

Le surlendemain, 6 août, un brillant et redoutable cortége partit de Kensington pour Westminster; trois régiments formaient l'avant-garde, un quatrième l'arrière-garde; entre eux marchaient Fairfax et son état-major à cheval, les membres fugitifs dans leurs voitures, et à leur suite une foule de leurs partisans empressés de s'associer à leur triomphe. Une double haie de soldats bordait la route, tous une branche de laurier à leur chapeau et criant : « Vive le parlement! le » libre parlement! » A Hyde-Park attendaient le

(1) Le 4 août. Rushworth, part. 4, t. II, p. 753.
(2) Le 3 août.
(3) *Mémoires* de Berkley, p. 188.— Rushworth, part. 4, t. II, p. 750.

lord maire et les aldermen venus pour complimenter le général de la paix enfin rétablie entre l'armée et la cité; Fairfax leur répondit à peine et en passant. Plus loin, à Charing-Cross, se présenta également le conseil commun en corps, qui ne reçut pas un accueil plus attentif. On arriva au parlement : les chefs presbytériens s'étaient enfuis ou cachés; Fairfax rétablit dans leurs siéges les patrons de l'armée, écouta d'un air modeste leurs pompeux remercîments, entendit voter pour ses troupes un mois de solde, puis alla prendre possession de la Tour, dont à l'instant même on le nomma gouverneur (1).

Deux jours après, Skippon marchant au centre et Cromwell à l'arrière-garde, l'armée entière traversa Londres, grave, silencieuse, dans l'ordre le plus rigoureux; nul excès ne fut commis, pas un bourgeois ne reçut le plus léger affront (2); les chefs voulaient rassurer la cité et lui imposer en même temps. Leur dessein ne manqua point son effet : à l'aspect de ces soldats si exacts et si fiers, dociles et menaçants, les presbytériens se renfer-

(1) Rushworth, part. 4, t. II, p. 756. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 736 et suiv. — *Mémoires* de Hollis, p. 210.

(2) *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 258. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 335. — Whitelocke, p. 267.

mèrent dans leurs maisons, les indépendants reprirent partout possession du pouvoir, les lâches s'empressèrent avec confiance autour des vainqueurs. Le conseil commun pria Fairfax et ses officiers d'accepter un dîner public; Fairfax refusa; on n'en fit que plus promptement ciseler, pour la lui offrir, une aiguière d'or [1]. Il se trouva même un certain nombre d'apprentis qui vinrent lui présenter leurs félicitations, et il les reçut en audience solennelle, charmé de donner à croire que, dans cette jeunesse redoutée, l'armée aussi avait un parti [2]. Les chambres, de leur côté, les lords surtout, étalaient leur servile reconnaissance; ils votèrent que tout ce qui s'était fait en l'absence des membres réfugiés à l'armée était nul de plein droit, sans qu'il fût besoin de le révoquer [3] : ce vote inquiéta les communes; elles consentaient à tout rapporter, à poursuivre partout les auteurs de l'émeute qui avait amené la scission; mais la plupart des membres, restés à Westminster, avaient concouru à ces actes dont on leur demandait de déclarer la nullité absolue; trois fois ils refusèrent

(1) Rushworth, part. 4, t. II, p. 761-764. — *Mémoires* de Hollis, p. 220.

(2) Rushworth, part. 4, t. II, p. 778.

(3) Le 6 août. *Parl. Hist.*, t. III, col. 745.

de se livrer à ce point ([1]). Dès le lendemain ([2]), un parti de cavalerie vint camper dans Hyde-Park; des postes furent placés autour de la chambre des communes, à toutes les avenues; au dedans Cromwell et Ireton soutinrent avec menaces la résolution des lords ([3]); on l'adopta enfin, et rien ne manqua plus au triomphe de l'armée, car ceux-là mêmes qui l'avaient subi en proclamaient la légitimité.

A ce grand et facile succès, le mouvement révolutionnaire jusque-là contenu ou réglé, même parmi les indépendants, par les besoins de la lutte, prit en liberté son essor; toutes les passions, toutes les espérances, tous les rêves s'enhardirent et se déployèrent. Dans les rangs élevés du parti, au sein des communes, dans le conseil général des officiers, les projets républicains devinrent clairs et positifs : depuis longtemps déjà Vane, Ludlow, Haslerig, Martyn, Scott, Hutchinson, répondaient à peine quand on les accusait d'en vouloir à la monarchie; ils n'en parlèrent plus qu'avec mépris;

([1]) Les 10 et 19 août, la proposition fut écartée par quatre-vingt-seize voix contre quatre-vingt-treize, quatre-vingt-cinq contre quatre-vingt-trois, et quatre-vingt-sept contre quatre-vingt-quatre. (*Parl. Hist.*, t. III, col. 756, 773.)

([2]) Le 20 août.

([3]) *Mémoires* de Hollis, p. 215-219. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 758-773. — Whitelocke, p. 268.

le principe de la souveraineté du peuple, et, en son nom, d'une assemblée unique, par lui déléguée, présida seul à leurs actions, à leurs discours; et dans leurs entretiens, toute idée d'accommodement avec le roi, n'importe à quels termes, fut traitée de trahison. Au-dessous d'eux, dans le peuple comme dans l'armée, éclatait en tous sens le bouillonnement des esprits; sur toutes choses, des réformes jusque-là inouïes étaient invoquées; de toutes parts s'élevaient des réformateurs; à leurs fougueux désirs aucune loi n'imposait de respect, aucun fait ne semblait un obstacle; d'autant plus confiants et impérieux que leur ignorance et leur obscurité étaient plus profondes, leurs pétitions, leurs pamphlets chaque jour renaissants portaient partout la menace. Cités devant les juges, ils mettaient en question les juges eux-mêmes, et les sommaient de quitter un siége usurpé; attaqués dans les églises par les ministres presbytériens, ils s'élançaient tout à coup vers la chaire, en arrachaient le prédicateur et prêchaient à leur tour, sincères dans leurs extases, quoique habiles à les employer au profit de leurs passions. Aucune doctrine forte et complète, aucune intention précise et générale ne présidait à ce mouvement : tous républicains, ces champions popu-

laires poussaient bien au delà d'une révolution dans le gouvernement leurs pensées et leurs vœux; ils aspiraient à changer la société même, les relations, les mœurs, les sentiments mutuels des citoyens. Mais en ceci leurs vues étaient courtes et confuses; les uns épuisaient leur audace à poursuivre bruyamment quelque innovation importante mais partielle, comme la destruction des priviléges des lords ou des jurisconsultes; aux autres il suffisait de quelque pieuse rêverie, comme l'attente du règne prochain du Seigneur : quelques uns, sous le nom de *rationalistes*, réclamaient, pour la raison de chaque individu, une souveraineté absolue [1]; quelques autres parlaient d'introduire entre les hommes une rigoureuse égalité de droits et de biens, et leurs ennemis en profitèrent pour leur imposer à tous le nom de *niveleurs*. Mais ni ce nom décrié, et qu'ils repoussèrent constamment, ni aucun autre ne leur convenait, car ils ne formaient ni une secte dévouée à une croyance systématique, ni une faction ardente à marcher vers un but déterminé. Bourgeois ou soldats, visionnaires ou démagogues, un besoin d'innovation plus passionné qu'étendu, de vagues instincts d'égalité,

[1] Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XL.

surtout le plus rude esprit d'indépendance, tels étaient leurs communs caractères; et possédés d'une ambition aveugle, mais pure, intraitables à quiconque leur semblait faible ou intéressé, ils faisaient tour à tour la force et la terreur des partis divers, tous successivement contraints de s'en servir et de les tromper.

Nul n'avait réussi aussi bien que Cromwell dans l'un et l'autre dessein; nul ne vivait, avec ces obscurs mais puissants enthousiastes, dans une intimité si confiante. Tout en lui leur avait plu d'abord: les élans désordonnés de son imagination, son empressement à se faire l'égal et le compagnon des plus grossiers amis, ce langage mystique et familier, ces manières tour à tour triviales et exaltées qui lui donnaient l'air, tantôt de l'inspiration, tantôt de la franchise, même ce libre et souple génie qui semblait mettre au service d'une cause sainte toutes les ressources de l'habileté mondaine. Aussi avait-il cherché et trouvé parmi eux ses plus utiles agents, Ayres, Evanson, Berry, Sexby, Sheppard, Wildman, tous membres principaux du conseil des agitateurs, toujours prêts, sur un mot du lieutenant général, à ameuter l'armée, tantôt contre le roi, tantôt contre le parlement. Lilburne lui-même, le plus indomptable et le moins crédule

de ces hommes, sorti naguère de son régiment parce qu'il ne pouvait obéir, portait à Cromwell une grande confiance : « Je vous ai regardé, lui » écrivait-il, entre les puissants de l'Angleterre, » comme le cœur le plus parfaitement pur, le plus » dégagé de toute vue personnelle [1]; » et Cromwell plus d'une fois avait mis, contre les presbytériens, le courage de Lilburne à profit [2]. Mais quand la ruine des presbytériens parut consommée, quand les indépendants tinrent en leur pouvoir le roi, les chambres, la cité, quand toutes les passions, toutes les prétentions révolutionnaires éclatèrent enfin, insatiables, aveugles, déréglées, la situation des chefs du parti, de Cromwell surtout, déjà le but de tous les regards, tarda peu à s'en ressentir. A leur tour ils encoururent la méfiance et connurent la crainte. Beaucoup des leurs avaient vu de mauvais œil les négociations entamées avec le roi; la nécessité seule, le danger de tomber sous l'empire des presbytériens, surmontaient les répugnances et contenaient les soupçons. Maintenant toute nécessité avait disparu; le Seigneur avait livré aux mains de ses serviteurs tous ses ennemis.

(1) La lettre est du 25 mars 1647.

(2) Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques* à la suite des *Mémoires* de Hollis, p. 277-303, dans ma *Collection*.

Cependant, au lieu d'assurer, de consommer le triomphe de sa cause, on continuait de vivre en amitié et de traiter avec les délinquants. Le premier, le plus coupable de tous, celui sur la tête duquel, depuis deux ans déjà, quelques voix fidèles appelaient la vengeance publique ([1]), et qui naguère, dans son fol orgueil, avait repoussé des propositions que peut-être on n'eût jamais dû lui présenter, le roi, loin de rien perdre aux derniers événements, en avait vu presque relever sa force et sa splendeur. De l'aveu des généraux, il était rentré dans son château de Hampton-Court ([2]); et là il résidait servi avec une pompe idolâtre, entouré d'une cour plus que jamais arrogante. Ses anciens conseillers, Richmond, Hertford, Capel, Southampton, s'étaient hâtés de le rejoindre, comme s'il eût été près de reprendre et d'exercer le pouvoir souverain ([3]). Ormond lui-même, le chef le plus dangereux des royalistes d'Irlande, lui qui naguère luttait encore dans ce royaume contre le parlement, et ne s'était qu'à grand'peine

([1]) Dès le mois de mai 1646, on voit quelques indépendants demander le jugement du roi comme du plus grand délinquant. (Baillie, *Letters*, t. II, p. 209, 213, 225.)

([2]) Le 24 août.

([3]) *Mémoires* de Herbert, p. 33. — *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 136.

résigné à rendre enfin la place de Dublin, Ormond, de retour en Angleterre, avait été reçu par le général, le lieutenant général, presque tous les grands de l'armée, avec une complaisance empressée [1], et voyait librement le roi, méditant sans doute avec lui en Irlande quelque nouvelle insurrection. En même temps, les plus actifs confidents du roi, Berkley, Ashburnham, Ford, Apsley, allaient et venaient sans cesse de la cour au quartier général, du quartier général à la cour; la porte de Cromwell et d'Ireton, leur était toujours ouverte, tandis qu'une foule de gens de bien n'y pouvaient pénétrer [2]. A leur tour, Ireton et Cromwell, soit en personne, soit par leurs messagers, entretenaient avec le roi des relations assidues; on les avait vus se promener seuls avec lui dans le parc et s'enfermer dans son cabinet. Leurs femmes mêmes, mistriss Cromwell, mistriss Ireton et mistriss Whalley, s'étaient fait présenter à Hampton-Court, et le roi les avait reçues avec les grands honneurs [3]. Tant de familiarité était un scandale; tant de pourparlers préparaient quelque trahison. Chaque jour, parmi les républicains et les enthou-

(1) Whitelocke, p. 269.

(2) *Mémoires* de Berkley, p. 190.

(3) Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XL.

siastes, surtout dans les réunions de soldats, se propageait ce langage. Du fond même des prisons de la Tour où la chambre haute l'avait fait enfermer pour étouffer, s'il était possible, ses propos et ses pamphlets, Lilburne adressa à Cromwell de violents reproches, et sa lettre finissait par ces mots : « Si vous dédaignez, comme vous l'avez » fait jusqu'ici, mes avertissements, sachez bien » que je déploierai contre vous tout ce que j'ai de » force et d'influence, et de manière à produire » dans votre fortune des changements qui vous » plairont fort peu [1]. »

Cromwell faisait peu de cas des conseils de Lilburne, et même de ses menaces, mais non quand l'humeur de tant d'hommes, jusque-là si dévoués, leur prêtait son appui. Prompt à se jeter, souvent même avec témérité, dans l'intrigue et l'espérance, il n'en avait pas moins un sentiment vif et sûr des périls ou des obstacles, et savait, quel que fût son but ou sa passion, regarder partout, prêter à tout l'oreille, et agir en tous sens. Il pria Berkley et Ashburnham de venir le voir moins souvent, et le roi de trouver bon qu'il mît dans leurs rapports plus de réserve : « Si je suis honnête

(1) La lettre est du 13 août 1647.

» homme, dit-il, j'en ai assez fait pour convaincre » sa Majesté de la sincérité de mes intentions ; » sinon, rien ne sera jamais assez [1]. » En même temps il alla à la Tour, fit à Lilburne une longue visite, l'entretint avec effusion de son zèle pour leur cause commune, insista passionnément sur le danger de la moindre désunion, lui demanda ce qu'il comptait faire quand sa mise en liberté serait prononcée, promit enfin, en le quittant, de s'employer, dans le comité chargé de sa plainte, pour en hâter le moment [2].

Lilburne ne fut point mis en liberté ; le comité, que présidait Henri Martyn, ajourna même son rapport [3]; et les relations de Cromwell avec le roi, plus réservées, n'en furent pas moins actives. Étranger à l'aveugle présomption de son parti, dévoré d'ambition et d'incertitude, les combinaisons, les prévoyances les plus diverses tourmentaient sa pensée, et avec aucune il ne voulait rompre ni s'engager sans retour. Le succès des républicains lui semblait douteux, les désirs des enthousiastes chimériques; l'indiscipline raisonneuse et passionnée des soldats menaçait son

(1) *Mémoires* de Berkley, p. 191.

(2) *Biographia Britannica*, à l'article Lilburne, t. V, p. 2950.

(3) *Ibid.*

pouvoir ; son génie s'indignait du désordre, même en le fomentant ; le nom du roi était encore une force, son alliance un moyen, son rétablissement une chance ; il la ménageait comme tant d'autres, prêt à l'abandonner pour une meilleure, poussant sa fortune dans toutes les voies, et chaque jour dans celle où le succès se promettait à lui plus grand ou plus prompt. Le roi, de son côté, bien instruit de l'état des esprits dans les chambres et dans l'armée, donna à ses négociations un nouveau tour : elles s'adressèrent moins au parti qu'à ses chefs, et laissèrent entrevoir des faveurs individuelles plutôt que des concessions publiques. On offrit à Ireton le gouvernement d'Irlande ; à Cromwell le commandement général des armées, celui des gardes du roi, le titre de comte d'Essex, la jarretière ; des avantages de même nature étaient indiqués pour leurs principaux amis. Cependant deux royalistes, le juge Jenkins et le cavalier sir Lewis Dives, prisonniers à la Tour avec Lilburne, l'entretenaient sans cesse du traité déjà conclu, disaient-ils, entre les généraux et la cour, lui en racontaient les conditions, échauffaient ses méfiances, et l'excitaient à les propager. Soupçonné, un tel marché portait le trouble dans le parti ; accepté, il assurait au roi

l'appui des chefs, ou les laissait eux-mêmes sans appui [1].

Les deux généraux ne pouvaient se méprendre à ces manœuvres : ils avaient entouré le roi de leurs espions ; le colonel Whalley, qui le gardait avec son régiment, était le cousin et la créature de Cromwell ; les moindres incidents de la vie du roi, ses promenades, ses entretiens, les visites et les démarches de ses conseillers, les indiscrétions de ses serviteurs, leur étaient exactement transmis [2]; et plus d'une fois ils se plaignirent que des bruits venus de Hampton-Court, et répandus comme à dessein, les missent hors d'état de servir le roi dans l'armée, en y ruinant leur crédit. Ireton surtout, d'un esprit plus dur et moins indifférent au mensonge, en conçut tant d'humeur qu'il fut tenté de rompre les négociations. Elles continuèrent pourtant; bientôt même la conduite publique des généraux parut confirmer les soupçons des soldats. Sur les instances des Écossais, et pour donner au public pacifique quelque satisfaction, les chambres avaient décidé [3] que les pro-

(1) *Mémoires* de Berkley, p. 169. — Whitelocke, p. 271.

(2) Voyez dans Rushworth (part. 4, t. II, p. 795) une lettre où Whalley rend compte de la manière dont le roi passe son temps, et de tout ce qui survient à Hampton-Court.

(3) Le 27 août 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 774, 775.

positions de Newcastle seraient encore une fois présentées au roi; les comtes de Lauderdale et de Lanerk, arrivés naguère à Hampton-Court, le conjuraient de nouveau de les accepter et de s'unir enfin aux presbytériens, seuls sincères dans le désir de le sauver ([1]). Inquiets de ce péril, Cromwell et Ireton redoublèrent auprès de lui de protestations et de promesses, lui conseillèrent de repousser les propositions du parlement, de demander que celles de l'armée, bien plus douces, fussent prises pour base d'une négociation nouvelle, et ils s'engagèrent à soutenir sa demande de tout leur pouvoir. « Nous sommes déterminés, lui fit dire » Ireton, à purger, et purger encore, et purger sans » relâche la chambre, jusqu'à ce qu'elle soit en dis» position de faire les affaires de sa Majesté ; pour » mon compte, plutôt que de manquer à ce que j'ai » promis au roi, je m'allierais aux Français, aux » Espagnols, aux cavaliers, à quiconque voudrait » m'aider à l'accomplir ([2]). » Charles suivit le conseil des généraux, et, sur sa réponse ([3]), un violent débat s'éleva dans les communes; les presbytériens irrités ne voulaient point se départir de

([1]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 343. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 240.

([2]) *Mémoires* de Huntington, p. 323.

([3]) En date du 9 septembre 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 777-779.

leurs propositions; les enthousiastes demandaient qu'on n'en reçût et n'en fît plus aucune. Comme ils l'avaient promis, Cromwell et Ireton insistèrent pour que le vœu du roi fût accueilli et un traité ouvert, aux conditions offertes par l'armée, entre lui et le parlement : démarche d'autant plus éclatante qu'elle fut sans résultat, les presbytériens et les enthousiastes s'étant réunis pour la faire échouer [1].

La méfiance et l'humeur des soldats devinrent menaçantes; partout, dans les cantonnements de l'armée, se formaient des réunions tantôt tumultueuses, tantôt secrètes; partout retentissaient les mots d'*ambition*, de *trahison*, de *mensonge*, toujours associés au nom de Cromwell; on recueillait, pour les commenter avec colère, les propos échappés à l'intempérance de son langage : il avait parlé de la nécessité de mettre un terme aux rigueurs contre les cavaliers; il avait dit : « Mainte- » nant que je tiens le roi sous ma main, j'ai le » parlement dans ma poche [2]. » Et un autre jour : « Puisque Hollis et Stapleton ont eu tant d'auto-

(1) Le 22 septembre 1647. *Mémoires* de Berkley, p. 191-193. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 240. — *Mémoires* de Hollis, p. 231. — *Mémoires* de Huntington, p. 321-323. — *Journals of the house of Commons.*

(2) Banks, *A critical Review*, etc., p. 83.

» rité, je ne vois pas pourquoi je ne gouvernerais » pas aussi bien qu'eux le royaume ([1]). » C'était lui enfin qui, dans le comité chargé de l'affaire de Lilburne, avait suscité mille petits incidents pour qu'on le retînt en prison ([2]). Lilburne le dénonça formellement aux agitateurs, en énumérant tous les emplois dont lui et les siens s'étaient emparés ([3]). Les agitateurs à leur tour demandèrent aux chambres la liberté de Lilburne ([4]), à Fairfax celle de quatre soldats détenus seulement, dirent-ils, pour quelques paroles injurieuses et menaçantes contre la personne du roi ([5]). Il fut même question entre Lilburne, Wildman et quelques autres, de se défaire de Cromwell par l'assassinat ([6]). Aucune tentative n'eut lieu; mais soit à cette occasion, soit par quelque autre cause, le conseil même des agitateurs devint suspect aux soldats : le lieutenant général y avait, disait-on, des créatures qui l'informaient de tout. Pour échapper à ce péril, plusieurs régiments nommèrent, sous

([1]) *Mémoires* de Huntington, p. 326.

([2]) *Biographia Britannica*, à l'article Lilburne, t. V, p. 2950, note II.

([3]) *Ibid.*, p. 2949, note EE.

([4]) Rushworth, part. 4, t. II, p. 790.

([5]) *Ibid.*, p. 808, 811.

([6]) *Mémoires* de Hollis, p. 232. — *Mémoires* de Berkley, p. 193.

le titre de *nouveaux agents*, des agitateurs plus sûrs, chargés de surveiller les traîtres et de servir la bonne cause, n'importe en quel lieu et à quel prix. Quelques officiers supérieurs, quelques membres des communes, Rainsborough, Ewers, Harrison, Robert Lilburne (1), Scott, se portèrent les chefs de l'insurrection; et la faction la plus violente, ainsi séparée du conseil général des officiers et des chambres, commença à proclamer hautement ses maximes et ses desseins (2).

L'inquiétude s'empara de Cromwell : il voyait l'armée désunie, les royalistes et les presbytériens épiant le moment de profiter de ses discordes, lui-même attaqué par des hommes d'une volonté intraitable, jusque-là ses alliés les plus fidèles, ses plus utiles instruments. De jour en jour les intentions du roi étaient plus suspectes : « J'ai » mon jeu à jouer, » avait dit Charles à Ireton, qui le pressait de s'unir ouvertement à eux (3); et toujours assidus auprès de lui, lord Lauderdale et lord Lanerk lui promettaient l'appui d'une armée écossaise, s'il acceptait enfin leur alliance. Déjà,

(1) Frère de John et colonel d'un régiment d'infanterie.

(2) Vers le commencement du mois d'octobre 1647. *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 241. — *Journals of the house of Lords*, 16 et 17 novembre 1647.

(3) *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 135.

disait-on, les bases du traité étaient convenues; et même en Écosse, où le crédit de Hamilton l'emportait sur celui d'Argyle, des troupes marchaient vers la frontière [1]. De leur côté, les cavaliers anglais, Capel, Langdale, Musgrave, préparaient sous main une insurrection : « Soyez assuré, » avait dit le roi à Capel, que bientôt les deux » nations seront en guerre; les Écossais se pro- » mettent le concours de tous les presbytériens » anglais : que nos amis se tiennent donc prêts et » en armes; sinon, que ce soit l'un ou l'autre parti » qui triomphe, nous aurons bien peu à y gagner [2]. » En même temps la situation de l'armée cantonnée autour de Londres devenait critique; la cité opposait à toutes les demandes d'argent pour la solde une inertie invincible; les officiers ne savaient comment gouverner des troupes qu'ils ne pouvaient payer [3]. Partout circulaient les plus hardis pamphlets révélant tantôt les desseins des soldats contre le roi, tantôt les négociations du roi avec les généraux. En vain Fairfax avait réclamé et obtenu sans

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 343. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 786, 810.

(2) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 341.

(3) Rushworth, part. 4, t. II, p. 804, 815, 829, 837-840. — Whitelocke, p. 274.

peine l'établissement d'une censure rigoureuse [1]; en vain Cromwell s'était porté auprès de la cité l'interprète des besoins de l'armée; en vain il avait déployé toutes les ressources de la raison et de la ruse pour persuader aux fanatiques qu'il fallait se contenir pour se faire payer par les modérés; aux modérés que, pour contenir les fanatiques, il fallait les payer [2]; en vain même il était parvenu à faire nommer, parmi les nouveaux agents des soldats, quelques uns de ses affidés [3]: ses efforts demeuraient sans résultat; sa prudence même tournait contre lui; il s'était ménagé dans tous les partis des intelligences, des moyens d'action, et partout une fermentation désordonnée, indomptable, menaçait de déjouer ses calculs, de ruiner son influence. Tant d'habileté n'avait abouti qu'à charger sa situation d'embarras et de périls.

Dans cette perplexité, un des espions qu'il avait à Hampton-Court, jusque dans la chambre du roi, lui fit donner avis que, ce jour même, partait du château une lettre adressée à la reine, et qui contenait les vrais desseins de Charles envers l'armée

(1) Par une ordonnance du 30 septembre 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 779-781. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 799.

(2) Rushworth, part. 4, t. II, p. 883-884.

(3) *Mémoires* de Huntington, p. 326.

et ses chefs. La lettre, cousue dans une selle que portait sur sa tête un homme qui n'était point dans le secret, devait arriver vers dix heures du soir à l'auberge du *Sanglier-Bleu*, dans Holborn, où un cheval était préparé pour conduire l'homme à Douvres, d'où le paquet passerait en France. Cromwell et Ireton prirent à l'instant leur résolution ; et déguisés en simples cavaliers, suivis d'un seul soldat, partirent de Windsor pour se rendre au lieu désigné. Dès leur arrivée, ils placèrent leur soldat aux aguets devant la porte, et entrés dans l'auberge, s'assirent dans un cabinet, buvant de la bière en attendant. Vers dix heures, en effet, le messager parut, une selle sur la tête : avertis aussitôt, ils sortirent l'épée à la main, se saisirent de la selle sous prétexte qu'ils avaient ordre de tout visiter, l'emportèrent dans le cabinet, en fendirent les bords, y trouvèrent la lettre, refermèrent la selle avec soin, et la rendirent au messager effrayé, lui disant, d'un air de bonne humeur, qu'il était un honnête garçon, et pouvait continuer sa route.

Le renseignement n'était point trompeur : Charles écrivait, en effet, à la reine que les deux factions le recherchaient également, qu'il se joindrait à celle dont les conditions seraient pour lui meilleures, et qu'il croyait traiter plutôt avec les pres-

bytériens écossais qu'avec l'armée : « Du reste, » ajoutait-il, je suis seul au fait de ma situation; » sois tranquille sur les concessions que je pour» rais faire ; je saurai bien, quand il en sera temps, » comment il faut se conduire avec ces drôles-là, » et au lieu d'une jarretière de soie, je les accom» moderai d'une corde de chanvre. » Les deux généraux se regardèrent, et, toutes leurs méfiances ainsi confirmées, repartirent sur-le-champ pour Windsor, désormais sans incertitude sur leurs desseins envers le roi comme sur les siens [1].

Il était temps que leur conduite cessât d'être embarrassée et douteuse : la colère des enthousiastes éclatait et jetait l'armée dans la plus violente confusion. Le 9 octobre, au nom de cinq régiments de cavalerie, parmi lesquels figurait celui de Cromwell lui-même, les nouveaux agitateurs rédigèrent, sous le titre de *Situation de l'armée* [2], une longue déclaration de leurs méfiances, de leurs principes, de leurs vœux. Le 18, ils la présentèrent officiellement au général; et le 1er novembre, un second pamphlet intitulé *Accord*

[1] Le fait se passa dans le courant du mois d'octobre. — Voir les *Éclaircissements et Pièces historiques* joints aux *Mémoires* de sir John Berkley, p. 231-240. — Clarendon, *State-Papers*, t. I, Appendice, p. XXXVIII.

[2] *Case of the army.*

du peuple [1], fut adressé à la nation entière, au nom de seize régiments. Dans l'un et l'autre, les soldats accusaient les officiers de trahison, les chambres de concussion, exhortaient leurs camarades à se joindre à eux, et demandaient que le parlement actuel fût bientôt dissous; qu'à l'avenir aucune personne, aucun corps ne partageât avec la chambre des communes le pouvoir souverain; qu'elle fût élue de deux en deux ans; que le droit de suffrage fût également réparti sur le territoire en raison de la population et des taxes; que nul membre ne pût être immédiatement réélu, nul citoyen emprisonné pour dettes, ou contraint au service militaire, ou exclu des emplois pour sa seule religion; que le peuple, dans les comtés, nommât tous ses magistrats; que les lois civiles, égales pour tous, fussent réformées et refondues en un seul code; enfin, que certains droits, surtout la liberté de conscience, fussent déclarés inviolables et supérieurs à tout pouvoir humain [2].

[1] *An Agreement of the people for a firm and present peace on the ground of common right:* « Accord du peuple pour établir une prompte et solide paix sur la base du droit commun. »

[2] Rushworth, part. 4, t. II, p. 845, 859. — Whitelocke, p. 276, 277. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 445-450. — *Éclaircissements et Pièces historiques* placés à la suite des *Mémoires* de Hollis, p. 296.

A cette explosion des idées et des espérances populaires, le trouble des chefs fut extrême : plusieurs, et les plus sensés, bien qu'ennemis de la cour et des presbytériens, regardaient la royauté et la chambre haute comme si puissantes, si profondément enracinées dans les faits, les lois, les mœurs, que la république, vue enfin de près et imminente, n'était à leurs yeux qu'une périlleuse chimère. Parmi les républicains eux-mêmes, la plupart, quoique sincères et hardis, étaient loin de partager tous les désirs des soldats : les uns, dominants dans les élections de leur ville ou de leur comté, craignaient, par un système nouveau, d'y perdre leur prépondérance ; les autres, acquéreurs des biens d'Église, voyaient avec effroi le peuple s'indigner que ces ventes eussent été faites à vil prix, et en réclamer l'annulation ; les jurisconsultes voulaient conserver leur empire avec ses profits ; tous repoussaient avec passion l'idée que la chambre fût bientôt dissoute, et sa cause livrée aux hasards d'une réélection. Leur bon sens d'ailleurs était choqué du peu d'importance sociale, de la démence mystique, de l'indiscipline hautaine des soldats réformateurs. Comment fonder un gouvernement, en face des royalistes et des presbytériens, avec une faction ingouvernable,

insensée au point de mettre chaque jour en péril l'union de l'armée, pourtant son seul appui? Comment attaquer, au nom des rêveries de sectaires obscurs, tant de faits, tant de droits anciens et respectés? Cependant, à ces rêveries et dans presque tout le royaume, une fermentation jusque-là inconnue s'emparait du petit peuple; ces belles et confuses notions de justice absolue, ces désirs passionnés d'un bonheur égal, souvent étouffés, jamais éteints au cœur des hommes, éclataient de toutes parts avec leur aveugle et furieuse confiance; et les chefs eux-mêmes qui ne les voulaient pas écouter ne savaient que leur répondre, car au fond ils partageaient les principes au nom desquels on proclamait de tels vœux.

Aussi leurs premières démarches furent-elles molles et flottantes. Les chambres votèrent que les deux pamphlets étaient un attentat contre le gouvernement du royaume, et qu'elles en poursuivraient les auteurs; mais en même temps, pour complaire aux républicains, elles déclarèrent que le roi était tenu d'adopter tout ce que lui proposait le parlement [1]. Le conseil général des offi-

[1] Le 6 novembre. *Journals*, etc., novembre 5, 6. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 785.

ciers, réuni à Putney [1], appela dans son sein les principaux agitateurs, et un comité, où siégeaient plusieurs d'entre eux, eut ordre de faire, sur leurs demandes, un prompt rapport. Bientôt, en effet, le comité apporta un projet de propositions au parlement, où la plupart de ces demandes étaient accueillies ; mais le nom et les prérogatives essentielles du roi y avaient également pris place [2]. Les agitateurs se récrièrent : on leur promit que, dans un prochain conseil, la question de savoir si la royauté devait subsister désormais serait librement débattue. Mais, le jour venu, Ireton sortit brusquement du conseil, protestant qu'il n'y rentrerait plus si de telles matières y étaient seulement agitées. Le débat fut remis au lundi suivant, 6 novembre; et soit pour l'éluder encore, soit qu'on espérât des soldats en masse plus de complaisance, on convint que l'armée serait convoquée à un rendez-vous général où elle pourrait tout entière manifester ses sentiments [3].

Mais Cromwell, qui l'avait proposé, démêla sans peine le péril du remède. Chaque débat nou-

(1) Le 22 octobre. Rushworth, part. 4, t. II, p. 849.

(2) Le 2 novembre. *Ibid.*, p. 861 et suiv.

(3) Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XLI. — *Letter of several agitators to their respective regiments.* — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 451-452.

veau accroissait dans l'armée la désunion; plus on la consultait, plus elle échappait à ses chefs et tombait dans l'anarchie [1]. Pour s'en servir, pour la sauver même, il fallait absolument, et sans retard, y rétablir la discipline et ressaisir le pouvoir. Or un tel succès avait d'impérieuses conditions : il était clair que les soldats, les plus actifs du moins, les meneurs et les fanatiques ne voulaient plus du roi; qu'ils abandonneraient, attaqueraient même quiconque lui paraîtrait favorable; que celui-là seul enfin disposerait de leur obéissance et de leur force, qui accepterait en ceci leur volonté commune et s'en porterait l'exécuteur. Cromwell prit sa résolution. Le jour du conseil arrivé, tout débat fut interdit; les officiers supérieurs déclarèrent que, pour ramener dans l'armée la bonne intelligence, il fallait que tous, officiers et agitateurs, retournassent à leurs régiments; qu'au lieu d'un rendez-vous général, il y aurait trois rendez-vous partiels dans les cantonnements des principaux corps; qu'en attendant, le conseil suspendrait ses séances, et laisserait agir le général et le parlement [2]. Cependant la situation du roi à Hampton-Court changea tout à coup : ses conseillers, Rich-

(1) Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XL.
(2) Rushworth, part. 4, t. II, p. 866.

mond, Southampton, Ormond, eurent ordre de s'éloigner; ses serviteurs les plus affidés, Berkley et Ashburnham entre autres, lui furent retirés; on doubla autour de lui les gardes; il n'eut plus dans ses promenades la même liberté. De toutes parts lui arrivaient des avis sinistres; on disait surtout que les soldats avaient dessein de s'emparer de sa personne pour l'enlever aux officiers, comme ceux-ci l'avaient enlevé au parlement. Cromwell lui-même en écrivit avec inquiétude au colonel Whalley, soit qu'en effet il redoutât quelque tentative de ce genre, ou qu'il se proposât seulement d'en effrayer le roi, soit plutôt que, toujours soigneux de ménager toutes les chances, il voulût le tromper encore sur ses intentions et se donner l'air de le servir (1).

Ces changements, ces rapports, tant de gênes nouvelles, mille bruits de trahison, de desseins inouïs, même d'assassinat, jetaient le malheureux Charles dans une anxiété chaque jour plus poignante; son imagination, susceptible et vive quoique grave, en était ébranlée; une mauvaise chasse,

(1) Rushworth, part. 4, t. II, p. 842. — *Mémoires* de Hollis, p. 234. — *Mémoires* de Huntington, p. 224. — *Mémoires* de Berkley, p. 194. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 348; t. IX, p. 1, 2. — *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 138.

un rêve pénible, sa lampe éteinte pendant la nuit ([1]), tout lui était un sinistre présage; tout lui semblait possible de la part de tels ennemis, quoique sa fierté se refusât à croire que jamais ils en vinssent à tout oser. On lui parla de fuir; il en était tenté : mais où? comment? avec quel secours? Les commissaires écossais offrirent de seconder son évasion; un jour même qu'il chassait, Lauderdale lui fit dire qu'ils étaient tout près avec cinquante chevaux; que, s'il voulait les rejoindre, ils partiraient en toute hâte pour le nord ([2]). Mais les résolutions subites étonnaient le roi : quel asile d'ailleurs que l'Écosse qui l'avait déjà livré, où il n'aurait plus aucun moyen de repousser le joug presbytérien et le covenant! Il refusa. D'autre part, le conseil lui vint de s'embarquer et de se retirer à l'île de Jersey, où la facilité de passer sur le continent forcerait tous les partis à le ménager. Mais il comptait encore, d'après leurs secrètes promesses, sur la bonne volonté des officiers; il se flattait que leur froideur n'était qu'obligée et apparente, qu'au prochain rendez-vous de l'armée ils dompteraient les agitateurs, rétabliraient la discipline et reprendraient

([1]) *Mémoires* de Herbert, p. 88.
([2]) Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 324.

avec lui leurs négociations. Il ne voulait pas sortir d'Angleterre avant cette dernière épreuve [1]. Cependant l'idée de la fuite lui devenait de plus en plus familière et pressante : on lui raconta qu'un prophète allemand s'était présenté au conseil des agitateurs, s'annonçant comme chargé de révéler les volontés du ciel ; mais qu'au seul mot de réconciliation avec le roi, ils avaient refusé de l'écouter. Par toutes sortes de voies, Cromwell insinuait qu'il fallait fuir. Quelqu'un, on ignore qui, parla au roi de l'île de Wight comme d'un asile convenable et sûr ; elle touchait à la terre ferme ; la population en était royaliste ; tout récemment, le colonel Hammond, neveu de l'un des plus fidèles chapelains du roi, en avait été nommé gouverneur. Charles prêta à cette idée plus d'attention qn'à aucune autre, prit des renseignements, fit même quelques préparatifs [2]. Pourtant il hé-

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 197.— *Mémoires* de Warwick, p. 260-262. — *Memoirs of the Hamiltons*, p. 326. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 243-244.

[2] C'est ce qui résulte évidemment d'une relation du séjour du roi à l'île de Wight, adressée, après la restauration, à Charles II, par sir John Bowring, homme d'ailleurs obscur, mais qui fut, à cette époque, fort employé dans les manœuvres secrètes de Charles Ier. Je m'étonne que ce petit ouvrage, où se rencontrent, il est vrai, beaucoup d'erreurs, et évidemment écrit par un homme uniquement préoccupé du désir de se faire valoir, mais qui contient cependant des détails caractéristiques et curieux, ait échappé à l'attention des historiens. M. Godwin est, à

sitait toujours et cherchait partout quelque moyen de se décider. Un astrologue, William Lilly, était alors fameux à Londres, enclin au parti populaire, mais ne refusant à personne ses prédictions et ses avis. Le roi chargea une femme, mistriss Whorewood, de le consulter en son nom sur le lieu où il lui convenait de fuir; et de 1000 livres sterling que venait d'envoyer au roi l'alderman Adams, royaliste dévoué, mistriss Whorewood en reçut 500 pour sa mission. Les astres solennellement interrogés, Lilly répondit que le roi devait se retirer vers l'est, dans le comté d'Essex, à vingt milles de Londres, et mistriss Whorewood se hâta de porter à Hampton-Court sa réponse [1]. Mais Charles ne l'avait pas attendue : le 9 novembre, une lettre anonyme, écrite, à ce qu'il semble, par un ami sincère, vint l'avertir que le danger pressait, que la veille, dans une réunion nocturne, les agitateurs avaient résolu de se défaire

ma connaissance, le seul qui en ait fait mention : il a été tiré des papiers de lord Halifax, et se trouve dans un volume in-12, intitulé : *Miscellanies historical and philological* (p. 78-162), publié à Londres en 1703. — Voir aussi Rushworth, part. 4, t. II, p. 951. — *Mémoires* de Hollis, p. 234; — de Berkley, p. 194 et suiv.; — de Ludlow, t. I, p. 244.

[1] William Lilly, *History of his life and times* (2e édition, Londres, 1715), p. 60. — *Biographia Britannica*, à l'article Lilly (William), t. V, p. 2966.

de lui, que tout était à craindre s'il ne se mettait promptement hors d'atteinte ([1]). Un autre avis l'engageait à se méfier de la garde qui, le surlendemain, devait prendre le service du château ([2]). L'esprit frappé, Charles se décida soudain : le 11 novembre, à neuf heures du soir, laissant sur sa table plusieurs lettres, et suivi d'un seul valet de chambre, William Legg, il sortit par un escalier dérobé, et gagna une petite porte donnant du parc sur la forêt, où Ashburnham et Berkley, prévenus de son dessein, s'étaient rendus de leur côté avec des chevaux. Ils prirent leur route vers le sud-ouest. La nuit était sombre et orageuse; le roi seul connaissait la forêt, et servait de guide à ses compagnons; ils s'égarèrent et n'atteignirent qu'au point du jour la petite ville de Sutton dans le Hampshire, où, par les soins d'Ashburnham, un relais leur était préparé. A l'auberge où il les attendait, un comité de parlementaires était déjà en séance, délibérant sur les affaires du comté. Ils repartirent sur-le-champ, et se dirigèrent sur Southampton, vers la côte située en face de l'île de Wight, mais sans que le roi déclarât expressé-

([1]) *Old Parl. Hist.*, t. XVI, p. 328. – Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XLI.

([2]) *Mémoires* de Berkley, p. 201.

ment où il voulait aller. Comme ils arrivaient sur le penchant d'un coteau voisin de la ville : « Met- » tons pied à terre, dit Charles, et en descendant » nous nous consulterons sur ce qu'il convient de » résoudre. » Il fut, dit-on, question entre eux d'un vaisseau qu'Ashburnham avait dû s'assurer, et dont ils n'avaient point de nouvelles; puis de s'enfoncer dans les comtés de l'ouest où Berkley promettait le dévouement de nombreux amis; enfin de l'île de Wight, parti plus commode que nul autre, qui mettait un terme aux embarras de leur situation, celui d'ailleurs qu'évidemment, par la route qu'ils avaient suivie, le roi se proposait en partant. Mais le gouverneur n'était point averti, et pouvait-on se fier à lui sans garanties? Il fut convenu qu'Ashburnham et Berkley se rendraient dans l'île, sonderaient les dispositions de Hammond, lui diraient quelle marque de confiance il était sur le point de recevoir, et que le roi irait attendre leur retour à quelques lieues de là, près de Tichfield, dans un château qu'habitait la mère de lord Southampton. Ils se séparèrent; et le lendemain matin, les deux cavaliers, débarqués dans l'île, se rendirent sur-le-champ au château de Carisbrooke, résidence du gouverneur. Hammond ne s'y trouvait point; il était à Newport,

principale ville du lieu, mais devait en revenir le jour même. Ashburnham et Berkley se remirent en route pour aller au-devant de lui, et le rencontrant bientôt, ils l'informèrent sans préambule du but de leur venue. Hammond pâlit; les rênes de son cheval lui échappèrent, tout son corps tremblait : « Messieurs, messieurs, s'écria-t-il, » vous m'avez perdu en amenant le roi dans cette » île; s'il n'y est pas encore, je vous en conjure, » ne l'y laissez pas venir : que deviendrais-je entre » mes devoirs envers sa Majesté après tant de con- » fiance, et ce que je dois à l'armée, de qui je » tiens mes fonctions? » Ils essayèrent de le calmer, tantôt faisant valoir l'immense service qu'il rendrait au roi et les engagements que l'armée même avait contractés envers sa Majesté; tantôt l'assurant que, s'il n'en jugeait pas comme eux, le roi était bien loin de prétendre le contraindre à le recevoir. Hammond se désolait toujours. Cependant, lorsque les deux cavaliers paraissaient à leur tour méfiants et près de retirer leur proposition, il se montrait moins incertain, leur demandait où était le roi, s'il ne courait aucun danger, témoignait même quelque regret qu'il ne se fût pas brusquement et entièrement confié à lui. La conversation dura ainsi longtemps, des

deux parts pleine de trouble et de ruse, les uns et les autres craignant presque également de rompre et de s'engager. Hammond parut céder enfin. «Le » roi, dit-il, n'aura point à se plaindre de moi; il » ne sera pas dit que j'ai trompé son attente; je » me conduirai en homme d'honneur: allons en- » semble le trouver et l'en instruire.» Berkley alarmé voulait repousser cette proposition; mais Ashburnham l'accepta, et ils partirent aussitôt, Hammond accompagné seulement d'un de ses capitaines, nommé Basket. Une barque les porta en peu d'heures à Tichfield; et à leur arrivée, Ashburnham monta seul vers le roi, laissant Berkley, Hammond et Basket dans la cour du château. Sur son récit: «Ah! John, John! s'écria Charles, » tu m'as perdu en amenant ici ce gouverneur; ne » vois-tu pas que je ne puis plus bouger?» En vain Ashburnham fit valoir les promesses de Hammond, les bons sentiments qu'il avait laissé paraître, son hésitation même, preuve de sa sincérité. Le roi désolé marchait précipitamment dans la chambre, tantôt les bras croisés, tantôt levant les mains et les yeux au ciel avec l'expression de la plus vive angoisse. «Sire, lui dit enfin Ashburnham fort » troublé à son tour, le colonel Hammond est là » seul avec un autre homme; rien n'est si aisé que

» de s'en assurer. — Quoi donc? reprit le roi, » voulez-vous le tuer? Voulez-vous qu'on dise qu'il » a hasardé sa vie pour moi, et que je l'en ai in- » dignement privé? Non, non, il est trop tard » pour prendre un autre parti; il faut s'en remettre » à la volonté de Dieu. » Cependant Hammond et Basket s'impatientaient d'attendre; Berkley en fit prévenir le roi : ils montèrent. Charles les reçut d'un air ouvert et confiant. Hammond renouvela ses promesses, plus étendues même, quoique toujours vagues et embarrassées. Le jour commençait à baisser; ils s'embarquèrent pour l'île. Déjà le bruit s'y était répandu que le roi arrivait; beaucoup d'habitants se portèrent à sa rencontre : comme il traversait les rues de Newport, une jeune femme s'avança vers lui, et lui présenta une rose rouge, éclose malgré la rigueur de la saison, en priant tout haut pour sa délivrance. On l'assura que la population tout entière lui était dévouée, qu'au château même de Carisbrooke il y avait pour toute garnison douze vieux soldats bien disposés, qu'il pourrait toujours, quand il le voudrait, s'évader aisément. Les terreurs de Charles se calmèrent peu à peu; et le lendemain, lorsqu'en se levant il contempla, des fenêtres du château, le riant aspect qu'offrent sur ce point la mer et la

terre, quand il eut respiré l'air du matin, quand il vit Hammond se répandre en témoignages de respect et lui promettre toute liberté de se promener à cheval dans l'île, de garder ses serviteurs, de recevoir qui il lui plairait, la sécurité rentra dans son âme : « Après tout, dit-il à Ashburnham, » ce gouverneur est un galant homme ; je suis ici » à l'abri des agitateurs ; je n'aurai, je crois, qu'à » m'applaudir de ma résolution [1]. »

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 194-210. — *Mémoires* de Herbert, p. 38. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 244 et suiv. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 3-17.

LIVRE HUITIÈME.

Rendez-vous de Ware. — Cromwell réprime les agitateurs et se réconcilie ensuite avec eux. — Le parlement adresse au roi quatre bills, conditions préliminaires de la paix. — Le roi les repousse et traite secrètement avec les Écossais. — Le parlement vote qu'il n'aura plus avec le roi aucune relation. — Mécontentement général et réaction en faveur du roi. — Embarras des indépendants et de Cromwell. — Explosion de la seconde guerre civile. — Campagne de Fairfax dans l'est et autour de Londres, de Cromwell dans l'ouest, de Lambert dans le nord. — Siége de Colchester. — Les Écossais entrent en Angleterre. — Cromwell marche contre eux. — Batailles de Preston, de Wigan et de Warrington. — Cromwell en Écosse. — Les presbytériens reprennent l'ascendant à Londres. — Le parlement recommence à traiter avec le roi. — Négociations de Newport. — Vicissitudes de l'état des partis. — L'armée fait enlever le roi de l'île de Wight. — Il est conduit au château de Hurst, puis à Windsor. — Dernier effort des presbytériens en sa faveur. — L'armée marche sur Londres. — Purgation de la chambre des communes. — Procès et mort du roi. — Abolition de la royauté.

1647-1649.

Les commissaires du parlement et les officiers de la garnison de Hampton-Court attendaient que le roi parût au souper, à l'heure accoutumée :

étonnés de ne le point voir, ils entrèrent enfin dans sa chambre, et n'y trouvèrent que trois lettres de sa main, adressées l'une à lord Montague, président du comité, l'autre au colonel Whalley, la troisième à l'orateur de la chambre des lords. Dans celle-ci, le roi donnait pour motifs de sa fuite les complots des agitateurs, et son droit à vivre libre et en sûreté comme tout autre citoyen. Les deux autres n'avaient pour objet que de témoigner à Montague et à Whalley sa satisfaction de leurs égards, et de leur indiquer ce qu'il fallait faire de ses chevaux, de ses chiens, de ses tableaux, de tous les petits meubles qu'il laissait dans son appartement. Rien d'ailleurs ne fournissait sur sa route, ni sur le lieu de sa retraite, la plus légère indication (1).

Le trouble fut grand à Westminster, d'autant plus grand qu'au moment où la nouvelle y arrivait de Hampton-Court, une lettre vint aussi du quartier général de Windsor, écrite à minuit par Cromwell, qui s'empressait également d'en donner avis (2). Il l'avait donc connue le premier, avant les chambres, peut-être avant le départ du roi; car le bruit courut que, le 11 en effet, la surveil-

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 786 et suiv.

(2) Rushworth, part. 4, . II, p. 871.

lance de la garnison de Hampton-Court s'était relâchée, que des sentinelles avaient même été retirées des postes qu'elles avaient coutume de garder (1). On ne tarda pas à recevoir des lettres de Hammond (2), qui informait les chambres de l'arrivée du roi, protestait de son dévouement à leur service, et réclamait leurs instructions. Cependant toutes les craintes ne furent pas dissipées : Cromwell aussi avait des lettres de Hammond, comme si tous les serviteurs du parlement croyaient devoir l'instruire ou le consulter en toute occasion; et il en rendit compte aux chambres avec une gaieté dont s'étonnèrent les moins soupçonneux (3); symptôme alarmant de quelque succès ou de quelque espérance qu'on tentait en vain de pénétrer.

A peine deux jours s'étaient écoulés qu'il inspirait à ses ennemis de nouvelles et bien plus vives alarmes. C'était le 15 novembre que devait avoir lieu à Ware, dans le comté de Hertford, le premier des trois rendez-vous assignés à l'armée, pour mettre un terme à ses dissensions. Cromwell s'y rendit avec Fairfax, et entouré des officiers les plus

(1) *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 250.
(2) Du 13 novembre 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 789.
(3) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 18.

sûrs. Sept régiments seulement avaient été convoqués ce jour-là, ceux qui montraient le moins d'exaltation et au sein desquels la discipline semblait plus aisée à rétablir. On comptait sur leur soumission pour intimider, ou sur leur exemple pour calmer les plus passionnés. Mais en arrivant dans la plaine de Ware, les généraux y trouvèrent neuf régiments au lieu de sept; ceux de Harrison, cavalerie, et de Robert Lilburne, infanterie, étaient venus sans ordres et en proie à la plus violente fermentation. Le dernier avait chassé tous ses officiers au-dessus du grade de lieutenant, à l'exception du capitaine Bray, qui le commandait; les soldats portaient tous, attaché à leur bonnet, un exemplaire de l'*Accord du peuple*, avec cette inscription : « Liberté de l'Angleterre, droits des » soldats. » De moment en moment, et comme saisis d'un transport commun, leurs cris retentissaient dans la plaine : Rainsborough, Ewers, Scott, John Lilburne lui-même, autorisé naguère par les communes, et pour sa santé, à sortir chaque matin de la Tour, la parcouraient à cheval, allant de troupe en troupe, encourageant les plus animés, traitant les modérés de lâches, répétant partout que, puisque l'épée était en leurs mains, ils étaient en conscience tenus de s'en servir pour

assurer pleinement et à jamais la liberté de leur pays. Au milieu de ce tumulte, Fairfax, Cromwell, et leur état major, s'avancèrent vers les régiments paisibles : et là fut lue, au nom du conseil général des officiers, une remontrance calme et ferme, qui reprochait aux nouveaux agitateurs leurs séditieuses menées, les périls qu'elles faisaient courir à l'armée, rappelait les preuves d'affection et de fidélité que lui avaient données ses chefs, les succès qu'elle avait obtenus sous leur conduite, promettait enfin de soutenir auprès du parlement les justes vœux des soldats, soit pour eux-mêmes, soit pour la patrie, si à leur tour ils signaient l'engagement de rentrer sous les lois de la discipline, et de respecter désormais les ordres de leurs officiers. Sept régiments accueillirent cette lecture avec de joyeuses acclamations. Fairfax s'avança vers celui de Harrison. A peine les cavaliers eurent entendu sa voix et ses promesses qu'ils arrachèrent de leurs bonnets l'*Accord du peuple*, et s'écrièrent qu'on les avait trompés, qu'ils voulaient vivre et mourir avec leur général. Le régiment de Lilburne restait seul, mais toujours rebelle et violemment agité; déjà même il commençait à répondre aux paroles de Fairfax par des cris séditieux; Cromwell s'avance : « Otez-moi de vos bon-

» nets ce papier, » dit-il aux soldats; les soldats refusent; il entre brusquement dans les rangs, désigne et fait arrêter quatorze des plus mutins : sur la place même un conseil de guerre se réunit; trois soldats sont condamnés à mort : « Que le » sort choisisse l'un d'entre eux, ordonne le con» seil, et qu'il soit fusillé à l'instant. » Le sort choisit Richard Arnell, fougueux agitateur; l'exécution eut lieu aussitôt devant le front du régiment: on fit emmener les deux autres condamnés et leurs onze camarades. Le major Scott et le capitaine Bray furent aussi arrêtés : un silence profond régnait dans la plaine; tous les corps repartirent pour leurs cantonnements; les deux autres rendez-vous se passèrent sans le moindre murmure, et l'armée entière parut rentrer sous le pouvoir de ses chefs [1].

Mais Cromwell ne s'abusait point sur l'incertitude, le péril même d'un tel triomphe : quand il vint l'annoncer aux communes [2], au lieu des remercîments que vota pour lui la majorité ravie

(1) Rushworth, part. 4, t. II, p. 875. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 791. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 19. — Mazères, *Select tracts relating to the civil wars in England*, etc., part. 1, préface, p. XXXIII-LXXIII. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 462-468.

(2) Le 19 novembre 1647. Whitelocke, p. 280.

de la défaite des agitateurs, les chefs presbytériens ne dissimulèrent point leur froideur, ni les républicains leur colère : aux premiers, tout succès de Cromwell était suspect, quel qu'en fût l'effet apparent; les seconds regardaient sa conduite au rendez-vous de Ware comme une nouvelle preuve de sa trahison. Ludlow s'opposa dans la chambre au vote de remercîments [1]; le prédicateur Saltmarsh accourut du fond de son comté, et par un ordre exprès de Dieu, dit-il, pour annoncer aux généraux que le Seigneur les abandonnait, puisqu'ils avaient emprisonné ses saints [2]; enfin, après quelques moments de stupeur, une foule de simples officiers, de sous-officiers, de soldats, presque tous les meneurs révolutionnaires des régiments, vinrent déclarer à Cromwell et à Ireton qu'aucune rigueur, aucun échec ne les détournerait de leurs desseins; qu'ils étaient résolus à se défaire du roi, à établir une république; qu'au risque de tout perdre, ils diviseraient l'armée, en entraîneraient au moins les deux tiers, et poursuivraient l'entreprise plutôt que de se laisser dompter. Cromwell n'avait garde de les réduire à cette extrémité; il avait

(1) *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 253.

(2) Whitelocke, p. 286.

voulu, par un grand exemple, couper court dans l'armée aux progrès de l'anarchie; du reste, il savait la force des fanatiques, et ne songeait déjà qu'à se réconcilier avec eux. Sans se prononcer pour la république, il dit à tous ceux qui le venaient voir beaucoup de mal du roi, reconnut qu'ils avaient raison de n'en rien espérer, convint que, pour lui, les gloires du monde l'avaient ébloui un moment, qu'il n'avait pas su discerner clairement l'œuvre du Seigneur ni se confier uniquement à ses saints, s'en humilia devant eux et réclama le secours de leurs prières pour obtenir du ciel son pardon. Les prédicateurs les plus populaires, Hugh Peters entre autres, enthousiaste intrigant et bavard, se chargeaient de répandre partout ses protestations et ses aveux. Il fit même donner aux soldats en prison de rassurantes promesses. Il insistait seulement, mais du ton le plus ferme, sur la nécessité de maintenir dans l'armée l'union et la discipline, seul moyen de succès et même de salut [1]. Beaucoup crurent à ses paroles, toujours passionnées et puissantes; d'autres, moins aveugles, sentaient quel besoin ils avaient de son génie, et même en doutant, ne pouvaient se résoudre à

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 215-217.

repousser son repentir. La plupart avouaient d'ailleurs que les agitateurs s'étaient emportés trop vite et trop loin, que les soldats devaient à leurs officiers plus de soumission et de respect. Rainsborough, Scott, Ewers, convinrent eux-mêmes de leurs torts, et promirent plus de prudence à l'avenir. Une grande réunion eut lieu enfin au quartier général [1] : officiers, agitateurs et prédicateurs passèrent ensemble dix heures en entretiens et en prières; les intérêts communs surmontèrent, sans les dissiper, les rancunes et les méfiances; il fut décidé que les prisonniers seraient mis en liberté, que le capitaine Bray retournerait à son régiment, qu'on prierait les chambres de rendre à Rainsborough ses fonctions de vice-amiral qu'elles venaient de lui retirer [2]; et un dîner solennel [3] célébra cette réconciliation dont la ruine du roi était le prix.

Sur ces entrefaites arriva au quartier général [4] sir John Berkley, que Charles, instruit de l'issue du rendez-vous de Ware, se hâtait d'envoyer aux

(1) Le 22 décembre 1647.

(2) Rushworth, part. 4, t. II, p. 943. — Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XLIV. — Whitelocke, p. 286. — *Mémoires* de Huntington, p. 328.

(3) Le 9 janvier 1648. Rushworth, part. 4, t. II, p. 959.

(4) Dans les derniers jours du mois de novembre.

généraux pour les féliciter de leur victoire et leur rappeler leurs promesses. Porteur de lettres non seulement du roi, mais aussi de Hammond, pour Fairfax, Ireton et Cromwell, Berkley n'était pourtant pas sans inquiétude; il avait rencontré dans sa route le cornette Joyce, qui s'était étonné de sa confiance et lui avait dit que les agitateurs, loin de rien craindre, avaient entraîné les généraux et se préparaient à faire au roi son procès. A son arrivée à Windsor, le conseil des officiers était réuni ; il s'y présenta et remit au général ses lettres. On lui ordonna de sortir sur-le-champ. Rappelé au bout d'une demi-heure : « Nous sommes l'armée » du parlement, lui dit Fairfax d'un ton sévère; » nous n'avons rien à répondre aux propositions » de sa Majesté ; c'est à lui seul d'en juger. » Berkley jeta les yeux sur Cromwell, puis sur Ireton; ils le saluèrent à peine et avec un sourire de dédain. Il se retira stupéfait: la journée s'écoula sans qu'il pût découvrir aucune explication, aucune nouvelle; vers le soir enfin, le commandant Watson, celui des officiers avec qui il avait eu les relations les plus intimes, lui fit dire de se trouver à minuit dans un certain enclos, derrière l'auberge de la Jarretière, qu'il s'y rendrait également. Là Berkley apprit ce qui s'était passé et quelle ardeur trans-

portait l'armée : « Elle est telle, lui dit Watson, » que je hasarde ma vie en venant ici; car, cette » après-midi même, Ireton vient de faire deux pro- » positions, l'une de vous envoyer prisonnier à » Londres, l'autre de défendre, sous peine de mort, » que personne communique avec vous. Que le roi » donc, s'il aime la vie, s'échappe sans retard, » s'il en a les moyens. — Me conseillez-vous du » moins, lui demanda Berkley, de faire passer à » Cromwell et à Ireton les lettres que le roi m'a » données pour eux? — N'y manquez pas; autre- » ment ils se douteraient que je vous ai découvert » leur dessein [1]. »

Comme Watson l'avait prévu, Berkley n'obtint des deux généraux ni entrevue ni réponse : « Je » ferai de mon mieux pour servir encore le roi, lui » fit dire seulement Cromwell; mais qu'il n'attende » pas que je me perde pour l'amour de lui. » Sir John se hâta de mander au roi ces tristes nouvelles, le conjurant de ne pas tarder un moment à s'évader. Charles y eût peut-être réussi; un bâtiment envoyé par la reine naviguait, dit-on, depuis quelques jours dans les parages de l'île [2]. Mais une nouvelle intrigue avait ranimé ses espérances :

(1) *Mémoires* de Berkley, p. 212-217.
(2) *Ibid.*, p. 217-218.

après un vif débat dans les communes, les chambres venaient de voter [1] que quatre propositions lui seraient présentées sous forme de bills; et que, s'il les acceptait, il serait admis, comme il l'avait plusieurs fois demandé, à traiter en personne avec le parlement. Elles portaient : 1° Que le commandement des forces de terre et de mer appartiendrait pendant vingt ans aux chambres, avec pouvoir de le reprendre même plus tard si la sûreté du royaume semblait l'exiger; 2° que le roi révoquerait toutes ses déclarations, proclamations, et autres actes publiés contre les chambres, pour les taxer d'illégalité et de rébellion; 3° qu'il annulerait toutes les lettres patentes de pairie accordées depuis son départ de Londres; 4° enfin que les chambres auraient le droit de s'ajourner au temps et dans le lieu qui leur conviendraient. Charles, malgré sa détresse, n'avait nul dessein de sanctionner ces bills et de reconnaître ainsi la légitimité de la guerre qui l'y avait réduit; mais il savait que les commissaires écossais les avaient vivement combattus, qu'ils témoignaient même un amer ressentiment du mépris que faisaient les chambres

[1] Le 14 décembre 1647. La motion eut lieu dans la chambre des lords le 26 novembre, et les communes l'adoptèrent le 27 à la majorité de cent quinze voix contre cent six. (*Parl. Hist.*, t. III, col. 803, 804, 823, 824.)

de leurs remontrances (¹) : il avait reçu d'eux, au moment où lui parvenaient les lettres de Berkley, une secrète invitation de repousser des propositions si offensantes, et la promesse qu'ils se rendraient eux-mêmes à l'île de Wight, pour traiter avec lui, au nom de l'Écosse, à de bien meilleures conditions. « Il faut attendre, dit-il à Berkley de » retour ; je veux en finir avec les Écossais avant de » quitter le royaume ; s'ils me voyaient hors des » mains de l'armée, ils seraient bien plus exi- » geants (²). »

Les lords Lauderdale, Lowden et Lanerk arrivèrent en effet au château de Carisbrooke presque en même temps que lord Denbigh et ses cinq collègues (³), commissaires de Westminster. Les négociations, déjà entamées à Hampton-Court, se renouèrent aussitôt entre eux et le roi, avec grand mystère, car ils n'étaient venus, disaient-ils, que pour protester, entre ses mains, contre les propositions du parlement. En deux jours le traité fut conclu, rédigé, signé (⁴), et enfoui dans un jardin de l'île, en attendant qu'on pût l'en faire sortir

(¹) *Parl. Hist.*, t. III, col. 825, 826.
(²) *Mémoires* de Berkley, 218-223.
(³) Le 23 décembre 1647. *Parl. Hist.*, t. III, col. 824, 827. — Bowring, p. 87.
(⁴) Le 26 décembre.

sans danger. Il promettait au roi l'intervention d'une armée écossaise pour le rétablir dans ses justes droits, sous la condition qu'il confirmerait pour trois ans le régime presbytérien en Angleterre, quoique dispensé de s'y conformer lui et les siens, et qu'à ce terme, l'assemblée des théologiens consultée, il réglerait définitivement, de concert avec les deux chambres, la constitution de l'Église. Plusieurs stipulations au profit de l'Écosse, et dont l'honneur anglais eût été vivement offensé, accompagnaient cette concession générale. On convint en outre qu'à l'appui de l'armée écossaise les cavaliers se lèveraient en armes dans tout le royaume; qu'Ormond irait reprendre en Irlande le commandement du parti royaliste; que le roi enfin, dès qu'il aurait repoussé les quatre propositions, s'évaderait de l'île pour aller sur la frontière d'Écosse, à Berwick ou dans quelque autre place, attendre en liberté le moment d'agir [1].

Tout ainsi convenu, Charles fit dire aux commissaires du parlement qu'il était prêt à leur donner sa réponse [2]. Il avait résolu, comme trois ans auparavant dans les négociations d'Oxford, de la

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 43-56. — Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 325-334.

(2) Le 27 décembre.

leur remettre cachetée, craignant qu'instruits de son refus, peut-être même de ses projets, ils ne prissent contre lui des mesures qui feraient tout échouer. Mais lord Denbigh refusa obstinément de recevoir sous cette forme le message du roi : « Le » parlement nous a chargés, dit-il, de lui rappor- » ter, non tout ce qu'il plairait à sa Majesté de nous » remettre, mais l'adoption ou le rejet des quatre » bills. » Il fallut céder et lire à haute voix le message. Charles repoussait absolument les propositions, et demandait à traiter en personne, sans être tenu de rien accepter préalablement. Les commissaires se retirèrent, eurent avec Hammond une courte conférence, repartirent pour Westminster; et quelques heures après leur départ, pendant que le roi s'entretenait avec Berkley et Ashburnham des moyens d'évasion préparés pour la nuit suivante, les portes du château se fermèrent, l'entrée en fut interdite à tout étranger, les gardes furent partout doublées, et presque tous les serviteurs du roi, Ashburnham et Berkley les premiers, eurent l'ordre de quitter l'île sur-le-champ [1].

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 225-230.— *Parl. Hist.*, t. III, col. 828-830. — Bowring, p. 92-94. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 22-27.

Une colère pleine de douleur s'empara de Charles; il fit appeler Hammond : « Pourquoi me » traitez-vous de la sorte? Où sont vos ordres? » Est-ce l'Esprit qui vous inspire cela? » Hammond, qui n'avait point d'ordres formels, se taisait, hésitait; il parla enfin de la réponse que sa Majesté venait de faire aux propositions du parlement. « Ne m'avez-vous pas promis, dit le roi, sur votre » honneur, qu'en aucun cas vous n'en prendriez » avantage contre moi? — HAMMOND. Je n'ai rien » promis. — LE ROI. Vous êtes plein de réticences » et de subterfuges; me donnerez-vous un de mes » chapelains? Vous tenez, dites-vous, pour la » liberté de conscience : n'en aurai-je point, moi? » — HAMMOND. Je ne puis vous donner un chapelain. — LE ROI. Vous ne me traitez ni en gentilhomme, ni en chrétien. — HAMMOND. Je vous » parlerai quand vous serez en meilleure disposition. — LE ROI. J'ai très bien dormi la nuit dernière. — HAMMOND. Je me suis conduit très civilement avec vous. — LE ROI. Pourquoi n'en » faites-vous pas autant à présent? — HAMMOND. » Sire, vous êtes trop haut. — LE ROI. Ce ne pourrait être la faute que de mon cordonnier, et je » ne vois pas qu'il ait haussé les talons de mes » souliers. » Il répéta deux fois cette phrase en se

promenant dans la chambre; puis revenant vers Hammond : « Aurais-je la liberté de sortir pour » prendre l'air? — HAMMOND. Non, je ne puis » l'accorder. — LE ROI. Vous ne pouvez l'accorder? » Je suis donc en prison? Est-ce là la foi que vous » me devez? sont-ce là vos serments? Répondez. » Hammond sortit vivement troublé et les larmes aux yeux; mais il ne changea rien à ses dispositions [1].

Cependant les commissaires du parlement arrivaient à Westminster ; à peine avaient-ils rendu compte de leur voyage et de ses résultats, qu'un membre, jusque-là inconnu, sir Thomas Wroth, se leva dans la chambre des communes [2]: « Monsieur l'orateur, dit-il, Bedlam a été préparé pour » les fous, et Topheth pour les rois [3]; le nôtre

[1] Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XLIV.—Rushworth, part. 4, t. II, p. 959-960. — Whitelocke, p. 288.

[2] Le 3 janvier 1648.

[3] C'est-à-dire l'*enfer*. *Topheth* est un mot hébraïque qui désigne, dans son sens général, une chose abominable, digne d'exécration (le mot radical signifie *cracher avec dégoût*), et, à titre de nom propre, un lieu dans la vallée Ben Hinnom (vallée des fils de la lamentation) où l'on avait longtemps offert des sacrifices à Moloch, où furent jetées les statues des faux dieux lorsqu'on démolit leurs autels sur les hauteurs de Jérusalem, et qui devint plus tard une sorte de voirie destinée à recevoir les immondices, et où l'on brûlait les corps des suppliciés. C'est en ce sens que le prophète Ésaïe, menaçant d'une ruine entière Sennachérib et son armée, dit (chap. XXX, vers. 33) : « Depuis longtemps *Topheth* est préparé pour le roi. » Cependant quelques anciens

» s'est conduit naguère comme si Bedlam était le » seul séjour qui lui convînt : je demande humblement que les chambres ne s'adressent plus à » lui, et règlent sans son concours les affaires » publiques. Peu m'importe la forme du gouvernement qu'elles établiront, pourvu qu'il n'y ait ni » diables ni rois. » Ireton appuya sur-le-champ la motion. « Le roi, dit-il, en refusant les quatre » bills, a refusé à son peuple sûreté et protection; » c'est uniquement en retour de sa protection que » l'obéissance lui est due ; puisqu'il nous retire la » protection, c'est à nous de lui retirer l'obéissance et de régler l'État sans lui. » Étonnés d'une si rude attaque, irrités eux-mêmes des refus du roi, les presbytériens parurent un moment embarrassés et timides ; plusieurs voix s'élevèrent cependant contre la mesure : « L'adopter, dit May-

docteurs, entre autres saint Jérôme et le paraphraste chaldéen, entendirent simplement par *Topheth*, l'enfer, la Gehenne; et, à leur exemple, Calvin et les théologiens réformés de son école n'ont prêté à ce mot aucune autre acception. C'est en ce sens que le prend la version anglaise de la Bible, que l'employaient Milton (*Parad. lost*, chant 1er, vers 392, 493-485) et les écrivains du temps, et que sir Thomas Wroth fait allusion au passage d'Esaïe, présent alors, comme tout le texte des livres sacrés, à la mémoire de la plupart de ses auditeurs.

Je dois ces renseignements à la savante amitié de l'un des théologiens protestants les plus éclairés de notre époque, M. Stapfer.

» nard, c'est dissoudre, autant qu'il est en nous, » le parlement; quand les rois ont refusé de re- » cevoir ses pétitions, d'écouter ses adresses, on » a toujours considéré de tels actes comme la plus » flagrante violation de ses priviléges, car c'était » le dissoudre de fait sans prononcer sa dissolu- » tion : et nous donc, en décidant que nous ne » recevrons plus du roi aucun message, que nous » ne lui en adresserons plus aucun, qu'allons-nous » faire sinon déclarer que nous ne sommes plus » un parlement? » La discussion se prolongeait et s'échauffait; les presbytériens reprenaient confiance; la chambre, d'abord assez mal disposée pour eux, se montrait ébranlée. Cromwell se leva : « Monsieur l'orateur, dit-il, le roi est un » homme de beaucoup d'esprit, de grands talents, » mais si dissimulé, si faux, qu'il n'y a pas moyen » de s'y fier. Pendant qu'il proteste de son amour » pour la paix, il traite sous main avec les com- » missaires d'Écosse pour plonger la nation dans » une nouvelle guerre. L'heure est venue pour le » parlement de gouverner et de sauver seul le » royaume; les hommes qui, au prix de leur sang, » vous ont défendus de tant de périls, vous dé- » fendront encore avec le même courage, la même » fidélité. N'allez pas, en négligeant de veiller à

» votre sûreté et à celle du royaume, qui est aussi » la leur, leur donner lieu de croire qu'ils sont » trahis et livrés à la rage de l'ennemi qu'ils ont » vaincu pour vous ; craignez que le désespoir ne » les pousse à chercher leur salut en vous aban- » donnant, vous qui vous abandonneriez vous- » même. Combien, de leur part, une telle résolu- » tion vous serait fatale, je tremble de le dire et » vous laisse en juger ; » et il se rassit, la main sur son épée. Nulle voix ne s'éleva plus ; la motion, aussitôt adoptée [1], fut transmise dès le lendemain [2] à la chambre haute. Un moment les lords parurent hésiter ; le débat traînait en longueur [3] : deux déclarations vinrent de l'armée [4] ; l'une adressée aux communes, pleine de félicitations et de menaces contre leurs ennemis ; l'autre aux lords, douce, caressante, démentant les bruits qui couraient sur les dangers de la pairie, et promettant de la soutenir dans tous ses droits. Les lâches purent s'effrayer ou se rassurer à leur gré ; la discussion cessa de languir, et, au moment du

(1) Par cent quarante et une voix contre quatre-vingt-douze.

(2) Le 4 janvier 1648.

(3) Il fut remis d'abord du 4 au 8 janvier, puis du 8 au 13.

(4) Le 11 janvier ; elles sont en date du 9.

vote définitif [1], les lords Warwick et Manchester protestèrent seuls contre l'adoption [2].

Une vive et redoutable protestation éclata en revanche dans le royaume : « Les voilà donc justi» fiées, s'écriaient les cavaliers, ces accusations, ces » prédictions tant de fois traitées de chimère ou de » calomnie ! » Et partout une foule de voix, naguère incertaines, maudissaient avec eux cette détestable trahison. Avant que le roi eût pu répondre à la déclaration des chambres, plusieurs réponses parurent, fruit du zèle spontané de simples citoyens [3]. Jamais tant de bruits de complots royalistes, jamais tant et de si violents pamphlets n'avaient assiégé Westminster [4]. Dans l'île de Wight même, un capitaine Burley, officier de marine retiré, fit battre tout à coup le tambour au milieu des rues de Newport, et attroupant une bande d'ouvriers, d'enfants, de femmes, se mit

(1) Le 15 janvier 1648.

(2) *Parl. Hist.*, t. III, col. 830-837. — Clément Walker, *History of independency*, p. 69-71 (édit. petit in-4° de 1648). — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 27-33.

(3) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 33.

(4) Rushworth, part. 4, p. 929, 974, 1002 ; deux pamphlets surtout, intitulés : *Les dix commandements du parlement* (*The parliament's ten commandments*), et *le Nouveau Testament de nos seigneurs et sauveurs de la chambre des communes siégeant à Westminster* (*the New Testament of our Lords and saviours the house of Commons sitting at Westminster*) excitèrent une vive rumeur.

en marche à leur tête pour aller tirer le roi de prison. La tentative fut à l'instant étouffée, et Burley pendu comme coupable d'avoir voulu faire la guerre au roi en son parlement [1]. Mais les mêmes dispositions, les mêmes désirs agitaient les comtés jadis les plus contraires à la cause royale; et jusqu'aux portes de la chambre des communes, des soldats réformés de l'armée d'Essex se promenaient en tumulte, criant : « Vive le roi ! » et arrêtant les voitures pour contraindre les passants de boire avec eux à sa santé [2]. Les républicains s'indignaient de se voir ainsi troublés dans leur victoire : en vain ils obtenaient de quelques comtés des adresses de félicitations [3]; en vain les communes proclamaient leur dessein de réformer les lois civiles, de rendre la justice moins coûteuse; en vain même elles suspendaient leurs propres priviléges en matière de poursuite et de dettes [4]. Ces importantes améliorations n'étaient vivement souhaitées et appréciées que du parti lui-même, ou de quelques esprits supérieurs : les unes choquaient les pré-

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 25. — *Mémoires* de Berkley, p. 229.

(2) *Parl. Hist.*, t. III, col. 804.

(3) Rushworth, part. 3, t. II, p. 973.

(4) Le 4 janvier 1648. *Parl. Hist.*, t. III, col. 830. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 985.

jugés du peuple, les autres échappaient à son ignorance; l'intention intéressée qui semblait y présider en détruisait tout l'effet. Il fallut suppléer à la popularité par la tyrannie. On pressa les poursuites déjà commencées contre les membres des deux chambres et les magistrats de la cité présumés auteurs ou fauteurs des émeutes presbytériennes et royalistes [1] : quiconque avait porté les armes contre le parlement reçut ordre de quitter Londres, et défense de résider à moins de vingt milles de ses murs [2]; on prescrivit une révision générale des juges de paix du royaume, afin d'écarter ceux dont les sentiments seraient suspects [3]; on décréta qu'aucun délinquant, aucun homme, ayant pris part ou accusé d'avoir pris part à quelque complot contre le parlement, ne pourrait être élu lord maire, ou alderman, ou membre du conseil commun de la cité, ni même concourir à l'élection de ces officiers [4]; et la même interdiction fut bientôt appliquée aux fonctions de juré et à l'élection des membres des com-

(1) Rushworth, part. 4, t. II, p. 922. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 838-842.

(2) Le 17 décembre 1647. Rushworth, part. 4, t. II, p. 933.

(3) Rushworth, part. 4, t. II, p. 920.

(4) Le 17 décembre. *Ibid.*, p. 934.

munes [1]. Le comité chargé de réprimer la licence de la presse eut ordre de siéger tous les jours, et une somme fut mise à sa disposition pour récompenser quiconque découvrirait et ferait saisir les presses des malveillants [2]. Enfin l'armée traversa Londres encore une fois en grand appareil de guerre, et trois mille hommes en furent détachés, qui prirent leurs quartiers dans l'intérieur de la ville, auprès de Whitehall et de la Tour [3].

Les fanatiques, les esprits étroits et durs, le peuple du parti s'applaudissaient de ces mesures, preuve éclatante de leur force et qui redoublait leur ardeur. Cromwell seul s'en inquiétait en y concourant, non par aucun scrupule, ni qu'il hésitât à tout faire pour réussir; mais en dépit de ses résolutions contre le roi, les espérances comme les prétentions des républicains et des enthousiastes lui semblaient insensées : il voyait partout dans les comtés les principaux francs-tenanciers, les riches bourgeois, presque tous les hommes notables se retirer des affaires publiques, abandonner les comités administratifs, les magistra-

(1) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1252.

(2) Le 6 janvier 1648. Rushworth, part. 4, t. II, p. 957.

(3) *Journals of the house of Commons*, 27 janvier 1648. — Clément Walker, *Hist. of independency*, p. 79.

tures locales, et le pouvoir passant aux mains de gens d'une condition inférieure, ardents à s'en saisir, capables de l'exercer avec vigueur, mais peu propres à le garder [1]. Il ne pouvait croire que l'Angleterre consentît longtemps à être ainsi gouvernée, ni que rien de durable se pût fonder sur l'oppression légale de tant et de si considérables citoyens, ni que la discorde et l'anarchie, de plus en plus croissantes dans le parlement et sous son empire, ne devinssent pas fatales, même aux vainqueurs. Son infatigable imagination se travaillait à chercher quelque moyen d'y mettre un terme, à démêler du moins, dans ce chaos obscur, la route la plus prompte et la plus sûre vers la grandeur. Il réunit un jour à dîner les principaux indépendants et presbytériens, tant ecclésiastiques que laïques, et les entretint avec passion de la nécessité de se concilier, d'ajourner au moins leurs querelles, pour faire face ensemble aux périls nouveaux qu'il était aisé de prévoir. Mais l'humeur des presbytériens était trop hautaine, et leurs prétentions théologiques trop exclusives pour se prêter à de telles combinaisons. La confé-

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 35. — *Mémoires* de Hollis, p. 5. — *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, *passim*.

rence fut sans résultat. Cromwell en provoqua une autre entre quelques meneurs politiques, la plupart officiers généraux comme lui, et les républicains. Il fallait bien, dit-il, qu'ils cherchassent de concert quel gouvernement convenait le mieux à l'Angleterre, puisque maintenant c'était à eux de le régler; mais au fond il voulait surtout savoir lesquels, parmi eux, seraient intraitables, et ce qu'il en devait attendre ou redouter. Ludlow, Vane, Hutchinson, Sidney, Haslerig, se déclarèrent hautement, repoussant toute idée de monarchie comme condamnée par la Bible, la raison et l'expérience. Les généraux furent plus réservés: à leur avis, la république était désirable, mais d'un succès douteux; il valait mieux ne se point engager, consulter l'état des affaires, le besoin des temps, obéir chaque jour aux directions de la Providence. Les républicains insistèrent pour qu'on s'expliquât sans détour. La discussion s'échauffait. Ludlow, entre autres, pressait vivement Cromwell de se prononcer, car ils voulaient, dit-il, connaître leurs amis. Cromwell éludait, ricanait; et poussé de plus en plus, se tirant enfin d'embarras par une bouffonnerie, il gagna la porte de la chambre, et sortit brusquement en jetant à la tête de Ludlow un coussin que celui-ci lui

renvoya sur-le-champ avec plus d'humeur ([1]).

Cependant le péril avançait; le nombre et la hardiesse des mécontents croissaient chaque jour : non seulement dans l'ouest et le nord, mais autour de Londres, dans les comtés de Middlesex, Essex, Surrey, Kent, tantôt à la table de quelque riche gentilhomme, tantôt aux assises et dans les marchés, partout où les cavaliers pouvaient se concerter ou se mêler au peuple, les pétitions, les complots, les insurrections royalistes se préparaient, s'annonçaient ouvertement. A Cantorbéry, le jour de Noël, comme le maire voulait faire observer l'ordonnance qui supprimait la fête, un violent tumulte s'éleva aux cris de « Dieu, le roi Charles » et le pays de Kent! » L'arsenal de la ville fut enfoncé, plusieurs maisons de parlementaires attaquées, les magistrats municipaux rudement maltraités; et sans la prompte arrivée de quelques troupes, les paysans des environs se disposaient déjà à soutenir la sédition ([2]). A Londres, un dimanche ([3]), à l'heure du sermon, quelques apprentis jouaient aux boules dans Moor-Fields;

([1]) *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 270-275.

([2]) Rushworth, part. 4, t. II, p. 948. — Whitelocke, p. 286. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 77.

([3]) Le 9 avril 1648.

un poste de milice voulut les éloigner, ils résistèrent et dispersèrent les miliciens; dispersés à leur tour par un détachement de cavalerie, ils se répandirent dans la cité, appelant à leur aide leurs camarades et les mariniers de la Tamise; de nombreuses bandes se formèrent dans tous les quartiers; elles se réunirent pendant la nuit, surprirent deux des portes de la ville, tendirent les chaînes dans les rues, et tambour battant, aux cris de « Dieu et le » roi Charles! » attaquèrent la maison du lord-maire, s'emparèrent d'une pièce de canon, puis d'un magasin d'armes, et, à l'aube du jour, semblaient maîtresses de la cité. Un conseil de guerre avait siégé toute la nuit; on hésitait à les attaquer; on se demandait si les deux régiments en garnison à Londres suffiraient, s'il ne fallait pas attendre des renforts. Fairfax et Cromwell opinèrent pour une prompte attaque: le succès n'en fut point incertain; au bout de deux heures on n'entendait plus dans les rues que le pas régulier des troupes qui rentraient dans leurs quartiers ([1]). Mais, pour avoir fui, le peuple n'était point vaincu; chaque jour quelque incident inattendu venait redoubler sa colère ou relever son courage : les membres

([1]) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1051. — Whitelocke, p. 298. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 875.

presbytériens et les aldermen de la cité, traduits par les communes devant la chambre haute, refusèrent obstinément de reconnaître sa juridiction, de s'agenouiller à sa barre, d'ôter même leur chapeau et d'écouter la lecture des charges; et chaque fois qu'ils avaient comparu à Westminster, la foule, à leur sortie, les accueillait avec transport [1]. On interdisait les rassemblements; on donnait aux comités administratifs de chaque comté le droit d'arrêter et d'emprisonner tout malveillant, tout homme simplement suspect [2]; mais la fermentation croissait plus vite que la tyrannie : à Norwich, à Bury-Saint-Edmunds, à Thetford, à Stowmarket, dans une multitude d'autres lieux, sur le moindre prétexte, le tambour battait, les habitants s'armaient, et les troupes n'en étaient pas toujours quittes pour une promenade menaçante [3]. Bientôt même on eut autre chose à craindre que des émeutes et des bourgeois. Au midi du pays de Galles, dans le comté de Pembroke, les colonels Poyer et Powel, et le major général Langhorn, officiers distingués qui avaient fait leur fortune

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 844, 874, 877, 880, 881.

(2) Le 18 avril 1648. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1062. — Whitelocke, p. 300.

(3) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1071, 1119. — Whitelocke,

dans l'armée du parlement, se détachèrent de lui ([1]), arborèrent l'étendard royal, et, soutenus par l'insurrection des cavaliers des environs, virent en peu de jours toute la contrée en leur pouvoir. Presque au même moment le parlement d'Écosse s'assemblait ([2]) ; Hamilton et les royalistes, cachés sous l'alliance des presbytériens modérés, avaient prévalu dans les élections; en vain Argyle et la portion la plus ardente du clergé s'efforçaient d'entraver leurs démarches; en vain les commissaires venus de Londres répandaient dans Édimbourg l'argent et la menace; circonspect, humble même dans son langage avec les fanatiques, mais au fond décidé en faveur du roi, le parlement vota sur-le-champ ([3]) la formation d'un comité de danger investi du pouvoir exécutif, et la levée d'une armée de quarante mille hommes chargés de défendre, contre les républicains et les sectaires, le covenant et la royauté ([4]). Les cavaliers

p. 302, 305. — *Journals of the house of lords*, 19 mai; — *of the house of commons*, 12 juin.

([1]) Vers la fin de février 1648. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1016, 1017, 1033, 1034, 1036. — Whitelocke, p. 294. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 112. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 279, 291.

([2]) Le 2 mars 1648.

([3]) Le 3 mai 1648.

([4]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 78-83. — Baillie, *Letters*,

du nord de l'Angleterre n'attendaient, pour éclater, que ce signal; depuis plus d'un mois leurs principaux chefs, Langdale, Glenham, Musgrave, vivaient à Édimbourg, tantôt publiquement, tantôt cachés, concertant avec Hamilton leur plan d'insurrection [1]. En Irlande, lord Inchiquin, président de la province de Munster, et jusque-là le plus sûr appui du parlement contre les insurgés, passait aussi sous les drapeaux du roi [2]. Enfin, quand toutes ces nouvelles arrivèrent à Londres, dans les chambres et dans la cité, le parti presbytérien releva la tête : pour couvrir ses espérances, il fit grand bruit de ses alarmes. Un nommé John Everard vint déclarer, sous serment, au conseil commun [3] que l'avant-veille, étant dans son lit à l'auberge de la Jarretière, à Windsor, il avait entendu dans la chambre voisine plusieurs officiers, entre autres le quartier-maître général Grosvenor et le colonel Ewers, se promettre mutuellement que, dès que les Écossais mettraient le

t. II, p. 281, 285, 286. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1040, 1047. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 394-400.

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 83-89.

(2) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1060, 1063. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 296. — Carte, *Ormond's Life*, t. II, p. 23. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 36-40, 211 et suiv.

(3) Le 23 avril 1648.

pied dans le royaume, l'armée entrerait dans la cité, désarmerait tous les citoyens, en exigerait un million sterling sous peine de pillage, et enverrait de plus, à leurs frais, tous les hommes de bonne volonté prendre place dans les régiments. Au dire d'Everard, Ireton était informé de ce dessein [1]. Une pétition fut sur-le-champ dressée et portée aux chambres [2]; le conseil commun y demandait que la cité fût remise en possession de ses chaînes qu'on lui avait enlevées à la suite de la dernière émeute, que l'armée éloignât son quartier général, que toutes les forces de Londres et des faubourgs fussent placées sous le commandement de Skippon. Ces demandes furent à l'instant accordées; et le lendemain, 28 avril, après un débat dont il ne reste aucun monument, les communes votèrent : 1° Qu'elles n'altéreraient point le gouvernement fondamental du royaume par un roi, des lords et des communes; 2° que les propositions offertes au roi à Hampton-Court seraient la base des mesures qu'il était urgent d'adopter pour rétablir la paix publique; 3° que, malgré le vote du 3 janvier précédent, qui interdisait toute adresse au roi, tout

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 881.

(2) Le 27 avril.

membre serait libre de proposer ce que lui semblerait exiger l'intérêt du pays ([1]).

Depuis trois semaines Cromwell prévoyait et tentait de prévenir ce revers : au nom des chefs de l'armée et du parti, il avait fait offrir au conseil commun ([2]) de rendre à la cité le commandement de sa milice, de la Tour, et la mise en liberté de ses aldermen accusés, pourvu qu'elle s'engageât à ne rien faire qui pût servir les Écossais dans leur prochaine invasion; mais ses offres avaient été repoussées ([3]). Contraint de renoncer à tout espoir de conciliation, quand il vit les presbytériens reprendre courage dans la cité et crédit dans le parlement, un désir passionné lui vint de risquer un coup décisif. Il se rendit au quartier général, fit convoquer le conseil des officiers, et ouvrit l'avis que l'armée marchât sur Londres, expulsât des chambres tous ses adversaires, prît enfin, au nom des gens de bien et de salut public, pleine possession du pouvoir. Un moment la proposition fut adoptée : cependant une si rude atteinte aux droits d'un parlement si longtemps l'idole et le maître du pays étonnait encore les plus audacieux;

([1]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 882-883.
([2]) Le 8 avril 1648.
([3]) Clément Walker, *Hist. of independency*, p. 82-83.

ils hésitaient. Fairfax, qui commençait à s'inquiéter de ce qu'il accomplissait, en profita pour se refuser aux instances du lieutenant général qui voulait donner sur-le-champ les ordres; le projet fut abandonné [1]. Las de ce double mécompte, suspect aux uns par ses tentatives d'accommodement, aux autres par l'emportement de ses desseins, incapable de supporter l'inaction et la perplexité, Cromwell résolut soudain de quitter Londres, d'aller combattre les insurgés de l'ouest, et de ressaisir par la guerre l'ascendant qui lui échappait. Il eut peu de peine à obtenir des chambres cette mission. Pendant que les troupes qui devaient le suivre faisaient leurs préparatifs de départ, il se plaignit un jour à Ludlow de sa situation, rappelant ce qu'il avait fait pour la cause commune, quels périls, quelles haines il avait bravés, et se récriant contre l'ingratitude de son parti. Ludlow accueillit ses plaintes, lui rappela à son tour quels motifs, quels prétextes il avait donnés à la méfiance, le pressa de renoncer à toute intrigue, à toute vue ambitieuse, lui promit, à cette condition, l'appui sincère des républicains, et le quitta charmé de l'attention docile qu'avaient

[1] *Mémoires* de Fairfax, p. 405-406.

obtenue ses conseils [1]. Peu de jours après, à la tête de cinq régiments, Cromwell se mit en marche pour le pays de Galles; et presque aux portes de Londres, à un rendez-vous convenu, des ministres presbytériens eurent avec lui une entrevue dont ils se retirèrent non moins satisfaits [2].

A peine il était parti que la guerre qu'il allait chercher éclata de tous côtés autour du parlement: les cavaliers s'étaient bien promis de ne rien tenter avant l'entrée des Écossais dans le royaume; mais chaque jour, dans quelque lieu, l'élan populaire, l'occasion favorable, une circonstance inattendue et qui semblait impérieuse, précipitait l'insurrection. Des habitants du comté d'Essex avaient demandé qu'une négociation fût rouverte avec le roi et l'armée licenciée après le paiement de ses arrérages [3]. A leur exemple, sept ou huit cents gentilshommes, francs-tenanciers,, fermiers du comté de Surrey, se rendirent à Londres [4], porteurs d'une pétition analogue; mais le ton en était bien plus hautain: ils voulaient que le roi, rappelé à Whitehall, fût remis sur son trône avec la splen-

(1) *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 288.

(2) *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 157, 158.

(3) Le 4 mai 1648. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1101.

(4) Le 16 mai.

deur de ses ancêtres; et arrivés au parlement, comme ils traversaient les cours et les salles, quelques uns d'entre eux s'adressant aux soldats : « Pouvez-vous, leur dirent-ils, rester là à garder » cette bande de coquins? » Les soldats repoussèrent vivement l'injure; la querelle s'engagea; le poste fut désarmé, un soldat tué. Un renfort de troupes survint, et les pétitionnaires, chargés à leur tour, poursuivis de corridor en corridor, de salle en salle, de rue en rue, ne s'enfuirent pourtant qu'après une vive résistance, laissant cinq ou six morts à la porte du parlement [1]. A ces nouvelles, les royalistes du comté de Kent, qui préparaient aussi une pétition, s'organisèrent en divers corps à pied et à cheval, se choisirent des officiers, des lieux de rendez-vous, prirent lord Goring, comte de Norwich, pour général, s'emparèrent de Sandwich, de Douvres, de plusieurs forts, et réunis à Rochester [2] au nombre de plus de sept mille, se promirent qu'ils iraient tous ensemble, et en armes, porter leur pétition au parlement [3]. Dès que, sous ce prétexte, flotta

[1] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1116. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 886. — Whitelocke, p. 305. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 283.

[2] Le 29 mai.

[3] *Journals of the house of Lords*. — Rushworth, part. 4, t. II,

l'étendard de la révolte, d'autres l'arborèrent sans prendre la peine de rédiger en supplique leurs griefs et leurs vœux. Sir Charles Lucas dans le comté d'Essex, lord Capel dans celui de Hertford, sir Gilbert Biron aux environs de Nottingham, recrutaient ouvertement pour le service du roi. On apprit [1] que dans le nord, pour ouvrir aux Écossais l'entrée du royaume, Langdale et Musgrave avaient surpris et occupaient, l'un Berwick, l'autre Carlisle. Quelques symptômes de fermentation paraissaient sur la flotte stationnée dans les dunes; Rainsborough, vice-amiral, partit sur-le-champ pour les réprimer; mais les matelots refusèrent de le recevoir [2], embarquèrent tous leurs officiers dans une chaloupe, les mirent à terre, et se déclarant pour le roi, sans aucun chef au-dessus du grade de contre-maître, firent voile vers la Hollande, où le duc d'York, qui avait réussi naguère à s'évader de Saint-James, et bientôt après le prince de Galles lui-même, en prirent le commandement [3]. A Londres même des enrôlements

p. 1130. — Whitelocke, p. 303 *bis*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 95 et suiv.

[1] Les 2 et 8 mai. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1099, 1105. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 119-126.

[2] Le 27 mai.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 89-91, 94-95, 101-

secrets avaient eu lieu, des serments royalistes circulaient, des bandes armées traversaient la ville pour aller rejoindre quelque corps d'insurgés [1]; la maison du comte de Holland, celle du jeune duc de Buckingham étaient à toute heure pleines de mécontents qui venaient demander quel jour, en quel lieu il fallait éclater [2]. Partout enfin l'insurrection, comme un indomptable incendie, bouillonnait, s'étendait, resserrait de plus en plus Westminster; et tous les efforts du comité de Derby-House où dominaient les indépendants, toute l'habileté de Vane et de Saint-John à provoquer les dénonciations, à démêler les complots [3], n'empêchaient pas que le cri de « Dieu et le roi » Charles ! » ne résonnât sans cesse aux oreilles du parlement.

Les presbytériens eux-mêmes prirent l'alarme : les Écossais, leur plus ferme appui, n'arrivaient point ; ils se voyaient près de tomber au pouvoir des cavaliers, seuls maîtres du mouvement, et

104. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 896, 899, 906. — *Journals of the house of Lords.* — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 269. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 531-533, 551-556.

[1] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1117, 1174. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 892-893.

[2] Whitelocke, p. 313. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 166.

[3] *Parl. Hist.*, t. III, col. 887, 892.

qui, ne portant aux doctrines ou aux intentions presbytériennes pas plus d'estime qu'à toute autre, maudissaient indistinctement les chambres, redemandaient les lois et le roi de la vieille Angleterre, bravaient avec insulte les austères rigueurs du culte nouveau, se livraient aux jeux interdits, célébraient les fêtes supprimées, relevaient les arbres de mai abattus (1). On reçut de Hammond la nouvelle que le roi avait failli s'évader (2), et les plus modérés frissonnaient de crainte en pensant qu'il eût pu paraître tout à coup aux portes de Londres, à la tête de ces milliers d'insurgés : haines de parti, désirs de la paix, terreurs de l'avenir, tout céda devant un tel péril. Pour ôter à la rébellion ses plus spécieux prétextes, on vota qu'on traiterait de nouveau (3); la cité obtint l'entier acquittement de ses aldermen (4); Skippon prit le commandement de sa milice, le colonel West celui de la Tour, dont Fairfax l'avait écarté (5); une ordonnance contre l'hérésie et le blasphème, qui infligeait même en

(1) Whitelocke, p. 305.

(2) Le 31 mai. *Parl. Hist.*, t. III, col. 899, 909-921, 928. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 262-267.

(3) Les 6 et 24 mai. *Parl. Hist.*, t. III, col. 885, 892.

(4) Le 23 mai. *Parl. Hist.*, t. III, col. 891.

(5) Le 18 mai. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1118.

certains cas la peine de mort, attesta le retour de l'ascendant presbytérien ([1]). En même temps toute idée de concession ou de ménagement pour les cavaliers fut hautement repoussée; on bannit de nouveau de Londres, sous les peines les plus sévères, les papistes et les malveillants ([2]); les biens des délinquants furent affectés au paiement des dettes contractées envers les amis de la bonne cause ([3]); on pressa la vente des domaines de l'Église ([4]); des renforts partirent pour la garnison de Carisbrooke ([5]); le conseil commun, après avoir reçu des communications qui furent pour lui, dit-il, « comme un rayon de lumière qui perce à » travers les nuages, » protesta solennellement qu'il était résolu de vivre et de mourir avec le parlement ([6]). Fairfax enfin eut ordre d'entrer sur-

([1]) Le 2 mai. *Journals of the house of Lords.*

([2]) Le 23 mai. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1124.

([3]) Le 11 mai. *Ibid.*, p. 1110.

([4]) Dans le cours des années 1647, 1648, 1649, 1650 et 1651, il fut vendu des biens :

Du siége épiscopal d'York pour une somme de.	65,786	l. st.	7 s.	1 d. $\frac{3}{4}$
Du siége de Durham pour.	68,121		15	9
Du siége de Carlisle pour	6,449		11	2
Du siége de Chester pour.	1,129		18	4

En tout pour 139,437 livres sterling 12 schellings 4 deniers $\frac{3}{4}$, ou environ 3,487,090 fr. (Harris, *Life of Cromwell*, p. 306, dans la note.)

([5]) Vers la fin de mai. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1130.

([6]) Le 20 mai. *Parl. Hist.*, t. III, col. 890.

le-champ en campagne contre les bandes qui infestaient les environs de Londres; Lambert de se rendre dans les comtés du nord pour y contenir du moins l'insurrection qu'avaient fait éclater Langdale et Musgrave en attendant les Écossais; et par une violence jusque-là inouïe, sans doute pour prouver la sincérité de leurs rigueurs, les communes votèrent [1] que, la présence du roi ne servant plus d'excuse aux rebelles, aucun quartier ne serait accordé.

Trois jours après son départ de Windsor [2], Fairfax avait atteint et battu à Maidstone le principal corps des insurgés : en vain ils s'étaient efforcés d'éviter une si brusque rencontre; en vain, contraints d'en venir aux mains, ils soutinrent dans les rues de la ville un long et sanglant combat [3]; toujours possédés du plus ardent fanatisme et déjà vieillis dans les camps, détestant les cavaliers et méprisant des recrues, les soldats de Fairfax poussaient avec colère une guerre dont le péril leur semblait presque un affront. Ils parcoururent à marches forcées le comté de Kent, dispersant

(1) Le 11 mai. *Journals of the house of Commons.*

(2) Le 1er juin.

(3) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1137.—*Parl. Hist.*, t. III, col. 902. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 293.

chaque jour quelque rassemblement ou reprenant quelque place, rudes envers le pays, mais exacts dans leur discipline, ne laissant aux royalistes ni refuge ni repos. Goring parvint cependant à réunir encore trois ou quatre mille hommes, et parut à leur tête à Blackheath [1], presque aux portes de Londres, bercé de l'espoir qu'un soulèvement y éclaterait à son approche, que du moins il en recevrait sous main quelque secours. Il écrivit même au conseil commun, demandant la permission de traverser la ville pour se rendre sans trouble, avec les siens, dans le comté d'Essex. Mais le conseil, loin de lui répondre, envoya, sans l'ouvrir, sa lettre aux communes, prêt, disait-il, à régler en toutes choses sa conduite sur leur volonté [2]. A cette nouvelle, le désordre et le découragement s'emparèrent des cavaliers; ils désertèrent par bandes, et Goring eut grand'peine à réunir assez de bateaux pour passer la Tamise à Greenwich avec sept ou huit cents hommes qui le suivirent dans le comté d'Essex. Là il trouva, sous les ordres de sir Charles Lucas, l'insurrection encore forte et confiante. Lord Capel vint les join-

(1) Le 3 juin.

(2) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1130. – Whitelocke, p. 305. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 294.

dre avec une troupe de cavaliers du comté de Hertford; ils se rendirent ensemble à Colchester ([1]), un peu relevés de leur tristesse, et projetant de s'y reposer un ou deux jours, de parcourir ensuite les comtés de Suffolk et de Norfolk en soulevant les royalistes sur leur passage, et de revenir sur Londres par le comté de Cambridge, à la tête d'une nombreuse armée. Mais à peine ils étaient entrés dans la place, que Fairfax parut sous les murs ([2]) et l'investit étroitement. Quinze jours de campagne avaient suffi pour renfermer ainsi, dans une ville presque sans défense, les débris de cette insurrection qui naguère cernait Londres de toutes parts. Elle essaya de se ranimer sur quelques points, dans les comtés de Rutland, Northampton, Lincoln, Sussex ([3]). Au sein même de la cité, sous les yeux du parlement, les lords Holland, Peterborough et Buckingham prirent les armes, et suivis d'environ mille cavaliers, sortirent de la ville ([4]), proclamant qu'ils n'avaient nul dessein de sacrifier au roi les libertés publiques, et ne voulaient que lui rendre ses droits légaux. Mais

([1]) Le 12 juin.

([2]) Le 13 juin.

([3]) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1135, 1145, 1149, 1150, 1169. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 300.

([4]) Le 5 juillet.

comme ils rôdaient encore autour de Londres, sir Michel Livessey, détaché contre eux du quartier général, les attaqua brusquement [1], leur tua plusieurs officiers, entre autres le jeune sir Francis Villiers, frère du duc de Buckingham, et renforcé le lendemain par le régiment du colonel Scroop, il les poursuivit sans relâche jusque dans le comté de Huntingdon, où, lassés même de fuir, ils se dispersèrent en tous sens, laissant lord Holland blessé aux mains de l'ennemi [2]. Dans l'est et le sud, aucune autre tentative n'eut une meilleure issue. On reçut des lettres de Cromwell [3], qui promettait que, dans quinze jours, le château de Pembroke, boulevard des insurgés de l'ouest, serait en son pouvoir [4]. Dans le nord, Lambert, quoique avec des forces inférieures, soutenait vaillamment, contre les cavaliers de Langdale, l'honneur et l'autorité du parlement [5]. Colchester enfin, malgré l'indomptable résistance des assiégés que n'ébranlait aucune offre ni aucun assaut, était

[1] Le 7 juillet.

[2] Le 10 juillet. Rushworth, part. 4, t. II p. 1178, 1180, 1182, 1187. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 925-927. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 301. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 166-169.

[3] Du 16 juin.

[4] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1159.

[5] Rushworth, part. 4, t. II, p. 1157. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 126.

déjà tourmenté par la famine, et ne pouvait tenir longtemps contre Fairfax, libre de tout autre soin ([1]).

Revenus de leur premier trouble, sûrs de ne pas tomber en proie aux cavaliers, les presbytériens recommencèrent à s'inquiéter des républicains, de l'armée, et à méditer la paix. Les pétitions qui la sollicitaient, toujours nombreuses quoique moins altières, furent mieux accueillies ([2]). La proscription des onze membres fut révoquée, et on les invita à venir reprendre leurs siéges ([3]). On parla de nouvelles propositions à présenter au roi, moins dures que les précédentes; on se montra disposé à rentrer en négociation avec lui s'il consentait d'abord : 1° à révoquer toutes ses proclamations contre les chambres; 2° à leur abandonner pour dix ans la disposition des forces de terre et de mer; 3° à établir pour trois ans dans l'Église le régime presbytérien ([4]). Un comité spécial fut chargé ([5]) d'examiner ce qu'il y avait à faire pour atteindre à ce but, et dans quel temps, quel

([1]) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1204. — Whitelocke, p. 312, 313, 314, 316, 317.

([2]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 921.

([3]) Le 8 juin. *Ibid.*, col. 907.

([4]) Le 6 juin. *Ibid.*, t. III, col. 904.

([5]) Le 26 juin. Rushworth, part. 4, t. II, p. 164.

lieu, sous quelles formes il conviendrait de traiter. Quelqu'un demanda même s'il ne serait pas utile que le roi revînt immédiatement à Windsor [1]; et sur une pétition de la cité [2], les lords votèrent que c'était à Londres que les conférences devaient se rouvrir [3]. Le 30 juin enfin, le vote qui avait interdit toute adresse au roi fut officiellement rapporté [4], et, trois jours après, une motion positive eut lieu dans la chambre des communes pour que sans délai un nouveau traité lui fût offert.

Mais les indépendants aussi avaient repris confiance; fiers du succès de leurs soldats, ils repoussèrent violemment la motion. « Aucun temps, aucun » lieu, dit Scott, ne convient pour traiter avec un » prince si perfide et si implacable; il sera toujours » trop tôt ou trop tard. Quiconque tire l'épée contre » le roi doit jeter au feu le fourreau : toute paix » avec lui serait la ruine des gens de bien. » Les presbytériens ne prirent point la défense du roi; mais ils s'élevèrent contre ces prétendus gens de bien que la paix devait ruiner, en effet, car la guerre faisait leur fortune : « Le peuple, dirent-ils,

(1) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1162.

(2) Le 27 juin.

(3) *Journals of the house of Lords.*

(4) *Parl. Hist.*, t. III, col. 921.

» que la guerre a ruiné, ne veut plus servir d'ali-
» ment à ce feu où vivent seules ces salamandres;
» il ne veut plus nourrir de son sang et de sa
» moelle ces sangsues qu'on appelle l'armée, et
» qu'il n'avait prises que pour son service. » On demanda en quel lieu devraient se rouvrir les négociations; les presbytériens voulaient Londres ou quelque château peu éloigné; les indépendants l'île de Wight où Charles était en leur pouvoir : « Si vous traitez au milieu de Londres, dit Scott,
» qui peut vous garantir que la cité ne fera pas
» elle-même sa paix avec cet enragé de roi, en lui
» livrant vos têtes en sacrifice, comme les Sama-
» ritains livrèrent à Jéhu celles des soixante-dix
» fils d'Achab? Si le roi s'établit dans quelque châ-
» teau voisin, quelle sécurité peut vous donner sa
» parole d'y rester tant qu'on négociera? Le roi
» s'est parjuré vingt fois; vous ne devez pas vous
» fier à lui. » Plusieurs voix s'élevèrent, entre autres celle de Vane, à l'appui de cette assertion. « Je
» suis, dit sir Symonds d'Ewes, d'un avis tout op-
» posé; je crois non seulement que la chambre
» doit se fier au roi, mais qu'elle ne peut s'en
» dispenser. Monsieur l'orateur, si vous ne savez
» pas quelle est votre situation, permettez-moi de
» vous en instruire en peu de mots : votre argent

» est à bout, votre or englouti, vos vaisseaux en » révolte, vous-mêmes dans le mépris; vos amis » les Écossais sont furieux contre vous; l'affection » de la cité et du royaume s'est entièrement retirée » de vous. Je vous laisse à juger si c'est là un état » sûr, et s'il n'est pas grand temps de tout faire » pour en sortir [1]. » Les indépendants se récrièrent; mais beaucoup de membres, étrangers aux factions et accoutumés à se porter, selon les temps, vers l'un ou vers l'autre côté, approuvaient en silence les paroles de sir Symonds; on vota qu'il fallait traiter : seulement la chambre persista [2], contre le vœu des lords, à exiger du roi l'adoption préalable des trois bills, et rien ne fut réglé quant au lieu où s'ouvriraient les négociations.

On discutait avec le conseil commun les mesures à prendre pour qu'elles pussent avoir lieu à Londres, sans péril pour le roi ni le parlement [3], quand arriva la nouvelle que les Écossais venaient d'entrer dans le royaume [4], et que Lambert se

(1) Clément Walker, *Hist. of independency*, p. 108-110. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 922-924.

(2) A quatre-vingts voix contre soixante-douze. *Parl. Hist.*, t. III, col. 924.

(3) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1185, 1187.

(4) Le 8 juillet. *Parl. Hist.*, t. III, col. 931. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1188.

repliait devant eux. Malgré les menées d'Argyle et les fougueuses prédications d'une partie du clergé, Hamilton était enfin parvenu à lever et mettre en marche une armée. Elle ne répondait point, il est vrai, aux premières résolutions du parlement : au lieu de quarante mille hommes, à peine en comptait-elle quatorze mille ; la cour de France avait promis des munitions et des armes, on n'avait rien reçu ; le prince de Galles devait passer en Écosse et prendre le commandement, il restait en Hollande ; les cavaliers mêmes de Langdale et de Musgrave ne s'étaient pas réunis à leurs alliés, car ils avaient refusé de jurer le covenant, et Hamilton n'eût pu, sans se perdre dans son propre parti, placer de tels infidèles à côté de ses soldats ; ils formaient donc un corps séparé, qui semblait n'agir que pour son compte, et toujours à distance des Écossais. Enfin les préparatifs de Hamilton, traversés par tant d'obstacles, n'étaient point terminés, ni ses régiments au complet, ni son artillerie en état quand l'explosion prématurée des insurrections royalistes en Angleterre vint le contraindre de hâter son départ ; et il sortit d'Écosse mal pourvu, inquiet, poursuivi par les invectives d'une multitude de fanatiques qui prophétisaient la ruine d'une armée employée, disaient-ils, à rendre au

roi ses droits avant que Christ fût en possession des siens [1].

La nouvelle de l'invasion n'en émut pas moins toute l'Angleterre : rien ne semblait pouvoir s'y opposer : Fairfax était toujours retenu devant Colchester, Cromwell devant Pembroke ; l'insurrection, à peine comprimée, pouvait renaître partout, à toute heure. L'embarras des presbytériens était extrême ; le peuple même, bien disposé pour eux, avait repris contre les Écossais son ancienne aversion, n'en parlait qu'avec insulte, rappelait comment ils avaient vendu naguère le roi que maintenant ils prétendaient délivrer, voulait enfin qu'avant tout on chassât du royaume ces avides et menteurs étrangers. La motion fut faite dans les communes [2] de les déclarer ennemis publics, et traître quiconque les avait appelés ; quatre-vingt-dix voix la repoussèrent, mais sans hardiesse ni succès : elle n'échoua qu'à la chambre haute [3]. Les lords votèrent en outre qu'il fallait presser les

(1) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1196-1198. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 112, 114, 142. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 297. — Bowring, p. 98. — *Mémoires* de Herbert, p. 57. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 394-402.

(2) Le 14 juillet. *Parl. Hist.*, t. III, col. 934.

(3) Le 18 juillet. *Ibid.*, col. 936.

négociations avec le roi [1], et cette fois les presbytériens obtinrent des communes [2] qu'elles n'insisteraient plus sur les trois bills dont elles avaient voulu faire la condition préalable de tout traité. Mais sans s'inquiéter de ces vicissitudes dans la fortune journalière des partis, le comité de Derby-House, toujours au pouvoir des indépendants, envoyait à Lambert de l'argent, des renforts, ordonnait à Cromwell de diriger vers le nord toutes les troupes dont il pourrait disposer, de s'y rendre en personne dès qu'il serait libre; et les chefs républicains eux-mêmes, humiliant leurs méfiances devant son génie, lui écrivaient sous main de ne rien craindre, d'agir avec vigueur, et de compter sur eux, quelque opposition qu'il eût jadis essuyée de leur part [3].

Cromwell n'avait attendu pour agir ni ordres ni promesses : depuis un mois déjà, bien informé, peut-être par Argyle, de l'état et des mouvements de l'armée écossaise, il avait mandé à Lambert de se replier dès qu'elle paraîtrait, d'éviter toute action, qu'il serait bientôt en mesure de le sou-

(1) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1183.

(2) Le 28 juillet, à soixante-onze voix contre soixante-quatre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 956.

(3) *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 304. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 591.

tenir. Le château de Pembroke capitula en effet trois jours après l'invasion [1], et le surlendemain Cromwell partit à la tête de cinq ou six mille hommes, mal chaussés, mal vêtus, mais fiers de leur gloire, irrités de leurs périls, pleins de confiance dans leur chef, de dédain pour leurs ennemis, avides de combattre et sûrs de la victoire : « Envoyez-moi des souliers pour mes pauvres sol» dats fatigués, écrivait-il au comité de Derby» House, ils ont une longue marche à faire [2]. » Il traversa d'abord de l'ouest à l'est, puis du sud au nord [3], et avec une rapidité jusque-là inouïe, presque toute l'Angleterre, semant sur sa route les protestations, les élans pieux, uniquement appliqué à dissiper les soupçons, à gagner le cœur des plus aveugles fanatiques, à vivre en sympathie avec ses soldats [4]. Treize jours après son départ, sa cavalerie, envoyée en avant, s'était déjà réunie à celle de Lambert [5], et il le rejoignit lui-même, le 7 août, à Knaresborough, dans le comté d'York, les deux corps formant ensemble neuf ou dix mille

(1) Le 11 juillet 1648. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1190.

(2) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1206.

(3) Il prit sa route du comté de Pembroke au comté d'York par Glocester, Warwick, Nottingham et Doncaster.

(4) *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 158-161.

(5) Le 27 juillet.

hommes. Cependant les Écossais s'étaient avancés par la route de l'ouest, à travers les comtés de Cumberland, Westmoreland et Lancaster, mais incertains, faisant de longues haltes, disséminés sur une ligne de sept ou huit lieues, travaillés de dissensions religieuses, politiques, militaires, dans une complète ignorance des desseins et des mouvements de l'ennemi. Tout à coup Langdale, qui marchait, avec les insurgés anglais, à la gauche et en avant de l'armée, fit dire à Hamilton que Cromwell approchait, qu'il en avait l'avis certain, que tout annonçait de sa part l'intention d'engager le combat : « Impossible, répondit le duc, ils » n'ont pas eu le temps d'arriver; si Cromwell est » si près, à coup sûr c'est avec un petit corps, il se » gardera bien de nous attaquer; » et il porta à Preston son quartier général [1]. Bientôt lui vint un nouveau message : les cavaliers de Langdale étaient déjà aux prises avec ceux de Cromwell; Langdale promettait de tenir ferme, sa position était bonne, ses gens très animés; il lui fallait seulement quelques renforts, un millier d'hommes au moins, et il donnerait à l'armée entière le temps de se rallier pour écraser l'ennemi. Hamil-

[1] Le 17 août.

ton promit les renforts; Langdale combattit quatre heures : de son propre aveu, Cromwell n'avait jamais rencontré une résistance si désespérée. Mais aucun secours n'arriva : il fallut céder. Laissant fuir librement les Anglais vaincus, Cromwell marcha droit aux Écossais, qui passaient en toute hâte la rivière de la Ribble pour mettre entre eux et lui cet obstacle; déjà la plupart des régiments avaient atteint la rive gauche; deux brigades d'infanterie seulement et Hamilton lui-même, avec quelques escadrons, restaient sur la rive droite pour couvrir la retraite. Cromwell les culbuta sur-le-champ, passa la rivière avec eux, et, donnant à peine à ses troupes quelques moments de repos, reprit le lendemain (1), au point du jour, la poursuite de cette armée qui, toujours en marche vers le sud, continuait en fuyant son mouvement d'invasion. Il l'atteignit le jour même à Wigan, à cinq lieues de Preston, et tailla en pièces l'arrière-garde. L'orgueil de deux victoires, l'espoir d'un triomphe décisif, l'impatience même de la fatigue redoublaient d'heure en heure l'ardeur de ses soldats; la poursuite recommença le jour suivant (2), encore plus rapide et plus passionnée. Irrités à

(1) Le 18 août.
(2) Le 19 août.

leur tour d'être ainsi pressés par un ennemi inférieur, et rencontrant, près de Warrington, un défilé avantageux, les Écossais firent enfin volte-face, et là s'engagea une troisième bataille, plus longue et plus meurtrière que les deux précédentes, mais avec la même issue. Les Anglais emportèrent le défilé, puis, à Warrington même, un pont sur la Mersey que les Écossais voulaient rompre pour se donner le temps de respirer. Un découragement tumultueux éclata dans l'armée écossaise : un conseil de guerre reconnut que l'infanterie, sans munitions, ne pouvait plus résister ; elle se rendit tout entière. Hamilton, à la tête de la cavalerie, essaya de gagner le pays de Galles pour y ranimer l'insurrection royaliste ; puis, changeant tout à coup de dessein, il se dirigea vers le nord-est, dans l'espoir de réussir à regagner l'Écosse. Mais partout, sur son passage, les paysans se levaient en armes, les magistrats le sommaient de capituler ; à Utoxeter, dans le comté de Stafford, sur le bruit qu'il méditait de s'évader avec quelques officiers, ses propres cavaliers se mutinèrent. Déjà Lambert et lord Grey de Grooby, détachés à sa poursuite, étaient près de l'atteindre : trop faible de cœur pour lutter contre un si mauvais sort, il laissa ses gens se rendre ou se débander à leur

gré (1), accepta lui-même les conditions que voulut Lambert, fut envoyé prisonnier au château de Nottingham; et après quinze jours de campagne, Cromwell, ne voyant sur le sol anglais aucune trace de l'armée écossaise, se mit en marche vers l'Écosse pour l'envahir à son tour, et enlever ainsi aux presbytériens royalistes tout moyen d'action et de salut (2).

Mais, dans l'extrême péril, les partis, loin de s'abattre, s'exaltent et portent leurs plus rudes coups. Avant même que ces grandes nouvelles parvinssent à Westminster, dès qu'ils avaient vu Cromwell se mettre en mouvement contre les Écossais, les presbytériens avaient compris que son triomphe serait leur ruine, et que sa perte ou la paix promptement conclue pouvait seule les sauver. Ils dirigèrent aussitôt, vers l'un et l'autre but, leurs plus énergiques efforts. Hollis, qui, malgré le rappel des onze membres, avait jusque-

(1) Le 25 août.

(2) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1237, 1239, 1241. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 143-147. — *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 173 ; de Ludlow, t. I, p. 308. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 997-1000. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 400-403. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 563-572. — Baker, *A Chronicle of the kings of England*, etc., p. 606. (Londres, 1665, in-fol.)

là continué de vivre en France, sur la côte de Normandie, vint reprendre son siége dans les communes [1]. Huntington, naguère major dans le propre régiment de Cromwell, dénonça publiquement, dans un mémoire adressé à la chambre haute [2], les intrigues du lieutenant général, ses promesses au roi, puis ses perfidies, l'audace de son ambition, son mépris des chambres, des lois, des devoirs et des droits communs des hommes, les pernicieux principes, les menaçants desseins qui tantôt perçaient à travers son hypocrisie, tantôt éclataient dans la familiarité de ses entretiens. Les lords ordonnèrent la lecture du mémoire, et Huntington en affirma sous serment la vérité [3]. Il se proposait de le présenter aussi aux communes; mais telle était déjà la terreur du nom de Cromwell qu'aucun membre ne voulut s'en charger. Il l'envoya sous enveloppe à l'orateur : Lenthall n'en dit rien à la chambre ; il tenta de le remettre à l'huissier, qui refusa de le recevoir. Les lords le transmirent officiellement aux communes; lord Wharton, un des plus intimes affidés de Cromwell, suivit les messagers, fit avertir l'orateur du but

(1) Le 14 août. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1226.
(2) Le 3 août.
(3) Le 8 août.

de leur message, et ils ne furent point introduits ([1]). Les indépendants se récriaient avec indignation: c'était, disaient-ils, une criminelle lâcheté d'attaquer de la sorte un homme absent, qui, peut-être à cette heure, délivrait son pays de l'invasion étrangère, et beaucoup de presbytériens eux-mêmes étaient intimidés par cet argument. Il fallut renoncer à tout espoir de perdre ainsi directement le lieutenant général, et Huntington se contenta de faire imprimer son récit. Les démarches dirigées vers la paix eurent plus de succès. En vain les chefs indépendants, Vane et Saint-John surtout, s'épuisaient en artifices pour traîner les débats en longueur; en vain d'autres plus grossiers, Scott, Venn, Harvey, Weaner, se livraient contre leurs adversaires aux plus fougueux emportements; ces violences mêmes, l'anarchie de plus en plus croissante, l'arrogance des soldats, le ton impérieux des pamphlets et des pétitions, même pacifiques, tout révélait à la chambre sa propre décadence, tout portait au désir de la paix quiconque n'était pas engagé sans retour dans la faction : « Monsieur l'orateur, dit » un jour Rudyard ([2]), à force de siéger ici, nous

([1]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 965. — Whitelocke, p. 323.

([2]) Le 8 août. *Parl. Hist.*, t. III, col. 984-986.

» voici arrivés à une belle situation : le royaume » tout entier est devenu un parlement ; l'armée » nous a assez longtemps enseigné ce qu'il fallait » faire, et voudrait bien nous l'enseigner encore ; » la cité, la province, les officiers réformés nous » viennent remontrer chaque jour ce que nous » devrions faire. Pourquoi? Parce que nous-mêmes » ne savons pas ce que nous avons à faire. » Et la majorité pensait avec lui que la paix seule pouvait la tirer de ce honteux embarras. Elle prit enfin sa résolution, vota qu'une négociation nouvelle s'ouvrirait sur-le-champ avec le roi, approuva [1], pour réduire au silence les indépendants, qu'elle eût lieu dans l'île de Wight même, et chargea [2] trois commissaires d'en aller porter au roi la proposition formelle, en lui demandant sur quel point de l'île il voulait résider pendant le traité, et lesquels de ses conseillers il désirait avoir auprès de lui.

Les meneurs indépendants ne s'y trompèrent point ; c'était là un revers irrévocable. Sentant les approches de la crise, et plus effrayée de leur triomphe que de leurs menaces, la majorité passait décidément à leurs ennemis. Ludlow se rendit sur-le-

[1] Le 29 juillet. *Parl. Hist.*, t. III, col. 959.

[2] Le 2 août. *Ibid.*, col. 964, 965.

champ au quartier général, toujours devant Colchester : « On complote, dit-il à Fairfax, de trahir la cause » pour laquelle tant de sang a coulé; on veut, à » tout prix, faire la paix ; le roi, prisonnier, ne se » croira point lié par ses promesses ; les gens mêmes » qui poussent le plus à la négociation s'inquiètent » fort peu de l'obliger à les accomplir; employer » son nom et son autorité à détruire l'armée, c'est » là leur unique but : l'armée a conquis le pouvoir, » il faut qu'elle s'en serve pour prévenir sa propre » ruine et celle de la nation. » Fairfax convint qu'il disait vrai, protesta qu'au besoin lui-même serait tout prêt à déployer, pour le salut de la cause publique, la force qu'il avait en main : « Mais il » faut, dit-il, que j'y sois clairement et positive- » ment invité; et, quant à présent, je ne puis me » dispenser de poursuivre sans relâche ce malheu- » reux siége qui dure encore, malgré nos efforts. » Ludlow alla trouver Ireton, que Cromwell, en partant, avait eu soin de laisser auprès du général, et dont il se promettait plus d'ardeur : « Le mo- » ment n'est pas encore venu, lui dit Ireton, il » faut laisser marcher la négociation, et que le » péril devienne évident (1). » A défaut de l'armée,

(1) *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 312-316.

les républicains firent arriver à Westminster des pétitions menaçantes, une entre autres, rédigée par Henri Martyn, et qui, proclamant tous les principes du parti, sommait les communes de se déclarer pouvoir souverain, et de répondre enfin à l'attente du peuple en lui donnant toutes les réformes qu'il s'était promises quand il avait pris les armes pour le parlement. La chambre ne répondit point : le surlendemain une seconde pétition arriva, se plaignant amèrement de ce dédain; et cette fois les pétitionnaires en troupe attendaient à la porte, criant avec colère : « A quoi » bon un roi et des lords? ce sont des inventions » humaines; Dieu nous a faits tous égaux : des mil- » liers de braves gens verseront leur sang pour ces » principes. Nous sommes déjà quarante mille » qui avons signé cette pétition, mais cinq mille » chevaux vaudraient bien mieux. » Quelques membres même, Scott, Blackiston, Weaver, sortis de la salle, se mêlaient familièrement à la foule, et encourageaient ses cris. La chambre persista dans son silence; mais plus elle se montrait ferme, plus le parti se précipitait avec passion vers ses

(1) Le 11 septembre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1005-1013. — Whitelocke, p. 330, 331. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1257. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 312, dans ma note.

derniers desseins, et, cinq jours après cette scène[1], Henri Martyn partit soudainement pour l'Écosse, où Cromwell venait d'entrer.

Au même moment [2] partaient pour l'île de Wight quinze commissaires, cinq lords et dix membres des communes [3], tous, excepté Vane et peut-être lord Say, favorables à la paix. Jamais négociation n'avait excité une plus vive attente; elle devait durer quarante jours. Le roi s'était empressé de l'accepter, donnant sa parole que, pendant cet intervalle, et vingt jours encore après, il ne ferait aucune tentative pour s'évader. Vingt de ses plus anciens serviteurs, grands seigneurs, théologiens, jurisconsultes, avaient été admis à l'aider de leurs conseils; il avait même demandé et obtenu qu'une partie de sa maison et de son service domestique, des pages, des secrétaires, des chambellans, des écuyers, des gens de sa garde-robe, des valets de pied lui fussent rendus à cette occasion [4]. Aussi, à l'arrivée des commis-

(1) Le 18 septembre. Whitelocke, p. 332.

(2) Le 13 septembre.

(3) Les lords Northumberland, Pembroke, Salisbury, Middlesex et Say; lord Wenman, Hollis, Pierpoint, Vane, Grimstone, sir John Potts, John Crew, Samuel Brown, John Glynn et John Bulkley.

(4) *Parl. Hist.*, t. III, col. 1001. *Journals of the house of Lords*, 24 août.

saires dans la petite ville de Newport ([1]), l'encombrement était tel que trois jours s'écoulèrent avant que tous les nouveaux venus eussent réussi à se loger. En attendant, les commissaires se présentaient chaque matin chez le roi, profondément respectueux, mais très réservés, et sans que nul osât l'entretenir en particulier. La plupart, en revanche, communiquaient familièrement avec ses conseillers, et lui faisaient passer ainsi leurs avis, l'exhortant surtout à accepter promptement, et presque sans débat, les propositions du parlement; car, disaient-ils, tout est perdu si la négociation n'est pas conclue et le roi de retour à Londres avant que l'armée et Cromwell aient eu le temps d'y revenir ([2]). Charles semblait croire à la sincérité de leurs conseils et enclin à s'y conformer; mais il nourrissait au fond du cœur une bien autre espérance : Ormond, depuis six mois réfugié à Paris ([3]), était sur le point de reparaître en Irlande, pourvu de l'argent et des munitions que la cour de France lui avait promis; il devait en arrivant, et de concert avec lord Inchiquin, conclure la paix

([1]) Le 15 septembre.

([2]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 222-224. *Mémoires* de Herbert, p. 71.

([3]) En mars 1648.

avec les catholiques, engager contre le parlement une guerre vigoureuse, et le roi, s'évadant alors, retrouverait un royaume et des soldats [1] : « Cette » nouvelle négociation, écrivait-il à sir William » Hopkins, chargé de préparer sa fuite, sera déri- » soire comme les autres; rien n'est changé dans » mes desseins [2]. » Les conférences s'ouvrirent officiellement le 18 septembre, le roi placé sous un dais, au bout de la salle; devant lui, à peu de distance, les commissaires de Westminster assis autour d'une table; derrière son fauteuil, ses conseillers debout et silencieux; car c'était avec le roi en personne que le parlement voulait traiter; tout intermédiaire lui semblait au-dessous de sa dignité; et dans leur ponctuelle soumission, les commissaires s'étaient décidés à grand'peine à souffrir la présence de quelques témoins. Charles soutenait donc seul la discussion; au besoin seulement il pouvait passer dans la chambre voisine et prendre l'avis de ses conseillers [3]. A la vue de leur roi ainsi solitaire et contraint de se suffire à

(1) Carte, *Ormond's Life*, t. II, p. 20-38.

(2) En août 1648. Les lettres du roi à sir William Hopkins ont été publiées dans la troisième édition de l'ouvrage de Wagstaff, intitulé : *Vindication of the royal martyr*.

(3) *Mémoires* de Herbert, p. 72; de Warwick, p. 275. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 225.

lui-même, une secrète émotion traversa le cœur de tous les assistants. Les cheveux de Charles avaient blanchi ([1]); l'expression d'une tristesse habituelle s'était unie à la fierté de ses regards; son maintien, sa voix, tous ses traits révélaient une âme toujours hautaine et pourtant vaincue, également incapable de lutter contre sa destinée et de s'en laisser abattre, touchant et singulier mélange de grandeur sans force et de présomption sans espoir. Les propositions du parlement, toujours les mêmes, sauf quelques modifications peu importantes, furent lues et examinées successivement : Charles se prêta de bonne grâce à la discussion, calme, répondant à tout, ne s'irritant d'aucune résistance, habile à faire valoir toutes les ressources de sa cause, étonnant enfin par la fermeté de son esprit, sa douceur, son intelligence des affaires et des lois du royaume, ses adversaires les plus prévenus : « Le roi, dit un jour le comte » de Salisbury à sir Philippe Warwick, a fait de » merveilleux progrès. — Non, milord, répondit » Warwick, le roi a toujours été ce qu'il est » aujourd'hui, mais votre seigneurie s'en est aper» çue trop tard. » Bulkley, l'un des commissaires

([1]) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 225-226.

des communes, le pressait de tout accepter, l'assurant que, « le traité une fois conclu, le diable » ne viendrait pas à bout de le rompre. — Monsieur, lui dit Charles, vous appelez cela un » traité? Rappelez-vous, je vous prie, cette querelle de la comédie, où l'un des deux champions » dit en sortant : Il y a eu et il n'y a pas eu combat, » car il y a eu trois coups donnés et je les ai reçus » tous les trois. C'est précisément ce qui m'arrive, » car j'admets la plupart de vos propositions; je » n'en écarte qu'un très petit nombre, et vous, » vous ne me faites aucune concession [1]. » Il s'était résigné en effet à consentir, sur le commandement des forces de terre et de mer, sur la nomination aux grands emplois, sur l'Irlande, même sur la légitimité de la résistance qui avait amené la guerre civile, aux demandes du parlement; mais au lieu de céder d'un seul coup et sans hésitation, il disputait pied à pied le terrain qu'il ne pouvait défendre, tantôt adressant lui-même aux chambres des propositions différentes, tantôt essayant d'éluder ses propres concessions, obstiné à soutenir son droit au moment même où il y renonçait, inépuisable en subtilités, en réti-

[1] *Mémoires* de Warwick, p. 277-278.

cences, donnant chaque jour à ses adversaires quelque nouveau motif de penser que la nécessité la plus dure était contre lui leur seule garantie. Il persistait d'ailleurs, autant par conscience que dans l'intérêt de son pouvoir, à repousser l'abolition de l'épiscopat et les rigueurs dont on voulait frapper ses principaux partisans. Enfin, après avoir solennellement promis de faire cesser en Irlande toute hostilité [1], il mandait sous main à Ormond [2] : « Obéissez aux ordres de ma femme, nullement » aux miens, tant que je ne vous aurai pas fait » savoir que je suis libre de toute contrainte ; ne » vous inquiétez pas non plus de mes concessions » sur l'Irlande ; elles n'aboutiront à rien. » Et le jour où il avait remis pour vingt ans aux chambres [3] le commandement de la force armée, il écrivait à sir William Hopkins : « A vous dire » vrai, ma grande concession de ce matin n'a été » faite que pour faciliter ma prochaine évasion ; » sans cet espoir, jamais je n'aurais cédé de la » sorte ; j'aurais pu, après un refus, retomber sans » trop de chagrin dans ma captivité ; mais j'avoue

[1] *Journals of the house of Lords*, 1er décembre.

[2] Le 10 octobre. Carte, *Ormond's Life*, t. II, Appendice, n° 31, 32, p. 17.

[3] Le 9 octobre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1048.

» qu'à présent elle me briserait le cœur, car j'ai
» fait ce que mon évasion peut seule justifier [1]. »

Le parlement, sans les bien connaître, soupçonnait toutes ces perfidies : les amis mêmes de la paix, les hommes les plus émus du sort du roi et du désir de le sauver, ne repoussaient qu'avec embarras les accusations des indépendants. Les dévots presbytériens en même temps, bien que modérés dans leurs intentions politiques, étaient invincibles dans leur haine de l'épiscopat, et ne voulaient admettre, quant au triomphe du covenant, ni moyen terme ni délai. Cette idée s'était de plus établie dans les esprits, qu'après tant de maux attirés sur le pays par la guerre, il fallait que le parti vaincu en subît légalement la responsabilité, et que pour satisfaire à la justice divine, manifestée dans les livres saints par d'éclatants exemples, le crime des vrais coupables fût expié par leur châtiment. On disputait sur le nombre : les enthousiastes populaires voulaient, à l'amnistie que devait proclamer la paix, une multitude d'exceptions; les presbytériens n'en demandaient que sept [2], mais avec un

(1) Wagstaff, *Vindication of the royal martyr*, etc., Appendice, p. 161.

(2) Les lords Newcastle et Digby, sir Marmaduke Langdale, sir Richard Greenville, David Jenkins, sir Francis Doddington et sir John Byron.

acharnement insurmontable, car ils auraient cru, en y renonçant, accepter leur propre condamnation. Des préjugés étroits, des sentiments haineux s'opposaient ainsi, dans le parti pacifique lui-même, au succès des négociations. Cinq fois pendant leur cours [1] on vota que les offres ou les concessions du roi étaient insuffisantes. Dans ces incertitudes, le terme assigné à la durée des conférences vint à expirer; on le prorogea trois fois [2]; on décida que les dimanches et les jours de fêtes ne seraient pas comptés [3], mais sans rien céder de plus, sans donner aux négociateurs ni instructions nouvelles ni la moindre liberté. Le roi, de son côté, au nom de son honneur et de sa foi, déclarait qu'il n'irait pas plus loin : « Je suis, disait-il, comme ce capi-» taine qui, ne recevant de ses chefs plus de secours, » eut la permission de rendre sa place. — Ils ne » peuvent me secourir quand je le demande, dit-» il; qu'ils me secourent donc quand ils pourront; » en attendant, je tiendrai dans la place jusqu'à » ce qu'une de ses pierres serve à couvrir ma » tombe. — J'en ferai autant, ajoutait Charles, » pour l'Église d'Angleterre [4]. » Et la négocia-

(1) Les 2, 11 et 27 octobre, les 2 et 24 novembre.

(2) Les 2, 18 et 24 novembre.

(3) Le 20 octobre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1058.

(4) *Mémoires* de Warwick, p. 280.

tion continuait immobile, vaine, propre seulement à faire éclater l'impuissante anxiété des deux partis, obstinés l'un et l'autre à méconnaître et à repousser la nécessité (1).

Cependant toutes choses se précipitaient autour d'eux, prenant d'heure en heure une face plus menaçante. Après deux mois de la résistance la plus acharnée, vaincu par la famine et la sédition (2), Colchester se rendit enfin; et dès le lendemain un conseil de guerre condamna à mort trois de ses plus braves défenseurs, sir Charles Lucas, sir George Lisle et sir Bernard Gascoign, pour l'exemple, dit-on, des rebelles futurs qui seraient tentés de les imiter. En vain les autres prisonniers, lord Capel à leur tête, demandèrent à Fairfax de suspendre l'exécution de l'arrêt, ou d'ordonner qu'ils le subissent tous, puisqu'ils étaient tous aussi coupables que leurs compagnons. Excité ou plutôt intimidé par Ireton, Fairfax ne répondit point, et l'ordre fut donné de fusiller sur-le-champ les trois officiers. Sir Charles Lucas subit le premier son sort : comme il tombait, Lisle courut à lui, l'em-

(1) Clarendon, *State Papers*, t. II, p. 425-454. *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 222-261. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1002-1129, *passim*. *Mémoires* de Warwick, p. 275-283; de Herbert, p. 70-79. — Bowring, p. 92-143.

(2) Le 27 août 1648. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1241-1249.

brassa, et se relevant aussitôt : « Soldats, cria-t-il, » approchez ; vous êtes trop loin. — Soyez tran» quille, répondirent les soldats : nous ne vous » manquerons pas. — Camarades, dit Lisle en sou» riant, j'ai été plus près de vous et vous m'avez » manqué ; » et il tomba auprès de son ami. Gascoign se déshabillait déjà quand arriva pour lui un sursis du général (1). Colchester rendu, il ne restait plus dans les comtés de l'est, aucun foyer d'insurrection. Au nord, Cromwell, vainqueur de Hamilton, entra en Écosse sans obstacle (2); les paysans des comtés de l'ouest se levèrent en masse au premier bruit de sa victoire ; et, chaque paroisse conduite par son ministre, ils marchèrent sur Édimbourg pour en chasser les royalistes (3). A deux lieues de Berwick, dans le château de lord Mordington, Argyle, venu à sa rencontre, eut avec lui une longue conférence (4) : clairvoyants l'un et l'autre, le succès ne les aveuglait point

(1) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 171.

(2) Le 20 septembre.

(3) Cette expédition fut nommée en Écosse l'insurrection des *Whigamores*, du mot *whigam* employé par ces paysans en conduisant leurs chevaux et pour les exciter. De là vint le nom de *Whigs* donné plus tard au parti opposé à la cour, comme représentant et héritier des plus ardents covenantaires écossais. (Burnet, *Hist. de mon temps*, t. I, p. 89.)

(4) Le 22 septembre. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1282.

sur le péril; les royalistes écossais, puissants malgré leur défaite, et encore en armes sur plusieurs points, se montraient décidés à ne pas subir sans résistance une réaction sanglante; un traité promptement conclu (1) leur assura le repos et leurs biens, sous la condition de licencier leurs troupes, d'abjurer tout engagement en faveur du roi, et de prêter de nouveau serment à la sainte ligue qui n'eût jamais dû cesser d'unir les deux royaumes. Rentrés ainsi en possession du gouvernement, Argyle et son parti reçurent Cromwell à Édimbourg avec grande pompe; le comité des États, le corps municipal, épurés ou réélus, le clergé et le peuple fanatique l'accablaient chaque jour de visites, de harangues, de sermons, de banquets; mais lui, pressé par les rapports de Henri Martyn, et leur laissant Lambert avec deux régiments pour protéger leur empire, reprit en toute hâte le chemin de l'Angleterre (2). A peine il était rentré dans le comté d'York, pendant qu'il ne semblait occupé que de dissiper les restes de l'insurrection, de nombreuses pétitions en parti-

(1) Le 26 septembre. Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 367, 368. *Histoire de mon temps*, t. I, p. 90, dans ma *Collection*. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 405.

(2) Le 11 octobre. Rushworth, part. 4, t. II, p. 1295, 1296.

rent, toutes adressées aux communes seules, et réclamant prompte justice des délinquants, quels que fussent leur rang et leur nom. Au même moment, le même vœu arriva d'autres comtés, toujours présenté ou soutenu par les amis de Cromwell [1]. Les presbytériens le repoussèrent au nom de la grande charte et des lois du royaume : « Monsieur l'orateur, dit Denis Bond, républicain » obscur, ces messieurs prétendent que la cham- » bre n'a pas le droit de juger milord de Norwich, ni » aucun autre lord, parce que c'est contre la grande » charte, et qu'ils ne doivent être jugés que par leurs » pairs. Bientôt, j'en ai la confiance, viendra le » jour où nous pendrons le plus grand de tous ces » lords, s'il le mérite, sans aucun jugement par » ses pairs; et nous trouverons, je n'en doute pas, » d'honnêtes et fermes juges pour le faire malgré » la grande charte [2]. » La chambre repoussa les pétitions : mais d'autres leur succédèrent aussitôt, bien plus explicites et redoutables, car elles venaient des régiments d'Ireton, Ingoldsby, Fleetwood, Whalley, Overton, et demandaient formellement aux communes justice du roi, à Fairfax le

[1] Les 10 octobre et 6 novembre.

[2] *Parl. Hist.*, t. III, col. 1040-1042. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1318. — Whitelocke, p. 341.

rétablissement du conseil général de l'armée, « seul capable, disaient-elles, de prévenir les » désastres qui nous menacent, soit par ses re» présentations aux chambres, soit par tout autre » moyen [1]. » Le conseil reprit, en effet, ses séances; et le 20 novembre, l'orateur informa les communes que des officiers étaient à la porte, le colonel Ewers à leur tête, venus au nom du général et de l'armée pour leur présenter un papier : c'était une longue remontrance, semblable à celle que sept ans auparavant, à pareil jour [2], et pour rompre décidément avec lui, les communes elles-mêmes avaient adressée au roi; à leur exemple, l'armée énumérait dans celle-ci tous les maux, toutes les craintes de l'Angleterre, les imputait à la mollesse des chambres, à leur oubli des intérêts publics, à leurs négociations avec le roi; les sommait de le traduire solennellement en justice, de proclamer la souveraineté du peuple, de décréter qu'à l'avenir le roi serait élu par ses représentants, de mettre un terme à leur propre session, de pourvoir en se séparant à l'égale répartition du

(1) Les 18 et 30 octobre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1056, 1077. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1297, 1311. — Whitelocke, p. 338, 341. *Journals of the House of Commons.*

(2) Le 21 novembre 1641. Voyez cet ouvrage, t. I, p. 220-223.

droit de suffrage, à la tenue régulière des parlements futurs, à toutes les réformes voulues des gens de bien ; menaçait enfin, bien qu'à mots couverts, de sauver elle-même la patrie si elle demeurait plus longtemps compromise par la négligence ou la faiblesse d'hommes qui, après tout, n'étaient, comme les soldats, que les délégués et les serviteurs de leurs concitoyens (1).

A cette lecture, s'éleva de toutes parts le plus violent orage : les indépendants, Scott, Holland, Wentworth, demandaient à grands cris qu'à l'instant même on remerciât l'armée de ses francs et courageux conseils; les presbytériens, quelques uns avec indignation, d'autres en termes flatteurs pour les officiers, voulaient que la chambre écartât la remontrance, et, pour marquer son mécontentement, s'abstînt de toute réponse (2). L'expédient convenait aux timides comme aux braves; ils l'emportèrent après deux débats (3), et à une grande majorité (4). Mais le jour était venu où les victoires ne servent qu'à précipiter les derniers revers : au dehors comme au dedans de West-

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 1077-1128. — Whitelocke, p. 350.

(2) *Mercurius pragmaticus*, n° 35.

(3) Les 20 et 29 novembre.

(4) A cent vingt-cinq voix contre cinquante-trois.

minster, l'effervescence et la confusion étaient au comble; déjà on parlait du prochain retour de Cromwell [1]; déjà l'armée annonçait le dessein de marcher sur Londres [2]. Les royalistes, perdant tout espoir, ne songeaient plus qu'à se venger de leurs ennemis, n'importe par quels moyens : plusieurs membres républicains furent insultés et assaillis dans les rues [3]; plusieurs avis vinrent à Fairfax, même de France, que des cavaliers avaient résolu de l'assassiner à Saint-Albans [4] : à Doncaster, une bande de vingt hommes enleva Rainsborough qui y commandait, et trois d'entre eux le poignardèrent au moment où il essayait de leur échapper [5]; le bruit courut même qu'un complot se tramait pour massacrer, au sortir de Westminster, quatre-vingts des membres les plus influents [6]. Enfin, au milieu de cet anarchique déchaînement, on apprit coup sur coup que, sous deux jours [7] Cromwell serait au quartier général;

(1) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1320.

(2) Whitelocke, p. 352. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1137-1141.

(3) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1279. — Whitelocke, p. 335.

(4) *Ibid.*, p. 1280.

(5) Le 29 octobre. Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 190-193. — Whitelocke, p. 341. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1315.

(6) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1279. — Whitelocke, p. 335.

(7) Le 2 décembre.

que, dans l'île de Wight, le gouverneur Hammond, suspect de trop d'égards pour le roi et le parlement, avait reçu de Fairfax ([1]) l'ordre de quitter son poste, de retourner à l'armée, et de remettre au colonel Ewers la garde du roi ([2]); qu'à cette nouvelle, Charles saisi de crainte avait étendu ses concessions, clos les conférences de Newport, et que, le jour même ([3]), les commissaires, porteurs de ses offres définitives, s'étaient mis en route pour en aller rendre compte au parlement.

Ils arrivèrent en effet le lendemain, presque tous profondément émus du péril où ils avaient laissé le roi et de ses derniers adieux : « Milords, » leur avait-il dit, vous venez prendre congé de » moi, et j'ai peine à croire que nous nous revoyions » jamais; mais que la volonté de Dieu soit faite! » Je lui rends grâces; j'ai fait ma paix avec lui; je » subirai sans peur tout ce qu'il lui plaira que les » hommes fassent de moi. Milords, vous ne pou- » vez méconnaître que, dans ma ruine, vous voyez » d'avance la vôtre, et déjà très prochaine. Je prie » Dieu qu'il vous envoie de meilleurs amis que je » n'en ai trouvé. Je n'ignore rien du complot

([1]) Le 25 novembre.

([2]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 1133-1137.

([3]) Le 28 novembre.

» tramé contre moi et les miens ; et rien ne m'af- » flige autant que le spectacle des souffrances de » mon peuple, et le pressentiment des maux que » lui préparent ces hommes qui, toujours parlant » du bien public, ne s'inquiètent que d'assouvir » leur propre ambition [1]. » Le rapport des commissaires à peine terminé [2], quoique les nouvelles concessions du roi différassent peu de celles qu'ils avaient tant de fois repoussées, les presbytériens proposèrent aux communes de les déclarer satisfaisantes et propres à servir de fondement à la paix. La motion fut même appuyée par Nathaniel Fiennes, fils de lord Say, et naguère l'un des meneurs indépendants les plus emportés. Le débat durait depuis plusieurs heures quand vint à la chambre l'avis d'une lettre de Fairfax au conseil commun, annonçant que l'armée se mettait en marche sur Londres : « La question, la question ! » s'écrièrent aussitôt les indépendants, ardents à profiter de la première alarme. Mais, contre leur attente et malgré tous leurs efforts, le débat fut continué au lendemain [3]. Il recommença bien plus acharné, au milieu du mouvement des troupes

(1) *The works of King Charles the martyr* (Londres, 1662), p. 421.

(2) Le 1er décembre.

(3) *Parl. Hist.*, t. III, col. 1143-1145.

qui entraient de toutes parts et prenaient leurs logements à Saint-James, à York-House, dans tous les environs du parlement et de la cité. Les indépendants attendaient encore leur succès de la peur : « Aujourd'hui enfin, dit Vane, nous allons » savoir quels sont nos amis et quels nos ennemis ; » ou, pour parler plus clairement, nous verrons » qui, dans cette chambre, est du parti du roi, et » qui du parti du peuple. — Monsieur l'orateur, » reprit vivement un membre dont le nom est resté » inconnu, puisque le préopinant s'est permis de » diviser cette chambre en deux partis, j'aurai, je » l'espère, le droit d'en faire autant. Oui, mon- » sieur, il y a ici des gens qui veulent la paix, ce » sont ceux qui ont perdu à la guerre ; il y en a qui » repoussent la paix, ce sont ceux qui ont gagné à » la guerre. Je propose donc humblement que les » gagnants indemnisent les perdants pour nous » remettre tous sur le même pied ; sans quoi, il » n'y aura pas moyen d'en finir. » Les indépendants se récrièrent, mais avec embarras ; car, dans l'un et l'autre parti, les intérêts personnels exerçaient un empire qu'eux-mêmes osaient à peine nier. Rudyard, Stephens, Grimstone, Walker, Prideaux, Wroth, Scott, Corbet, beaucoup d'autres soutinrent et combattirent tour à tour la motion sans

que le débat parût près de sa fin. Le jour baissait; plusieurs membres s'étaient déjà retirés; un indépendant proposa de faire apporter des flambeaux, et de continuer la séance : « Monsieur l'orateur, » dit un presbytérien, non seulement ces messieurs » se flattent de nous glacer de crainte par l'approche de l'armée, mais ils veulent prolonger » toute la nuit la discussion, dans l'espoir que les » membres les plus âgés, qu'on regarde comme les » plus enclins à la paix, s'en iront de lassitude » avant le moment du vote. J'espère que la chambre » ne sera point dupe de cet artifice. » Et malgré les clameurs des indépendants, le débat fut de nouveau ajourné [1].

Le surlendemain [2], en entrant en séance, une sombre rumeur agitait la chambre. Le roi, disait-on de toutes parts, avait été enlevé de l'île de Wight, pendant la nuit, malgré sa résistance, et emmené au château de Hurst, espèce de prison située sur la côte en face de l'île, à l'extrémité d'un promontoire aride, désert et malsain. Vivement interpellés, les meneurs indépendants gardaient le

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 1145-1147. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 326

(2) Le 4 décembre. Le débat avait été remis au surlendemain 4, parce que le lendemain 3 était un dimanche.

silence. La séance commença; l'orateur lut des lettres venues de Newport et adressées à la chambre par le major Rolph, qui y commandait en l'absence de Hammond. La rumeur était fondée, et toute relation désormais impossible, contre le gré de l'armée, entre le roi et le parlement ([1]).

Le 29 novembre, vers le soir, quelques heures après la clôture des conférences de Newport et le départ des commissaires, un homme déguisé dit à l'un des gens du roi : « Des troupes viennent de » débarquer dans l'île; avertissez le roi qu'il sera » enlevé cette nuit. » Charles fit sur-le-champ appeler le duc de Richmond, le comte de Lindsey et le colonel Édouard Cook, officier qui avait sa confiance, leur demandant que faire pour vérifier ce rapport. En vain on essaya de faire parler le major Rolph; on n'en obtint que de courtes et obscures réponses : « Le roi peut dormir en repos » cette nuit; sur ma vie, cette nuit, personne ne » le dérangera. » Cook offrit de monter à cheval, de parcourir la côte, d'aller surtout à Carisbrooke, où les troupes, disait-on, étaient arrivées, voir lui-même ce qui se passait. La nuit était sombre, la pluie violente, le service périlleux; le roi hési-

([1]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 1147-1148.

tait à l'accepter, Cook insista et partit. Il trouva en effet à Carisbrooke la garnison renforcée, dix ou douze officiers nouveau-venus, le capitaine Bowerman, qui y commandait, presque gardé à vue, partout un air de mystérieuse agitation. Il revenait en toute hâte porter au roi ces renseignements quand, en arrivant à Newport, vers minuit, il vit la maison qu'occupait le roi entourée de gardes; il y en avait sous chaque fenêtre, dans l'intérieur même et jusqu'à la porte de la chambre du roi, où la fumée de leurs pipes pénétrait de toutes parts. Aucun doute n'était plus possible : les deux lords conjurèrent le roi de tenter à l'heure même, et à tout prix, son évasion. Le conseil déplaisait à la gravité craintive de Charles; il allégua la difficulté du succès, l'irritation qu'en prendrait l'armée : « S'ils s'emparent de moi, dit-il, il » faudra bien qu'ils me ménagent; aucun parti ne » peut, sans mon alliance, fonder sûrement son » triomphe. — Prenez garde, sire, dit Lindsey, » ces gens-là ne se gouvernent point par de telles » maximes : que votre Majesté se souvienne de » Hampton-Court. — Colonel, demanda Richmond » à Cook, comment avez-vous passé? — Cook. J'ai » le mot d'ordre. — Richmond. Me feriez-vous » passer aussi? — Cook. Je n'en doute pas. »

Richmond prit une capote de troupe; ils sortirent, traversèrent tous les postes et revinrent sans obstacle. Debout avec le roi, auprès d'une fenêtre, les deux lords renouvelèrent avec passion leurs instances; le colonel, trempé de pluie, était seul devant la cheminée : « Ned Cook, lui dit brusque-» ment le roi en se tournant vers lui, que me » conseillez-vous? » Cook hésitait à répondre : « Le » roi, dit-il, a ici ses conseillers. — Non, non, » mon cher Ned, je vous ordonne de me dire votre » avis. — Cook. Eh bien! sire, que votre Majesté » me permette de lui adresser une question. — » Le roi. Parlez. — Cook. Si non seulement je dis, » mais si je prouve à votre Majesté que l'armée » veut se saisir de sa personne, si j'ajoute que j'ai » le mot d'ordre, des chevaux près d'ici, un bateau » à mon service et qui m'attend, que je suis prêt à » accompagner le roi, que cette nuit si noire semble » faite exprès, que je ne vois point de véritable » obstacle, que fera votre Majesté? » Charles garda un moment le silence; puis, secouant la tête : « Non, dit-il, ils m'ont donné leur parole, je leur » ai donné la mienne; je n'y manquerai point. — » Cook. Mais, sire, je présume que, par *ils* et *leur*, » votre Majesté veut dire le parlement; or, tout » est changé; c'est l'armée qui veut jeter en prison

» votre Majesté.—Le roi. N'importe ; je ne man-
» querai pas à ma parole : bonsoir, Ned; bonsoir,
» Lindsey; je vais dormir aussi longtemps que
» je pourrai. — Cook. Sire, je crains que ce ne
» soit pas long.—Le roi. Comme il plaira à Dieu. »
Il était une heure; ils sortirent, et Charles se
coucha, Richmond resté seul auprès de lui.

Au point du jour, on frappa à la porte : « Qui
» êtes-vous? que voulez-vous? demanda Richmond.
» — Des officiers de l'armée qui veulent parler au
» roi. » Richmond n'ouvrait pas, attendant que le
roi fût habillé; on frappa de nouveau et avec vio-
lence : « Ouvrez, » dit Charles au duc; et avant
qu'il fût hors de son lit, plusieurs officiers, le
lieutenant-colonel Cobbett à leur tête, se préci-
pitèrent dans la chambre : «Sire, dit Cobbett, nous
» avons ordre de vous emmener. —Le roi. Ordre
» de qui? — Cobbett. De l'armée. — Le roi. Où
» voulez-vous m'emmener? — Cobbett. Au châ-
» teau. — Le roi. A quel château? —Cobbett. Au
» château.—Le roi. Le château n'est pas un châ-
» teau; je suis prêt pour quelque château que ce
» soit: nommez-le. » Cobbett consulta ses compa-
gnons, et se décidant enfin : « Au château de Hurst;
» dit-il.—Le roi, *à Richmond :* Ils n'en pouvaient
» nommer un pire. » Et se tournant vers Cobbett :

« Ne puis-je avoir aucun de mes serviteurs? —
» COBBETT. Seulement les plus nécessaires. » Charles désigna ses deux valets de chambre, Harrington et Herbert, et Mildmay, son écuyer tranchant. Richmond sortit pour faire préparer le déjeuner; mais, avant qu'il fût prêt, les chevaux arrivèrent: « Sire, dit Cobbett, il faut partir. » Le roi monta en voiture sans mot dire, Harrington, Herbert et Mildmay avec lui. Cobbett se présenta pour y entrer, mais Charles lui barra le chemin avec le pied, et fit fermer aussitôt la portière. On partit sous l'escorte d'un détachement de cavalerie : un petit bâtiment attendait à Yarmouth ; le roi s'embarqua, et trois heures après, il était enfermé à Hurst-Castle, sans aucune communication au dehors, dans un appartement si sombre qu'à midi il y fallait des flambeaux, et sous la garde du colonel Ewers, geôlier bien plus rude et plus menaçant que ne l'avait été Cobbett [1].

A ces nouvelles, les presbytériens donnèrent à leur indignation un libre cours : « La chambre,
» s'écriaient-ils, a garanti le roi, pendant son sé-
» jour à Newport, respect, sûreté et liberté; elle

[1] *Colonel Cook's narrative*, dans Rushworth, part. 4, t. II, p. 1344-1348. — *Mémoires* de Herbert, p. 79-91. *Parl. Hist.*, col. 1149-1151. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 271.

» est déshonorée aussi bien que perdue si elle ne » repousse avec éclat cette insolente rébellion. » On vota, en effet, que l'enlèvement du roi avait eu lieu à l'insu et sans le consentement de la chambre ; on reprit avec un redoublement de passion le débat relatif à la paix. Il durait déjà depuis plus de douze heures ; la nuit était très avancée ; quoique l'assemblée fût encore nombreuse, la fatigue commençait à surmonter le zèle des faibles, des vieillards ; un homme se leva, fameux entre les martyrs des libertés publiques, mais qui ne siégeait dans la chambre que depuis trois semaines, ce même Prynne qui, douze ans auparavant, avait soutenu, contre la tyrannie de Laud et de la cour, le plus rude combat [1] : « Monsieur l'orateur, dit-» il, on sait que je veux parler de la paix, et déjà » on me taxe d'apostasie ; déjà, par allusion au » titre de l'un de mes ouvrages, on m'appelle le » favori royal. Voici toutes les faveurs que j'ai » jamais reçues de sa Majesté ou de son parti. Ils » m'ont fait couper les oreilles à deux reprises et » de la façon la plus barbare ; ils m'ont mis trois » fois au pilori, deux heures chaque fois ; ils ont » fait brûler mes ouvrages, bien qu'autorisés, sous

[1] Voyez cet ouvrage, t. I, p. 115.

» mes yeux et par la main du bourreau ; ils m'ont » imposé deux amendes, chacune de 5,000 livres » sterling ; ils m'ont retenu huit ans en prison » sans plumes, sans encre, sans papier, sans livres, » sauf la Bible, sans amis, me donnant à peine les » aliments nécessaires pour me soutenir... Si quel- » que membre de cette chambre m'envie ces mar- » ques de la faveur royale, je consens à croire » qu'il ne me traitera pas sans raison d'apostat ou » de favori. » Il parla ensuite plusieurs heures, discutant minutieusement toutes les propositions du roi, toutes les prétentions de l'armée, considérant tour à tour sous ses diverses faces l'état du parlement et du pays, grave sans pédanterie, pathétique sans colère, évidemment élevé, par l'énergie et le désintéressement de sa conscience, au-dessus des passions de sa secte, des défauts de son propre caractère et de la portée commune de son talent : « Monsieur l'orateur, dit-il avant de finir, on pré- » tend que, si nous mécontentons l'armée, nous » sommes perdus ; un de ses chefs vient de nous » déclarer qu'elle mettrait bas les armes et ne » nous servirait pas plus longtemps : et alors, dit- » on, qu'arrivera-t-il de nous et de nos fidèles » amis? S'il en devait être ainsi, je ferais peu de » cas, je l'avoue, de la protection de serviteurs à

» ce point inconstants et mutins ; je ne doute » pas que si l'armée nous abandonnait, Dieu et le » royaume ne fussent avec nous ; et si, le roi et » nous, nous parvenons à nous entendre pour ce » traité, nous n'aurons pas grand besoin, j'espère, » des futurs services de l'armée. Quoi qu'il en » soit, *fiat justitia, ruat cœlum;* faisons notre » devoir et laissons à Dieu l'événement. » La chambre avait écouté ce discours avec l'attention et l'émotion la plus profonde ; il était neuf heures du matin ; la séance durait depuis vingt-quatre heures ; deux cent quarante-quatre membres siégeaient encore ; on alla enfin aux voix, et il fut décidé par cent quarante suffrages contre cent quatre, que les réponses du roi étaient propres à servir de fondement à la paix ([1]).

Tout empire échappait aux indépendants ; ils avaient épuisé même la peur ; tous les membres qu'elle pouvait atteindre s'étaient rendus ou éloignés. En vain Ludlow, Hutchinson et quelques autres, pour jeter dans la chambre quelque embarras, demandèrent à protester contre sa décision ; on repoussa leur vœu comme contraire aux

([1]) *Parl. Hist.*, t. III, col. 1151-1240. — Walker, *Hist. of Independency*, part. 2, p. 15.

usages de la chambre, et sans s'inquiéter de l'éclat qu'ils voulaient lui donner [1]. En sortant de la séance, les meneurs du parti se réunirent; un grand nombre d'officiers, venus le matin du quartier général, se joignirent à eux : le péril était imminent : maîtres de l'armée, ils avaient en main de quoi le repousser ; fanatiques sincères ou libertins ambitieux, aucune institution, aucune loi, aucune coutume ne leur imposait plus : pour les uns, c'était un devoir de sauver la bonne cause; pour les autres, il y avait nécessité. On convint que le jour était venu, et six des assistants, trois membres de la chambre et trois officiers, furent chargés de préparer le succès. Ils passèrent ensemble plusieurs heures, la liste des communes sur la table, examinant un à un la conduite et les sentiments de chaque membre, recueillant des rapports, envoyant des ordres à leurs affidés. Le lendemain 6 décembre, à sept heures du matin, par les soins d'Ireton, et avant que Fairfax fût informé de rien, des troupes étaient en mouvement. De l'aveu de Skippon, les postes de milice, chargés de la garde des chambres, avaient été retirés; deux régiments, ceux

[1] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 327; de mistriss Hutchinson, t. II, p. 185.

du colonel Pride, infanterie, et du colonel Rich, cavalerie, occupaient la cour, la grande salle de Westminster, l'escalier, le vestibule, toutes les avenues de la chambre : à la porte même des communes, se tenait Pride, la liste des membres proscrits à la main, et auprès de lui lord Grey de Grooby et un huissier qui prenaient soin de les lui indiquer à mesure qu'ils arrivaient : « Vous » n'entrerez pas, » disait Pride à chacun d'eux, et il faisait même arrêter et emmener les plus suspects. Un violent tumulte s'éleva bientôt tout autour de la chambre; les membres exclus tentaient toutes les avenues, invoquaient leur droit, interpellaient les soldats ; les soldats riaient et se moquaient. Quelques uns, Prynne entre autres, résistèrent obstinément : « Je ne ferai, dit-il, pas » un seul pas de mon gré ; » et quelques officiers le poussèrent avec insulte jusqu'au bas de l'escalier, charmés de joindre au triomphe de la force le plaisir de la brutalité. Quarante et un membres furent arrêtés de la sorte et momentanément enfermés dans deux pièces voisines; beaucoup d'autres exclus sans qu'on les arrêtât. Deux seulement de ceux que comprenait la liste de Pride, Stephens et le colonel Birch, avaient réussi à entrer dans la chambre; on les attira à la porte

sous de faux prétextes, et des soldats se saisirent d'eux à l'instant : « Monsieur l'orateur, s'écria » Birch, en essayant de se rejeter dans la salle, la » chambre souffrira-t-elle que ses membres soient » ainsi chassés sous ses yeux, et continuerez-vous » de siéger immobiles? » La chambre envoya son sergent d'armes porter aux membres qui se trouvaient dehors l'ordre de se rendre à leur poste; Pride les retint : renvoyé une seconde fois, le sergent ne put parvenir jusqu'à eux. La chambre décida qu'elle ne s'occuperait de rien tant qu'ils ne lui seraient pas rendus, et chargea un comité d'aller sur-le-champ les redemander au général. Le comité à peine sorti, un message vint de l'armée, présenté par le lieutenant-colonel Axtell et quelques officiers; ils réclamaient l'exclusion officielle des membres arrêtés et de tous ceux qui avaient voté naguère en faveur de la paix. La chambre ne répondit point, attendant le résultat des démarches de son comité. Le comité rapporta que le général à son tour refusait de répondre jusqu'à ce que la chambre eût pris, sur le message de l'armée, quelque résolution. Cependant les membres exclus étaient enlevés de Westminster, et promenés dans Londres de quartier en quartier, de taverne en taverne, tantôt entassés dans quel-

ques voitures, tantôt à pied, dans la boue, entourés de soldats qui leur demandaient compte de leurs arrérages. Le prédicateur Hugh Peters, chapelain de Fairfax, vint solennellement, et l'épée au côté, prendre leurs noms de la part du général; sommé par plusieurs d'entre eux de dire de quel droit on les arrêtait : « Du droit de l'épée, » répondit-il. Ils firent prier le colonel Pride de les entendre : « Je n'ai pas le temps, dit Pride, j'ai » autre chose à faire. » Fairfax et son conseil, en séance à Whitehall, leur promirent enfin audience : ils s'y rendirent; mais après plusieurs heures d'attente, trois officiers vinrent leur annoncer que le général, trop pressé, ne pouvait les recevoir. Quelque embarras se cachait sous tant de mépris; on évitait leur rencontre; on craignait que leur invincible entêtement ne provoquât trop de rigueurs. Malgré l'audace de leurs desseins et de leurs actes, les vainqueurs mêmes portaient au fond de l'âme, et sans s'en douter, un secret respect à l'ordre ancien et légal; en dressant leur liste de proscription, ils s'étaient contenus dans les limites d'une rigoureuse nécessité, espérant qu'une seule épuration suffirait à assurer leur triomphe. Ils voyaient avec trouble la chambre obstinée à réclamer ses membres, et leurs adversaires conservant un parti

puissant, peut-être la majorité. Cependant l'hésitation était impossible : on résolut de recommencer. Le lendemain 7, des troupes fermèrent une seconde fois les avenues de la chambre ; la même scène se renouvela : quarante membres furent encore écartés ; on en arrêta quelques uns dans leurs maisons. Ils écrivirent à la chambre pour demander leur mise en liberté ; mais cette fois la défaite des presbytériens était consommée ; au lieu de leur répondre, la chambre accueillit, à cinquante voix contre vingt-huit, la motion de prendre en considération les propositions de l'armée. Cette dernière minorité se retira d'elle-même, protestant qu'elle ne rentrerait point dans la chambre tant que justice ne serait pas faite à ses collègues ; et après l'expulsion de cent quarante-trois membres, qui pour la plupart ne furent point arrêtés ou sortirent de prison peu à peu et sans bruit, les républicains et l'armée se virent enfin, dans le parlement comme au dehors, en pleine possession du pouvoir [1].

Tout céda, tout se tut dès ce jour ; aucune

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 1240-1249. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1353-1356. — Whitelocke, p. 354-355. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 328-335 ; — de mistriss Hutchinson, t. II, p. 185-190 ; — de Fairfax, p. 411-412 ; — Walker, *Hist. of independency*, part. 4, p. 29 et suiv.

résistance, aucune voix ne vint plus troubler le parti dans l'ivresse de sa victoire; seul il parlait, seul il agissait dans le royaume, et pouvait croire à la soumission ou au consentement universel. Aussi l'enthousiasme des fanatiques était au comble : « Comme Moïse, » disait Hugh Peters aux généraux en prêchant devant les débris des deux chambres, « comme Moïse, vous êtes desti-» nés à tirer le peuple de la servitude d'Égypte : » comment s'accomplira ce dessein? c'est ce qui » ne m'a pas encore été révélé. » Il mit sa tête dans ses mains, se baissa sur un coussin placé devant lui, et se relevant tout à coup : « Voici, » voici maintenant la révélation, je vais vous en » faire part. Cette armée extirpera la monarchie, » non seulement ici, mais en France et dans les » autres royaumes qui nous entourent : c'est par » là qu'elle vous tirera d'Égypte. On dit que nous » entrons dans une route jusqu'ici sans exemple : » que pensez-vous de la vierge Marie? y avait-il » auparavant quelque exemple qu'une femme pût » concevoir sans la société d'un homme? ceci est » un temps qui servira d'exemple aux temps à » venir (1). » Et le peuple du parti se livrait avec

(1) Walker, *Hist. of independency*, part. 2, p. 49-50. — *Parl. Hist.*, t. III, col. 1252.

transport à ce mystique orgueil. Au milieu de tant d'exaltation, le jour même où les derniers restes des presbytériens se retiraient des communes [1], Cromwell y vint reprendre sa place : « Dieu m'est » témoin, répétait-il partout, que je n'ai rien su » de ce qui s'est fait naguère dans cette chambre; » mais puisque l'œuvre est consommée, j'en suis » bien aise, et maintenant il faut la soutenir [2]. » La chambre l'accueillit avec les plus éclatants témoignages de reconnaissance. L'orateur lui adressa, pour sa campagne d'Écosse, des remercîments officiels; et en sortant de la séance, il alla prendre son logement à Whitehall, dans les appartements mêmes du roi [3]. Le lendemain, l'armée s'empara des caisses des divers comités, forcée, dit-elle, de pourvoir elle-même à ses besoins, pour ne pas peser plus longtemps sur le pays [4]. Trois jours après [5], elle envoya à Fairfax, sous le titre de *nouvel accord du peuple,* un plan de gouvernement républicain, rédigé, dit-on, par Ireton, et l'invita à le mettre en discussion

(1) Le 7 décembre.

(2) *Mémoires* de Ludlow, t I, p. 336

(3) *Parl. Hist.*, t. III, col. 1246. — Walker, *Hist. of independency*, part. 2, p. 34. — Whitelocke, p. 357.

(4) Rushworth, part 4, t. II, p. 1356.

(5) Le 11 décembre.

dans le conseil général des officiers, qui le présenterait ensuite au parlement [1]. En attendant, et sans prendre la peine de demander l'aveu des lords, les communes révoquèrent tous les actes, tous les votes adoptés naguère en faveur de la paix et qui auraient fait obstacle à la révolution [2]. Enfin les pétitions reparurent pour que justice fût faite du roi, seul coupable de tant de sang versé [3], et un détachement partit du quartier général avec ordre de l'amener de Hurst-Castle à Windsor.

Le 17 décembre, au milieu de la nuit, Charles fut réveillé par le bruit du pont-levis qui se baissait et d'une troupe d'hommes à cheval qui entrait dans la cour du château. En un moment le silence se rétablit; mais Charles était inquiet; avant qu'il fût jour, il sonna Herbert, couché dans la chambre voisine : « N'avez-vous rien entendu cette nuit? » lui demanda-t-il. — J'ai entendu la chute du » pont-levis, dit Herbert; mais je n'ai pas osé, » sans l'ordre du roi, sortir de ma chambre à une » heure si indue. — Allez savoir qui est arrivé. » Herbert sortit, et bientôt de retour : « C'est le » colonel Harrison, sire. » Un trouble subit parut

(1) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1358, 1365.

(2) Les 12 et 13 décembre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1247-1249.

(3) Rushworth, part. 4, t. II, p. 1372.

dans les traits du roi. — « Êtes-vous bien sûr que » ce soit le colonel Harrison? — HERBERT. C'est » du capitaine Reynolds que je le tiens. — LE » ROI. En ce cas, je le crois; mais avez-vous vu le » colonel? — HERBERT. Non, sire. — LE ROI. Et » Reynolds vous a-t-il dit pourquoi il venait? — » HERBERT. J'ai tout fait pour le savoir; mais la » seule réponse que j'aie pu obtenir, c'est que le » motif de la venue du colonel serait bientôt » connu. » Le roi renvoya Herbert, puis le rappela au bout d'une heure, toujours profondément troublé, les larmes aux yeux et l'air abattu : « Pardon, » sire, lui dit Herbert, mais je suis consterné de » voir à votre Majesté tant de chagrin de cette » nouvelle. — Je ne suis point effrayé, répondit » Charles, mais ce que vous ne pouvez savoir, c'est » que cet homme est le même qui avait formé le » projet de m'assassiner pendant les dernières » négociations. Une lettre m'en a averti. Je ne me » rappelle pas l'avoir jamais vu, ni lui avoir fait » aucun mal. Je ne voudrais pas être surpris. Ce » lieu est tout propre à un tel crime. Retournez, » et informez-vous de nouveau de ce qui amène » Harrison. » Plus heureux cette fois, Herbert apprit que le colonel venait pour faire conduire le roi à Windsor, dans trois jours au plus tard, et

se hâta de le lui rapporter ; la joie brilla dans les yeux de Charles : « A la bonne heure, dit-il ; ils » deviennent donc plus traitables : Windsor est un » lieu où je me suis toujours plu ; j'y serai dédom- » magé de ce que j'ai souffert ici. »

Deux jours après, en effet, le lieutenant-colonel Cobbett vint dire au roi qu'il avait ordre de l'emmener sur-le-champ à Windsor, où Harrison était déjà retourné. Charles, loin de s'en plaindre, pressa lui-même le départ. Il trouva, à une lieue de Hurst, un corps de cavalerie chargé de l'escorter jusqu'à Winchester. Partout sur sa route accourait une foule nombreuse, gentilshommes, bourgeois, paysans, les uns simples curieux, qui se retiraient après l'avoir vu passer, les autres vivement émus et faisant tout haut des vœux pour sa liberté. Comme il arrivait à Winchester, le maire et les aldermen vinrent au-devant de lui, et lui présentant, selon l'usage, la masse et les clefs de leur ville, lui adressèrent un discours plein d'affection. Mais Cobbett, poussant brusquement vers eux, leur demanda s'ils oubliaient donc que la chambre avait déclaré traître quiconque ferait quelque adresse au roi ; et saisis de terreur, ils se répandirent en humbles excuses, protestant qu'ils ignoraient la volonté de la

chambre, et suppliant Cobbett d'en obtenir leur pardon. Le lendemain, le roi reprit sa route. Entre Alresford et Farnham parut en bataille un nouveau corps de cavalerie, chargé de relever celui qui l'avait escorté jusque-là : un officier le commandait, de bonne mine, richement équipé, un bonnet de velours sur la tête, un justaucorps de buffle sur le dos, une écharpe de soie cramoisi, ornée de franges, autour du corps. Charles, frappé de sa contenance, passa près de lui au petit pas, en reçut un salut respectueux, et rejoignant Herbert : « Quel est, lui dit-il, cet officier? — Le » colonel Harrison, sire. » Le roi se retourna aussitôt, considéra le colonel longtemps et si attentivement que celui-ci, embarrassé, se retira derrière la troupe pour éviter ses regards : « Cet » homme, dit Charles à Herbert, a la tournure » d'un vrai soldat; je me connais en physionomies : » la sienne me plaît, ce n'est pas là un assassin. » Le soir, à Farnham, où le cortége s'arrêta pour coucher, Charles aperçut le colonel dans un coin de la salle, et lui fit signe d'approcher. Harrison obéit avec déférence et embarras, l'air rude et timide en même temps : le roi le prit par le bras, l'emmena dans une embrasure de fenêtre, s'entretint près d'une heure avec lui, lui parla même de

l'avis qu'il avait reçu sur son compte : « Rien n'est » plus faux, sire, dit Harrison. Voici ce que j'ai » dit, et je puis le répéter : c'est que la justice ne » fait point acception des personnes, et que la loi » est également obligatoire pour les grands et pour » les petits ; » et il appuya sur ces derniers mots avec une affectation marquée. Le roi rompit l'entretien, se mit à table, et n'adressa plus la parole à Harrison, sans paraître cependant attacher à sa réponse aucun sens qui le pût inquiéter.

Il devait arriver le lendemain à Windsor : en partant de Farnham, il déclara qu'il voulait s'arrêter à Bagshot et dîner au milieu de la forêt, chez lord Newburgh, un de ses plus fidèles cavaliers. Harrison n'osa refuser, quoique tant d'insistance lui inspirât quelques soupçons. Ils étaient légitimes. Lord Newburgh, grand amateur de chevaux, en avait un qui passait pour le plus léger de toute l'Angleterre : depuis longtemps en correspondance secrète avec le roi, il l'avait engagé à blesser en route celui qu'il montait, promettant de lui en donner un avec lequel il lui serait facile d'échapper soudainement à son escorte, et de déjouer, à travers les sentiers de la forêt que le roi connaissait très bien, la poursuite la plus acharnée. Charles, en effet, de Farnham à Bagshot, se

plaignit sans cesse de son cheval, disant qu'il en voulait changer. Mais à peine arrivé, il apprit que, la veille, celui sur lequel il comptait avait reçu dans l'écurie un coup de pied si rude qu'il était hors d'état de servir. Lord Newburgh désolé en offrit d'autres au roi, excellents, disait-il, et qui suffiraient à son dessein. Mais, avec le plus rapide même, l'entreprise eût été périlleuse, car les cavaliers de l'escorte se tenaient toujours très près du roi, tous un pistolet armé à la main. Charles renonça sans peine à courir de tels hasards; et le soir, en arrivant à Windsor, charmé de rentrer dans un de ses palais, d'y occuper sa chambre accoutumée, de trouver toutes choses préparées pour le recevoir à peu près comme au temps où il venait, avec sa cour, passer dans ce beau lieu des jours de fête, loin de se sentir tourmenté de sinistres présages, il avait presque oublié qu'il était prisonnier [1].

Le même jour [2], presque au même moment, les communes votaient qu'il serait traduit en justice, et chargeaient un comité de préparer l'accu-

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 93-104. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 289-292. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1375. — Whitelocke, p. 359.

[2] Le 23 décembre. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1252.

sation. Malgré le petit nombre de membres présents, plusieurs voix s'élevèrent contre la mesure : les uns demandaient qu'on se bornât à le déposer, comme on avait fait jadis pour quelques uns de ses prédécesseurs ; d'autres, sans le dire, auraient souhaité qu'on s'en défît obscurément et de manière à profiter de sa mort sans en répondre. Mais les libertins hardis, les enthousiastes sincères, les républicains rigides voulaient un jugement public, solennel, qui prouvât leur force et proclamât leur droit (1). Cromwell seul, plus ardent que nul autre à le provoquer, gardait encore, en en parlant, d'hypocrites mesures : « Si quelqu'un, dit-il, fai-
» sait cette motion de dessein prémédité, je le
» regarderais comme le plus insigne traître qui
» fût au monde ; mais puisque la Providence et la
» nécessité ont jeté la chambre dans cette délibé-
» ration, je prie Dieu de bénir ses conseils, quoi-
» que je ne sois pas prêt à donner sur-le-champ
» mon avis (2). » Par l'un de ces étranges mais invincibles scrupules où l'iniquité éclate en essayant de se couvrir, pour ne pas mettre le roi en jugement sans une loi au nom de laquelle on pût le

(1) Whitelocke, p. 358. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 283 et suiv.

(2) Walker, *Hist. of independency*, part. 2, p. 54.

condamner, on vota en principe [1] qu'il y avait trahison de sa part à faire la guerre au parlement; et sur la motion de Scott [2], une ordonnance fut aussitôt adoptée, instituant une haute cour chargée de le juger [3]. Cent cinquante commissaires y devaient siéger : six pairs, trois grands juges, onze baronnets, dix chevaliers, six aldermen de Londres, tous les hommes importants du parti dans l'armée, dans les communes, dans la cité, sauf Saint-John et Vane, qui déclarèrent formellement qu'ils désapprouvaient l'acte et n'y voulaient prendre aucune part. Quand l'ordonnance fut présentée à la sanction de la chambre haute [4], quelque fierté se ranima dans cette assemblée jusque-là si servile qu'elle semblait avoir accepté sa propre nullité : « Il n'y a point de parlement sans » le roi, soutint lord Manchester; le roi ne peut » donc être traître envers le parlement. — Il a » plu aux communes, dit lord Denbigh, d'insérer » mon nom dans leur ordonnance; mais je me lais- » serais mettre en pièces plutôt que de m'associer » à une telle infamie. — Je n'aime point, dit le

(1) Le 2 janvier. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1253.

(2) Walker, *Hist. of independency*, part. 2, p. 55.

(3) *Parl. Hist.*, t. III, col. 1254.

(4) Le 2 janvier.

» vieux comte de Pembroke, à me mêler d'affaires » de vie et de mort ; je ne parlerai point contre » cette ordonnance, mais je n'y consentirai point. » Et les lords présents, au nombre de douze, la rejetèrent à l'unanimité (1). Le lendemain, ne recevant des lords aucun message, les communes chargèrent deux de leurs membres de se rendre à la chambre haute, de s'en faire apporter les registres (2) et d'y prendre connaissance de sa résolution. Sur leur rapport (3), elles votèrent à l'instant que l'opposition des lords n'arrêterait rien ; que le peuple étant, après Dieu, la source de tout pouvoir légitime, les communes d'Angleterre, élus et représentants du peuple, possédaient le pouvoir souverain ; et par une nouvelle ordonnance (4), la haute cour de justice, instituée au nom des communes seules et réduite à cent trente-cinq membres (5), eut ordre de s'assembler sans

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 1256.

(2) *Ibid.*

(3) Le 4 janvier.

(4) Le 6 janvier. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1257.

(5) Le retranchement des six pairs et des trois grands juges avait réduit à 141 le nombre primitif des commissaires ; on y ajouta deux jurisconsultes, Bradshaw et Nicholas, ce qui le portait à 143. Cependant la seconde ordonnance ne contient que 135 noms ; il y eut sans doute des retranchements ou des omissions qu'on ne prit pas la peine d'expliquer. L'alderman Rowland Wilson, par exemple, refusa de concourir au jugement, et ne se retrouve pas sur la seconde liste. (Whitelocke, p. 363.)

retard pour régler les préparatifs du procès.

Elle se réunit en effet, dans ce dessein et en séance secrète, les 8, 10, 12, 13, 15, 17, 18 et 19 janvier, sous la présidence de John Bradshaw, cousin de Milton, jurisconsulte estimé au barreau; grave et doux dans ses mœurs, mais d'un esprit étroit et dur, fanatique sincère et pourtant ambitieux, enclin même à quelque avidité dans sa fortune, quoique prêt à donner sa vie pour son opinion. Telle était l'anxiété publique qu'une insurmontable division éclata dans le sein même de la cour : aucune convocation, aucun effort ne parvint à réunir aux séances préparatoires plus de cinquante-huit membres. Fairfax s'y rendit la première fois, et ne reparut plus. Parmi les membres présents eux-mêmes, plusieurs ne vinrent que pour déclarer leur opposition : telle fut entre autres la conduite d'Algernon Sidney, jeune encore, mais déjà influent dans le parti républicain. Retiré depuis quelque temps au château de Penshurst, chez lord Leicester, son père, quand il apprit sa nomination à la haute cour, il partit sur-le-champ pour Londres; et dans les séances des 13, 15 et 19 janvier, quoique la question parût décidée, il s'opposa vivement au procès. Il redoutait surtout l'aversion que prendrait le peuple

pour la république, peut-être même une insurrection soudaine qui sauverait le roi et la perdrait sans retour : « Personne ne remuera, s'écria » Cromwell, importuné de tels présages ; je vous » dis que nous lui couperons la tête avec la cou» ronne dessus. — Faites ce qui vous plaira, répli» qua Sidney, je ne puis vous empêcher ; mais à » coup sûr je ne serai de rien dans cette affaire ; » et il sortit pour ne plus revenir ([1]). Réduite enfin aux membres qui acceptaient leur mission, la cour ne s'occupa plus que de régler les formes du procès. John Coke, avocat de quelque renom et ami intime de Milton, fut nommé procureur général, et, comme tel, chargé de porter la parole, soit en dressant l'acte d'accusation, soit dans le cours des débats. Elsing, greffier des communes jusqu'à cette époque, venait de se retirer sous prétexte de maladie ; Henri Scobell fut choisi pour le remplacer. On détermina soigneusement quels régiments et combien seraient de service pendant le cours du procès ; où seraient postées les sentinelles, et l'on en plaça jusque sur les plombs, partout où quelque fenêtre avait jour sur la salle ; quelles

([1]) *Leicester's Journal*, by Blencowe, p. 237. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 669.

barrières seraient dressées pour séparer partout le peuple, non seulement du tribunal, mais aussi des soldats. Le 20 janvier fut assigné enfin pour la comparution du roi devant la cour, à Westminster-Hall; et dès le 17, comme si la condamnation eût déjà été prononcée, les communes avaient chargé un comité de parcourir tous les palais, châteaux et demeures du prince, pour y dresser un inventaire exact de ses meubles, désormais la propriété du parlement [1].

Quand le colonel Whitchcott, gouverneur de Windsor, annonça au roi que, sous peu de jours, il serait transféré à Londres : « Dieu est partout, » répondit Charles, et partout le même en puis- » sance comme en bonté [2]. » La nouvelle le frappa pourtant d'une vive et subite inquiétude : il vivait depuis trois semaines dans la plus étrange sécurité, rarement et mal instruit des résolutions des chambres, se repaissant de quelques rapports venus d'Irlande, et qui lui promettaient de prompts secours, plus confiant, plus gai même que ne l'avaient vu depuis longtemps ses serviteurs : « Dans six mois, disait-il, la paix sera rétablie en

[1] *Parl. Hist.*, t. III, col. 1259. — *State-Trials*, t. IV, col. 1045-1067. — *Procès de Charles Ier*, p. 1-10, dans ma *Collection*.

[2] *Mémoires* de Herbert, p. 108.

» Angleterre; sinon, je recevrai d'Irlande, de Dane
» marck et d'autres royaumes, les moyens de ren-
» trer dans mes droits [1]. » Et un autre jour : « J'ai encore trois cartes à jouer, dont la plus mau-
» vaise peut suffire à me faire tout regagner [2]. » Naguère cependant une circonstance l'avait troublé : jusque vers la fin de son séjour à Windsor, il était traité et servi avec toute l'étiquette de la cour; il dînait en public, dans le salon de parade, sous le dais; le chambellan, l'écuyer tranchant, le maître d'hôtel, l'échanson s'acquittaient de leurs fonctions dans les formes accoutumées; on lui présentait la coupe à genoux, on apportait les plats couverts, on les goûtait, et il jouissait avec gravité de ces respects solennels. Tout à coup, sur une lettre venue du quartier général, cet ordre changea : des soldats apportèrent les plats découverts, on ne les goûta point, nul ne se mit plus à genoux, l'étiquette habituelle du dais cessa complétement : Charles en ressentit un amer chagrin : « Les égards
» qu'on me refuse, disait-il, n'ont jamais manqué
» à un souverain, pas même à des sujets d'un
» rang élevé : est-il rien au monde de plus mépri-

(1) Whitelocke, p. 361.

(2) *Leicester's Journal.* — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 660.

» sable qu'un prince qu'on avilit? » Et pour échapper à cette insulte, il ne voulut plus prendre ses repas que dans sa chambre, presque seul, choisissant lui-même deux ou trois plats sur la liste qu'on lui présentait (1).

Le vendredi 19 janvier, un corps de cavalerie parut à Windsor, Harrison à la tête, chargé d'emmener le roi; un carrosse à six chevaux attendait dans la grande cour du château. Charles y monta, et quelques heures après, il était rentré à Londres, au palais de Saint-James, partout entouré de gardes, deux sentinelles à la porte même de sa chambre, Herbert resté seul pour son service et couchant à côté de son lit (2).

Le lendemain 20, vers midi, la haute cour, réunie d'abord en séance secrète dans la chambre peinte, s'apprêtait à régler les derniers détails de sa mission; la prière commune était à peine terminée; on vint annoncer que le roi, transporté dans une chaise fermée, entre deux haies de soldats, était sur le point d'arriver. Cromwell courut à la fenêtre, et revenant tout à coup, pâle et pour-

(1) *Mémoires* de Herbert, p. 109-113.

(2) *Ibid.*, p. 109. — Rushworth, part. 4, t. II, p. 1395. — *State-Trials*, t. V, col. 1019 : déposition de Nutley dans le procès de Harrison.

tant très animé : « Le voici, le voici, Messieurs ! » l'heure de la grande affaire approche : décidez » promptement, je vous en prie, ce que vous au- » rez à lui répondre, car il vous demandera sur- » le-champ au nom de qui et de quelle autorité » vous prétendez le juger. » Personne ne prenait la parole : « Au nom des communes assemblées en » parlement et de tout le bon peuple d'Angle- » terre, » dit Henri Martyn [1]. Nulle objection ne s'éleva : la cour se mit en marche pour se rendre solennellement à Westminster-Hall ; en tête s'a- vançait le lord président Bradshaw ; on por- tait devant lui l'épée et la masse ; seize offi- ciers, armés de pertuisanes, précédaient la cour. Le président prit place sur un fauteuil de velours cramoisi ; à ses pieds le greffier assis près d'une table couverte d'un riche tapis de Turquie, et sur laquelle on déposa la masse et l'épée ; à droite et à gauche, sur des siéges de drap écarlate, les membres de la cour ; aux deux extrémités, les hommes d'armes, un peu en avant du tribunal. La cour installée, on ouvrit toutes les portes : la foule se précipita dans la salle : le silence rétabli,

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1201 : déposition de sir Purbeck Temple dans le procès de Henri Martyn.

et après la lecture de l'acte des communes qui instituait la cour, on fit l'appel nominal : soixante-neuf membres étaient présents. « Sergent, dit » Bradshaw, qu'on amène le prisonnier [1]. »

Le roi parut sous la garde du colonel Hacker et de trente-deux officiers : un fauteuil de velours cramoisi était préparé pour lui à la barre ; il s'avança, porta sur le tribunal un long et sévère regard, s'assit dans le fauteuil sans ôter son chapeau, se releva soudain, regarda derrière lui la garde placée à la gauche et la foule des spectateurs à la droite de la salle, reporta les yeux sur les juges, puis se rassit au milieu du silence universel.

Bradshaw se leva à l'instant : « Charles Stuart, » roi d'Angleterre, dit-il, les communes d'Angle» terre assemblées en parlement, profondément » pénétrées du sentiment des maux qu'on a fait » tomber sur cette nation, et dont vous êtes con» sidéré comme le principal auteur, ont résolu de

[1] La plupart des faits du procès du roi sont tirés des deux relations contemporaines insérées dans les *State-Trials* (t. IV, col. 989-1154), et qui ont été presque complétement traduites dans ma *Collection*, sous le titre de *Procès de Charles Ier*. J'y renvoie donc une fois pour toutes, et n'userai de citations particulières que pour les détails puisés ailleurs ; j'en ai tiré un grand nombre, et ce ne sont pas les moins caractéristiques, des procès-verbaux des procès intentés aux régicides après la restauration en 1660 (*State-Trials*, t. V, col. 947-1363.)

» poursuivre le crime du sang; dans cette inten-
» tion, elles ont institué cette haute cour de jus-
» tice devant laquelle vous comparaissez aujour-
» d'hui. Vous allez entendre les charges qui pèsent
» sur vous. »

Le procureur général, Coke, se levait pour prendre la parole : « Silence ! » dit le roi en le touchant de sa canne sur l'épaule : Coke se retourna surpris et irrité ; la pomme de la canne du roi tomba ; une courte mais profonde altération parut dans ses traits ; aucun de ses serviteurs n'était à portée de ramasser pour lui la pomme ; il se baissa, la reprit lui-même, se rassit, et Coke lut l'acte d'accusation qui, imputant au roi tous les maux nés d'abord de sa tyrannie, ensuite de la guerre, demandait qu'il fût tenu de répondre aux charges, et que justice fût faite de lui comme tyran, traître et meurtrier.

Pendant cette lecture, le roi, toujours assis, promenait, tantôt sur les juges, tantôt sur le public, des regards tranquilles : un moment il se leva de nouveau, tourna le dos au tribunal pour regarder derrière lui, et se rassit l'air à la fois curieux et indifférent. Aux seuls mots de « Charles » Stuart, tyran, traître et meurtrier, » il se mit à rire, quoique toujours silencieux.

La lecture achevée : « Monsieur [1], dit Bradshaw » au roi, vous avez entendu votre acte d'accusa- » tion; la cour attend votre réponse. »

Le roi. « Je voudrais savoir par quel pouvoir je » suis appelé ici. J'étais, il n'y a pas longtemps, » dans l'île de Wight, en négociation avec les deux » chambres du parlement, sous les garanties de la » foi publique. Nous étions près de conclure le » traité. Je voudrais savoir par quelle autorité, » j'entends légitime, car il y a dans le monde » beaucoup d'autorités illégitimes, comme celle » des brigands et des voleurs de grand chemin, je » voudrais, dis-je, savoir par quelle autorité j'ai » été tiré de là et conduit de lieu en lieu, je ne » sais à quelle intention. Quand je connaîtrai cette » autorité légitime, je répondrai. »

Bradshaw. « Si vous aviez bien voulu faire at- » tention à ce qui vous a été dit par la cour à votre » arrivée ici, vous sauriez quelle est cette auto-

(1) Bradshaw donne au roi le même titre de *sir* que le roi donne à Bradshaw, et qui signifie également *sir* et *monsieur;* j'ai hésité sur le choix à faire entre ces deux versions, et me suis enfin décidé pour *monsieur :* 1° parce que le fond même du langage de Bradshaw ne paraît pas comporter un autre titre donné au roi ; 2° parce que, dans tout le cours du procès, il n'a pas une seule fois appelé le roi *votre Majesté*, ce qui semble indiquer le dessein de supprimer les anciennes formes du respect.

» rité. Elle vous requiert, au nom du peuple d'An-
» gleterre dont vous avez été élu roi, de lui ré-
» pondre. »

Le roi. « Non, Monsieur, je nie ceci. »

Bradshaw. « Si vous ne reconnaissez pas l'auto-
» rité de la cour, elle va procéder contre vous. »

Le roi. « Je vous dis que l'Angleterre n'a jamais
» été un royaume électif, qu'elle est depuis près
» de mille ans un royaume héréditaire. Faites-moi
» donc connaître par quelle autorité je suis appelé
» ici. Voilà M. le lieutenant-colonel Cobbett, de-
» mandez-lui si ce n'est pas de force qu'il m'a em-
» mené de l'île de Wight. Je soutiendrai autant
» que qui que ce soit les justes priviléges de la
» chambre des communes. Où sont les lords? Je
» ne vois pas ici de lords pour constituer un par-
» lement [1]. Il y faudrait aussi un roi. Est-ce là ce
» qu'on appelle amener le roi à son parlement ! »

Bradshaw. « Monsieur, la cour attend de vous
» une réponse définitive. Si ce que nous vous disons
» de notre autorité ne vous suffit pas, cela nous
» suffit à nous ; nous savons qu'elle se fonde sur
» l'autorité de Dieu et du royaume. »

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1081 ; dans le procès de Coke, déposition de Nutley.

Le roi. « Ce n'est ni mon opinion, ni la vôtre » qui doivent décider. »

Bradshaw. « La cour vous a entendu ; on dispo» sera de vous selon ses ordres. Qu'on emmène » le prisonnier. La cour s'ajourne à lundi pro» chain. »

La cour se retira; le roi sortit avec la même escorte qui l'avait amené. En se levant il aperçut l'épée placée sur la table : « Je n'ai pas peur de » cela, » dit-il en la montrant de sa canne. Comme il descendait l'escalier, quelques voix se firent entendre, criant : « Justice ! justice ! » Mais un bien plus grand nombre criaient : « Dieu sauve le roi! » Dieu sauve votre Majesté ! »

Le lendemain, à l'ouverture de la séance, soixante-deux membres présents, la cour ordonna, sous peine d'emprisonnement, un silence absolu : le roi, à son arrivée, n'en fut pas moins accueilli par une vive acclamation. La même discussion recommença, des deux parts également obstinée : « Monsieur, dit enfin Bradshaw, ni vous, ni per» sonne ne serez admis à contester la juridiction » de la cour; elle siége ici par l'autorité des com» munes d'Angleterre, envers qui vous et tous vos » prédécesseurs êtes responsables. »

Le roi. « Je le nie. Montrez-moi un précédent. »

Bradshaw se leva avec colère : « Monsieur, nous » ne siégeons pas ici pour répondre à vos questions ; plaidez sur l'accusation, *coupable* ou *non* » *coupable* [1]. »

Le roi. « Vous n'avez pas encore entendu mes » raisons. »

Bradshaw. « Monsieur, vous n'avez pas de raisons à faire entendre contre la plus haute de » toutes les juridictions. »

Le roi. « Montrez-moi donc cette juridiction où » la raison n'est pas entendue. »

Bradshaw. « Monsieur, nous vous la montrons » ici ; ce sont les communes d'Angleterre. Sergent, » qu'on emmène le prisonnier. »

Le roi se tourna brusquement vers le peuple : « Rappelez-vous, dit-il, que le roi d'Angleterre » est condamné sans qu'il lui soit permis de donner ses raisons en faveur de la liberté du peuple ! » Et un cri presque général s'éleva : « Dieu sauve » le roi [2] ! »

La séance du lendemain, 23 janvier, amena les mêmes scènes : la sympathie du peuple pour le

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1086 : dans le procès des régicides, et notamment dans celui de Coke, déposition de John Herne.

[2] *State-Trials*, t. V, col. 1086 : dans le procès des régicides, et notamment dans celui de Coke.

roi devenait de jour en jour plus vive ; en vain les officiers et les soldats irrités poussaient à leur tour le cri menaçant de : « Justice ! exécution ! » La foule effrayée se taisait un moment ; mais bientôt, sur quelque incident nouveau, elle oubliait son effroi, et le cri : « Dieu sauve le roi ! » retentissait de toutes parts. Il s'éleva des rangs mêmes de l'armée : le 23, comme le roi passait au sortir de la séance, un soldat de garde cria très haut : « Sire, » que Dieu vous bénisse ! » Un officier le frappa de sa canne : « Monsieur, dit le roi en s'éloignant, » la punition surpasse la faute (1). » En même temps venaient du dehors des représentations, des démarches, peu redoutables, il est vrai, souvent même peu pressantes, mais qui soutenaient l'indignation publique. Le ministre de France remit aux communes (2) une lettre de la reine Henriette-Marie, qui sollicitait la permission d'aller rejoindre son mari, soit pour l'engager à se rendre à leurs vœux, soit pour lui apporter les consolations de sa tendresse (3). Le prince de Galles écrivit à Fairfax et au conseil des officiers, dans l'espoir de réveiller dans leur cœur quelque sentiment de loyauté (4).

(1) *Mémoires* de Herbert, p. 118.
(2) Le 3 janvier.
(3) Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 282.
(4) *Ibid.*, p. 296.

Les commissaires d'Écosse protestèrent officiellement, au nom de ce royaume, contre tout ce qui se passait ([1]). On annonça la prochaine arrivée d'une ambassade extraordinaire des États généraux, envoyée pour intervenir en faveur du roi. Déjà même John Cromwell, officier au service de Hollande, et cousin d'Olivier, était à Londres, assiégeant le lieutenant général de reproches presque menaçants ([2]). On découvrit et l'on arrêta l'impression d'un manuscrit intitulé *Soupirs royaux,* ouvrage du roi lui-même, disait-on, et capable d'exciter pour sa délivrance quelque soulèvement ([3]). De tous côtés enfin s'élevaient, sinon de grands obstacles, du moins de nouvelles causes de fermentation qui disparaîtraient à coup sûr, se promettaient les républicains, dès que la question serait résolue, mais qui, tant qu'elle demeurait indécise, rendaient chaque jour de retard plus embarrassant et plus périlleux.

Ils résolurent de sortir sur-le-champ de cette situation, de couper court à tout débat, et que le

([1]) Les 6 et 22 janvier. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1277 et suiv.

([2]) Banks, *Critical Review*, etc., p. 103. — Mark Noble, *Memoirs of the Protectoral house*, etc., t. I, p. 50 et suiv. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 340, dans la note, dans ma *Collection*.

([3]) C'est l'ouvrage connu sous le nom d'Εἰκὼν βασιλική (*Image royale*), et traduit en entier dans ma *Collection*. (Voyez la notice qui le précède, p. 120.)

roi ne comparaîtrait plus que pour recevoir son arrêt. Soit par un reste de respect des formes légales, soit pour produire au besoin de nouvelles preuves de la mauvaise foi de Charles dans les négociations, la cour employa les journées du 24 et du 25 à recueillir les dépositions de trente-deux témoins. Le 25, à la fin de la séance, presque sans discussion, on vota la condamnation du roi comme tyran, traître, meurtrier et ennemi du pays. Scott, Martyn, Harrison, Lisle, Say, Ireton et Love furent chargés de rédiger la sentence. Quarante-six membres seulement siégeaient ce jour-là. Le 26, soixante-deux membres présents, à huis clos, la rédaction de la sentence fut débattue et adoptée. La cour s'ajourna au lendemain pour la prononcer.

Le 27, à midi, après deux heures de conférence dans la chambre peinte, la séance s'ouvrit, selon l'usage, par l'appel nominal. Au nom de Fairfax : « Il a trop d'esprit pour être ici, » répondit une voix de femme du fond d'une galerie. Après un moment de surprise et d'hésitation (1), l'appel nominal continua : soixante-sept membres étaient présents. Quand le roi entra dans la salle, un cri

(1) *State-Trials*, t. V, col. 1146-1151 : dans le procès d'Axtell.

violent s'éleva : « Exécution ! justice ! exécution ! » Les soldats étaient très animés ; quelques officiers, Axtell surtout, qui commandait la garde, les excitaient à crier ; quelques groupes, semés çà et là dans la salle, se joignaient à ces clameurs ; la foule se taisait avec consternation.

« Monsieur, dit le roi à Bradshaw avant de s'as- » seoir, je demanderai à dire un mot ; j'espère que » je ne vous donnerai point sujet de m'inter- » rompre. »

Bradshaw. « Vous répondrez à votre tour ; » écoutez d'abord la cour. »

Le roi. « Monsieur, s'il vous plaît, je désire » être entendu. Ce n'est qu'un mot. Un jugement » immédiat... »

Bradshaw. « Monsieur, vous serez entendu » lorsqu'il en sera temps ; vous devez d'abord » entendre la cour. »

Le roi. « Monsieur, je désire... Ce que j'ai à » dire est relatif à ce que la cour va, je crois, » prononcer ; et il n'est pas aisé, monsieur, de » revenir d'un jugement précipité. »

Bradshaw. « On vous entendra, monsieur, avant » de rendre le jugement. Jusque-là, vous devez » vous abstenir de parler. »

A cette assurance, quelque sérénité reparut

dans les traits du roi; il s'assit. Bradshaw reprit la parole :

« Messieurs, dit-il, il est bien connu de tous » que le prisonnier ici à la barre a été plusieurs » fois amené devant la cour pour répondre à une » accusation de trahison et autres grands crimes » présentée contre lui au nom du peuple d'Angle- » terre... »

« Pas de la moitié du peuple! s'écria la même » voix qui avait répondu au nom de Fairfax : où » est le peuple! où est son consentement? Olivier » Cromwell est un traître. »

L'assemblée entière tressaillit : tous les regards se tournèrent vers la galerie : « A bas les p.....!, » s'écria Axtell. Soldats, feu sur elles! » On reconnut lady Fairfax ([1]).

Un trouble général éclata; les soldats, partout répandus et menaçants, avaient grand'peine à le contenir. L'ordre enfin un peu rétabli, Bradshaw rappela le refus obstiné qu'avait fait le roi de répondre à l'accusation, la notoriété des crimes qui lui étaient imputés, et déclara que la cour, d'accord sur la sentence, consentait cependant,

([1]) *State-Trials*, col. 1150 : déposition de sir Purbeck Temple. — Whitelocke, p. 336. C'est par erreur qu'il rapporte cette scène à la séance du 22 janvier.

avant de la prononcer, à entendre la défense du prisonnier, pourvu qu'il renonçât à contester sa juridiction.

« Je demande, dit le roi, à être entendu dans la » chambre peinte, par les lords et les communes, » sur une proposition qui importe bien plus à la » paix du royaume et à la liberté de mes sujets qu'à » ma propre conservation. »

Une vive agitation se répandit dans la cour et dans l'assemblée : amis ou ennemis, tous cherchaient à deviner dans quel but le roi demandait cette conférence avec les deux chambres, et ce qu'il pouvait avoir à leur proposer. Mille bruits divers en couraient ; la plupart semblaient croire qu'il voulait offrir d'abdiquer la couronne en faveur de son fils. Mais, quoi qu'il en fût, l'embarras de la cour était extrême : le parti, malgré son triomphe, ne se sentait en mesure ni de perdre du temps, ni de courir de nouveaux hasards ; parmi les juges eux-mêmes, quelque ébranlement se laissait entrevoir. Pour éluder le péril, Bradshaw soutint que la demande du roi n'était qu'un artifice pour échapper encore à la juridiction de la cour ; un long et subtil débat s'engagea entre eux à ce sujet. Charles insistait toujours plus vivement pour être entendu ; mais à chaque fois les soldats

devenaient autour de lui plus bruyants et plus injurieux : les uns allumaient du tabac et en poussaient vers lui la fumée ; les autres murmuraient en termes grossiers de la lenteur du procès ; Axtell riait et plaisantait tout haut. En vain, à plusieurs reprises, le roi se tourna vers eux, et tantôt du geste, tantôt de la voix, essaya d'obtenir quelques moments d'attention, de silence du moins : on lui répondait par des cris de : « Justice! exécution! » Troublé enfin, presque hors de lui : « Écoutez-» moi! écoutez-moi! » s'écria-t-il avec un accent passionné : les mêmes cris recommençaient (1); un mouvement inattendu se manifesta dans les rangs de la cour. Un des membres, le colonel Downs, s'agitait sur son siége ; vainement ses deux voisins, Cawley et le colonel Wanton, s'efforçaient de le contenir : « Avons-nous donc des cœurs de pierre? » disait-il ; sommes-nous des hommes? — Vous » nous perdrez, et vous-même avec nous, lui dit » Cawley. — N'importe, reprit Downs ; dussé-je » en mourir, il faut que je le fasse. » A ce mot, Cromwell, qui siégeait au-dessous de lui, se retourna brusquement : « Colonel, lui dit-il, êtes-» vous dans votre bon sens? A quoi pensez-vous?

(1) *State-Trials*, t. V, col. 1150-1151 : dans le procès d'Axtell.

» Ne pouvez-vous pas vous tenir tranquille?—Non,
» reprit Downs, je ne puis me tenir tranquille;» et se levant aussitôt : « Mylord, dit-il au président,
» ma conscience n'est pas assez éclairée pour me
» permettre de repousser la requête du prisonnier;
» je demande que la cour se retire pour en déli-
» bérer. — Puisqu'un des membres le désire, ré-
» pondit gravement Bradshaw, la cour doit se re-
» tirer ; » et ils passèrent tous à l'instant dans une salle voisine.

A peine ils y étaient entrés, Cromwell apostropha rudement le colonel, lui demandant compte du dérangement et de l'embarras qu'il causait à la cour. Downs se défendit avec trouble, alléguant que peut-être les propositions du roi seraient satisfaisantes; qu'après tout, ce qu'on avait cherché, ce qu'on cherchait encore, c'étaient de bonnes et solides garanties; qu'il ne fallait pas refuser, sans les connaître, celles que le roi voulait offrir; qu'on lui devait au moins de l'entendre et de respecter envers lui les plus simples règles du droit commun. Cromwell l'écoutait avec une brutale impatience, s'agitant autour de lui, l'interrompant à tout propos : « Nous voilà enfin instruits, dit-il,
» des grandes raisons du colonel pour nous déran-
» ger de la sorte; il ne sait pas qu'il a affaire au

» plus inflexible mortel qui soit au monde : con-
» vient-il que la cour se laisse distraire et entra-
» ver par l'entêtement d'un seul homme? Nous
» voyons bien le fond de tout ceci ; il voudrait sau-
» ver son ancien maître. Finissons-en, rentrons et
» faisons notre devoir. » En vain le colonel Harvey et quelques autres appuyèrent le vœu de Downs ; la discussion fut promptement étouffée; au bout d'une demi-heure, la cour rentra en séance, et Bradshaw déclara au roi qu'elle repoussait sa proposition (1).

Charles parut vaincu et n'insista plus que faiblement : « Si vous n'avez rien à ajouter, lui dit
» Bradshaw, on procédera à la sentence. — Je
» n'ajouterai rien, monsieur, répondit le roi ; je
» désirerais seulement qu'on enregistrât ce que j'ai
» dit. » Bradshaw, sans répondre, lui annonça qu'il allait entendre son jugement. Avant d'en ordonner la lecture, il adressa au roi un long discours, solennelle apologie de la conduite du parlement, où tous les torts du roi furent rappelés, et tous les maux de la guerre civile rejetés sur lui seul, puisque sa tyrannie avait fait de la résis-

(1) *State-Trials*, t. V, col. 1197, 1205, 1211, 1218 : dans les procès de Harvey, Robert Lilburne, Downs et Wayte, et d'après le récit des accusés eux-mêmes. Voyez aussi Whitelocke, p. 368.

tance un devoir aussi bien qu'une nécessité. Le langage de l'orateur était dur, amer, mais grave, pieux, exempt d'insulte, et sa conviction évidemment profonde quoique mêlée de quelque émotion vindicative. Le roi l'écouta sans l'interrompre et avec une égale gravité. A mesure cependant que le discours avançait vers sa fin, un trouble visible s'emparait de lui : au moment où Bradshaw se tut, il essaya de prendre la parole. Bradshaw s'y opposa, et donna ordre au greffier de lire la sentence. La lecture achevée : « C'est ici, dit-il, l'acte, l'avis, » le jugement unanime de la cour ; — et la cour se leva tout entière en signe d'assentiment. « Monsieur, dit brusquement le roi, voulez-vous écouter ma parole? »

Bradshaw. « Monsieur, vous ne pouvez être » entendu après la sentence. »

Le roi. « Non, monsieur? »

Bradshaw. « Non, monsieur, avec votre permis- » sion, monsieur. Gardes, emmenez le prison- » nier. »

Le roi. « Je puis parler après la sentence..... » Avec votre permission, monsieur, j'ai toujours » le droit de parler après la sentence... Avec votre » permission... Attendez... La sentence, mon- » sieur... Je dis, monsieur, que... On ne me per-

» met pas de parler ; pensez quelle justice peuvent » attendre les autres! »

A ce moment, des soldats l'entourèrent, et l'enlevant de la barre, l'emmenèrent avec violence jusqu'au lieu où l'attendait sa chaise. Il eut à subir, en descendant l'escalier, les plus grossières insultes : les uns jetaient sur ses pas leur pipe allumée ; les autres lui soufflaient la fumée de leur tabac au visage ; tous criaient à ses oreilles : « Jus- » tice! exécution [1]! » A ces cris cependant le peuple mêlait encore quelquefois les siens : « Dieu » sauve votre Majesté! Dieu délivre votre Majesté » des mains de ses ennemis! » Et tant qu'il ne fut pas enfermé dans sa chaise, les porteurs demeurèrent tête nue, malgré les ordres d'Axtell, qui s'emporta jusqu'à les frapper. On se mit en marche pour Whitehall. Des troupes bordaient les deux côtés de la route ; devant les boutiques, les portes, aux fenêtres se tenait une foule immense, la plu-

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1151, dans le procès d'Axtell. Un témoin déposa, au procès d'Augustin Garland, un des juges, qu'au bas de l'escalier, il l'avait vu cracher au visage du roi (*ibid.*, col. 1215). Garland nia absolument le fait, et les juges n'insistèrent point. Herbert, qui accompagnait le roi, ne le rapporte pas non plus. Je n'ai donc pas cru devoir le regarder comme authentique, quoique Warwick, qui tenait de l'évêque Juxon presque tous les détails qu'il a insérés dans ses *Mémoires*, l'affirme expressément (p. 291).

part silencieux, d'autres pleurant, quelques uns priant tout haut pour le roi. De moment en moment, les soldats, pour célébrer leur triomphe, renouvelaient leurs cris : « Justice ! justice ! Exé» cution ! exécution ! » Mais Charles avait recouvré sa sérénité accoutumée, et trop hautain pour croire à la sincérité de leur haine : « Pauvres gens ! » dit-il en sortant de sa chaise, pour un schelling » ils en crieraient autant contre leurs officiers [1]. »

A peine rentré à Whitehall : « Herbert, dit-il, » écoutez : mon neveu le prince électeur et quel» ques lords qui me sont attachés feront tous leurs » efforts pour me voir : je leur en sais gré ; mais » mon temps est court et précieux, je souhaite » l'employer au soin de mon âme ; j'espère donc » qu'ils ne se formaliseront pas que je ne veuille » recevoir que mes enfants. Le plus grand service » que puissent me rendre aujourd'hui ceux qui » m'aiment, c'est de prier pour moi. » Il fit en effet demander ses jeunes enfants, la princesse Élisabeth et le duc de Glocester, restés sous la garde des chambres, et l'évêque de Londres, Juxon, dont il avait déjà, par l'entremise de Hugh Peters, obtenu les secours religieux. L'une et

(1) *State-Trials*, t. IV, col. 1130. — *Mémoires* de Herbert, p. 118.

l'autre demande lui fut accordée. Le lendemain 28, l'évêque se rendit à Saint-James, où le roi venait d'être transféré; il se livrait, en l'abordant, à l'explosion de sa douleur : « Laissons cela, milord, » lui dit Charles; nous n'avons pas le temps de » nous en occuper; pensons à notre grande affaire : » il faut me préparer à paraître devant Dieu, à » qui, sous peu, j'aurai à rendre compte de moi- » même. J'espère m'en acquitter avec calme, et » que vous voudrez bien m'assister. Ne parlons pas » de ces misérables entre les mains desquels je » suis : ils ont soif de mon sang, ils l'auront; et » que la volonté de Dieu soit faite! je lui rends » grâce. Je leur pardonne à tous sincèrement... Mais » n'en parlons plus. » Il passa le reste de la journée en conférence pieuse avec l'évêque : on avait eu grand'peine à obtenir qu'il fût laissé seul dans sa chambre, où le colonel Hacker avait établi d'abord deux soldats; et pendant la visite de Juxon, la sentinelle de garde à la porte l'ouvrait de moment en moment pour s'assurer que le roi était là. Comme il l'avait présumé, son neveu le prince électeur, le duc de Richmond, le marquis de Hertford, les comtes de Southampton, de Lindsey, et quelques autres de ses plus anciens serviteurs se présentèrent pour le voir, mais il ne les reçut

point. M. Seymour, gentilhomme au service du prince de Galles, arriva ce jour même de la Haye [1], porteur d'une lettre du prince; le roi donna ordre qu'on le fît entrer, lut la lettre, la jeta au feu, chargea le messager de sa réponse, et le congédia sur-le-champ. Le lendemain 29, presque au point du jour, l'évêque revint à Saint-James. Les prières du matin terminées, le roi se fit apporter un coffret contenant des croix de Saint-George et de la Jarretière brisées : « Vous voyez là, » dit-il à Juxon et Herbert, les seules richesses » qu'il soit maintenant en mon pouvoir de laisser » à mes enfants. » On les lui amena. A la vue de son père, la princesse Élisabeth, âgée de douze ans, fondit en larmes; le duc de Glocester, qui n'en avait que huit, pleurait en regardant sa sœur. Charles les prit sur ses genoux, leur partagea ses joyaux, consola sa fille, lui donna des conseils sur les lectures qu'elle devait faire pour s'affermir contre le papisme, la chargea de dire à ses frères qu'il avait pardonné à ses ennemis, à sa mère que jamais ses pensées ne s'étaient éloignées d'elle, et que, jusqu'au dernier moment, il l'ai-

(1) Selon la déposition de Tomlinson (*State-Trials*, t. V, col. 1179), ce fut le jour même de sa mort, et à Whitehall, que le roi reçut M. Seymour; j'ai suivi la relation de Herbert (*Mémoires*, p. 126).

merait comme au premier jour. Puis, se tournant vers le petit duc : « Mon cher cœur, lui dit-il, ils » vont couper la tête à ton père. » L'enfant le regardait fixement d'un air très sérieux : « Fais » attention, mon enfant, à ce que je te dis... Ils vont » me couper la tête et peut-être te faire roi ; mais » fais bien attention à ce que je te dis : tu ne dois » pas être roi tant que tes frères Charles et Jacques » seront en vie, car ils couperont la tête à tes » frères s'ils peuvent les attraper, et ils finiront » par te couper aussi la tête. Je t'ordonne donc de » ne jamais te laisser faire roi par eux. — Je me » laisserais plutôt hacher en morceaux, » répondit l'enfant tout ému. Le roi l'embrassa avec transport, le posa à terre, embrassa sa fille, les bénit tous deux, pria Dieu de les bénir ; puis se levant tout à coup : « Faites-les emmener, » dit-il à Juxon. Les enfants sanglotaient ; le roi, debout, le front appuyé contre la fenêtre, étouffait ses pleurs ; la porte s'ouvrit, les enfants allaient sortir : Charles quitta précipitamment la fenêtre, les reprit dans ses bras, les bénit de nouveau, et s'arrachant enfin à leurs caresses, tomba à genoux et se remit à prier avec l'évêque et Herbert, seuls témoins de ces déplorables adieux [1].

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 123-130 ; — de Warwick, p. 292. —

Le matin même, la haute cour s'était réunie, et avait fixé au lendemain mardi 30 janvier, entre dix et cinq heures, le moment de l'exécution. Quand il fallut signer l'ordre fatal, on eut grand'peine à rassembler les commissaires; en vain deux ou trois des plus passionnés se tenaient à la porte de la salle, arrêtant ceux de leurs collègues qui passaient auprès pour se rendre à la chambre des communes, et les sommant de venir apposer leur nom ([1]); plusieurs de ceux même qui avaient voté la condamnation prirent soin de se cacher ou refusèrent expressément. Cromwell, presque seul gai, bruyant, hardi, se livrait aux plus grossiers accès de sa bouffonnerie accoutumée; après avoir signé le troisième, il barbouilla d'encre le visage de Henri Martyn, assis près de lui, et qui le lui rendit à l'instant. Le colonel Ingoldsby, son cousin, inscrit au nombre des juges, mais qui n'avait point siégé à la cour, entra par hasard dans la salle : « Pour cette fois, s'écria » Cromwell, il ne nous échappera pas ; » et s'emparant aussitôt d'Ingoldsby, avec de grands éclats de rire, aidé de quelques membres qui se trou-

Rushworth, part. 4, t. II, p. 1398. — *Journals of the house of Commons*, 20 janvier. — *Procès* du roi, dans ma *Collection*, p. 93-96.

([1]) *State-Trials*, t. V, col. 1219. Procès de Thomas Wayte.

vaient là, il lui mit la plume entre les doigts, et, lui conduisant la main, le contraignit de signer [1]. On recueillit enfin cinquante-neuf signatures, plusieurs noms tellement griffonnés, soit par trouble, soit à dessein, qu'il était presque impossible de les distinguer. L'ordre fut adressé au colonel Hacker, au colonel Huncks et au lieutenant-colonel Phayre, chargés de pourvoir à son exécution. Jusque-là les ambassadeurs extraordinaires des États généraux, Albert Joachim et Adrien de Pauw, arrivés à Londres depuis cinq jours, avaient vainement sollicité une audience des chambres; ni leur demande officielle, ni leurs visites à Fairfax, Cromwell et quelques autres officiers, n'avaient pu la leur faire obtenir. On les avertit tout à coup, vers une heure, qu'ils seraient reçus à deux heures par les lords, à trois par les communes. Ils se présentèrent en toute hâte, et s'acquittèrent de leur message; on leur promit une réponse, et en retournant à leur logement ils virent commencer devant Whitehall les apprêts de l'exécution. Ils avaient reçu la visite des ministres de France et d'Espagne, mais ni l'un ni l'autre n'avaient voulu se

(1) Harris, *Vie de Cromwell*, p. 201. — Mark Noble, *Memoirs of the Protectoral house*, t. I, p. 118.

joindre à leurs démarches : le premier se contenta de protester que depuis longtemps il avait prévu ce déplorable coup et tout fait pour le détourner ; le second n'avait encore, dit-il, reçu de sa cour aucun ordre d'intervenir, quoiqu'il l'attendît de moment en moment. Le lendemain 30, vers midi, une seconde entrevue avec Fairfax, dans la maison même de son secrétaire, avait donné aux deux Hollandais quelque lueur d'espérance ; il s'était ému à leurs représentations, et paraissant se décider enfin à sortir de son inertie, avait promis de se rendre sur-le-champ au parlement pour solliciter au moins un sursis. Mais en le quittant, devant la maison même où ils venaient de l'entretenir, les deux ambassadeurs rencontrèrent un corps de cavalerie qui faisait évacuer la place ; toutes les avenues de Whitehall, toutes les rues adjacentes en étaient également encombrées ; de tous côtés ils entendaient dire que tout était prêt, que le roi ne se ferait pas attendre longtemps (1).

(1) Ces détails sont tirés de la correspondance des ambassadeurs eux-mêmes avec les États généraux (dépêches des 9 et 15 février, nouveau style), dont sa Majesté le roi des Pays-Bas a daigné permettre qu'il me fût fourni une copie. On trouvera toutes les pièces de cette importante correspondance textuellement traduites dans les *Éclaircissements et Pièces historiques* à la fin de ce volume , n° IX. Celles-ci prouvent combien est suspecte, malgré le témoignage de Herbert

De grand matin, en effet, dans une chambre de Whitehall, à côté du lit où Ireton et Harrison étaient encore couchés ensemble, Cromwell, Hacker, Huncks, Axtell et Phayre, s'étaient réunis pour dresser et expédier le dernier acte de cette redoutable procédure, l'ordre qui devait être adressé à l'exécuteur : « Colonel, dit Cromwell à Huncks, » c'est à vous de l'écrire et de le signer. » Huncks s'y refusa obstinément : « Quel entêté grognon ! » dit Cromwell. — « En vérité, colonel Huncks, lui » dit Axtell, vous me faites honte : voilà le vaisseau qui entre dans le port, et vous voulez plier » les voiles avant de mettre à l'ancre ! » Huncks persista dans son refus : Cromwell s'assit en grommelant, écrivit lui-même l'ordre et le présenta au colonel Hacker, qui le signa sans objection [1].

Presque au même moment, après quatre heures d'un sommeil profond, Charles sortait de son lit : « J'ai une grande affaire à terminer, dit-il à Her» bert, il faut que je me lève promptement ; » et il

(*Mémoires*, p. 143), que du reste M. Godwin a eu tort de méconnaître (*Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 681) l'anecdote d'après laquelle presque tous les historiens ont prétendu qu'Ireton et Harrison avaient passé ce temps-là en prières avec Fairfax, pour lui cacher ce qui se passait.

(1) *State-Trials*, t. V, col. 1148, 1180. Procès d'Axtell et de Hacker.

se mit à sa toilette. Herbert troublé le peignait avec moins de soin : « Prenez, je vous prie, lui » dit le roi, la même peine qu'à l'ordinaire, quoi- » que ma tête ne doive pas rester longtemps sur » mes épaules; je veux être paré aujourd'hui » comme un marié. » En s'habillant, il demanda une chemise de plus : « La saison est si froide, » dit-il, que je pourrais trembler; quelques per- » sonnes l'attribueraient peut-être à la peur : je ne » veux pas qu'une telle supposition soit possible. » Le jour à peine levé, l'évêque arriva et commença les exercices religieux; comme il lisait, dans le XXVIIe chapitre de l'Évangile selon saint Mathieu, le récit de la passion de Jésus-Christ : « Milord, » lui demanda le roi, avez-vous choisi ce chapitre » comme le plus applicable à ma situation? — Je » prie votre Majesté de remarquer, répondit l'évê- » que, que c'est l'évangile du jour, comme le » prouve le calendrier. » Le roi parut profondé- ment touché, et continua ses prières avec un re- doublement de ferveur. Vers dix heures, on frappa doucement à la porte de la chambre. Herbert de- meurait immobile : un second coup se fit entendre, un peu plus fort, quoique léger encore : « Allez » voir qui est là, » dit le roi : c'était le colonel Hacker. « Faites-le entrer, dit-il. — Sire, dit le

» colonel à voix basse et à demi tremblant, voici » le moment d'aller à Whitehall : votre Majesté » aura encore plus d'une heure pour s'y reposer. » —Je pars dans l'instant, répondit Charles; lais- » sez-moi. » Hacker sortit : le roi se recueillit encore quelques minutes; puis, prenant l'évêque par la main : « Venez, dit-il, partons. Herbert, » ouvrez la porte; Hacker m'avertit pour la seconde » fois; » et il descendit dans le parc, qu'il devait traverser pour se rendre à Whitehall ([1]).

Plusieurs compagnies d'infanterie l'y attendaient, formant une double haie sur son passage; un détachement de hallebardiers marchait en avant, enseignes déployées; les tambours battaient; le bruit couvrait toutes les voix. A la droite du roi était l'évêque; à la gauche, tête nue, le colonel Tomlinson, commandant de la garde, et à qui Charles, touché de ses égards, avait demandé de ne le point quitter jusqu'au dernier moment. Il s'entretint avec lui pendant la route, lui parla de son enterrement, des personnes à qui il désirait que le soin en fût confié, l'air serein, le regard brillant, le pas ferme, marchant même plus vite que la troupe, et s'étonnant de sa lenteur. Un des

([1]) *Mémoires* de Herbert, p. 133-140; — de Warwick, p. 293.

officiers de service, se flattant sans doute de le troubler, lui demanda s'il n'avait pas concouru, avec le feu duc de Buckingham, à la mort du roi son père : « Mon ami, lui répondit Charles avec » mépris et douceur, si je n'avais d'autre péché » que celui-là, j'en prends Dieu à témoin, je t'as- » sure que je n'aurais pas besoin de lui demander » pardon. » Arrivé à Whitehall, il monta légèrement l'escalier, traversa la grande galerie et gagna sa chambre à coucher, où on le laissa seul avec l'évêque, qui s'apprêtait à lui donner la communion. Quelques ministres indépendants, Nye et Goodwin entre autres, vinrent frapper à la porte, disant qu'ils voulaient offrir au roi leurs services : « Le roi est en prières, » leur répondit Juxon ; ils insistèrent : « Eh bien! dit Charles à l'évêque, » remerciez-les en mon nom de leur offre ; mais » dites-leur franchement qu'après avoir si souvent » prié contre moi, et sans aucun sujet, ils ne prie- » ront jamais avec moi pendant mon agonie. Ils » peuvent, s'ils veulent, prier pour moi, j'en serai » reconnaissant. » Ils se retirèrent : le roi s'agenouilla, reçut la communion des mains de l'évêque, et se relevant avec vivacité : « Maintenant, » dit-il, que ces drôles-là viennent ; je leur ai par- » donné du fond du cœur, je suis prêt à tout ce

» qui va m'arriver. » On avait préparé son dîner; il n'en voulait rien prendre : « Sire, lui dit Juxon, » votre Majesté est à jeûn depuis longtemps, il » fait froid; peut-être, sur l'échafaud, quelque » faiblesse... — Vous avez raison, » dit le roi; et il mangea un morceau de pain et but un verre de vin. Il était une heure : Hacker frappa à la porte. Juxon et Herbert tombèrent à genoux : « Relevez- » vous, mon vieil ami, » dit le roi à l'évêque en lui tendant la main. Hacker frappa de nouveau; Charles fit ouvrir la porte : « Marchez, dit-il au » colonel, je vous suis. » Il s'avança le long de la salle des banquets, toujours entre deux haies de troupes; une foule d'hommes et de femmes s'y étaient précipités au péril de leur vie, immobiles derrière la garde, et priant pour le roi à mesure qu'il passait : les soldats, silencieux eux-mêmes, ne les rudoyaient point. A l'extrémité de la salle, une ouverture, pratiquée la veille dans le mur, conduisait de plain-pied à l'échafaud tendu de noir, deux hommes debout auprès de la hache, tous deux en habits de matelots et masqués. Le roi arriva, la tête haute, promenant de tous côtés ses regards et cherchant le peuple pour lui parler : mais les troupes couvraient seules la place; nul ne pouvait approcher : il se tourna vers Juxon et

Tomlinson : « Je ne puis guère être entendu que » de vous, leur dit-il; ce sera donc à vous que » j'adresserai quelques paroles ; » et il leur adressa, en effet, un petit discours qu'il avait préparé, grave et calme jusqu'à la froideur, uniquement appliqué à soutenir qu'il avait eu raison, que le mépris des droits du souverain était la vraie cause des malheurs du peuple, que le peuple ne devait avoir aucune part dans le gouvernement, qu'à cette seule condition le royaume retrouverait la paix et ses libertés. Pendant qu'il parlait, quelqu'un toucha à la hache; il se retourna précipitamment, disant : « Ne gâtez pas la hache, elle me ferait plus de mal. » Et son discours terminé, quelqu'un s'en approchant encore : « Prenez garde à la hache! prenez garde à la hache! » répéta-t-il d'un ton d'effroi. Le plus profond silence régnait : il mit sur sa tête un bonnet de soie, et s'adressant à l'exécuteur : « Mes cheveux vous gênent-ils? — Je prie votre » Majesté de les ranger sous son bonnet, » répondit l'homme en s'inclinant. Le roi les rangea avec l'aide de l'évêque : « J'ai pour moi, lui dit-il en » prenant ce soin, une bonne cause et un Dieu » clément. —Juxon. Oui, sire, il n'y a plus qu'un » pas à franchir; il est plein de trouble et d'an- » goisse, mais de peu de durée; et songez qu'il vous

» fait faire un grand trajet ; il vous transporte de » la terre au ciel. — Le roi. Je passe d'une cou» ronne corruptible à une couronne incorrupti» ble, où je n'aurai à craindre aucun trouble, » aucune espèce de trouble ; » et se tournant vers l'exécuteur : « Mes cheveux sont-ils bien? » Il ôta son manteau et son Saint-George, donna le Saint-George à l'évêque en lui disant : « Souvenez» vous [1]; » ôta son habit, remit son manteau, et regardant le billot : « Placez-le de manière qu'il » soit bien ferme, dit-il à l'exécuteur. — Il » est ferme, sire. — Le roi. Je ferai une courte » prière, et quand j'étendrai les mains, alors... » Il se recueillit, se dit à lui-même quelques mots à voix basse, leva les yeux au ciel, s'agenouilla, posa sa tête sur le billot : l'exécuteur toucha ses cheveux pour les ranger encore sous son bonnet; le roi crut qu'il allait frapper : « Attendez le signe, » lui dit-il. — Je l'attendrai, sire, avec le bon » plaisir de votre Majesté. » Au bout d'un instant, le roi étendit les mains ; l'exécuteur frappa, la tête tomba au premier coup : « Voilà la tête d'un » traître ! » dit-il en la montrant au peuple : un long et sourd gémissement s'éleva autour de White-

[1] On n'a jamais su à quelle recommandation se rapportait ce mot.

hall; beaucoup de gens se précipitaient au pied de l'échafaud pour tremper leur mouchoir dans le sang du roi. Deux corps de cavalerie, s'avançant dans deux directions différentes, dispersèrent lentement la foule. L'échafaud demeuré solitaire, on enleva le corps : il était déjà enfermé dans le cercueil; Cromwell voulut le voir, le considéra attentivement, et soulevant de ses mains la tête comme pour s'assurer qu'elle était bien séparée du tronc : « C'était là un corps bien constitué, dit- » il, et qui promettait une longue vie [1]. »

Le cercueil demeura exposé sept jours à White-hall; un concours immense se pressait à la porte, mais peu de gens obtenaient la permission d'entrer. Le 6 février, par ordre des communes, il fut remis à Herbert et Mildmay, avec autorisation de le faire ensevelir au château de Windsor, dans la chapelle de Saint-George, où était déposé celui de Henri VIII. La translation se fit sans pompe, mais avec décence : six chevaux drapés de noir traînaient le cercueil; quatre voitures suivaient, dont deux également drapées, portant les derniers serviteurs du roi, ceux qui l'avaient accompagné à

(1) *Mémoires* de Warwick, p. 294-296 ; — de Herbert, p. 140-142. — *Procès de Charles Ier*, p. 96-108, dans ma *Collection*. — Mark Noble, *Memoirs of the Protectoral house*, t. I, p. 118.

l'île de Wight. Le lendemain 8, de l'aveu des communes, le duc de Richmond, le marquis de Hertford, les comtes de Southampton et de Lindsey, et l'évêque Juxon arrivèrent à Windsor pour assister aux funérailles; ils firent graver sur le cercueil ces mots seulement :

CHARLES ROI.

1648 (1).

Lorsqu'on transporta le corps de l'intérieur du château à la chapelle, le temps, jusque-là pur et serein, changea tout à coup; la neige tomba en abondance; le drap mortuaire, de velours noir, en fut entièrement couvert, et les serviteurs du roi se plurent à voir, dans la subite blancheur du cercueil de leur malheureux maître, un symbole de son innocence. Le cortége arrivé à la place choisie pour la sépulture, l'évêque Juxon se disposait à officier selon les rites de l'Église anglicane; mais le gouverneur du château, Whitchcott, s'y opposa : « La liturgie décrétée par les deux » chambres, dit-il, est obligatoire pour le roi

(1) Vieux style; l'année anglaise commençait alors le 24 mars, et ne se réglait pas encore sur le calendrier grégorien ; le 30 janvier 1648, jour de la mort de Charles Ier, correspond pour nous au 9 février 1649.

» comme pour tous. » On se soumit; aucune cérémonie religieuse n'eut lieu. Le cercueil descendu dans le caveau, tous sortirent de la chapelle; le gouverneur en ferma la porte. La chambre des communes se fit représenter le compte des frais de ces obsèques, et alloua cinq cents livres sterling pour les acquitter [1]. Le jour même de la mort du roi, avant qu'aucun courrier fût parti de Londres, elle avait fait publier une ordonnance qui déclarait traître quiconque proclamerait à sa place et comme son successeur « Charles Stuart, son » fils, communément appelé le prince de Galles, » ou toute autre personne, à quelque titre que ce » soit [2]. » Le 6 février, après un long débat et malgré une opposition de vingt-neuf voix contre quarante-quatre, elle abolit formellement la chambre des lords [3]. Le lendemain 7 enfin, un acte fut adopté en ces termes : « Il a été prouvé » par l'expérience, et cette chambre déclare que » l'office de roi est, dans ce pays, inutile, onéreux » et dangereux pour la liberté, la sûreté et le bien » du peuple; en conséquence, il est dès ce jour

(1) *Mémoires* de Herbert, p. 144-157. — *Procès de Charles Ier*, p. 108, dans ma *Collection*.

(2) *Parl. Hist.*, t. III, col. 1281.

(3) *Ibid.*, col. 1284.

» aboli [1]. » Et un grand sceau fut gravé [2] portant sur une face la carte d'Angleterre et d'Irlande avec les armes des deux pays, et sur le revers, une image de la chambre des communes en séance, avec cet exergue proposé par Henri Martyn : « L'an premier de la liberté restaurée par la béné- » diction de Dieu, 1648. »

(1) *Parl. Hist.*, t. III, col. 1285.

(2) L'ordre en fut donné dès le 9 janvier. *Parl. Hist.*, t. III, col. 1258.

ÉCLAIRCISSEMENTS

ET

PIÈCES HISTORIQUES.

I.

(Servant d'éclaircissement à la page 31.)

Sur l'emploi des catholiques dans les armées du roi.

Dès le 23 septembre 1642, c'est-à-dire au moment même de l'explosion de la guerre civile, et avant la bataille d'Edgehill, le roi écrivait au comte de Newcastle la lettre suivante :

« Newcastle, celle-ci est pour vous dire que cette rébel-
» lion est venue à un tel point que je ne dois point m'in-
» quiéter de quelle opinion sont aujourd'hui les hommes
» qui sont disposés à me servir ; en conséquence, non seu-
» lement je vous permets, mais je vous ordonne d'employer
» tous mes fidèles sujets sans examiner leur conscience, si
» ce n'est quant à leur loyauté envers moi, et de la manière
» que vous jugerez la plus utile au maintien des justes
» droits de ma couronne. »

M. Brodie a publié pour la première fois cette lettre d'après les manuscrits du Musée britannique.

(*Brodie's History of the british empire*, etc.,
t. III, p. 489, dans la note.)

II.

(Servant d'éclaircissement à la page 67.)

Pétition contre la paix, présentée à la chambre des communes le 7 août 1643, par le conseil commun de la cité.

« Vos pétitionnaires ont entendu dire que la chambre des pairs avait transmis récemment à cette honorable chambre des propositions et des offres qui, si elles étaient acceptées, seraient, nous le craignons grandement, destructives de notre religion, de nos lois et de notre liberté. Nous savons déjà par expérience que l'esprit de tout le parti bien intentionné, dans la cité et dans les comtés adjacents, c'est-à-dire de tous ceux qui sont disposés à soutenir le parlement de leur personne et de leur bourse, en est extrêmement abattu; et nous sommes convaincus que par la même cause l'assistance fraternelle que nous attendons de l'Écosse, ainsi que la levée et l'entretien de nos troupes, essuieront beaucoup de difficultés et de retards. Les pétitionnaires recommandent toutes ces choses à votre sérieux examen; et, convaincus que notre triste position présente provient de ce que la patience du Tout-Puissant s'est lassée de tant de délais apportés au juste châtiment des traîtres et des délinquants, puisque nous avons encore une occasion de parler, nos désirs sont :

» Qu'il vous plaise de persister dans vos précédentes résolutions, sur lesquelles le peuple a tant compté, et par

lesquelles vous vous êtes engagés vous-mêmes, dussiez-vous périr dans cette entreprise, à faire faire justice des délinquants et des criminels. Et puisque nous sommes aussi disposés que nous l'ayons jamais été à hasarder tout ce que nous avons et tout ce que nous aurons pour le succès d'une si bonne cause, nous demandons qu'il vous plaise d'adopter promptement l'ordonnance ci-jointe ou quelque autre au même effet, afin de nous mettre en mesure de pourvoir à notre défense et à la vôtre, ce à quoi vos pétitionnaires, avec l'aide de Dieu, ne manqueront jamais. »

A cette pétition était annexée la minute d'une ordonnance pour donner à un comité le pouvoir de lever des hommes et de recevoir des souscriptions.

(Rushworth, part. 3, t. II, p. 356.)

III.

(Servant d'éclaircissement à la page 68.)

Pétition pour la paix, présentée à la chambre des communes, le 9 août 1643, par des femmes de Londres.

« Vos pauvres pétitionnaires, quoique du sexe le plus faible, ne prévoient que trop clairement quelle désolation s'apprête à frapper ce royaume, à moins que, par quelque moyen bien approprié, vos Honneurs ne pourvoient à sa prompte guérison. Vos Honneurs sont les médecins qui, avec la bénédiction spéciale et miraculeuse de Dieu, que nous implorons humblement, peuvent ramener à la santé cette nation languissante, et notre sœur couverte de sang, le royaume d'Irlande, qui en est presque à son dernier soupir.

» Nous n'avons pas besoin d'indiquer à vos esprits, qui ont la vue de l'aigle, quels moyens vous devez prendre; notre seul désir est que la gloire de Dieu continue à briller dans la vraie religion protestante réformée; que les justes prérogatives et priviléges du roi et du parlement soient maintenus; que les vraies libertés et les propriétés des sujets leur soient garanties selon les lois connues du pays, et qu'on emploie enfin, pour arriver à une prompte paix, toutes les voies et moyens honorables.

» Qu'il plaise donc à vos Honneurs d'adopter quelque prompte mesure pour l'établissement, à la gloire de Dieu,

de la vraie religion protestante réformée, et pour ramener, à la grande joie des sujets, la prospérité du commerce; car ce sont là l'âme et le corps du royaume.

» Et vos pétitionnaires, avec plusieurs millions d'âmes affligées qui gémissent sous le poids de ces temps de détresse, prieront pour vous comme ils le doivent. »

(Rushworth, part. 3, t. II, p. 357.)

IV.

(Servant d'éclaircissement à la page 125.)

Déclaration et justification de John Pym.

(Publiée en novembre 1643.)

On n'ignore pas dans le monde, et particulièrement dans Londres et tout alentour, par quelles terribles et outrageantes calomnies ma réputation et l'intégrité de mes intentions envers Dieu, envers mon roi, envers mon pays, ont été attaquées par la milice et la furie des malveillants et de tous les mal-affectionnés à la république. Quelques uns m'accusent d'avoir été le promoteur et le patron de toutes les innovations violemment introduites dans le gouvernement d'Angleterre; d'autres, dont la haine est plus vive et plus emportée, soutiennent que j'ai nourri, excité tous les déplorables désordres qui se sont élevés dans le royaume; et bien que de telles calomnies doivent nuire toujours plus à leurs auteurs qu'à ceux qu'ils s'efforcent de blesser de leurs coups, du moins lorsqu'elles sont soumises au jugement de personnes judicieuses et qui savent discerner le vrai du faux, cependant comme les injures dont mon innocence a été l'objet ont été connues de gens de toutes conditions, dont plusieurs ont pu ajouter foi à ces bruits outrageants, bien que je me sente fort au-dessus de telles ignominies, et que j'eusse même résolu de ne pas m'en occuper, comme indignes que j'en tienne compte, néan-

moins, et pour la défense de mon honneur, je me suis décidé à m'expliquer sur ce sujet, afin que chacun, hormis ceux qui ne voudraient être convaincus ni par la raison, ni par la vérité, puisse rendre témoignage de mon innocence.

Je passerai sous silence l'affaire du comte de Strafford, dans laquelle quelques personnes ont poussé l'impudence jusqu'à me taxer de beaucoup de partialité et de haine, et m'expliquerai pleinement sur leurs autres calomnies, principalement sur celle-ci, que j'ai excité et fomenté les querelles maintenant si multipliées dans l'Église d'Angleterre.

Combien ceci est invraisemblable et improbable, c'est ce qui sera bientôt manifeste à tout homme de sang-froid. Tous ceux avec qui j'ai vécu en société attesteront que je suis, ai été, et veux mourir un fidèle enfant de la religion protestante, et que ma foi n'a jamais été entachée de ces grossières erreurs de l'anabaptisme, du brownisme et autres semblables. Ces calomnies n'ont donc été déversées sur moi que par quelques ecclésiastiques mécontents, par leurs agents et leurs complices. Ils ont imaginé que j'avais été l'instrument principal employé à restreindre la puissance hautaine et l'orgueilleuse ambition des évêques et des prélats. Comme je n'ai manifesté mon opinion à ce sujet qu'en ma qualité de membre des communes, cette action est justifiée et devant Dieu et dans ma conscience, et ne peut me faire considérer comme en état de révolte contre la doctrine orthodoxe de l'Église anglicane; car je n'ai cherché qu'à réformer de grossiers abus introduits dans le gouvernement par la ruse et la perversité des évêques et de leurs

substituts. N'était-il pas grand temps, en effet, de chercher à régler leur pouvoir, lorsqu'au lieu de regarder à guérir les âmes (ce qui est leur vrai devoir), ils infligeaient des punitions corporelles, condamnaient au bannissement, en des lieux éloignés et déserts, faisaient marquer d'un fer chaud le visage des condamnés, et cela pour avoir obéi à leur conscience? Lorsque, non contents de ces insolences insupportables, ils cherchaient à introduire, chose inouïe! des cérémonies arminiennes ou papistes (car on peut choisir l'un ou l'autre nom, n'y ayant que peu de différence) dans les canons de l'Église; imposaient aux consciences des fardeaux qu'elles ne pouvaient porter, et introduisaient l'ancienne superstition de s'incliner devant l'autel? Si le dessein d'arrêter l'accroissement de ces erreurs de l'Église romaine peut faire accuser de brownisme ou d'anabaptisme, c'est ce que je demande à tout équitable protestant.

Cependant, si les entreprises des évêques se fussent arrêtées là, elles auraient été tolérables, et leur puissance n'eût point été mise en question comme elle l'a été depuis; mais lorsqu'ils s'aperçurent que l'honorable et haute cour du parlement commençait à regarder à leurs crimes et à leurs abus, qu'elle avait remarqué qu'ils donnaient des entorses à la religion comme à un nez de cire pour avancer leurs desseins ambitieux, alors Troie fut prise; alors ils commencèrent à désespérer de maintenir leur autorité usurpée, et autant qu'ils le purent, soit par des déclarations publiques, soit dans des conseils privés, ils travaillèrent à fomenter les dissensions entre sa Majesté et son parlement, excitant les malintentionnés par d'abondants secours d'hommes et d'argent, et poussant le peuple aux émeutes

par leurs sermons séditieux. Certes, personne ne peut me taxer de mauvais citoyen pour avoir exprimé mon opinion, et voté librement l'abolition de tels abus; chose que le parlement a pu faire aussi bien que Henri VIII lorsqu'il supprima les monastères et leurs paresseux habitants, moines et religieux, car ceux-ci avaient alors autant d'influence dans le royaume qu'en ont eu depuis les évêques; et si, dans ce temps, le parlement eut le droit de les détruire, pourquoi un autre ne pourrait-il pas ce qu'a pu le premier? Quant à moi, j'atteste le Dieu tout-puissant qui sonde les cœurs, que ni l'envie, ni aucune inimitié cachée envers tous en général, ni en particulier envers aucun évêque, ne m'ont fait leur adversaire; c'est purement par zèle pour la religion et la cause de Dieu foulées aux pieds, selon moi, par l'autorité trop étendue des prélats, qui, selon la pureté de leur institution, auraient dû avoir l'esprit humble et le cœur droit, tondant le troupeau sans l'écorcher; et évidemment c'est le contraire qu'ils faisaient.

Et bien que quelques personnes aient allégué que dissoudre l'épiscopat pour quelques évêques vicieux, c'est tirer une fausse conséquence, je répondrai que, puisque le vice de ces prélats dérivait de l'autorité attachée à leurs fonctions, ces fonctions donc, vraie cause du mal, devaient être réformées, et l'autorité dépouillée de ses ailes d'emprunt, sans quoi il eût été impossible que la même puissance qui a rendu les évêques d'aujourd'hui (si l'épiscopat et la prélature avaient continué à subsister dans leur ancienne force et splendeur) si orgueilleux et si arrogants, ne propageât ces mêmes vices chez leurs successeurs.

Mais ceci n'est qu'une taupinière à côté de cette mon-

tagne de bruits calomnieux répandus sur ma loyauté envers sa Majesté sacrée; quelques uns soutiennent que je suis l'auteur des dissensions actuelles entre elle et son parlement, quand je puis prendre à témoin Dieu et ceux qui ont pu connaître ma conduite, que, directement ni indirectement, je n'eus jamais une pensée tendant à la moindre désobéissance ni déloyauté envers sa Majesté, que je reconnais comme mon roi et souverain légitime, et pour le service de qui je répandrais mon sang avec autant d'empressement qu'aucun de ses sujets. Il est vrai, lorsque je pus apercevoir que l'on en voulait à ma vie, lorsque j'appris que j'étais proscrit comme traître, uniquement à cause de mon dévouement à mon pays, informé que moi et quelques autres honorables et dignes membres du parlement, contre les priviléges de la chambre, nous avions été réclamés dans le parlement même par sa Majesté, suivie d'une multitude d'hommes en armes et malintentionnés, qui, je le pense, d'eux-mêmes et à mauvaise intention, avaient persuadé à sa Majesté de se porter contre nous à cet excès de rigueur, lorsque, bien que (ma conscience rend à ce sujet mille témoignages en ma faveur) je n'eusse jamais conçu une pensée qui pût tendre à faire quelque tort à sa Majesté, ni une mauvaise intention contre l'État, je me vis dans un si manifeste danger; on ne pourra me trouver digne de blâme pour avoir songé à ma sûreté et m'être réfugié sous la protection du parlement, qui, faisant de mon affaire la sienne, non seulement me lava, ainsi que ceux qui avaient été compromis avec moi, du crime de haute trahison, mais encore mit nos vies à l'abri de l'orage qui allait fondre sur nous.

Et si ce fait a été l'occasion qui a éloigné sa Majesté du parlement, certes la faute ne peut m'en être imputée, ni à ma conduite; car après le départ de sa Majesté, comme avant, je n'allai jamais plus loin que ce que les lois connues du pays pouvaient permettre, et toujours autorisé par la puissance non contestée du parlement. Aussi longtemps que je serai sûr en ma conscience que c'est là la vérité, je me croirai au-dessus de tous les mensonges et calomnies de ces gens-là, qui retomberont sur eux-mêmes et ne pourront porter atteinte à ma réputation dans l'esprit des hommes sages et impartiaux.

Dans cette diabolique conspiration de Catilina contre l'État et le sénat de Rome, nul parmi les sénateurs ne fut autant exposé à l'envie des conspirateurs, ou sujet à leurs calomnies, que cet orateur patriote, Cicéron, parce que ce fut par sa prudence et son zèle que leur complot pour la ruine de la patrie fut découvert et prévenu. Et bien que je n'aie pas la présomption d'établir un parallèle entre ce digne citoyen et moi, néanmoins il y a dans nos positions (si l'on peut comparer les plus petites choses aux grandes) quelque rapport. La cause pour laquelle on m'a porté tant de haine, et qui a donné lieu aux hommes malintentionnés de m'accuser, c'est que j'ai poussé hardiment à la réforme des affaires du royaume; ils m'ont mal noté pour ce fait, et dans leur haine ils l'ont transformé en crime : néanmoins ce zèle pour le bien public, je le dis sans orgueil, je le considère comme mon premier mérite; et puisque je souffre ces ignominies pour cette cause, je les endurerai patiemment, espérant que Dieu, dans sa grande miséricorde, réconciliera enfin sa Majesté avec son parlement;

et je ne doute pas qu'alors je pourrai donner à sa Majesté même (quoique irritée contre moi) des preuves suffisantes de ma loyauté. En attendant, j'espère que le monde croira que je ne suis pas le premier innocent qui ait été calomnié, et qu'il suspendra son jugement sur mon compte.

(Rushworth, part. 3, t. II, p. 376-378.)

V.

(Servant d'éclaircissement à la page 144.)

Lettre du roi au prince Robert, pour lui donner ordre de secourir York.

Ticknill (1), 14 juillet 1644.

Mon neveu,

Je dois avant tout me féliciter avec vous de vos heureux succès, et vous assurer qu'ils ne me sont pas plus agréables par eux-mêmes que par l'idée qu'ils sont votre ouvrage. Je sais combien il est important de ne pas vous laisser manquer de poudre; aussi ai-je pris tous les moyens possibles de vous en procurer: j'ai envoyé à la fois en Irlande et à Bristol. Quant à en tirer d'Oxford, le porteur de cette lettre doit être pleinement convaincu que pour le moment il y a impossibilité. Si cependant il vous disait que je pourrais en prélever sur l'approvisionnement de cette place, je vous fais juge vous-même de ce qui en est, puisque je n'y en ai laissé que trente-six barils; mais tout ce que Bristol en fournira vous l'aurez; je ne puis pourtant vous donner à cet égard une complète certitude, cette ville se trouvant menacée d'un siége.

Il faut maintenant que je vous fasse connaître au juste le véritable état de mes affaires, et si leur situation me force de vous donner des ordres plus péremptoires que je n'aurais de moi-même l'intention de le faire, ne le prenez pas mal. Dans le cas où je viendrais à perdre York, je regarde-

(1) Tickenhall, près Bewdley, dans le comté de Worcester.

rais ma couronne comme inévitablement perdue, à moins que vous ne l'affermissiez sur ma tête par une marche rapide pour me rejoindre, et par quelques succès éclatants dans le sud, avant que le contre-coup des avantages remportés par l'armée parlementaire du nord eût pu se faire sentir ici. Mais si vous parveniez à dégager York et à battre les troupes rebelles des deux royaumes qui sont devant cette place, alors, mais sans cela non, je pourrais trouver quelque moyen, en me tenant sur la défensive, de gagner du temps jusqu'à ce que vous arrivassiez à mon aide. Je vous ordonne donc et vous conjure, au nom du devoir et de l'affection que je vous connais pour moi, de renoncer à toute entreprise nouvelle, et de marcher sur-le-champ, comme vous en aviez d'abord le projet, avec toutes vos forces, au secours d'York. Si cette place était prise, ou qu'elle se fût elle-même délivrée du siége, ou qu'enfin le manque de poudre vous empêchât de tenter ce que je vous prescris, alors dirigez-vous immédiatement et avec toutes vos troupes sur Worcester, pour renforcer moi et mon armée. Si vous ne le faites, ou que vous ne réussissiez pas à secourir York et à battre les Écossais, tous les succès que vous pourriez obtenir par la suite ne me seraient très certainement d'aucun avantage. Vous devez être bien persuadé que rien qu'une nécessité extrême ne saurait me contraindre à vous écrire comme je le fais; aussi je ne mets nullement en doute, dans la circonstance présente, votre ponctuelle exactitude à obéir à

Votre affectionné oncle et ami fidèle,

CHARLES, *roi*.

(*Memoirs of sir John Evelyn*, t. II, Appendice, p. 87.)

VI.

(Servant d'éclaircissement à la page 203.)

Ordonnance de renoncement à soi-même, adoptée le 3 avril 1645.

Il est ordonné, par les lords et les communes assemblés en parlement, que tous et chacun des membres de chacune des chambres du parlement seront et sont, en vertu de la présente ordonnance, déchargés, dans le délai de quarante jours à dater de l'adoption de ladite ordonnance, de tous et chaque offices ou commandements, soit militaires, soit civils, accordés ou conférés depuis le 20 novembre 1640, soit par l'une desdites chambres du parlement, soit par toutes deux, ou par aucun pouvoir délégué soit par l'une de ces chambres, soit par toutes deux. Il est en outre ordonné que tous autres gouverneurs ou commandants de toutes îles et villes, de tous châteaux et forts, ainsi que tous autres colonels ou officiers d'un grade inférieur à celui de colonel, servant dans les diverses armées, et qui ne sont pas membres de l'une ou l'autre desdites chambres du parlement, devront, par suite des commissions qui leur ont été respectivement délivrées, continuer l'exercice des différents emplois et commandements dont ils étaient pourvus et qu'ils occupaient le 20 mars 1644, comme si la présente ordonnance n'avait pas été rendue; comme aussi que le vice-amiral, le contre-amiral, tous autres capitaines et tous autres officiers de grade inférieur de la flotte, devront,

par suite des diverses commissions qui leur ont été respectivement délivrées, continuer l'exercice des différents emplois et commandements dont ils étaient pourvus et qu'ils occupaient ledit jour 20 mars 1644, comme si la présente ordonnance n'avait pas été rendue. Il est toujours bien entendu, et de plus ordonné et déclaré que, durant la guerre, les revenus et bénéfices attachés à tous offices non militaires ou non judiciaires, qui seraient accordés par la suite ou donnés de quelque manière que ce fût à une ou plusieurs personnes, soit par l'une des chambres du parlement ou par toutes les deux, soit par un pouvoir délégué par elles, devront être appliqués et constamment employés aux besoins publics, selon ce que les deux chambres du parlement auront réglé; comme aussi que les commissionnés et autres individus chargés de remplir lesdits offices seront comptables au parlement de tous les profits et bénéfices casuels qui en proviendraient, et ne retireront de tels offices aucun autre profit qu'un salaire convenable pour la gestion desdits offices, tel qu'il sera réglé et ordonné par les deux chambres du parlement. Il est bien entendu que la présente ordonnance ne tend en rien à retirer le pouvoir et l'autorité à aucun lieutenant ou député lieutenant des divers comtés, villes ou places, ou gardes des rôles, à aucune commission de justice de paix ou des digues et canaux, non plus qu'à aucune commission pour ouïr et terminer, ou pour mise hors de prison. Il est toujours bien entendu et déclaré, en conséquence, que ceux des membres de l'une ou l'autre chambre à qui des offices auraient été accordés par sa Majesté avant la réunion du précédent parlement, qui en auraient été déplacés par sa Majesté depuis

l'instant où siége ledit parlement, et ont été réintégrés depuis par l'autorité des deux chambres, ne seront pas déchargés par la présente ordonnance de leursdits offices, ni privés des produits qu'ils en tirent, mais continueront à en jouir comme par le passé, et ce nonobstant toute disposition contraire qui pourrait être contenue dans ladite ordonnance.

(*Parliamentary History*, t. III, col. 355.)

VII.

(Servant d'éclaircissement à la page 223.)

Extrait des registres du conseil tenu à Oxford, le 5 décembre 1644.

Au conseil tenu à Oxford le 5 décembre 1644, étaient présents :

Son excellente Majesté le roi,

Le prince Robert,
Le prince Maurice,
Le lord garde du grand sceau,
Le lord trésorier,
Le lord duc de Richmond,
Le lord marquis de Hertford,
Le lord grand chambellan,
Le comte de Southampton,
Le lord chambellan,
Le comte de Berkshire,
Le comte de Sussex,
Le comte de Chichester,
Lord Digby,
Lord Seymour,
Lord Colepepper,
M. le secrétaire Nicholas,

M. le chancelier de l'Échiquier.

Il est donné lecture d'une lettre écrite par le comte d'Essex à son altesse le prince Robert, général des armées de sa Majesté, conçue en ces termes :

MONSEIGNEUR,

Il a été envoyé, de la part de sa Majesté, aux commissaires des deux royaumes dernièrement réunis à Oxford, un message contenant demande d'un sauf-conduit pour le duc de Richmond et le comte de Southampton, mais sans

aucune explication sur le motif de cette demande. J'ai reçu des deux chambres du parlement l'ordre de faire savoir à votre Altesse que, s'il plaît à sa Majesté de vouloir qu'un sauf-conduit soit délivré par les lords et les communes assemblés à Westminster, et formant le parlement d'Angleterre, au duc de Richmond et au comte de Southampton, ainsi qu'à leur suite, comme chargés de porter aux lords et aux communes assemblés en parlement d'Angleterre, ainsi qu'aux commissaires du royaume d'Écosse maintenant à Londres, une réponse aux propositions soumises à sa Majesté, à l'effet d'établir une paix solide et sûre, ce sauf-conduit sera accordé. Ceci étant tout ce dont j'ai pour le présent à informer votre altesse,

je suis de votre altesse l'humble serviteur,

Essex.

4 décembre 1644.

Cette lettre et ses expressions ayant été pleinement examinées et discutées, le conseil entier décide unanimement que la demande d'un sauf-conduit faite par sa Majesté, dans les termes mentionnés en la lettre qui vient d'être lue, n'emporterait nullement ni reconnaissance ni aveu que les membres des deux chambres siégeant à Westminster forment un véritable parlement, et ne porterait en aucune manière préjudice à la cause de sa Majesté.

Sur quoi sa Majesté déclare hautement au conseil que, puisque telle est l'opinion de leurs seigneuries, elle consent, par suite de cet avis (et *eo animo*, dans le même esprit), que la chose se fasse ainsi. En conséquence, sa Majesté manifeste le désir que son Altesse le prince Robert, comme général de sa Majesté, fasse la réponse suivante :

MILORD,

J'ai reçu de sa Majesté l'ordre de demander à votre seigneurie, pour le duc de Richmond et le comte de Southampton, leurs domestiques, voitures, chevaux et autres commodités nécessaires à leur voyage, pour aller à Londres, la durée de leur séjour dans cette ville et leur retour, lorsqu'ils jugeront à propos de prendre congé des lords et des communes assemblés à Westminster en parlement d'Angleterre, un sauf-conduit, à l'effet par eux de porter aux lords et aux communes assemblés en parlement d'Angleterre, ainsi qu'aux commissaires du parlement d'Écosse, actuellement à Londres, la réponse aux propositions soumises à sa Majesté pour l'établissement d'une paix solide et sûre.

Je suis de votre seigneurie le serviteur,

ROBERT.

Oxford, 5 décembre 1644.

Ladite lettre a été en conséquence envoyée à Londres par un trompette.

EDW. NICHOLAS.

Ce qui suit était écrit de la main de sir Edouard Nicholas.

Memorandum. De tout le conseil, le roi et moi nous fûmes les seuls qui ne partageâmes pas l'opinion qu'il fût convenable de donner à ceux qui siégeaient à Westminster le nom de parlement. Le prince Robert, quoique présent, ne vota pas, comme devant exécuter ce qui serait arrêté par le conseil. Mais conformément au règlement et à la pratique habituelle du conseil, lorsque la majorité adopte une me-

sure ou prend une décision, tous les membres présents à la discussion sont, quoique ayant manifesté un avis différent, regardés comme engagés par la majorité, et doivent être nommés comme consentants.

EDW. N.

(*Memoirs of sir John Evelyn*, t. II, Appendice, p. 90.)

VIII.

(Servant d'éclaircissement à la page 253.)

March of David Lesley.

(Texte anglais.)

1.

March, march, pinks of election!
Why the devil don't you march onward in order?
March, march, dogs of redemption!
Ere the blue bonnets come over the border.
You shall preach, you shall pray,
You shall teach night and day;
You shall prevail o'er the kirk gone a whoring;
Dance in blood to the knees,
Blood of God's enemies!
The daughters of Scotland shall sing you to snoring.

2.

March, march, dregs of all wickedness!
Glory that lower you can't be debased.
March, march, dunghills of blessedness!
March and rejoice for you shall be raised
Not to board, not to rope,
But to faith and to hope;
Scotland's athirst for the truth to be taught her;
Her chosen virgin race,
How they will grow in grace,
Round as a neep, like calves for the slaughter!

VIII.

(Servant d'éclaircissement à la page 253.)

Chanson des cavaliers contre David Lesley et les troupes écossaises rappelées d'Angleterre au secours de l'Écosse presbytérienne vaincue par Montrose.

(Traduction française.)

1.

En avant, en avant, cruches d'élection! Pourquoi diable ne marchez-vous pas en avant et en ordre? En avant, en avant, chiens de rédemption! Arrivez avant que les bonnets bleus [1] passent la frontière. Vous prêcherez, vous prierez, vous endoctrinerez nuit et jour; vous triompherez de l'Église, qui n'est plus qu'une coureuse; dansez dans le sang jusqu'aux genoux, dans le sang des ennemis de Dieu; les filles de l'Écosse vous chanteront jusqu'à vous endormir.

2.

En avant, en avant, lie de perversité! Rien ne saurait souiller la gloire qui vous attend; en avant, en avant, fumier de sainteté! Marchez et réjouissez-vous, car vous serez élevés, non pas à l'échafaud, non pas à la potence, mais à la foi et à l'espérance. L'Écosse a soif qu'on lui enseigne la vérité : combien vont croître en grâce ses jeunes filles, race élue, rondes comme un navet, grasses comme des veaux prêts pour la boucherie!

[1] Les montagnards de Montrose qui étaient sur le point d'entrer en Angleterre.

3.

March, march, scourges of heresey!
Down with the kirk and its whilliebaleery!
March, march! down with supremacy
And the kist fu'o' whistles, that maks sic a cleary;
Fife men and pipers braw,
Merry deils, tak them a'
Gown, lace and livery, lickpot and ladle;
Jockey shall wear the hood,
Jenny the sark of God,
For codpiece and petticoat, dishclout and daidle.

4.

March, march, blest ragamuffins!
Sing, as ye go, the hymns of rejoicing!
March, march, justified ruffians!
Chosen of heaven! to glory you' re rising.
Ragged and treacherous,
Lousy and lecherous,
Objects of misery, scorning and laughter;
Never, o happy race!
Magnified so was grace;
Host of the righteous! rush to the slaughter!

(Hogg, *Jacobite Relics of Scotland*, t. I, p. 5, 163.)

3.

En avant, en avant, fouets de l'hérésie ! à bas l'Église et sa vorace hypocrisie ! En avant, en avant ! à bas la suprématie et le coffre aux tuyaux ([1]) qui rend des sons si brillants ! Fifres, braves joueurs de cornemuse, gais démons, à bas le surplis, les dentelles, la livrée, la lèche-frite et la cuiller à pot ([2]) ! Jockey portera la capuce pour bonnet, et Jenny la soutane pour jupon, pour torchon et pour baveron.

4.

En avant, en avant, chenapans bénis ! chantez en marchant les hymnes de réjouissance ; en avant, en avant, bandits sanctifiés ! élus du ciel, vous marchez à la gloire ; traîtres en haillons, pouilleux et paillards, proie de la misère, objets de rire et de mépris ; jamais, ô race bienheureuse ! jamais la grâce n'a brillé avec tant d'éclat ; armée des justes, en avant ! au carnage !

([1]) L'orgue.

([2]) Manière insultante et populaire de désigner les pauvres curés et vicaires de l'Église anglicane.

IX.

(Servant d'éclaircissement à la page 520.)

Je donne ici les pièces et dépêches inédites relatives à l'intervention des États Généraux des Provinces-Unies en faveur de Charles Ier. La première de ces pièces est en français; les autres sont en hollandais: je les ai fait traduire complétement et littéralement, d'après des copies certifiées des originaux que M. de Jouge, archiviste du royaume des Pays-Bas, a fait faire pour moi, et m'a envoyées de La Haye.

1° *Sommaire de ce que son Altesse royale le prince de Galles a fait représenter de sa part et en sa présence, aux hauts et puissants seigneurs les États Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, par le résident du roi de la Grande-Bretagne, etc., le 23e jour de janvier* 1649.

« Son Altesse royale le prince de Galles a de longtemps eu l'intention de demander audience en sa personne propre pour reconnaître les honneurs et grandes civilités qu'il a reçues de leurs seigneuries depuis son arrivée en ces pays: à présent, il la désire bien instamment, sur une occasion de la plus grande importance du monde à son Altesse, dont il présume que leurs seigneuries en auront un très grand ressentiment. Leurs seigneuries ne sauraient qu'avoir connaissance du grand danger présent de la vie du roi, son père, comme après un traité personnel avec ses deux

chambres du parlement, il y avait tel progrès à la paix par les concessions de sa Majesté, que lesdites chambres se sont déclarées résolues de procéder là dessus à l'établissement de la paix du royaume; ce qui aussi eût indubitablement succédé, si l'armée n'eût point saisi la personne de sa Majesté, et mis en prison plusieurs membres du parlement, qui se sont montrés les plus adonnés audit traité de paix.

Tel donc est l'état de ce royaume bien misérable; le roi si étroitement emprisonné, qu'un gentilhomme envoyé exprès de la part de son Altesse, seulement pour voir sa Majesté, n'a pas été permis d'entrer en sa présence; le parlement tellement rompu et dissipé, qu'il n'y reste qu'environ cinquante, de plus de cinq cents personnes dans la chambre des communes; et la maison des seigneurs, qui ont unanimement refusé leur concurrence à ces procédures violentes, en effet anéantie, par une déclaration de ce peu de communes que tout pouvoir souverain, dans ce royaume-là, leur appartient, sans roi, sans seigneurs. De sorte que les membres du parlement ne s'assemblent point, sinon ceux qui s'accordent et soumettent aux résolutions d'un conseil de guerre, constitué pour gouverner le royaume ; ayant à cette fin publié une remontrance qui contient le modèle d'un nouveau gouvernement que l'on veut établir, à la ruine du parlement aussi bien que du roi, renversant la fabrique et la constitution du royaume et de toutes les lois d'icelui, et exposant la religion protestante à l'invasion de plus d'hérésies et de schisme que jamais en aucun siècle ont infesté l'Église chrétienne.

On ne se contente point de cette confusion, mais da-

vantage on a déclaré une résolution, et ordonné des commissaires, pour faire procès contre la personne de sa Majesté, en apparence pour la déposer et lui ôter la vie ; ce que son Altesse ne saurait mentionner sans horreur ; aussi il s'assure que leurs Seigneuries ne l'entendent point sans semblable détestation.

Quelle influence ces procédures non pareilles peuvent avoir sur l'intérêt et le repos de tous rois, princes et États, et combien ce pouvoir extravagant, que ces gens-là ont usurpé, puisse toucher la tranquillité des pays voisins, et jusqu'où la religion réformée puisse souffrir par ces actions scandaleuses de ceux-là qui en font profession, il n'est pas besoin que son Altesse presse leurs Seigneuries à considérer; mais il se contente d'avoir fait ce triste récit de la condition et misère dans laquelle le roi et la couronne d'Angleterre sont à présent, s'assurant que leurs Seigneuries se veuillent comporter là-dessus selon l'estime et respect qu'elles ont toujours montré à l'égard d'un si bon ami et allié. Ainsi son Altesse se promet au plus tôt de l'amitié et prudence de leurs Seigneuries telle assistance de leur conseil, et autrement, que l'extrême nécessité à présent du roi son père et de son Altesse requiert, qui par icelle seront réellement à jamais obligés de tout contribuer en leur pouvoir au maintien et à l'avancement de l'intérêt, grandeur et félicité de leurs Seigneuries.

A la suite de ces représentations du prince de Galles, les États Généraux résolurent d'envoyer à Londres, comme ambassadeurs extraordinaires, MM. Albert Joachim et

Adrien de Pauw, en leur donnant les instructions suivantes :

2° *Instructions pour MM. les ambassadeurs de leurs Hautes Puissances envoyés à Londres dans l'année* 1649.

MM. les ambassadeurs représenteront au parlement d'Angleterre que les conséquences de l'emprisonnement du roi tourneront à l'avantage ou au désavantage du royaume d'Angleterre, selon la modération ou la dureté que l'on déploiera dorénavant à l'égard de sa personne ; car tous les neutres sont d'avis que l'infortune dans laquelle il se trouve actuellement lui est survenue parce qu'il a été d'un avis contraire à celui qui a prévalu quant aux moyens à employer pour remédier aux maux qui règnent dans l'empire de la Grande-Bretagne. Comme il est encore temps de trouver des remèdes à ces maux, le parlement est prié de ne point tolérer qu'on saisisse toutes sortes de prétextes pour aggraver les griefs dont on charge déjà le prisonnier, et le rendre par là plus malheureux qu'il n'est dans ce moment. En supposant que le parti qui maintenant est dans le malheur eût eu le dessus, il se peut qu'il eût voulu juger avec rigueur les actions de ses adversaires, et qu'il leur eût refusé toute espèce de moyens de défense; mais MM. les États Généraux sont persuadés que la bonne foi de tous ceux qui entendront la proposition de MM. les ambassadeurs leur fera intérieurement répondre que cela n'aurait pas été équitable, et qu'ils approuveront l'axiome : *Politicum in civilibus dissensionibus*, *quamvis sæpe per eas status lædatur*, *non tamen in exitium status contenditur*,

proinde qui in alterutras partes descendunt hostium vice non habendi.

MM. les États Généraux savent que vos Excellences ont nommé des commissaires extraordinaires pour examiner la situation du roi; ils s'en rapportent tant aux choix de vos Excellences qu'à la sincérité et à la bonne foi avec laquelle lesdits commissaires rendront, dans la cause en question, un jugement qui puisse être soumis à l'examen du monde entier et approuvé un jour par le juge suprême envers lequel ils seront responsables. Tous les gens de bien s'attendent que, dans une affaire d'une telle importance, on procédera d'une manière sage et chrétienne.

L'expérience de tous les temps a démontré que la méfiance s'introduit facilement dans les gouvernements; que dans ceux qui sont composés de plusieurs corps, elle est ordinairement un puissant aiguillon; qu'enfin il n'y a à craindre ni honte ni déshonneur quand il s'agit de sauver l'État, ce qui rend toutes les inquiétudes légitimes et louables. Cependant il n'y a rien de plus fâcheux que de s'abandonner à des soupçons sans bornes, qui font tout interpréter en mal.

Si vos Excellences ont pensé que quelque malheur menaçait le royaume d'Angleterre, en l'empêchant elles ont atteint leur but. Chacun sait bien qu'il arrive aux plus sages de ceux qui gouvernent la république de mêler aux affaires quelque chose de leurs affections particulières, et que ne jamais faillir dans le maniement des grandes affaires est une perfection au-dessus de la nature humaine et dont le défaut doit être facilement excusé.

Voilà ce que messieurs les États Généraux prient vos

Excellences de vouloir bien prendre en considération, persuadés qu'ils le feront avec la plus grande sagesse. Malgré la méfiance que vos Excellences ont conçue à l'égard d'un si grand personnage, elles doivent tenir compte d'un si long emprisonnement (qui en lui-même, d'après les lois ordinaires, est déjà une grande punition), et des grands et notables services rendus au royaume d'Angleterre par lui et ses prédécesseurs, rois et reines. Vos Excellences en auront compassion et prendront garde *ut eximatur periculo qui est inter vos celebri fama, ne ipsis opprobrio multi magis ac magis alienentur.*

Il importe beaucoup au bien-être du royaume d'Angleterre que vos Excellences procèdent en conséquence et suivent le conseil de ce Romain qui donnait l'avis, pour mieux assurer les mesures du consulat de Pompée, de ne rien annuler de ce qui avait été fait sous les gouvernements précédents, mais seulement d'être prudent pour l'avenir. On peut appliquer avec raison aux circonstances actuelles l'excellente précaution qu'un autre employait pour garantir sa propre statue, en empêchant de renverser celle de son ennemi qu'il avait cependant entièrement vaincu. C'est ainsi que vos Excellences sont priées d'agir dans une affaire d'une si haute importance, qui peut être la source de tant d'inconvénients, et de faire paraître leur bonté envers ce grand personnage, en le préservant de honte et d'ignominie; car ce n'est point ménager les hommes que permettre qu'ils soient flétris du déshonneur. Le parlement est donc prié de rendre au roi la liberté.

MM. les ambassadeurs doivent aussi, suivant les circonstances, *mutatis mutandis*, exposer les susdites con-

sidérations à M. le général Fairfax et au conseil de l'armée, en y ajoutant que leur mérite distingué leur a donné une grande autorité dans le royaume d'Angleterre, et que toutes ces choses dépendent principalement d'eux, et tourneront d'après leurs intentions. A cause de quoi MM. les États Généraux recommandent cette affaire à leur grande sagesse, afin que non seulement ils soient à l'Angleterre (qui met actuellement en eux son plus grand espoir) un bouclier et un glaive en temps de guerre, mais aussi un secours au roi dans sa malheureuse situation, en dirigeant les discussions publiques vers une fin bonne et modérée, dont le royaume profitera et dont ils retireront eux-mêmes une gloire immortelle. Par leur magnanimité, ils feront verser des larmes de joie au plus grand nombre de leurs concitoyens qui, dans ce moment, sont près de pleurer de douleur. Dans l'antiquité, on a dit que les Syracusains n'étaient que le corps et les membres, et qu'Archimède était l'âme qui faisait tout mouvoir; la même chose peut se dire maintenant avec beaucoup plus de raison du royaume d'Angleterre et de son Excellence, ainsi que du conseil de l'armée : ce corps et ces membres n'agiront donc, dans la présente affaire, d'après aucune autre direction que celle que son Excellence et le conseil de l'armée leur inspireront suivant leurs sages réflexions. Tout en faisant briller ainsi leurs propres et éminentes qualités d'une nouvelle gloire et grandeur, le bien en rejaillira sur tous les habitants du royaume. MM. les ambassadeurs ajouteront encore qu'il y a eu aussi un grand capitaine, sage homme d'État, qui se faisait gloire de ce que jamais il n'avait fait verser de larmes à qui que ce fût dans son pays, regardant comme le fruit le plus

doux de ses victoires d'oser et de pouvoir saluer chaque jour tous ses concitoyens, suivant le proverbe : « Que la » clémence fait aimer et révérer tous ceux qui en usent, » et que la sévérité, bien loin d'ôter les obstacles et difficul-» tés, d'ordinaire les accroît et fait multiplier. »

Les médecins prudents craignent aussi d'employer des remèdes trop forts, parce que ceux-ci chassent souvent du corps la maladie et la vie en même temps, et ils préfèrent se servir, pour plus de sûreté, de moyens lénitifs.

Si son Excellence et le conseil de l'armée agissent ainsi, les cœurs des sujets bien pensants en Angleterre s'uniront entre eux d'une amitié réciproque, meilleure et plus puissante pour consolider un État que toutes les chaînes de fer les plus pesantes.

MM. les États Généraux croient que le royaume d'Angleterre sera invincible si son Excellence, ainsi que le conseil de l'armée, veulent bâtir sur des bases si équitables envers le monde et si agréables à Dieu, lesquelles en outre sont si conformes au caractère de la nation anglaise et à la situation de ses affaires. MM. les États Généraux prient enfin son Excellence et le conseil de l'armée de vouloir bien embrasser et employer lesdits moyens, afin que le roi soit élargi de sa prison et mis en liberté.

3° *Première dépêche de MM. les ambassadeurs extraordinaires en Angleterre à MM. les États Généraux.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS,

Arrivés ici le 5 du courant, vers le soir, nous avons été reçus par le maître des cérémonies du parlement avec beaucoup d'excuses, et nous avons tout de suite demandé et insisté sur une audience pour le lendemain ; après quoi nous vous avons adressé le soir très tard nos premières dépêches (1). Dès le 6, de bon matin, nous avons fait demander par nos secrétaires et par le maître des cérémonies notre présentation aux deux chambres du parlement. En réponse, l'orateur de la chambre haute nous a fait informer que ladite chambre était ajournée jusqu'à lundi, et celui de la chambre des communes nous a fait dire que, malgré quelques empêchements particuliers, il soumettrait notre demande, et qu'il tâcherait de la faire réussir. Nos secrétaires étant restés à attendre la réponse, ledit orateur nous fit savoir, dans l'après-midi, que la chambre n'avait pu tenir séance dans la matinée, vu que tous les juges qui en font partie avaient dû assister à la haute cour de justice, et que par ce motif la chambre basse avait été obligée de s'ajourner également jusqu'à lundi prochain. Apprenant ensuite que, dans le même jour, ladite cour de justice avait prononcé l'arrêt de mort du roi en sa présence même, nous sommes parvenus dimanche, le 7 du courant, quoique ici ce jour exclue toute occupation qui n'a pas rapport au

(1) Dépêches sans intérêt historique.

culte, à force de démarches, à obtenir dans la matinée même, d'abord une audience particulière de l'orateur de la chambre basse, puis une de celui de la chambre haute, et enfin, dans l'après-midi (mais non sans beaucoup de peine), nous avons été admis auprès du général Fairfax, du lieutenant général Cromwell et des principaux officiers de l'armée qui se trouvaient au même moment réunis dans l'hôtel du général. Nous avons fait toutes les représentations possibles auxdits orateurs, au général et au lieutenant général, tant en particulier qu'à eux réunis; nous avons appuyé nos sollicitations des motifs les plus puissants pour obtenir un sursis à l'exécution du roi (que l'on supposait être fixée pour lundi), jusqu'à ce que nous eussions été entendus dans le parlement; mais nous n'avons reçu que différentes réponses dictées soit par la disposition, soit par l'humeur de chacun d'eux.

Le lundi 8, de bon matin, nous avons envoyé de nouveau chez les orateurs des deux chambres, pour les presser de nous faire obtenir une audience : et après qu'on eut fait attendre à Westminster nos secrétaires, ainsi que le maître des cérémonies jusqu'après midi, on est venu nous annoncer subitement, et sans qu'il nous restât un demi-quart d'heure, que les deux chambres, avant d'aller dîner, nous recevraient, et que nous devions nous rendre à deux heures dans la chambre haute, et à trois heures dans la chambre basse. Nous nous sommes conformés à cet avis, et nous sommes rendus dans la chambre haute, où il y avait très peu de pairs, ainsi que dans la chambre des communes, où siégeaient environ quatre-vingts membres. Après avoir verbalement exposé et remis par écrit la substance de nos

instructions, tendant principalement à ce que l'exécution du roi fût suspendue jusqu'à ce que nous eussions pu, dans une seconde audience ou dans des conférences, exposer plus de motifs puissants pour lui laisser la vie, ou du moins ne point procéder précipitamment à l'exécution de son arrêt de mort, il nous a été répondu par les deux orateurs que notre proposition serait mise en délibération.

Les membres de la chambre haute ont voté que des conférences à ce sujet entre les deux chambres auraient immédiatement lieu ; mais comme la journée était déjà avancée, et comme les membres de la chambre des communes, aussitôt après notre audience, se levaient pour se retirer, avant même que nous eussions pu quitter la pièce où nous avions été conduits pour nous rendre en bas, nous avons en toute hâte fait traduire en anglais notre proposition, et l'avons fait remettre entre les mains de l'orateur de la chambre basse, et ensuite entre celles de l'orateur de la chambre haute.

Cependant ayant vu hier, en passant devant Whitehall, qu'on faisait des préparatifs que l'on disait être pour l'exécution, et ayant conféré ce matin longtemps avec MM. les commissaires de la couronne d'Écosse, pour conserver, s'il était possible, la vie au roi ; enfin, continuant toujours à demander au parlement, par nos secrétaires, ou quelque réponse ou une nouvelle audience, nous avons tâché, par l'entremise de MM. les commissaires écossais, de parler encore une fois au général, et l'avons rencontré vers midi, dans la maison de son secrétaire, à Whitehall. Le général, sur nos vives et pressantes instances, s'est enfin laissé émouvoir, et a déclaré qu'il irait tout de suite à Westminster,

pour recommander au parlement la réponse et le sursis que nous demandions, et qu'il s'adjoindrait à cet effet quelques officiers notables.

Mais nous avons trouvé, devant la maison où nous venions de parler au général, environ deux cents cavaliers, et nous avons appris, tant en chemin qu'en rentrant chez nous, que toutes les rues, avenues et places de Londres étaient occupées par des troupes, sans que l'on pût passer, et que les environs de la cité étaient couverts de cavalerie, de manière à ne pouvoir entrer ni sortir. Nous ne pouvions et ne savions par conséquent plus rien faire. Déjà, deux jours auparavant, tant avant qu'après notre audience, des personnes dignes de foi nous avaient constamment assuré et déclaré que nulle démarche ou intercession dans le monde ne réussirait, et que Dieu seul pouvait empêcher l'exécution résolue; ce que MM. les commissaires écossais, à leur grand regret, nous avaient également dit. Ainsi l'ont prouvé les événements; car ce même jour, entre deux et trois heures, le roi a été conduit sur un échafaud couvert de drap noir, et dressé devant Whitehall. Sa Majesté (assistée de l'évêque de Londres, qui, à ce que l'on assure, lui a administré le matin, à six heures, le saint sacrement et des consolations), après avoir dit quelques paroles, a rendu sa jarretière, le cordon bleu et son manteau, a ôté lui-même son pourpoint, et a montré beaucoup de fermeté dans toute sa conduite. Le roi s'étant couché lui-même, la tête lui a été tranchée, et on l'a élevée en l'air, pour la montrer à tout le monde réuni.

Voilà ce qu'à notre grand regret et chagrin nous sommes obligés d'annoncer à VV. HH. et PP. SS., et nous décla-

rons que nous avons mis toute la diligence possible, sans relâche et de toutes nos forces, pour nous acquitter de la commission de VV. HH. et PP. SS., en cherchant à empêcher l'exécution d'un arrêt si fatal. Cependant, comme dans ce pays toutes sortes de nouvelles sont débitées pour et contre, suivant la fantaisie de chacun, qu'on les interprète souvent de travers, et qu'on brode ou exagère, surtout dans ce moment où les esprits sont si échauffés, nous prions VV. HH. et PP. SS., dans le cas où ils recevraient des rapports contraires ou plus alarmants que le présent, de ne pas y ajouter foi, et de nous croire, nous qui nous sommes rendus ici au péril de notre vie et n'avons négligé aucun des devoirs dont nous étions chargés.

Nous n'osons mander à VV. HH. et PP. SS. d'autres particularités que nous apprenons sur cet événement de toutes parts, tant confidentiellement que par le public, vu que le passage est très difficile, tous les ports de mer étant fermés. Seulement nous ajouterons que l'on dit que le roi, étant sur l'échafaud, a recommandé d'affermir la religion, en prenant l'avis des théologiens catholiques romains, et de respecter les droits du prince, son fils, ajoutant qu'il se croyait en conscience innocent du sang répandu, excepté celui du comte de Strafford. Immédiatement après la mort du roi, elle a été annoncée et proclamée dans toute la ville à son de trompe.

Par la présente, nous prions le Tout-Puissant d'accorder une longue prospérité à VV. HH. et PP. SS. et à V. H. et P. gouvernement.

Signé Alb. Joachim.

Londres, le 9 février 1649.

4° *Seconde dépêche.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS,

Par suite de notre première dépêche, du 9 de ce mois, nous avons informé en détail VV. HH. et PP. SS. de toutes les démarches que nous avions faites auprès des principaux fonctionnaires et personnages de ce pays, ainsi que des sollicitations que nous leur avions adressées, et des propositions que nous avions transmises publiquement et par écrit aux deux chambres du parlement (dont nous insérons copie dans les présentes, le temps ne nous ayant pas permis de la joindre à notre dépêche précédente, qui fut expédiée par une occasion inopinée), propositions qui restèrent sans réponse, ainsi que notre demande d'être admis à une seconde audience, et furent suivies de l'exécution immédiate de la personne du roi et de la défense à qui que ce fût, sous peine de haute trahison, de s'arroger aucune autorité au nom du pouvoir monarchique, ou de reconnaître et favoriser le gouvernement du prince de Galles ou de tout autre prétendant à la succession royale.

Déjà avant cet événement nous appréhendions, et depuis nos craintes se sont réalisées, qu'il n'eût été résolu, parmi les autorités d'ici, d'abolir entièrement le gouvernement monarchique, et d'en établir un d'une nature toute différente; car on dit ici publiquement que les descendants du défunt roi seront, sans aucune exception, exclus à jamais de toute souveraineté quelconque dans ce pays, sans toutefois qu'on puisse découvrir quelle espèce de gouvernement remplacera celui qu'on vient d'abolir.

Nous venons d'apprendre aussi que déjà des commissaires viennent d'être nommés par le parlement pour se rendre en toute diligence en Écosse, où l'on présume et annonce pouvoir diriger les affaires d'après le système adopté en Angleterre. On dit aussi, tant publiquement qu'en secret, que les seigneurs de la chambre haute se montrent mécontents de l'exécution du roi, et ne sont nullement d'accord avec la chambre des communes sur les changements à introduire dans le gouvernement ; d'un autre côté, l'on croit que l'Écosse veut rester fidèle au gouvernement monarchique et à ses anciennes institutions. Il est difficile de prévoir quelle sera l'issue de toutes ces combinaisons et de ces changements dans les deux pays, et quoique la tranquillité publique ne soit nullement troublée dans cette capitale, au moyen de la surveillance redoublée qu'y exercent les nombreux postes militaires, nous ignorons quelle est à cet égard la situation des provinces.

Hier, nous avons reçu la visite de M. le lieutenant général Cromwell, lequel nous a parlé avec infiniment de respect du gouvernement de VV. HH. PP. ; il a entre autres entamé le sujet de la religion, nous donnant à entendre qu'avec le concours de VV. HH. PP., il serait possible et nécessaire de la rétablir ici d'après un meilleur système, et de lui donner une meilleure organisation.

M. le comte de Denbigh, qui nous est venu voir également hier, a parlé fort au long sur diverses questions touchant le gouvernement passé et à venir ; d'où nous avons conclu qu'il reste encore bien des affaires à arranger, et que les mesures qu'on se propose de prendre ne

donnent lieu à aucune conjecture probable sur leur issue et leur succès. Comme le malheureux événement de l'exécution du roi met un terme à la négociation dont notre ambassade extraordinaire était chargée, nous ferons conjointement tous nos efforts pour que les affaires de notre mission en souffrent le moins possible, et continuent de se traiter selon les intérêts et à l'entière satisfaction de VV. HH. PP.

La haute cour de justice ayant terminé ses fonctions, on vient d'instituer d'autres tribunaux extraordinaires pour juger les pairs et autres illustres prisonniers d'État, tels que le duc de Hamilton, le comte de Holland, milord Goring, etc. Ceux d'un moindre rang seront jugés par les tribunaux ordinaires; les prisonniers de guerre le seront par la cour martiale.

Parmi d'autres affaires qui se traitent actuellement au parlement, il est question de faire jouir ici nos nationaux de tous les droits de navigation, commerce, fabrication, métiers et débit, à l'égal et en commun avec la nation anglaise. Comme nous n'étions pas ignorants de ces dispositions, on nous a fait entendre qu'on serait disposé à nous faire à cet égard des propositions plus au long et en détail. Nous croyons donner par là à VV. HH. PP. une preuve assez évidente que l'on s'occupe ici de toutes les questions qui sortent de l'ordre commun des affaires.

Ce faisant, nous supplions le Tout-Puissant de conserver en une longue prospérité le gouvernement de VV. HH. PP.

Signé ALB. JOACHIM *et* A. PAUW.

Londres, le 12 février 1649.

5° *Troisième dépêche.*

Hauts et puissants seigneurs,

Après la catastrophe sanglante qui a mis fin aux jours du roi, événement dont nos dépêches des 9 et 12 de ce mois ont informé VV. HH. PP., nous nous sommes décidés à nous tenir renfermés chez nous, selon l'exemple d'autres ambassadeurs et de MM. les commissaires écossais. Cependant l'ambassadeur de France et MM. les commissaires écossais nous ayant fait une visite avant cet événement, et M. l'ambassadeur d'Espagne nous ayant rendu itérativement cet honneur avant et après, nous n'avons pu refuser de rendre aux premiers cet acte de politesse et de recevoir la visite du dernier ; nous nous sommes donc acquittés réciproquement de ce devoir le 13, et nous avons remarqué que leurs Excellences susdites étaient profondément affectées de ce grand événement, quoique M. l'ambassadeur de France nous eût déjà assurés d'avance de sa parfaite connaissance des événements qui auraient lieu.

L'ambassadeur d'Espagne, don Alfonso de Cardenas, nous a déclaré avoir reçu, le lendemain de l'événement fatal, les ordres du roi son maître d'intervenir dans les affaires de ce pays; mais actuellement il est d'avis, ainsi que l'ambassadeur de France, que, par la mort inopinée du roi d'Angleterre, leur caractère et leurs fonctions diplomatiques venant de cesser, ils ne pourront plus agir en leur haute qualité, ni se mêler de quoi que ce soit avant d'avoir reçu de nouveaux ordres de leur cour. MM. les

commissaires écossais ont successivement envoyé deux dépêches à leurs commettants, c'est-à-dire au parlement d'Écosse actuellement assemblé; ils attendent réponse à leur première dépêche dans le courant de la semaine, et n'agiront qu'après avoir été dûment autorisés.

L'opinion générale est que le gouvernement subira un changement complet, que la maison royale sera mise de côté, et une autre forme de gouvernement introduite; que peut-être on suivra celle de la république de Venise, des Provinces Unies ou de tout autre gouvernement républicain. Nous sommes informés qu'en effet neuf membres de la chambre des pairs et dix-huit de celle des communes vont se réunir en commission pour rédiger conjointement les bases d'une nouvelle constitution. Le 13 de ce mois était le jour fixé pour la réunion en cour de justice des juges royaux à Westminster-Hall; mais on vient de nous informer que la séance n'a point eu lieu, MM. les juges ayant allégué n'être pas suffisamment qualifiés à cet effet, vu que leurs fonctions précédentes ont expiré à la mort du roi, et qu'ils ne peuvent se déterminer à accepter aussi promptement leurs nouvelles nominations faites par le parlement, ni changer l'intitulé de leurs actes de procédure et autres formalités nécessaires, telles que celles qu'a adoptées le parlement le 29 janvier 1648 (style anglais), et que nous avons transmises à VV. HH. PP. par notre dépêche du 9 du courant. Nous continuons de rester jusqu'ici dans l'incertitude la plus complète sur l'issue des événements qui, par la divergence des opinions et autres cas fortuits, peuvent encore éprouver des vicissitudes qu'il est impossible de soumettre à un calcul probable; nous

nous contenterons donc de remarquer que jusqu'ici la tranquillité publique n'a été troublée d'aucune manière, et nous prions VV. HH. PP. de vouloir bien ne donner à nos informations d'autre prix que celui que méritent nos efforts pour découvrir la vérité à travers un dédale de renseignements vrais ou faux que nous recevons de tous côtés, et qui ne nous laissent que la satisfaction d'informer confidentiellement VV. HH. PP. de ce que nous pouvons recueillir par zèle pour leur service. Sur quoi nous prions la toute-puissante Providence de vouloir bien maintenir dans une perpétuelle prospérité le gouvernement de VV. HH PP.

Signé ADRIEN PAUW, ALB. JOACHIM.

Londres, le 15 février 1649.

6° *Quatrième dépêche.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS,

Les informations contenues dans notre dernière dépêche du 15 de ce mois nous ayant paru assez importantes, nous avions pris soin de l'expédier à VV. HH. PP. par une occasion sûre et prompte ; cependant le vent ayant été depuis ce temps fort contraire, nous craignons qu'elle ne soit pas parvenue à sa destination aussi promptement que nous l'avions espéré. Depuis ce moment, nous avons été témoins d'événements bien plus importants encore. Le 16 de ce mois, la chambre des communes, malgré l'at-

tente et le désir de la commission des deux chambres, siégeant en comité, et qui demandait à être consultée sur toutes les mesures à prendre, a décrété que la chambre des pairs cesserait dès ce moment ses fonctions, et ne serait plus consultée ni regardée comme corps délibérant et formant autorité en rien de ce qui concerne les affaires du royaume; de sorte que nonobstant que les lords et princes conservent leurs titres et qualités, et soient aptes à occuper toutes les dignités quelconques, il n'y aura plus à l'avenir qu'une seule et unique chambre des communes dans le parlement d'Angleterre, et les pairs n'y seront plus admis qu'à titre de simples députés nommés par les provinces. Le lendemain 17, la chambre des communes, par son décret de ce jour, a aboli pour toujours la dignité royale en Angleterre. Nous sommes informés, en outre, que le parlement, ainsi réduit à une seule chambre des communes, s'assemblera une fois tous les deux ans pour un temps limité, et que le pouvoir exécutif permanent sera remis aux mains d'un conseil de trente ou quarante membres, parmi lesquels les pairs pourront siéger au nombre de douze environ. Ce conseil, ainsi organisé, représentera, durant le recès du parlement, le pouvoir souverain du royaume. Cependant cette dernière mesure n'est point aussi définitivement arrêtée que les deux autres susmentionnées. Du reste, la chambre des communes se complète successivement par la rentrée de plusieurs membres, qui reprennent leurs siéges en signant un acte expurgatoire par lequel ils déclarent renoncer aux opinions qui les ont précédemment constitués en opposition contre leurs collègues. On dit aussi qu'au premier jour on procédera

à l'élection des nouveaux juges de la haute cour et des juges de paix ou juges inférieurs.

M. le comte de Denbigh, orateur de la chambre des pairs, n'ayant pu parvenir à nous transmettre un message le 17, est venu nous rendre visite le 18, pour nous informer de quelle manière s'étaient opérés la dissolution et l'anéantissement de cette assemblée, et s'acquitter des derniers ordres qu'il en avait reçus, en nous transmettantla réponse de la chambre à nos propositions. Après en avoir fait lecture, il nous en a remis la copie, que nous renfermons dans les présentes, et a gardé entre ses mains la pièce originale pour sa décharge personnelle, ajoutant qu'elle était en même temps l'acte de clôture des délibérations de la chambre haute, laquelle n'avait point voulu se dissoudre avant d'avoir donné ce témoignage de son respect à VV. HH. PP.

La chambre des communes nous a fait demander aussi, par le maître des cérémonies, quand il nous conviendrait de nous présenter devant elle pour recevoir sa réponse à nos propositions. A quoi nous avons répondu qu'aussitôt que la chambre nous ferait connaître le moment fixé pour cette audience, nous nous y rendrions.

Depuis le malheureux événement de la mort du roi, nous n'avions pas insisté sur une réponse; et quoique nous n'en eussions plus entendu parler, nous apprenons au moment même qu'une formule de cette réponse vient d'être publiée dans la gazette de cette ville, sans qu'il nous en ait été transmis aucune communication officielle. Déjà préalablement on avait répandu le bruit et imprimé même que nous avions demandé que nos propositions ne fussent point

rendues publiques. Rien n'est moins vrai que cette assertion ; sans nous être mêlés en aucune manière de cette publication, ni en avoir même touché un seul mot, nous l'avons laissée entièrement à la discrétion des deux chambres, à chacune desquelles nos propositions ont été séparément adressées par écrit, sous l'intitulé nécessaire. Nous avons remarqué, en outre, que la réplique par nous faite à la réponse de l'orateur de la chambre des communes, lors de la transmission de nos propositions, n'a point été insérée dans la gazette en sa véritable teneur, et il nous a été jusqu'ici impossible de découvrir si de pareilles publications se font avec ou sans la participation des autorités supérieures.

Le 16 de ce mois, quelques compagnies d'infanterie et de cavalerie se sont mises en marche d'ici pour Bristol, et le bruit court que, dans cette dernière ville, ainsi qu'à Glocester, il aurait éclaté quelques mécontentements contre les actes du parlement. Cependant, ici et dans les environs, tout respire la tranquillité.

Aujourd'hui, jour assigné pour la comparution devant la haute cour nouvellement créée à Westminster-Hall des lords accusés, tels que Hamilton, Holland, Goring, Capel et sir John Owen, ces seigneurs, à l'exception du comte de Holland, qui est malade, ont comparu devant cette cour, et après y avoir entendu l'une après l'autre les charges portées contre chacun d'eux, et y avoir répondu par leurs moyens de défense, ils ont été reconduits en prison jusqu'à nouvelle comparution pour la suite de leur procès.

Nous terminons celle-ci en priant la divine Providence

de veiller de plus en plus sur la prospérité du gouvernement de VV. HH. PP.

Signé Adrien Pauw, Alb. Joachim.

7° *Cinquième dépêche.*

Hauts et puissants seigneurs,

MM. les commissaires du royaume d'Écosse, ayant reçu la dépêche de leur parlement, nous en ont donné connaissance le soir à une heure assez indue, et nous ont fait parvenir la proclamation, le décret et la lettre dont les copies accompagnent la présente dépêche. VV. HH. PP. apprendront par leur contenu que le prince de Galles vient d'être proclamé par le parlement d'Ecosse roi de la Grande-Bretagne, de France et d'Irlande. MM. les commissaires nous ont informés en outre qu'on avait de suite expédié d'Écosse à l'étranger un gentilhomme porteur de ces actes, que la proclamation en avait été faite partout, et qu'on se disposait à expédier incessamment un envoyé muni des instructions les plus étendues à cet effet vers le monarque. Le bruit se répand ici que le parlement est fort mécontent de cette mesure, et surtout de ce qu'on ne s'est pas contenté de le proclamer sous le titre de roi d'Écosse seulement, mais qu'on y a joint ceux de roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande. Les levées de troupes se poursuivent ici en secret, et leur marche vers l'Écosse et ailleurs est continuelle, ce qui fait présumer que dans les dernières actions on a perdu beaucoup de monde. La capitale con-

tinue cependant de jouir d'une tranquillité parfaite, et il ne s'y manifeste aucune apparence de sédition ; les équipages des bâtiments de guerre sont successivement portés au complet, et je ne serais point étonné que dans fort peu de temps il y eût près de trente vaisseaux parfaitement montés et prêts à mettre à la voile : ce nombre, assure-t-on, doit être porté successivement à soixante-dix, et l'on ajoute que trois commissaires du parlement prendront le commandement ou la surintendance de cette flotte ; dans cette mesure, on ne paraît plus faire mention du commandement de M. le comte de Warwick. Lundi dernier, 22 de ce mois, le maître des cérémonies est venu nous informer que le mercredi ou jeudi suivant nous serions invités à nous rendre au parlement pour y recevoir en pleine assemblée la réponse à nos propositions. Le mercredi, il nous a fait part que l'audience aurait lieu le jeudi soir ; et, en conséquence, ce jour-là on est venu en cérémonie nous conduire, dans les voitures d'usage, à Westminster-Hall. Ayant été de suite introduits dans la salle de la chambre des communes, nous avons occupé les siéges qu'on nous a assignés, et l'orateur nous ayant fait lecture de la réponse de la chambre, il nous en a été délivré une copie. Sur quoi nous avons répondu, en peu de mots, qu'après l'avoir relue, nous la transmettrions nous-mêmes à notre gouvernement, auprès duquel notre intention était de retourner sous le plus bref délai, et que nous profitions de la présente occasion pour prendre congé du parlement en notre qualité d'ambassadeurs extraordinaires. La chambre, ce jour-là, était réunie en plus grand nombre qu'à notre première audience, à cause du retour

de plusieurs députés absents et de la réintégration de beaucoup de membres dissidents, qui successivement se présentent pour reprendre leurs siéges, sous le bénéfice de l'acte expurgatoire. La nomination d'un plus grand nombre de députés a été un des premiers travaux de la nouvelle chambre, après quoi elle a procédé à l'élection de trente-huit membres dont se composera le conseil d'État du royaume, et dont VV. HH. PP. liront les noms et qualités dans la gazette ci-incluse Les juges du royaume ont siégé aussi la semaine dernière, et tenu les assises accoutumées, ou, comme on dit ici, le *terme*.

La veille de notre dernière audience, et par conséquent après la notification qui nous en fut faite, nous avons reçu les lettres de VV. HH. PP. du 22 de ce mois; et nous étant déjà occupés d'avance des préparatifs de notre départ, nous l'effectuerons aussitôt qu'il sera possible, désirant être rendus dans le plus bref délai auprès de VV. HH. PP. pour leur communiquer la réponse que nous avons obtenue, et rendre un compte verbal et détaillé de notre mission, qui a été accompagnée et suivie d'une foule d'incidents et de circonstances que, dans l'état précaire des affaires actuelles, nous jugeons ne pouvoir convenablement confier au papier. Les vents constamment contraires et les gelées assez fortes entravant la navigation de la Tamise, nous ne pouvons fixer le jour de notre départ; mais nous saisirons la première bonne occasion qui se présentera d'effectuer notre retour, soit en droiture, soit par la voie de Douvres et Calais, malgré le peu de commodités qu'offre, nous dit-on, ce dernier passage.

Les prisonniers d'État, nommément le duc de Hamilton,

lord Goring, lord Capel et sir John Owen ont comparu déjà plusieurs fois devant la haute cour de justice. Le premier a allégué un moyen déclinatoire, mais il a été rejeté, et on lui a ordonné de préparer sa défense, en lui assignant des défenseurs d'office; les trois autres se sont renfermés dans les termes de leur défense, surtout lord Capel, contre lequel, pour le fait de la capitulation et du quartier qu'elle accordait, ont été entendus comme témoins M. le général Fairfax et le commissaire général Ireton, lesquels ont comparu à cet effet en personne devant la cour. Toutes ces circonstances font craindre pour le sort de ces nobles personnages, et on les considère comme étant dans un péril imminent. Nous croyons devoir informer VV. HH. PP. que la présente dépêche est la sixième que nous leur avons expédiée, les deux précédentes étant des 15 et 19 de ce mois; les retards qu'éprouvent les expéditions d'ici, à cause des vents contraires et de la gelée, nous font appréhender, à juste titre, que toutes ne soient pas encore parvenues aux mains de VV. HH. PP.

Nous terminons en invoquant la protection de la divine Providence pour la prospérité du gouvernement de VV. HH. PP.

Signé Adrien Pauw, Alb. Joachim.

Londres, le 26 février 1649.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME DEUXIÈME.

LIVRE QUATRIÈME.

(1642-1643.)

LIVRE CINQUIÈME.

(1643-1645.)

LIVRE SIXIÈME.

(1645-1646.)

LIVRE SEPTIÈME.

(1646-1647.)

LIVRE HUITIÈME.

(1647-1649.)

ÉCLAIRCISSEMENTS ET PIÈCES HISTORIQUES.

FIN DU TOME DEUXIÈME.